

Les 7 réalisations du journal *L'Essentiel*



Introduction

Comme signalé dans le rapport d'activités et les réalisations sont toutes organisées comme suit :

- Sommaire
- Articles
- Accompagnement pédagogique

Dans cette version électronique, le dossier est compressé pour l'alléger. Cela peut altérer la qualité visuelle, ce qui n'est évidemment pas le cas quand on imprime directement à partir du site.

Il y a 7 réalisations (pour les voir directement en ligne, cliquer sur les liens de la page 3).

Table des matières

Liens hypertextes des réalisations	3
Réalisation 1	4
<i>Chômage la vraie rupture</i>	4
Sommaire	5
Articles	8
Accompagnement pédagogique	36
Réalisation 2	80
<i>Gaza, après le génocide, la paix ?</i>	80
Sommaire	81
Articles	84
Accompagnement pédagogique	109
Réalisation 3	144
<i>Arizona, l'austérité comme horizon</i>	144
Sommaire	145
Articles	148
Accompagnement pédagogique	175
Réalisation 4	196
<i>Trump s'en va-t'en guerre</i>	196
Sommaire	197
Articles	200
Accompagnement pédagogique	223
Réalisation 5	267
<i>Médias et extrême droite</i>	267
Sommaire	268
Articles	270
Accompagnement pédagogique	289
Réalisation 6	300
<i>Femme, ma voix, mon choix</i>	300
Sommaire	301
Articles	305
Accompagnement pédagogique	337
Réalisation 7	379
<i>Les saigneurs de la guerre</i>	379
Sommaire	380
Articles	383
Accompagnement pédagogique	410

Liens hypertextes des réalisations

Réalisation 1



[Chômage, la vraie rupture](#)

Réalisation 2



[Gaza, après le génocide, la paix ?](#)

Réalisation 3



[Arizona, l'austérité comme horizon](#)

Réalisation 4



[Trump s'en va-t'en guerre](#)

Réalisation 5



[Médias et extrême droite](#)

Réalisation 6



[Femme, ma voix, mon choix](#)

Réalisation 7



[Les saigneurs de la guerre](#)



Chômage: la vraie rupture

Les allocations de chômage vont être limitées à 2 ans. C'est un coup dur pour des milliers de personnes. C'est aussi une rupture avec les principes de notre sécurité sociale. Est-ce vraiment une loi contre nos droits? L'Essentiel se devait de faire un cahier sur le sujet.

▼ Lire plus



Réalisation 1

Chômage la vraie rupture

- *Sommaire*
- *Articles*
- *Accompagnement pédagogique*

Sommaire

Sondage



Limitier les allocations de chômage à 2 ans, est-ce une bonne chose ?

Articles > Sondage > Arizona, l'austérité comme horizon > Chômage: la vraie rupture
28 novembre 2025 🗳️ Thierry Verhoeven



Les liens du cahier "Chômage, la vraie rupture"

Articles > Liens > Chômage: la vraie rupture
6 novembre 2025 🗳️ Beyyah Yirik

GPS du cahier



Parcourir le cahier "Chômage: la vraie rupture"

Articles > Chômage: la vraie rupture > Le GPS du cahier
5 novembre 2025 🗳️ Beyyah Yirik

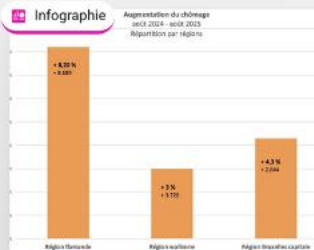
La réforme du chômage en vidéo



La réforme du chômage en vidéo

Articles > Chômage: la vraie rupture
3 novembre 2025 🗳️ Beyyah Yirik

Infographie



Le chômage augmente

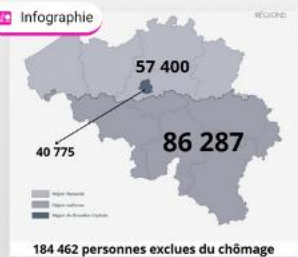
Zoom > Infographies > Articles > Chômage: la vraie rupture
3 novembre 2025 🗳️ Beyyah Yirik



Chômage : le courrier de l'exclusion

Zoom > Articles > Chômage: la vraie rupture
15 octobre 2025 🗳️ Beyyah Yirik

Infographie



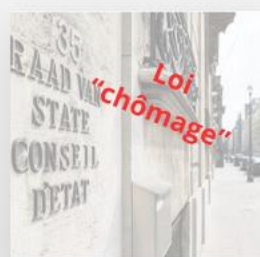
Chômage, l'exclusion surtout des Bruxellois et des Wallons

Zoom > Infographies > Articles > Chômage: la vraie rupture
7 août 2025 🗳️ Thierry Verhoeven



Loi-chômage: la rupture

Zoom > Articles > Arizona, l'austérité comme horizon > Chômage: la vraie rupture
6 août 2025 🗳️ Thierry Verhoeven



Une loi, ça se discute...

Zoom > Articles > Chômage: la vraie rupture
4 juillet 2025 🗳️ Beyyah Yirik



L'avis de Pedro

📍 Avis des lecteurs > Chômage: la vraie rupture
📅 30 juin 2025 🗳️ Beyyah Yirik



Loi-programme, c'est quoi ça ?

📍 Zoom > Articles > Chômage: la vraie rupture
📅 15 juin 2025 🗳️ Beyyah Yirik

Calendrier des exclusions du chômage

En 2026, plus de 180 000 personnes seront exclues du chômage

Chômage, exclusions en série

📍 Zoom > Articles > Chômage: la vraie rupture
📅 11 juin 2025 🗳️ Beyyah Yirik



« Ne vendez pas la peau du chômeur avant... »

📍 Articles > Chômage: la vraie rupture
📅 26 mai 2025 🗳️ Thierry Verhoeven



A Charleroi comme ailleurs, des milliers dans la rue

📍 Articles > Chômage: la vraie rupture
📅 30 avril 2025 🗳️ Beyyah Yirik

📍 Exercices



Accord de Pâques, l'Arizona attaque

📍 Exercices > Articles > Chômage: la vraie rupture
📅 25 avril 2025 🗳️ Beyyah Yirik

📍 Exercices



CORA, c'est fini

📍 Exercices > Articles > Chômage: la vraie rupture
📅 15 avril 2025 🗳️ Beyyah Yirik

📍 Exercices



Chômer 2 ans et puis basta !

📍 Zoom > Exercices > Articles > Chômage: la vraie rupture > La Sécu, aujourd'hui comme hier
📅 12 février 2025 🗳️ Beyyah Yirik

📍 Infographie

📍 Exercices



Chômage, le vrai du faux en chiffres

📍 Zoom > Exercices > Infographies > Articles > Chômage: la vraie rupture > La Sécu, aujourd'hui comme hier
📅 10 février 2025 🗳️ Beyyah Yirik

Exercices



A la conquête des droits sociaux

Zoom > Exercices > Articles > Chômage: la vraie rupture

7 octobre 2024 • Thierry Verhoeven

Cahier du cahier : **Chômage: la vraie rupture**

📍 GPS du cahier



Parcourir le cahier "Chômage: la vraie rupture"

📊 Infographie(s)



Le chômage augmente

Chômage, l'exclusion surtout des Bruxellois et des Wallons

Chômage, le vrai du faux en chiffres

🔗 Lien(s)



Les liens du cahier "Chômage, la vraie rupture"

📄 Exercice(s)



Accord de Pâques, l'Arizona attaque

CORA, c'est fini

Chômer 2 ans et puis basta !

Chômage, le vrai du faux en chiffres

A la conquête des droits sociaux

📊 Sondage



Limiter les allocations de chômage à 2 ans, est-ce une bonne chose ?

💬 Avis des lecteurs



L'avis de Pedro

Articles

A la conquête des droits sociaux

Il y a 18366 caractères et 2116 mots dans ce texte

Depuis plusieurs dizaines d'années, on dit que la sécurité sociale est menacée sauf si on diminue les droits sociaux et les allocations sociales. Dans ce débat, patronat et syndicats sont rarement d'accord. Pour mieux comprendre, voici un petit rappel historique. Pour cet article, *L'Essentiel* a simplifié plusieurs textes de spécialistes de la Sécurité sociale. Et principalement, des textes de Mateo Alaluf, professeur à l'ULB, parus dans la revue *Politique*.

Au 19^e siècle, les industries et les usines se développent en Belgique et surtout en Wallonie. A Gand et à Verviers, c'est le textile. A Liège, à Charleroi et dans tout le bassin wallon, c'est la sidérurgie, les charbonnages et la verrerie. Des banques investissent de plus en plus dans les industries (la Société générale est créée en 1822). L'argent, les capitaux se concentrent dans les secteurs industriels. De plus en plus d'hommes travaillent dans les usines et utilisent de plus en plus de machines.

Au début du 19^e siècle

Il faut produire beaucoup, il faut donc beaucoup d'ouvriers. Peu à peu, la classe ouvrière apparaît. Pour les bourgeois et les patrons, la classe ouvrière peut devenir dangereuse. Il faut la discipliner. En signant le contrat de travail, l'ouvrier se soumet à l'autorité du patron qui a presque tous les droits.

Dans la loi, il est écrit que « le maître (le patron) est cru sur parole ». L'ouvrier est lié à l'usine par le «livret ouvrier». Dans le livret, le patron note bien ou mal l'ouvrier quand il est licencié ou qu'il change de travail. Les ouvriers ne peuvent pas se défendre ensemble sinon la justice les condamne. Ils n'ont pas le droit de vote. Les ouvriers vivent dans la misère. Ils n'ont pas les moyens de se révolter. Ils sont trop mal nourris, trop fatigués, trop mal logés, trop épuisés pour agir.

Après 1850

Dans d'autres pays d'Europe, les ouvriers vivent la même chose qu'en Belgique. C'est pour cela qu'en 1864, La Première internationale ouvrière se crée. Les ouvriers commencent à s'organiser et à se défendre. En Belgique, le Parti ouvrier belge (POB) naît en 1885. C'est la première véritable organisation ouvrière au sens moderne du mot. Dans le POB, il y a aussi des syndicats, des mutuelles et des coopératives ouvrières. Le POB est socialiste. Côté chrétien, des syndicats, des mutuelles et des coopératives se créent aussi.

Après la Première guerre mondiale

En 1919, tous les hommes belges ont le droit de vote aux élections. Cela crée un autre rapport de force politique. Petit à petit, des lois sociales sont votées pour protéger un peu mieux l'ouvrier. En 1936, c'est la loi sur la semaine des 40 heures. Durant les années de l'entre-deux-guerres, les conditions de vie de la classe ouvrière s'améliorent. Il y a eu des reculs à cause de la grande crise économique des années 1930, mais on peut dire que la vie de la classe ouvrière s'améliore. Les différents secteurs de la sécurité sociale se mettent peu à peu en place grâce aux luttes ouvrières.

Après la Deuxième guerre mondiale

En décembre 1944, les différentes assurances sociales deviennent vraiment un système. Ce n'est pas un hasard. Après la guerre, le communisme attire beaucoup d'ouvriers. C'est un autre système que le système du capital qui les exploite. Des ouvriers veulent un syndicalisme plus offensif, plus actif, plus direct. C'est surtout vrai en Wallonie. La droite politique et les patrons doivent tenir compte de ce nouveau rapport de forces. Ils acceptent un partage plus juste des richesses créées. Il y a des négociations salariales pour le salaire et pour la sécurité sociale. Peu à peu, le système de sécurité sociale s'étend et protège presque toute la population.

Depuis la « crise » des années 1970

Le système marche bien jusqu'à la crise économique des années 1970. Et depuis les années 1980, les patrons font pression sur les travailleurs et les gouvernements pour limiter les droits sociaux, les droits à la sécurité sociale. On commence alors à faire des économies dans la sécurité sociale. Les gens sont de moins en moins bien protégés. On peut dire qu'aujourd'hui, il y a eu plus de reculs que d'avancées en matière de sécurité sociale.

Les exercices et leurs corrections en Word:

[exercices et corrections securite sociale](#)Télécharger

Chômer 2 ans et puis basta !

Il y a 3979 caractères et 721 mots dans ce texte

Depuis le 31 janvier 2025, la Belgique a un gouvernement. Un gouvernement qui va faire une politique fort peu sociale... Entre autres mesures, le gouvernement a décidé de limiter le chômage dans le temps à maximum 2 ans. On pourrait dire, en langage familier: "Chômer 2 ans max. et puis basta !"

Il semble que, pour le gouvernement De Wever, le chômage à durée illimitée n'encourage pas les demandeurs d'emploi à chercher du travail. Cela les encouragerait même à la paresse. En limitant la durée des allocations de chômage, le gouvernement veut aussi faire des économies et augmenter le taux d'emploi de 80%.

Les chiffres

D'abord, il est important de rappeler que le chômage rémunéré est un droit que le travailleur a acquis quand il a travaillé pendant un certain temps. Ensuite, les statistiques montrent que depuis 2017, les chiffres du chômage ont baissé de 34%. Même le journal économique et financier *L'Echo* le souligne : le taux d'emploi n'a jamais été aussi élevé qu'en 2024.

En Belgique, il y a à peu près 280 000 chômeurs complets indemnisés. Il y a aussi les 230 000 demandeurs d'emploi libres. Ils n'ont pas d'allocations de chômage, mais ils cherchent du travail. Sur le marché, il y a 180 000 offres d'emploi. Il n'y a donc pas assez d'offres d'emplois pour tous les demandeurs d'emplois. Dans ces 180 000 offres, il y a les métiers dits en pénurie. Les métiers en pénurie sont des métiers dans lesquels il manque des travailleurs. Le nouveau gouvernement dit : les chômeurs n'ont qu'à se former et ils trouveront un emploi. Ce n'est pas garanti comme n'est pas garanti que ce soit un emploi stable.

Un cercle vicieux

Depuis des années, on facilite le travail en intérim et les emplois très flexibles. C'est un problème pour les chômeurs. Ces jobs sont souvent de courte durée. Résultat : le chômeur ne travaille pas suffisamment longtemps pour conserver ses droits aux allocations de chômage. Par exemple, sur une période de plusieurs années, un chômeur peut avoir travaillé sans avoir le nombre de jours de travail nécessaires pour avoir droit aux allocations.

On compare souvent la situation de la Belgique aux pays voisins et surtout à la France. En France, le chômage est limité dans le temps. Par contre, les conditions d'accès aux allocations de chômage sont moins strictes que chez nous. En France, il faut avoir travaillé 130 jours (6 mois) au cours des 24 derniers mois quel que soit son âge. En Belgique, pour une personne de moins de 36 ans, c'est au minimum 312 jours (plus d'1 an) dans les 21 mois qui précèdent la perte d'emploi. Et plus on est âgé, plus il faut avoir un nombre de jours de travail.

Il y a aussi d'autres obstacles à l'accès à l'emploi : la mobilité, le manque de places en crèche, la formation, la santé... Et tout cela est de la responsabilité des pouvoirs publics.

Que vont devenir les chômeurs exclus ?

Selon des estimations, un tiers des chômeurs complets indemnisés pourraient trouver un emploi. Un autre tiers pourraient faire appel au CPAS. Pour le dernier tiers, les cohabitants par exemple, ils n'auront plus droit à rien. Or, les cohabitants sont souvent des cohabitantes. Les femmes sont les principales victimes du système. Une partie des chômeurs exclus se retrouvera « dans la nature ». Et il sera encore plus difficile pour eux de retrouver un emploi. Selon le journal *L'Echo*, l'exclusion des chômeurs de longue durée ne va pas rapporter les 6 à 9 milliards annoncés par le gouvernement. Il n'y aurait que 1,5 à 2 milliards d'économie. C'est peu face à la casse sociale que cette mesure va faire. Faudra-t-il faire encore plus d'actions comme Viva For Life ? La charité va-t-elle remplacer le système de la sécurité sociale ?

Les organismes liés au chômage

Exercice et corrigé à télécharger

[Les organismes liés au chômage Exercice Télécharger](#)

[Les organismes liés au chômage Corrigé Télécharger](#)

CORA, c'est fini

Il y a 2711 caractères et 485 mots dans ce texte

CORA, c'est une institution. Il y en a 5 en Wallonie et 2 à Bruxelles. Le groupe Cora a annoncé la fermeture de ses 7 hypermarchés en Wallonie et à Bruxelles d'ici fin janvier 2026. C'est un coup dur pour les 1 800 travailleurs et c'est un coup dur pour l'économie wallonne.

Un modèle qui a vieilli

Les hypermarchés CORA sont en difficulté depuis plusieurs années. Le modèle à succès des années 80 n'attire plus les gens. Avant, on voulait tout trouver et acheter au même endroit. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Les consommateurs préfèrent des commerces plus petits, plus près de chez eux. En plus il y a la concurrence des magasins discount comme Action, Extra, Aldi et la concurrence du commerce en ligne. C'est difficile pour un hypermarché comme CORA de tenir dans ces conditions. Au fil des années, les CORA hypermarchés sont devenus des shopping CORA dans lesquels on retrouve différentes boutiques de mode, de déco, de chaussures... Les galeries ont été rachetées par une société étrangère. Mais sans l'hypermarché, ces magasins risquent aussi de fermer. Cela provoquerait encore plus de licenciements.

Et après ?

Lorsqu'une grosse société ferme, et qu'il y a beaucoup de licenciements, il y a des négociations entre les syndicats des travailleurs et les patrons. Les négociations ont pour but, entre autres, d'avoir des conditions de départs intéressantes. Une cellule de reconversion est aussi mise en place. Les cellules de reconversion sont des dispositifs pour aider les travailleurs licenciés à trouver un autre job dans le même secteur ou à se former dans un autre métier. Mais tous ne trouveront pas d'emplois.

Double peine

Le gouvernement fédéral a signé l'accord qui adopte la limitation du chômage à maximum 2 ans. Cela ne pouvait pas plus mal tomber pour les travailleurs du CORA. Dans cet accord, il y a aussi le malus pension. Les personnes qui partiront à la pension avant l'âge officiel perdront de l'argent. Parmi ces travailleurs, il y a des personnes qui sont très proches de la pension. Auparavant, ces personnes auraient pu bénéficier de la prépension sans perdre d'argent. Aujourd'hui, elles devront retrouver du travail, se former, peut-être changer de profession après 60 ans.

Une fermeture d'entreprise c'est déjà dramatique en soi, mais avec ces nouvelles mesures, les employés du CORA et aussi d'autres sociétés qui ont récemment fermé (Audi, Lunch Garden, Casa) sont encore plus dans l'insécurité pour leur avenir.

Faire le Quizz en ligne

<https://view.genially.com/685bed55833291aa81dad724>

Télécharger l'exercice et le corrigé

[CORA, c'est fini exerciceTélécharger](#)

[Cora, c'est fini corrigéTélécharger](#)

Accord de Pâques, l'Arizona attaque

Il y a 3696 caractères et 653 mots dans ce texte

Le gouvernement dirigé par Bart de Wever avait promis des grandes réformes pour faire des économies. Le chômage, les malades de longue durée, les pensions, le travail... Tout cela allait être revu. A la mi-avril, les différents partis au pouvoir sont arrivés à un accord. On l'appelle l'accord de Pâques. Voici quelques-unes des mesures prévues.

Chômage

Depuis le début, les chômeurs sont la cible n° 1 du gouvernement. A partir du 1^{er} janvier 2026, la durée de chômage sera de 2 ans maximum. Après 2 ans, les chômeurs seront exclus. L'accord prévoit 2 exceptions : la première pour les chômeurs qui se forment dans un métier en pénurie et la 2e pour les plus de 55 ans. Les chômeurs qui ont plus de 55 ans ET qui ont 30 ans de carrière ne seront pas exclus. On ne sait pas combien de personnes exactement seront exclues du chômage, le ministre parle de 100 000, les syndicats de 145 000.

Lire aussi [Chômer 2 ans et puis basta !](#)

Malades de longue durée

Après les chômeurs, les malades de longue durée sont la cible n°2 du gouvernement. Parmi les personnes inactives, les malades de longue durée sont plus nombreuses. Le gouvernement veut les remettre au travail le plus vite possible. Pour cela, il fera pression sur les travailleurs malades, sur les médecins et sur les mutuelles.

Les malades devront se rendre plus souvent à des contrôles de santé et seront sanctionnés s'ils n'y vont pas. Les médecins seront contrôlés sur le nombre de certificats qu'ils donnent et les mutuelles devront remettre le plus possible les malades au travail. Si les mutuelles ne remettent pas assez de malades au travail, elles pourront être sanctionnées financièrement. Cela veut dire qu'elles recevront moins d'argent.

Pensions

En Belgique, la pension est fixée à 67 ans. Si le travailleur décide de travailler au-delà de l'âge légal de 67 ans, il aura une récompense, c'est le bonus pension. Le gouvernement annonce maintenant un malus pension en cas de départ avant 67 ans. Mais s'il veut partir avant, sa pension sera diminuée, c'est le malus pension.

Travailleurs

Le MR avait promis une différence de 500 euros entre les travailleurs et les chômeurs pour récompenser "ceux qui se lèvent tôt", sous-entendu les travailleurs. Les travailleurs ont espéré que leur salaire net serait plus élevé grâce à une réforme fiscale. En réalité, ce ne sera pas le cas. Le MR n'a pas tenu sa promesse jusque maintenant mais promet que ce sera pour 2029.

Les patrons

Ce sont les gagnants de l'accord. 1 milliard d'euro jusqu'en 2029 pour soutenir les entreprises. Les entreprises paieront moins de cotisations patronales sur les bas salaires et les salaires moyens. Le salaire net sera un peu plus élevé mais moins d'argent rentrera dans les caisses communes de la sécurité sociale.

Immigration

La Belgique devient un des pays européens les plus sévères d'Europe. Les conditions du regroupement familial vont être durcies, les expulsions exécutées, et des centres fermés vont être réouverts. Les centres fermés sont comme des prisons pour migrants.

Des canons

Comme promis, le gouvernement Arizona fera des économies. Ces économies seront faites surtout en diminuant les dépenses de la sécurité sociale et cela touchera principalement les plus faibles. Parallèlement, on peut se demander si les économies faites d'un côté ne vont pas servir à payer les dépenses pour l'armée. Le gouvernement a décidé d'augmenter le budget de la Défense.

Un questionnaire à choix multiple et son corrigé :

[Exercice, choix multiple, Accord de Paques, l'Arizona attaque](#)[Télécharger](#)

[Corrigé, choix multiple, Accord de Pâques, l'Arizona attaque](#)[Télécharger](#)

A Charleroi comme ailleurs, des milliers dans la rue

Il y a 1706 caractères et 281 mots dans ce texte

Ce 29 avril 2025 est un jour de grève générale et de mobilisation contre les mesures du gouvernement Arizona. Les manifestants et les grévistes ont dit non. Non à la limitation du chômage à 2 ans, non au malus pension, non à la chasse aux malades,... Le gouvernement n'épargne aucune catégorie de la population, ni aucun secteur.

A Charleroi, la manifestation a réuni des personnes de tous les secteurs professionnels. Il y avait des jeunes, des moins jeunes, des travailleurs de la fonction publique, des travailleurs du privé, des travailleurs du secteur associatif, de la culture, des travailleurs sans emplois... Les syndicats font front commun et dénoncent les mesures. Tous solidaires contre les réformes anti-sociales.

L'Essentiel y était et voici quelques photos:



La Funoc était là en force. © Inès Moudib



Les travailleurs du service public écrivent leur colère



Les pompiers étaient mobilisés contre la réforme de leur pension. ©Inès Moudib



Les travailleurs ne veulent pas de malus pension.



Non à la chasse aux malades, les soignants sont là pour soigner, pas pour punir.



Les jeunes réclament des emplois stables et corrects



Les métallurgistes refusent qu'on touche au pouvoir d'achat des travailleurs. ©Inès Moudib



Avec les mesures du gouvernement, le pouvoir d'achat des citoyens diminuera forcément.



Sur la Place Verte, la culture et le monde associatif sont là, des masques blancs pour dire que tout le monde est touché par les mesures d'économie.



Devant la gare de Charleroi, les cheminots étaient là aussi. Les cheminots ont aussi fait grève les autres mardis du mois de mars.



La manifestation s'est achevée à la gare de Charleroi Central, tous ensemble.

« Ne vendez pas la peau du chômeur avant... »

Il y a 3498 caractères et 663 mots dans ce texte

Le 22 mai à Bruxelles, les travailleurs et les travailleuses du non-marchand manifestaient contre les mesures du gouvernement. La manifestation était fort animée, fort colorée, fort diverse. Le nonmarchand, c'est beaucoup de personnes dans beaucoup d'activités différentes. C'est le personnel de la santé, de la culture, de la formation, des entreprises pour personnes avec handicap... Dans le nonmarchand, on ne fait pas de profit. Mais les services non-marchands profitent à toute la population, et plus encore aux personnes les plus précarisées de la société.

La peau du chômeur

Parmi les personnes les plus précarisées, il y a les demandeurs et demandeuses d'emploi. Et justement, le cortège des manifestants est passé devant un graffiti écrit sur un mur gris: « *Ne vendez pas la peau du chômeur avant de l'avoir tué !* » La phrase mérite qu'on s'y arrête et qu'on l'explique. Pourquoi ? La phrase vient d'un vieux proverbe: « *Il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué.* » Cela veut dire qu'il ne faut pas promettre une chose à quelqu'un sans être sûr d'avoir cette chose. La peau de l'ours devient ici la peau du chômeur. La phrase parle des mesures du gouvernement fédéral en matière de chômage.

Le chômeur contrôlé

En Belgique, un demandeur d'emploi qui remplit son contrat avec l'ONEm et le FOREm (en Wallonie) a droit aux allocations de chômage jusqu'au moment où il trouve un emploi. Evidemment, il doit prouver, par exemple, qu'il cherche de l'emploi ou qu'il suit une formation. Le suivi et le contrôle des chômeurs sont de plus en plus sévères. Il y a d'ailleurs beaucoup de personnes exclues parce qu'elles n'ont pas respecté le contrat avec l'ONEm et le FOREm. Le gouvernement vient d'annoncer que les chômeurs ne pourraient toucher des allocations que pendant maximum 2 ans. Environ 180 000 personnes seraient exclues automatiquement à cause de cette nouvelle mesure. Elles n'auront donc plus d'allocations de chômage.

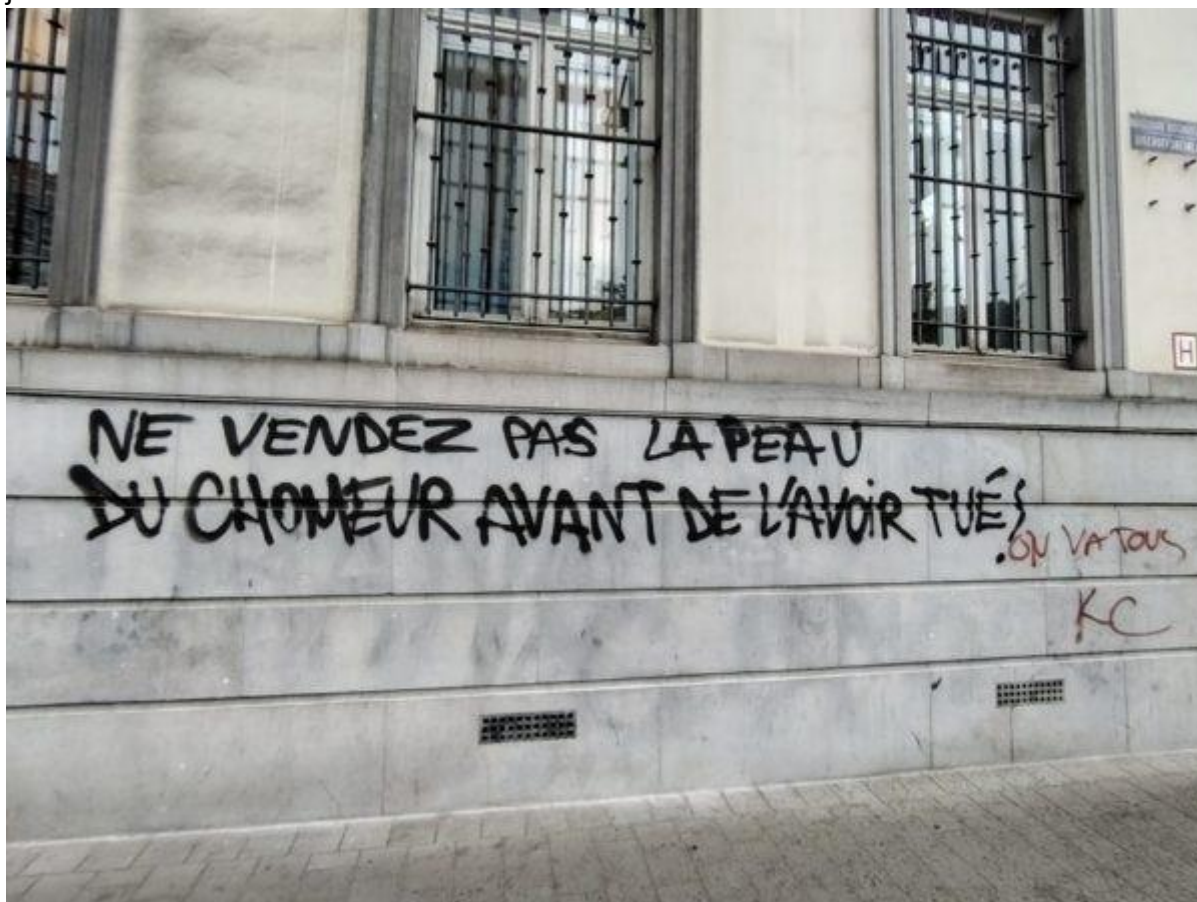
La chasse au chômeur

Remplacer le mot « ours » par le mot « chômeur » dit aussi que l'on considère le chômeur comme une cible. C'est un animal que l'on chasse. Si on les élimine du chômage, on ne devra plus leur payer des allocations. On fera du profit comme si on vendait la peau de l'ours. La phrase veut montrer que les chômeurs sont montrés du doigt dans la société. Et ce n'est pas tout à fait faux... La phrase est violente et crée un choc. On est en 2025, en Belgique. En Belgique, on dit que l'on a une des meilleures sécurités sociales du monde ! Et pourtant, la phrase associe « chômeur » et « tuer ». Bien sûr, dans la société, on ne tue pas vraiment le chômeur, mais l'image est violente. Priver le chômeur d'allocations, c'est en quelque sorte le tuer.

Méfions-nous du proverbe

Remarquons encore que la forme du verbe a changé. Ce n'est plus « *Il ne faut pas...* », mais « *Ne vendez pas* ». « *Il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué.* » est un proverbe. Comme beaucoup de proverbes, la phrase montre de la sagesse. C'est comme si on disait « faites attention ». « *Ne vendez pas la peau du chômeur avant de l'avoir tué !* », la phrase ne montre pas de la sagesse. Elle est un langage de militants. Elle dit : des chômeurs agissent et appellent les gens

à agir pour défendre leurs droits. Et agir, c'est ce que faisaient aussi, à leur façon, les associations ce jour-là à la manifestation du non-marchand le 22 mai.



Chômage, exclusions en série

Il y a 588 caractères et 101 mots dans ce texte

Le gouvernement a adopté la réforme sur le chômage. Cette réforme limite, entre autres, la durée du chômage à maximum 2 années.

Les exclusions vont se faire progressivement. Cela commencera au 1er janvier 2026 pour les personnes qui chôment depuis plus de 20 ans. Mais il n'y aura pas qu'elles... Il y aura 4 vagues d'exclusion en 2026 selon le statut des personnes au chômage. Qui est concerné ? Combien de personnes seront exclues ? Voici le calendrier de ces exclusions en série. Les chiffres sont ceux communiqués par le Ministre fédéral de l'Emploi David Clarinval, MR.

Calendrier des exclusions du chômage

En 2026, plus de 180 000 personnes seront exclues du chômage

1er janvier 2026

Les personnes qui sont au chômage depuis plus de 20 ans seront exclues.

25 404 personnes

1er mars 2026

Les personnes qui sont au chômage depuis plus de 8 ans (jusque 20 ans)

42 349 personnes

1er avril 2026

Les personnes au chômage depuis plus de 2 ans (jusque 8 ans)

45 183 personnes

1er juillet 2026

Les personnes qui ont une allocation d'insertion

40 122 personnes

Loi-programme, c'est quoi ça ?

Il y a 2111 caractères et 357 mots dans ce texte

Vous avez entendu parler de « loi-programme ». La réforme du chômage fait partie d'un programme plus important de changements de lois dans plusieurs domaines. Ces changements vont toucher les travailleurs les chômeurs, les pensionnés et bouleverser le système social belge. Elles vont favoriser les entreprises. Alors, la loi-programme, c'est quoi ?

C'est quoi une loi-programme ?

Une loi-programme, c'est une grande règle que le gouvernement belge utilise pour changer plusieurs choses en même temps. Par exemple, avec une loi-programme, on peut changer les règles du travail, modifier les impôts et les taxes, aider les entreprises, ou changer les règles pour les chômeurs ou certaines formations pour trouver un emploi (les métiers en pénurie, par exemple). Quelques exemples de ce qu'il y a dans cette loi-programme.

Chômage

C'est la mesure la plus importante: la nouvelle réglementation sur la durée des droits aux indemnités de chômage, montant,...

[Lire l'article Chômage, exclusions en série](#)

Travail de nuit

Le gouvernement fédéral de "Arizona" prévoit de modifier la loi sur le travail de nuit. Jusqu'à maintenant, le travail est considéré de nuit à partir de 20h, désormais ce sera à partir de minuit. Les travailleurs de nuit perdent alors 4 heures de prime sur leur salaire. L'Arizona prévoit aussi de reporter d'un mois l'indexation des salaires des fonctionnaires et des pensionnés.

Taxes et impôts

Vooruit, le parti socialiste flamand a accepté la réforme de la limitation du chômage à 2 ans à condition qu'une loi sur les plus-values soit adoptée. Les plus-values, ce sont des bénéfices que certaines personnes font (ceux qui ont le plus d'argent) en revendant des actions en bourse.

Entreprises

L'Arizona leur fait un cadeau : le patron ne paiera plus de cotisations sur les très gros salaires (il ne paiera pas plus de 85 000 euros par 3 mois)

On le voit, la loi-programme a servi à mettre en place plusieurs décisions d'un seul coup. Mais elles peuvent aussi être contestées par l'opposition.

[Lire l'article Une loi, ça se discute](#)

Une loi, ça se discute...

Il y a 2845 caractères et 513 mots dans ce texte

La mesure la plus importante prise par le gouvernement, c'est la législation du chômage. A partir du 1^{er} janvier 2026, les exclusions de chômeurs vont commencer. Le gouvernement a prévu d'appliquer cette loi dès le 1er juillet 2025 et d'envoyer les premiers courriers en juillet 2025. Mais ce n'est pas si simple. Les partis de l'opposition peuvent ralentir voire bloquer l'application d'une loi.

Lire l'article [Chômage, exclusion en série](#)

Le gouvernement fédéral de Belgique est composé de 5 partis. Il y a 3 partis flamands: la N-VA, Vooruit et le CD&V. Il y a 2 partis francophones: le MR et Les Engagés. Tous les partis du gouvernement sont d'accord pour réformer les lois qui concernent le chômage. Dans l'opposition, des partis sont tout à fait contre: le PS (les socialistes francophones), Ecolo et Groen (écologistes francophones et flamands), PTB-PVDA (Parti du travail francophone et flamand). Le Vlaams Belang soutient la réforme dans l'ensemble, mais il veut l'adapter pour certaines catégories de chômeurs. Quand ils ne sont pas d'accord, les partis de l'opposition déposent des amendements. Des amendements sont des propositions de modification du texte de départ. C'est ce qu'ils ont fait : ils ont déposé plus de 100 amendements et ils ont demandé le renvoi au Conseil d'Etat. En Belgique, un des rôles du conseil d'Etat est de donner des avis sur les projets de loi et de règlement, et de veiller à leur conformité avec les lois qui existent déjà.

Le Conseil d'Etat doit maintenant relire et vérifier que le texte de réforme et ses amendements respectent les lois déjà existantes. Cela peut prendre plusieurs mois. Il est impossible que les courriers d'exclusion du chômage partent comme prévu en juillet. Cela va sans doute retarder l'application de la nouvelle loi.

Petit souci...

Pour pouvoir remettre en examen une proposition de loi comme celle-ci, il faut un tiers des voix dans l'assemblée. Le tiers a pu être atteint avec les voix du Vlaams Belang, le parti d'extrême droite. Du coup, la majorité critique fort l'opposition : les partis de la majorité disent que les partis de l'opposition ont rompu (cassé) le cordon sanitaire, qu'ils ont en quelque sorte pactiser avec le diable. En fait, c'est un prétexte. Premièrement, les partis ne sont pas responsables de ce que les autres partis peuvent voter. Deuxièmement, il y a quelques années, le président du MR Georges Louis Bouchez a débattu avec le Vlaams Belang à la télévision flamande.

Conseil d'Etat

En Belgique, le Conseil d'Etat a 2 rôles :

- Il statue sur les conflits entre les citoyens et l'administration, il annule ou suspend des actes administratifs illégaux.
- Il donne des avis sur les projets de loi et les projets de règlement. Il s'assure qu'ils sont conformes avec la législation existante.

Loi-chômage: la rupture

Il y a 4817 caractères et 881 mots dans ce texte

Ca y est, c'est fait ! La nouvelle loi sur le chômage a été publiée au Moniteur belge le 29 juillet. Elle va donc s'appliquer à partir du 1^{er} janvier 2026. Cette loi avait été votée par les députés du parlement fédéral belge le 18 juillet. Cette loi change complètement les règles du chômage. Avec cette loi, on n'est plus dans la solidarité de la Sécurité sociale. On est dans l'exclusion automatique et l'aide sociale individualisée et incertaine. C'est une vraie rupture dans l'histoire de la Sécurité sociale en Belgique.

Une personne a droit aux allocations de chômage si elle a travaillé un certain nombre de jours et si elle répond aux obligations de l'ONEm et du FOREm. Cela veut dire qu'elle doit chercher un emploi, répondre aux convocations, se former, etc. Si elle ne le fait pas, elle peut être exclue du chômage et perdre ses allocations. Si elle le fait, elle garde ses allocations. Comme il n'y a pas d'emplois pour tout le monde, des personnes restent au chômage pendant longtemps même si elles répondent à leurs obligations. Avec la nouvelle loi, c'est fini. A partir du 1^{er} janvier 2026, les personnes n'auront droit qu'à 1 an de chômage minimum et à 2 ans maximum. C'est tout à fait contraire aux principes de la sécurité sociale en Belgique.

Un salaire "social"

Dès le 19^e siècle, les travailleurs et leurs syndicats ont créé des caisses sociales pour ceux qui n'avaient pas d'emploi. En 1944, à la fin de la 2^e Guerre mondiale, syndicats, patrons et gouvernement signent un accord pour créer un système général et obligatoire de sécurité sociale. L'assurance-chômage en fait partie. Le travailleur sans emploi reçoit ainsi une allocation de chômage. Le principe de l'assurance-chômage et de la sécurité sociale est simple. On reconnaît que le travailleur crée de la richesse par son travail. Le patron fait des bénéfices en vendant les produits. Pour son travail, le travailleur a un salaire. Le travailleur reçoit un salaire sur son compte en banque. C'est son salaire net. Le travailleur reçoit aussi un salaire qui n'est pas sur son compte en banque. Ce sont des cotisations qu'il paie et que son patron paie pour la sécurité sociale. Plus le salaire est élevé, plus les cotisations sont élevées. Ainsi, chacun contribue selon ses moyens au financement de la sécurité sociale. La sécurité sociale profite à tous. On dit que c'est un salaire « socialisé ».

Rupture

Ce système de sécurité sociale ne plait pas aux patrons. Depuis les années 1980, ils paient souvent des cotisations réduites sur les salaires. Il y a donc moins d'argent dans les caisses. La crise économique aggrave les choses. Depuis 40 ans, on supprime des droits aux travailleurs sans emploi. En 1981, on crée le statut de cohabitant dans l'assurance-chômage. Les personnes « à charge » toucheront moins d'allocations. Cela touche surtout les femmes et les jeunes. Et ces chômeurs cohabitants seront exclus après un chômage dit de « longue durée ». C'est l'article 80 de l'ONEm. Il

n'est plus appliqué depuis 2004, mais on est de plus en plus sévère dans le contrôle de tous les chômeurs cohabitants ou non. Pour les jeunes qui sortent de l'école, on allonge de plus en plus la

période pendant laquelle il ne toucheront pas d'allocations. Et depuis 2012, ces jeunes ont droit à seulement 3 ans d'allocations. Avec la nouvelle loi, ce sera 1 an. Et pour celles et ceux qui ont assez de jours de travail, c'est 2 ans maximum.

Lire aussi notre article [Exclusion du chômage](#)

Une aide sociale... peut-être

Pour certains exclus du chômage, il y aura l'aide sociale du CPAS. Mais à la différence de l'assurance-chômage, l'aide sociale dépend de la situation personnelle, des rapports des assistants sociaux, etc. Et c'est une aide, ce n'est pas la même chose que la solidarité de la sécurité sociale. Dans l'histoire, les travailleurs avec emploi ont compris que l'assurance-chômage protégeait bien sûr les travailleurs sans emploi et qu'elle les protégeait aussi eux-mêmes. Sans assurance-chômage, les gens sont prêts à accepter plus facilement des bas salaires, des mauvais contrats et des mauvaises conditions de travail. Ceux qui ont un emploi peuvent alors moins réclamer de meilleurs salaires, contrats et conditions de travail...

Sous la pression des travailleurs, l'assurance-chômage de la Sécurité sociale a été faite pour les travailleurs avec ou sans emploi. Sous la pression des patrons, la fin de cette assurance-chômage est faite par le gouvernement contre les travailleurs.

Lire aussi notre article [Comment on fait une loi?](#)

C'est illisible pour des gens comme vous et moi, mais voici [le texte officiel paru dans le Moniteur belge du 29 juillet](#). La loi chômage commence à la page 31 et va jusqu'à la page 57.

Chômage : le courrier de l'exclusion

Il y a 2569 caractères et 437 mots dans ce texte

Les premiers courriers d'exclusion du chômage sont arrivés chez les personnes concernées.

***L'Essentiel* s'est procuré des exemples de courrier. Voici ce qu'on peut trouver :**

Il y a 2 types de courriers :

- Pour les personnes au chômage de longue durée (plus de 20ans).
- Pour les personnes qui perçoivent une allocation d'insertion. L'allocation d'insertion, c'est une allocation de chômage sur base des études. Généralement, ce sont des jeunes qui en bénéficient

Qu'y a-t-il dans ce courrier ?

Le recto



E.p. ONEM BP 66 Rue Stevin 41-13 1000 Bruxelles

Référence

MT_Chômage_1_760126/167-74

Date

12.09.2025

Votre droit aux allocations de chômage – Arrêt de vos allocations

En raison de modifications dans la réglementation du chômage, le droit aux allocations de chômage est maintenant limité dans le temps.
Par conséquent, votre droit prendra fin le **31 décembre 2025**. Vos allocations seront, en principe, arrêtées à cette date.

Les informations communiquées dans cette lettre sont basées sur les données dont nous disposons à la date du 11.09.2025, à savoir que :

- vous bénéficiez d'allocations de chômage en 3^e période d'indemnisation (montant forfaitaire),
- vous avez bénéficié d'allocations de chômage complet pendant au moins 20 ans .

Si ces données ne sont pas correctes ou si vous avez des questions, prenez contact **avec votre bureau FGTB** ou remplissez le **formulaire de contact** à l'adresse : <https://fgtb.be/my-fgtb>.

Attention! L'arrêt de vos allocations peut également avoir une conséquence sur :

- votre **assurance maladie** : renseignez-vous auprès de votre mutuelle pour obtenir plus d'informations ;
- vos **allocations familiales**, si vous en percevez sur la base de vos allocations. Renseignez-vous auprès de votre caisse d'allocations familiales pour plus d'informations.

Besoin d'aide dans votre recherche d'emploi ?

Le Forem met à votre disposition de nombreux outils et services : offres d'emploi, formations dans différents domaines, activités et conseils emploi-formation...
Consultez le site internet www.leforem.be pour les découvrir.

Veillez recevoir nos salutations distinguées,

Le directeur du bureau de Charleroi

.be

Explications

Le courrier précise la situation de la personne. Ici, la personne est au chômage depuis 20 ans au moins. « *la 3^{ème} période d'indemnisation* », cela signifie que la personne a passé les 2 premières périodes où les indemnités sont calculées au pourcentage du dernier salaire.

Le courrier invite les personnes à contacter leur organisme de paiement, il y a 3 organisme de paiement : la FGTB, la CSC et la CAPAC

La suppression des allocations de chômage peut aussi avoir des conséquences sur les allocations familiales et sur la mutuelle. C'est important de les contacter pour faire le point sur sa situation.

Dans l'encadré, l'Onem explique le changement de réglementation chômage qui devient limité dans le temps. Pour cette personne, le droit aux allocations de chômage prendra fin le 31 décembre 2025.

Le verso

Prolongation de votre droit aux allocations de chômage

Avez-vous travaillé en juin 2025 ?

Dans ce cas, votre droit aux allocations de chômage peut être prolongé. Prenez contact avec votre organisme de paiement (la FGTB).

Bénéficiez-vous, au 31 décembre 2025, d'une dispense délivrée par le Forem pour suivre une formation dans un métier en pénurie ?

Vous pouvez alors continuer à bénéficier des allocations jusqu'à la fin de votre dispense, mais au plus tard jusqu'au 30 juin 2030.

Travaillez-vous, à la date de fin de votre droit, à mi-temps ou au moins 19 heures par semaine et bénéficiez-vous d'une allocation de garantie de revenus ?

Vous pouvez alors continuer à bénéficier de cette allocation jusqu'à la fin de votre emploi, si vous en remplissez les conditions.

L'une des situations suivantes vous concerne ?

Situations	Durée minimum de :
Travail à temps plein	3 mois
Travail à temps partiel avec maintien des droits sans allocation de garantie de revenus	3 mois
Formation professionnelle à temps plein	3 mois ininterrompus
Indépendant	6 mois ininterrompus
Fonctionnaire	6 mois ininterrompus
Aidant proche avec dispense	6 mois ininterrompus
Interruptions de carrière ou crédit-temps	Pas de durée minimum

Dans ce cas, la date de fin des allocations peut également être reportée si cette situation a la durée minimum mentionnée ci-dessus.

Explications

La lettre présente les différents cas dans lesquels, il peut y avoir une prolongation du droit aux allocations de chômage.

Les exceptions

- si on a travaillé durant l'année 2025
- Si on a une dispense du Forem parce qu'on suit une formation dans un métier de pénurie
- Si au mois de décembre, date de fin de droit, on travaille au moins 19h par semaine et qu'on perçoit un « supplément chômage », alors, ce supplément est garanti jusqu'à la fin du contrat.

D'autres exceptions

Il y a ensuite un tableau qui reprend différentes situations de travail qui donnent droit à une prolongation du droit aux allocations. Par exemple, si on a travaillé à temps plein au moins 3 mois, les allocations seront prolongées. ou si on suit ou on a suivi une formation professionnelle à temps plein pendant 3 mois sans interruption.

Pour les allocations d'insertion, c'est le même type de lettre:



Exp. ONEM BP 66 Rue Stevin 43 1000 Bruxelles

Madame,

BELGIQUE

Référence

MT_insertion_2 990601/256-89

Date

12.09.2025

Votre droit aux allocations d'insertion – Arrêt de vos allocations

En raison de modifications dans la réglementation du chômage, votre droit aux allocations d'insertion est limité dans le temps.
C'est pourquoi votre droit aux allocations se termine le **31 décembre 2025**. Vos allocations seront en principe arrêtées à cette date.

Les informations communiquées dans cette lettre sont basées sur les données dont nous disposons à la date du 11.09.2025, à savoir que vous avez été admise au droit aux allocations d'insertion pour la première fois le 25.03.2024.

Si ces données ne sont pas correctes ou si vous avez des questions, prenez contact avec votre organisme de paiement (la CSC) sur www.lacsc.be/limitation-chomage.

Attention ! L'arrêt de vos allocations peut également avoir une conséquence sur :

- votre **assurance maladie** : renseignez-vous auprès de votre mutuelle pour obtenir plus d'informations ;
- vos **allocations familiales**, si vous en percevez sur la base de vos allocations. Renseignez-vous auprès de votre caisse d'allocations familiales pour plus d'informations.

Besoin d'aide dans votre recherche d'emploi ?

Le Forem met à votre disposition de nombreux outils et services : offres d'emploi, formations dans différents domaines, activités et conseils emploi-formation...
Consultez le site internet www.leforem.be pour les découvrir.

Veuillez recevoir nos salutations distinguées,

Le directeur du bureau de Charleroi

.be

Page 1 sur 2 – Suite au verso

Télécharger les courriers :

[exclusion chômage.exemples de courrier](#) Télécharger

Pour en savoir plus...

Consulter l'article [Chômage, exclusion en série](#) et l'infographie [Chômage, le vrai du faux](#)

Accompagnement pédagogique

GPS

Parcourir le cahier "Chômage: la vraie rupture"

Il y a 6064 caractères et 1075 mots dans ce texte

Parmi toute une série de réformes lancées par le gouvernement Arizona, il y a la réforme du chômage. Les allocations de chômage vont être limitées à 2 ans. C'est un coup dur pour des milliers de personnes. C'est aussi une rupture avec les principes de notre sécurité sociale. L'Essentiel se devait de faire un cahier sur le sujet. Dans ce cahier, il y a des articles sur la loi et sur ses conséquences humaines. D'autres articles rappellent aussi ce que sont nos droits sociaux. D'autres articles encore montrent que les gens protestent contre cette loi. Tout cela avec des infographies, des vidéos et des exercices.

Des mesures et un accord

[Loi programme, c'est quoi ça ?](#)

La réforme du chômage fait partie d'un programme plus important de changements de lois dans plusieurs domaines. Ces changements vont toucher les travailleurs, les chômeurs, les pensionnés,... Des changements qui bouleversent le système social belge et qui favorisent les entreprises.

[Chômer 2 ans et puis basta ! - exercice](#)

Depuis le 31 janvier 2025, la Belgique a un gouvernement. Un gouvernement qui va faire une politique très peu sociale... Entre autres mesures, le gouvernement a décidé de limiter le chômage dans le temps à maximum 2 ans. On pourrait dire, en langage familier, chômer 2 ans, et puis basta !

[Accord de Pâques, l'Arizona attaque](#)

Comme promis, le gouvernement dirigé par Bart de Wever est arrivé à un accord sur le chômage, les malades de longue durée, les pensions, le travail.... On l'appelle l'accord de Pâques.

[Une loi, ça se discute](#)

Une des mesures importantes prises par le gouvernement, c'est la législation du chômage. A partir du 1^{er} janvier 2026, les exclusions de chômeurs vont commencer. Le gouvernement a prévu d'appliquer cette loi dès le 1^{er} juillet 2025 et d'envoyer les premiers courriers en juillet 2025. Mais ce n'est pas si simple. Les partis de l'opposition peuvent ralentir voire bloquer l'application d'une loi.

Concrètement ...

[Chômage, le courrier de l'exclusion](#)

Les premiers courriers d'exclusion du chômage sont arrivés chez les personnes concernées début octobre 2025. *L'Essentiel* s'est procuré des exemples de courrier.

[Chômage, exclusions en série](#)

L'article présente avec un schéma explicatif sur l'étalement des exclusions et le nombre d'exclus pressentis pour chaque période. Du 1^{er} janvier au 31 juillet.

[Exclusions du chômage, concrètement](#)

Présentation d'un flyer à destination des personnes concernées par les exclusions à venir. Qui sera concerné et quand ça va tomber.

[La réforme du chômage en vidéo](#)

L'Onem a publié sur son site des vidéos qui informent sur la réforme du chômage et sur la progressivité des mesures. Il y a 4 vidéos, une qui concerne les chômeurs complets indemnisés et 3 autres vidéos concernent les allocations d'insertion.

La double peine des travailleurs de CORA

[CORA, c'est fini - Exercice](#)

CORA, c'est une institution. Il y en a 5 en Wallonie et 2 à Bruxelles. Le groupe Cora a annoncé la fermeture de ses 7 hypermarchés en Wallonie et à Bruxelles d'ici fin janvier 2026. C'est un coup dur pour les 1 800 travailleurs et c'est un coup dur pour l'économie wallonne. Dans un contexte de limitation du chômage à deux maximum, cette nouvelle est une double peine pour les travailleurs. `

Nos droits sociaux à la trappe

[A Charleroi comme ailleurs, des milliers dans la rue](#)

Le 29 avril 2025 a été un jour de grève générale et de mobilisation contre les mesures du gouvernement Arizona. Les manifestants et les grévistes ont dit non. Non à la limitation du chômage à 2 ans, non au malus pension, non à la chasse aux malades,... Le gouvernement n'épargne aucune catégorie de la population, ni aucun secteur.

["Ne vendez pas la peau du chômeur avant..."](#)

Le 22 mai à Bruxelles, c'est à Bruxelles que les travailleurs et les travailleuses du non-marchand manifestaient contre les mesures du gouvernement. La manifestation était fort animée, fort colorée, fort diverse. Comme dans chaque manifestation, des slogans et des jeux de mots sont utilisés, parmi ceux-ci, le proverbe détourné « *ne vendez pas pas la peau du chômeur avant de l'avoir tué* »

[Loi chômage, la rupture](#)

La nouvelle loi sur le chômage a été publiée au [Moniteur belge](#) le 29 juillet. Elle va donc s'appliquer à partir du 1^{er} janvier 2026. Cette loi change complètement les règles du chômage. Avec cette loi, on n'est plus dans la solidarité de la Sécurité sociale. On est dans l'exclusion automatique et l'aide sociale individualisée et incertaine. C'est une vraie rupture dans l'histoire de la Sécurité sociale en Belgique.

[A la conquête des droits sociaux](#)

Depuis plusieurs dizaines d'années, on dit que la sécurité sociale est menacée sauf si on diminue les droits sociaux et les allocations sociales. Dans ce débat, patronat et syndicats sont rarement d'accord. Pour mieux comprendre, voici un petit rappel historique.

Des infographies pour y voir clair

[Chômage, le vrai du faux - exercice](#)

On entend circuler beaucoup de chiffres concernant le chômage et plus généralement la sécurité sociale. L'Essentiel reprend ci-dessous des chiffres publiés par L'Observatoire des Inégalités. La limitation des indemnités de chômage dans le temps est un choix politique qui ne vise pas seulement la diminution du [taux](#) de chômage.

[Chômage, l'exclusion, surtout des Bruxellois et des Wallons](#)

A partir du 1^{er} janvier 2026, des personnes au chômage depuis plus de 2 ans seront exclues. Si on se base sur les chiffres actuels du chômage, la nouvelle loi risque d'exclure 184 462 personnes au total. Le syndicat [FGTB](#) a fait le calcul pour le pays et aussi par région et par commune. Ce sont les Wallons et les Bruxellois qui sont les plus touchés.

[Le chômage augmente...](#)

Le gouvernement Arizona est en place depuis février 2025. Il a promis de faire baisser le [taux](#) de chômage et d'augmenter le taux d'emploi à 80 %. Or, depuis un an, le chômage en Belgique a augmenté. Comment on l'explique ?

Infographie

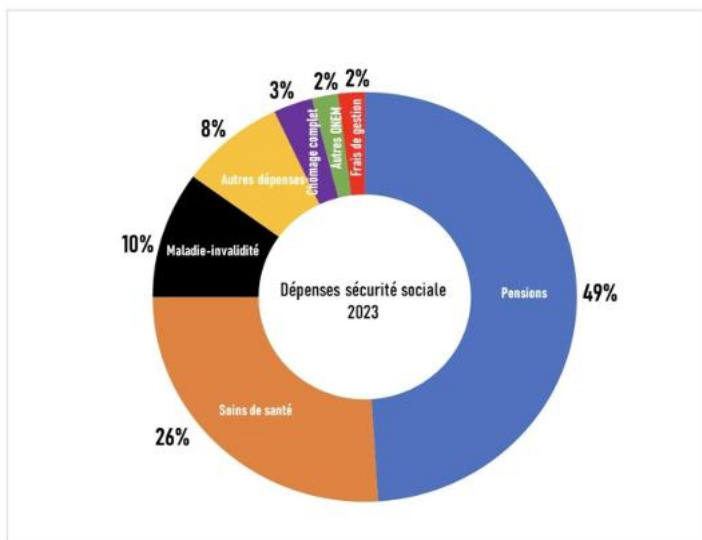
Chômage, le vrai du faux en chiffres

Il y a 2925 caractères et 514 mots dans ce texte

On entend circuler beaucoup de chiffres concernant le chômage et plus généralement la sécurité sociale. L'Essentiel reprend ci-dessous des chiffres publiés par L'Observatoire des Inégalités. La limitation des indemnités de chômage dans le temps est un choix politique qui ne vise pas seulement la diminution du taux de chômage.

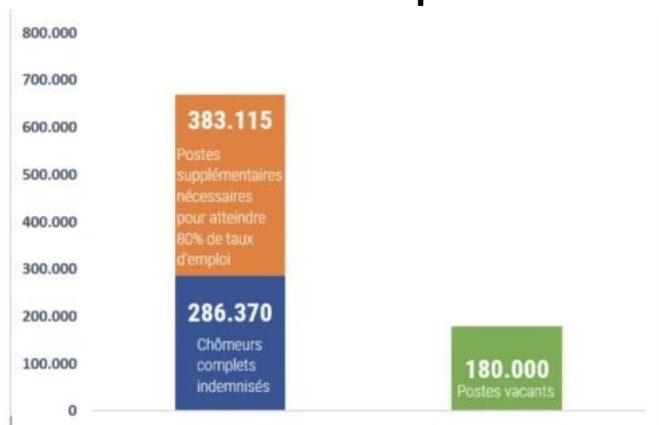
La Sécu, où va l'argent ?

La sécurité sociale belge est financée par les cotisations sociales sur les salaires et par les impôts. Les dépenses de la Sécu se répartissent entre plusieurs caisses : les pensions, le chômage, les soins de santé etc. Ci-dessous, le graphique montre où va l'argent de la sécurité sociale.



Source : CEPAG

Pas assez d'offres d'emploi

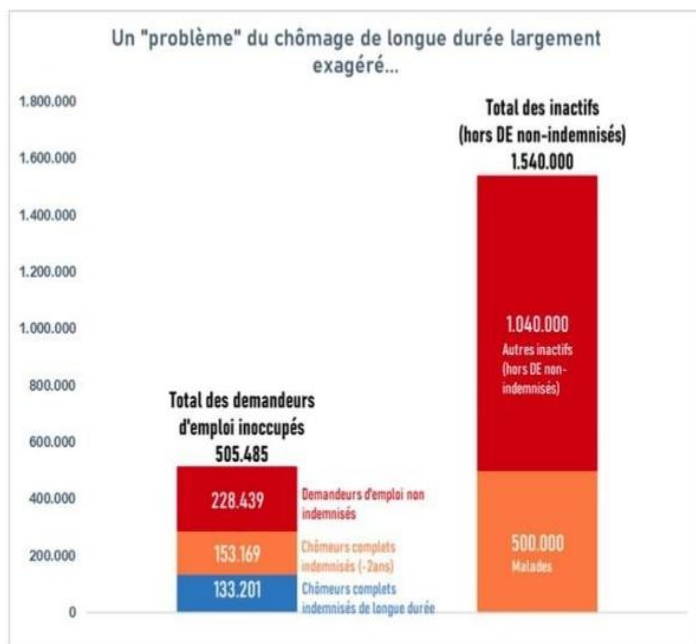


Source : ONEM, FGFB

Si on compare les chiffres des demandeurs d'emploi, et celui des offres d'emploi disponibles (en vert), on voit qu'il n'y a pas assez de travail pour tous les demandeurs d'emploi.

Il n'y a donc pas assez d'emplois pour tout le monde, même en prenant en compte les emplois en pénurie. Les emplois en pénurie sont des métiers pour lesquels il manque de personnes formées et qualifiées. Pour atteindre les 80% de travailleurs actifs, il faudra créer presque 400 000 emplois.

Nombre de demandeurs d'emplois indemnisés, non indemnisés, et d'inactifs



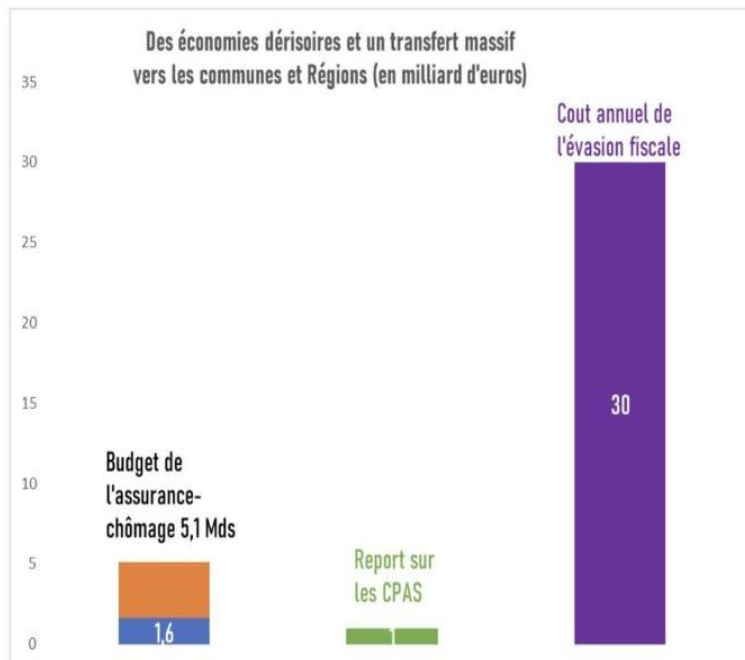
Source : ONEm, FGTB.

Les demandeurs d'emploi non-indemnisés sont les personnes inscrites comme demandeurs/demandeuses d'emploi et qui ne reçoivent pas d'allocations. On les appelle aussi des demandeurs d'emploi libres.

Les chômeurs complets indemnisés sont les personnes inscrites comme demandeurs/demandeuses d'emploi et « touchent » des allocations de l'Onem.

Les personnes inactives sont les personnes qui ne travaillent pas et qui ne sont pas inscrites comme demandeurs/demandeuses d'emploi. Ce sont par exemple des conjoints à charge ou encore des personnes en invalidité de travail.

Des économies au Fédéral... oui mais



Ce graphique compare les économies que le gouvernement va réaliser avec la limitation de la durée du chômage et le montant en milliard de l'évasion fiscale. L'évasion fiscale, c'est quand les riches placent leur argent ailleurs qu'en Belgique pour ne pas payer d'impôts.

Des choix politiques

Les statistiques montrent que ces mesures feront économiser quelques milliards mais c'est une goutte d'eau dans un océan. C'est surtout un choix politique. Le choix de faire pression sur les travailleurs pour qu'ils acceptent n'importe quel job, à n'importe quel prix, à n'importe quelle condition... C'est aussi le choix de faire peser sur les régions et les communes des dépenses qu'ils pourront difficilement supporter. C'est surtout un pas de plus vers la régionalisation des compétences fédérales en matière de sécurité sociale et le détricotage de la sécurité sociale, un système fédéral et solidaire.

Exercice et corrigé à télécharger

[Chômage en chiffres ExercicesTélécharger](#)

[Chômage en chiffres corrigéTélécharger](#)

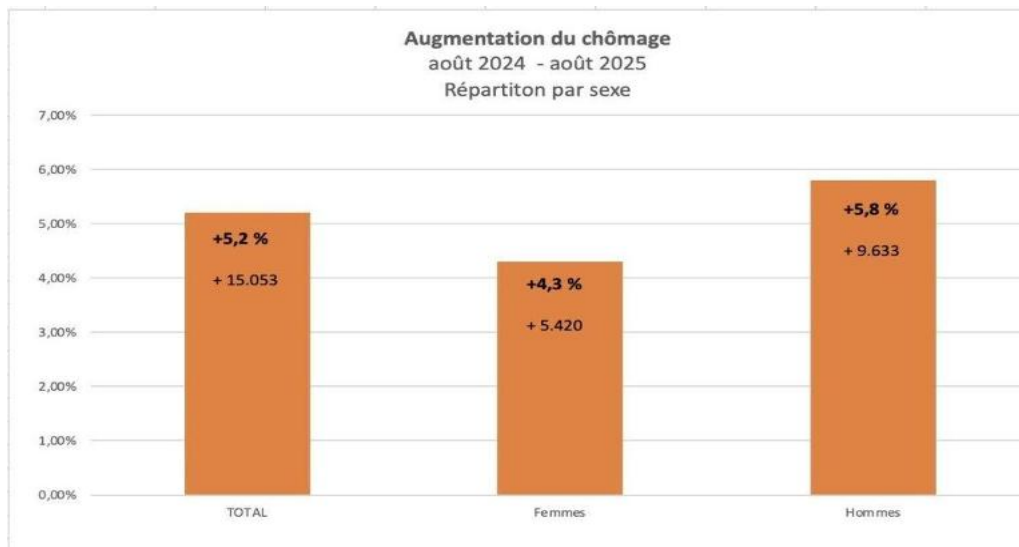
Le chômage augmente

Il y a 2261 caractères et 384 mots dans ce texte

Le gouvernement Arizona est en place depuis février 2025. Il a promis de faire baisser le taux de chômage et d'augmenter le taux d'emploi à 80 %. Or, depuis un an, le chômage en Belgique a augmenté. Comment on l'explique ?

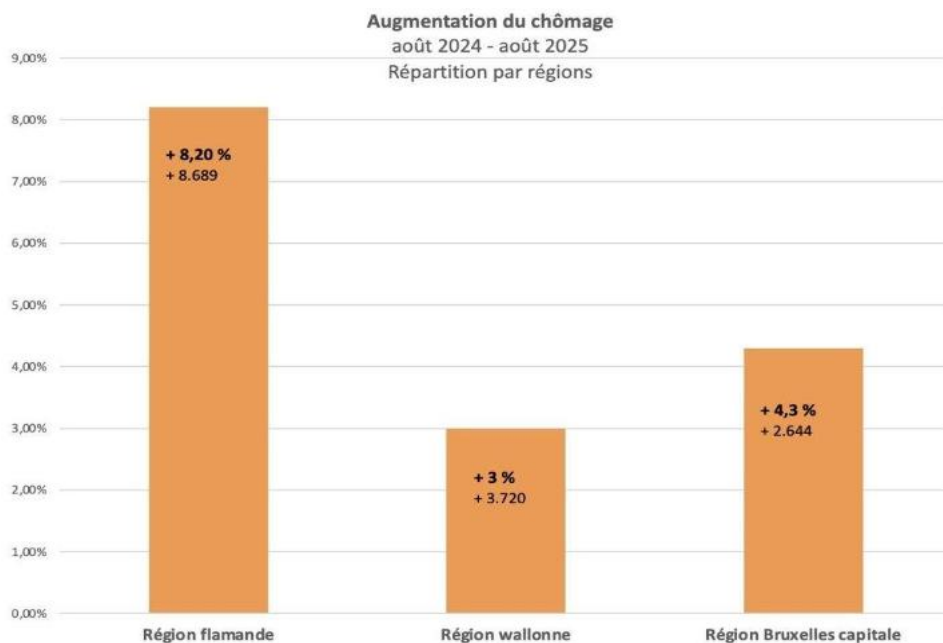
Les chiffres en Belgique

Le chômage a augmenté de 5,2 % en Belgique. Depuis un an, il y a 15.053 chômeur en plus. Les hommes sont plus touchés que les femmes.



Les chiffres par région

La Flandre est la région la plus touchée par l'augmentation du chômage + 8,20% de chômeurs en août 2025 par rapport au mois d'août 2024. En Wallonie, le chômage a augmenté de 3 % et de 4,3 % à Bruxelles.



Les explications

• Des faillites

En 2025, la construction et le secteur des transports ont connu beaucoup de faillites. La majorité de ces entreprises sont situées en Flandre. Cela explique pourquoi la hausse est plus élevée en Flandre que dans les 2 autres régions. On peut supposer que ce sont des secteurs qui emploient surtout des hommes.

• Les réformes sur les pensions

Avec l'allongement de l'âge de la pension à 66 ans au lieu de 65 ans, 4 000 chômeurs qui auraient dû prendre leur pension gardent le statut de chômeur. D'après les chiffres de l'Onem, c'est 4 000 personnes en 2025 contre 700 en 2024. La prépension et les crédits-temps de fin de carrière ont été supprimés. Ce qui contribue encore à augmenter le nombre de chômeurs. En Flandre, la population est plus vieillissante qu'en Wallonie et à Bruxelles, cela explique encore qu'en Flandre, le chômage a plus augmenté.

Les chômeurs complets indemnisés ont dépassé les 300 000 en août 2025. Si on prend en compte tous les demandeurs d'emploi (indemnisés et libres), ce sont 549 000 personnes qui cherchent du travail. Avec la limitation du chômage à 2 ans maximum, le nombre de chômeurs complets indemnisés diminuera dans les statistiques. Mais cela ne veut pas dire que ces personnes auront un emploi. Une partie le sera, mais d'autres seront au CPAS, d'autres encore seront "sorties des radars". C'est-à-dire qu'elles ne recevront plus d'allocations.

A l'avenir, plus que jamais, les statistiques du chômage ne seront que des chiffres dans un tableau et ne nous indiqueront plus forcément les réalités du terrain.

Les liens du cahier “Chômage, la vraie rupture”

Il y a 1310 caractères et 226 mots dans ce texte

Les organismes publics

Accéder aux informations sur la réforme du chômage sur le site de l'Onem, cliquer [ici](#)

Le Forem en Wallonie et Actiris à Bruxelles sont chargés d'accompagner, d'orienter et de former les demandeurs d'emploi (indemnisés ou libres)

- Le Forem : [page d'accueil](#) (offres d'emploi), [chercher une formation](#)
- Actiris : [page d'accueil](#), [chercher une emploi](#), [se former](#)

Les demandeurs d'emploi qui suivent une formation dans un métier en pénurie ne seront pas exclus le temps de la durée de la formation. Consulter la liste des métiers en pénurie, cliquez sur le lien [Métiers en pénurie](#)

Les organismes utiles

FGTB :

- Aller à la [page d'accueil](#),
- Aller à la page « [chômage](#) ».
- Aller à la page de votre [régionale FGTB](#) pour des informations plus locales.

CSC :

- Aller à [la page d'accueil](#)
- Aller à la page droits / [chômage](#)

En savoir plus sur les chiffres du chômage

Consulter [les chiffres fédéraux des chômeurs indemnisés – août 2025](#),

Stop à la chasse aux Chômeurs

"*Stop à la chasse aux chômeurs*" est un slogan utilisé par les syndicats et les associations d'aide pour défendre les chômeurs et leurs droits. C'est une sorte de collectif qu'on peut retrouver sur Facebook.

Aller sur [la page](#)

Exercice

A la conquête des droits sociaux

Il y a 18366 caractères et 2116 mots dans ce texte

Depuis plusieurs dizaines d'années, on dit que la sécurité sociale est menacée sauf si on diminue les droits sociaux et les allocations sociales. Dans ce débat, patronat et syndicats sont rarement d'accord. Pour mieux comprendre, voici un petit rappel historique. Pour cet article, *L'Essentiel* a simplifié plusieurs textes de spécialistes de la Sécurité sociale. Et principalement, des textes de Mateo Alaluf, professeur à l'ULB, parus dans la revue *Politique*.

Au 19^e siècle, les industries et les usines se développent en Belgique et surtout en Wallonie. A Gand et à Verviers, c'est le textile. A Liège, à Charleroi et dans tout le bassin wallon, c'est la sidérurgie, les charbonnages et la verrerie. Des banques investissent de plus en plus dans les industries (la Société générale est créée en 1822). L'argent, les capitaux se concentrent dans les secteurs industriels. De plus en plus d'hommes travaillent dans les usines et utilisent de plus en plus de machines.

Au début du 19^e siècle

Il faut produire beaucoup, il faut donc beaucoup d'ouvriers. Peu à peu, la classe ouvrière apparaît. Pour les bourgeois et les patrons, la classe ouvrière peut devenir dangereuse. Il faut la discipliner. En signant le contrat de travail, l'ouvrier se soumet à l'autorité du patron qui a presque tous les droits.

Dans la loi, il est écrit que « le maître (le patron) est cru sur parole ». L'ouvrier est lié à l'usine par le « livret ouvrier ». Dans le livret, le patron note bien ou mal l'ouvrier quand il est licencié ou qu'il change de travail. Les ouvriers ne peuvent pas se défendre ensemble sinon la justice les condamne. Ils n'ont pas le droit de vote. Les ouvriers vivent dans la misère. Ils n'ont pas les moyens de se révolter. Ils sont trop mal nourris, trop fatigués, trop mal logés, trop épuisés pour agir.

Après 1850

Dans d'autres pays d'Europe, les ouvriers vivent la même chose qu'en Belgique. C'est pour cela qu'en 1864, La Première internationale ouvrière se crée. Les ouvriers commencent à s'organiser et à se défendre. En Belgique, le Parti ouvrier belge (POB) naît en 1885. C'est la première véritable organisation ouvrière au sens moderne du mot. Dans le POB, il y a aussi des syndicats, des mutuelles et des coopératives ouvrières. Le POB est socialiste. Côté chrétien, des syndicats, des mutuelles et des coopératives se créent aussi.

Après la Première guerre mondiale

En 1919, tous les hommes belges ont le droit de vote aux élections. Cela crée un autre rapport de force politique. Petit à petit, des lois sociales sont votées pour protéger un peu mieux l'ouvrier. En 1936, c'est la loi sur la semaine des 40 heures. Durant les années de l'entre-deux-guerres, les conditions de vie de la classe ouvrière s'améliorent. Il y a eu des reculs à cause de la grande crise économique des années 1930, mais on peut dire que la vie de la classe ouvrière s'améliore. Les différents secteurs de la sécurité sociale se mettent peu à peu en place grâce aux luttes ouvrières.

Après la Deuxième guerre mondiale

En décembre 1944, les différentes assurances sociales deviennent vraiment un système. Ce n'est pas un hasard. Après la guerre, le communisme attire beaucoup d'ouvriers. C'est un autre système que le système du capital qui les exploite. Des ouvriers veulent un syndicalisme plus offensif, plus actif, plus direct. C'est surtout vrai en Wallonie. La droite politique et les patrons doivent tenir

compte de ce nouveau rapport de forces. Ils acceptent un partage plus juste des richesses créées. Il y a des négociations salariales pour le salaire et pour la sécurité sociale. Peu à peu, le système de sécurité sociale s'étend et protège presque toute la population.

Depuis la « crise » des années 1970

Le système marche bien jusqu'à la crise économique des années 1970. Et depuis les années 1980, les patrons font pression sur les travailleurs et les gouvernements pour limiter les droits sociaux, les droits à la sécurité sociale. On commence alors à faire des économies dans la sécurité sociale. Les gens sont de moins en moins bien protégés. On peut dire qu'aujourd'hui, il y a eu plus de reculs que d'avancées en matière de sécurité sociale.

Exercices interactifs – Comprendre la sécurité sociale

Après la lecture de l'article, faire les exercices ci-dessous pour mieux comprendre l'histoire de la sécurité sociale.

Exercice 1 – Vrai ou faux

Lire chaque phrase puis choisir la bonne réponse.

1. Au début du 19e siècle, les ouvriers ont le droit de vote.

Vrai Faux

2. Le livret ouvrier permet au patron de noter le travailleur.

Vrai Faux

3. Le POB est la première véritable organisation ouvrière moderne en Belgique.

Vrai Faux

4. Depuis les années 1980, les droits à la sécurité sociale ont progressé.

Vrai Faux [Corriger](#) [Recommencer](#)

Exercice 2 – Remettre dans l'ordre chronologique

Choisir l'ordre correct pour chaque événement.

Écrire 1 pour le plus ancien et 5 pour le plus récent.

Tous les hommes belges obtiennent le droit de vote.

La Société générale est créée.

Les assurances sociales deviennent vraiment un système.

Le Parti ouvrier belge naît.

La Première Internationale ouvrière se crée.

[Corriger](#) [Recommencer](#)

Exercice 3 – Retrouver la bonne explication

Choisir la définition correcte.

1. Livret ouvrier

2. Mutuelle

Choisir ▼

3. Rapport de force

Choisir ▼

Corriger Recommencer

Exercice 4 – Choisir la bonne idée générale

Lire les propositions puis choisir celle qui résume le mieux l'article.

- La sécurité sociale a toujours été acceptée facilement par les patrons.
- La sécurité sociale s'est construite peu à peu grâce aux luttes ouvrières, mais elle subit aussi des reculs.
- La sécurité sociale concerne seulement le 19e siècle.

Exercice 6 – Réfléchir

Écrire quelques phrases pour répondre à la question.

Question : Pourquoi peut-on dire que la sécurité sociale est le résultat d'une histoire de luttes ?

Afficher une piste de réponse

Les exercices et leurs corrections en Word:

[exercices_et_corrections_securite_sociale](#) Télécharger

Exercices

Exercice 1 – Vrai ou faux

Lire chaque phrase puis choisir la bonne réponse.

1. Au début du 19e siècle, les ouvriers ont le droit de vote.
2. Le livret ouvrier permet au patron de noter le travailleur.
3. Le POB est la première véritable organisation ouvrière moderne en Belgique.
4. Depuis les années 1980, les droits à la sécurité sociale ont progressé.

Exercice 2 – Remettre dans l'ordre chronologique

Écrire 1 pour le plus ancien et 5 pour le plus récent.

Tous les hommes belges obtiennent le droit de vote.

La Société générale est créée.

Les assurances sociales deviennent vraiment un système.

Le Parti ouvrier belge naît.

La Première Internationale ouvrière se crée.

Exercice 3 – Retrouver la bonne explication

Choisir la définition correcte.

1. Livret ouvrier :

2. Mutuelle :

3. Rapport de force :

Exercice 4 – Choisir la bonne idée générale

Lire les propositions puis choisir celle qui résume le mieux l'article.

A. La sécurité sociale a toujours été acceptée facilement par les patrons.

B. La sécurité sociale s'est construite peu à peu grâce aux luttes ouvrières, mais elle subit aussi des reculs.

C. La sécurité sociale concerne seulement le 19e siècle.

Exercice 5 – Réfléchir

Écrire quelques phrases pour répondre à la question.

Pourquoi peut-on dire que la sécurité sociale est le résultat d'une histoire de luttes ?

Corrections

Exercice 1 – Vrai ou faux

1. Faux
2. Vrai
3. Vrai
4. Faux

Exercice 2 – Remettre dans l'ordre chronologique

Ordre correct :

1. La Société générale est créée. (1822)
2. La Première Internationale ouvrière se crée. (1864)
3. Le Parti ouvrier belge naît. (1885)
4. Tous les hommes belges obtiennent le droit de vote. (1919)
5. Les assurances sociales deviennent vraiment un système. (1944)

Exercice 3 – Retrouver la bonne explication

1. Livret ouvrier : un document qui contrôle le travailleur.
2. Mutuelle : une organisation d'aide et de protection sociale.
3. Rapport de force : l'équilibre entre des forces sociales et politiques opposées.

Exercice 4 – Choisir la bonne idée générale

Bonne réponse : B. La sécurité sociale s'est construite peu à peu grâce aux luttes ouvrières, mais elle subit aussi des reculs.

Exercice 5 – Réfléchir

Piste de réponse :

Le texte montre que les ouvriers vivaient d'abord dans la misère et presque sans droits. Peu à peu, ils se sont organisés dans des syndicats, des mutuelles, des coopératives et des partis. Grâce à leurs luttes et à un rapport de force plus favorable, des lois sociales ont été votées et la sécurité sociale s'est mise en place. Le texte montre aussi que ces acquis peuvent reculer.

Exercice

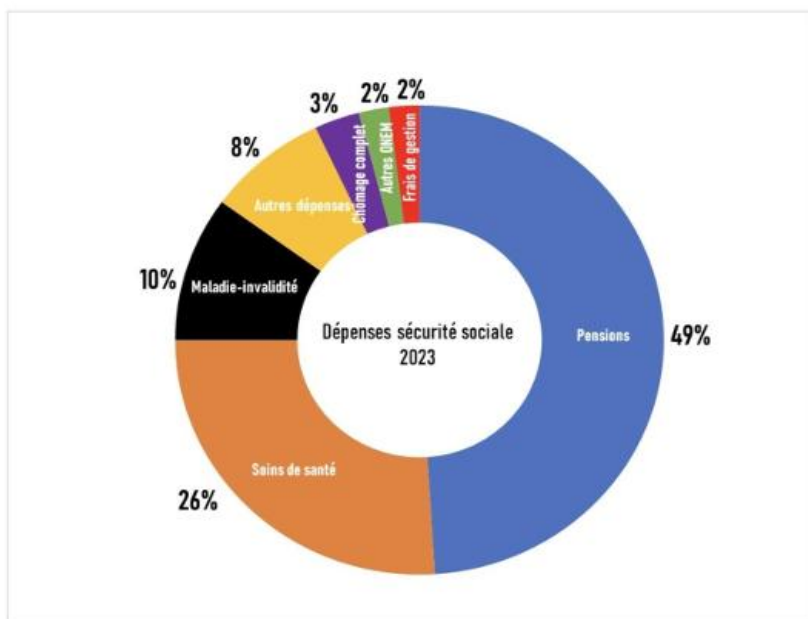
Chômage, le vrai du faux en chiffres

Il y a 2925 caractères et 514 mots dans ce texte

On entend circuler beaucoup de chiffres concernant le chômage et plus généralement la sécurité sociale. L'Essentiel reprend ci-dessous des chiffres publiés par L'Observatoire des Inégalités. La limitation des indemnités de chômage dans le temps est un choix politique qui ne vise pas seulement la diminution du taux de chômage.

La Sécu, où va l'argent ?

La sécurité sociale belge est financée par les cotisations sociales sur les salaires et par les impôts. Les dépenses de la Sécu se répartissent entre plusieurs caisses : les pensions, le chômage, les soins de santé etc. Ci-dessous, le graphique montre où va l'argent de la sécurité sociale.



Source : CEPAG

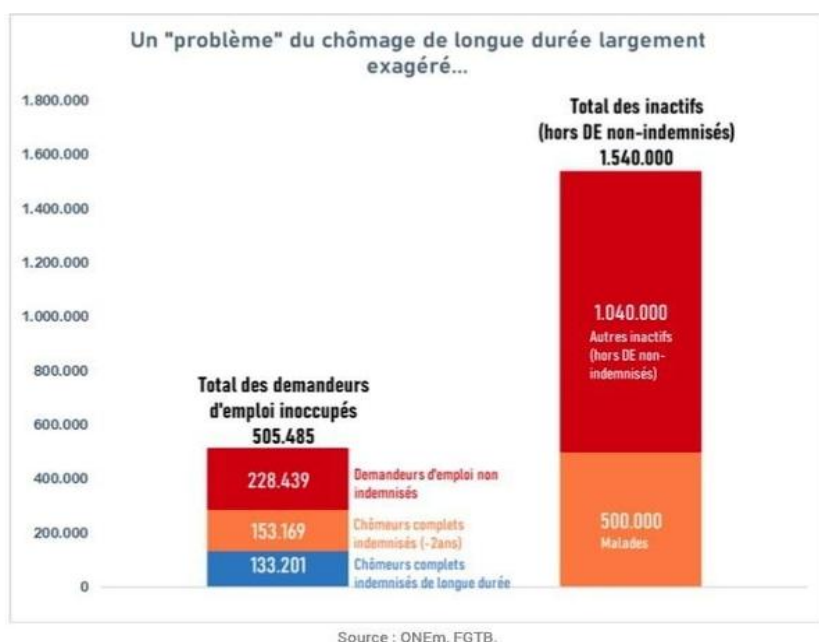
Pas assez d'offres d'emploi



Si on compare les chiffres des demandeurs d'emploi, et celui des offres d'emploi disponibles (en vert), on voit qu'il n'y a pas assez de travail pour tous les demandeurs d'emploi.

Il n'y a donc pas assez d'emplois pour tout le monde, même en prenant en compte les emplois en pénurie. Les emplois en pénurie sont des métiers pour lesquels il manque de personnes formées et qualifiées. Pour atteindre les 80% de travailleurs actifs, il faudra créer presque 400 000 emplois.

Nombre de demandeurs d'emplois indemnifiés, non indemnifiés, et d'inactifs

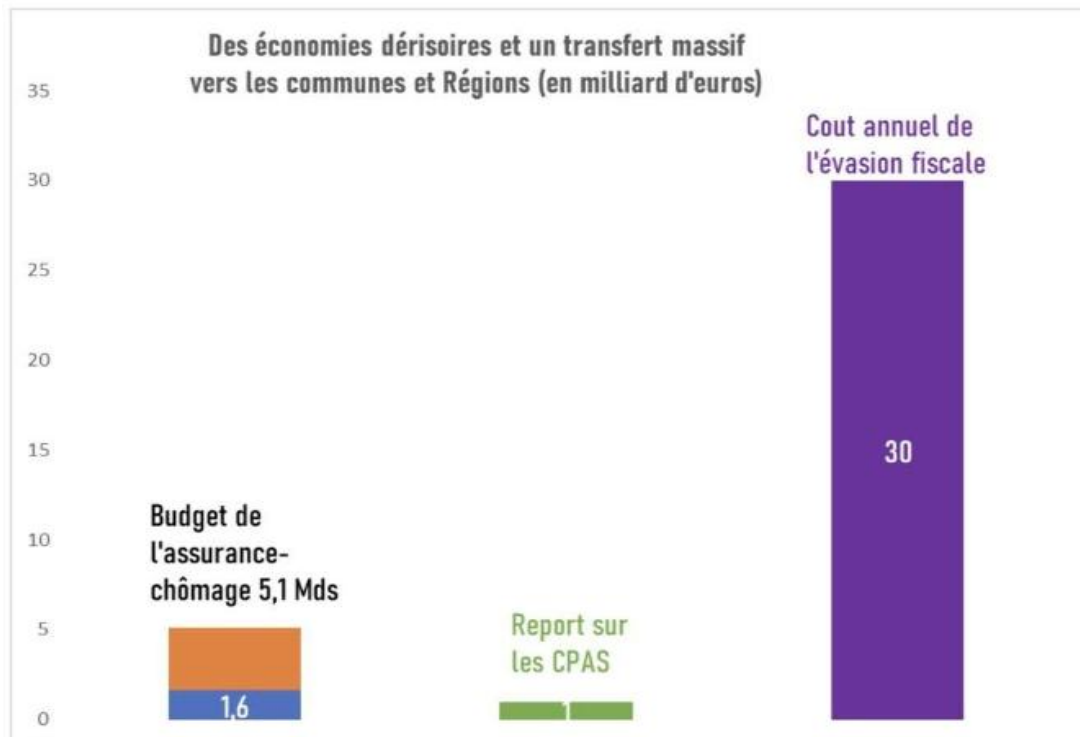


Les demandeurs d'emploi non-indemnifiés sont les personnes inscrites comme demandeurs/demandeuses d'emploi et qui ne reçoivent pas d'allocations. On les appelle aussi des demandeurs d'emploi libres.

Les chômeurs complets indemnifiés sont les personnes inscrites comme demandeurs/demandeuses d'emploi et « touchent » des allocations de l'Onem.

Les **personnes inactives** sont les personnes qui ne travaillent pas et qui ne sont pas inscrites comme demandeurs/demandeuses d'emploi. Ce sont par exemple des conjoints à charge ou encore des personnes en invalidité de travail

Des économies au Fédéral... oui mais



Source : L'Echo, FGTB

Ce graphique compare les économies que le gouvernement va réaliser avec la limitation de la durée du chômage et le montant en milliard de l'évasion fiscale. L'évasion fiscale, c'est quand les riches placent leur argent ailleurs qu'en Belgique pour ne pas payer d'impôts.

Des choix politiques

Les statistiques montrent que ces mesures feront économiser quelques milliards mais c'est une goutte d'eau dans un océan. C'est surtout un choix politique. Le choix de faire pression sur les travailleurs pour qu'ils acceptent n'importe quel job, à n'importe quel prix, à n'importe quelle condition... C'est aussi le choix de faire peser sur les régions et les communes des dépenses qu'ils pourront difficilement supporter. C'est surtout un pas de plus vers la régionalisation des compétences fédérales en matière de sécurité sociale et le détricotage de la sécurité sociale, un système fédéral et solidaire.

Exercice et corrigé à télécharger

[Chômage en chiffres Exercices](#)Télécharger

[Chômage en chiffres corrigé](#)Télécharger

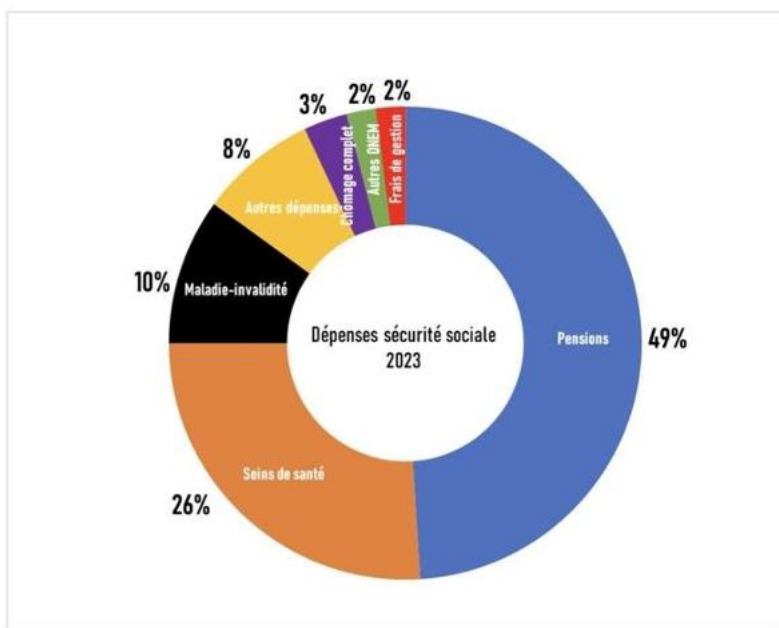
Exercices

Vrai ou Faux

- La sécurité sociale est financée par les impôts et les grosses fortunes.
- La sécurité sociale finance 7 secteurs.
- Il y a assez d'emplois vacants pour tous les demandeurs d'emploi.
- Il y aurait, en Belgique 30 milliards qui échappent aux impôts.
- Les économies faites sur les dépenses du chômage vont sauver le pays.

Savoir lire un graphique

Graphique 1



Source : CEPAG

Complète les phrases

La moitié des dépenses de la sécu va aux

Le chômage représente % des dépenses de la sécurité sociale.

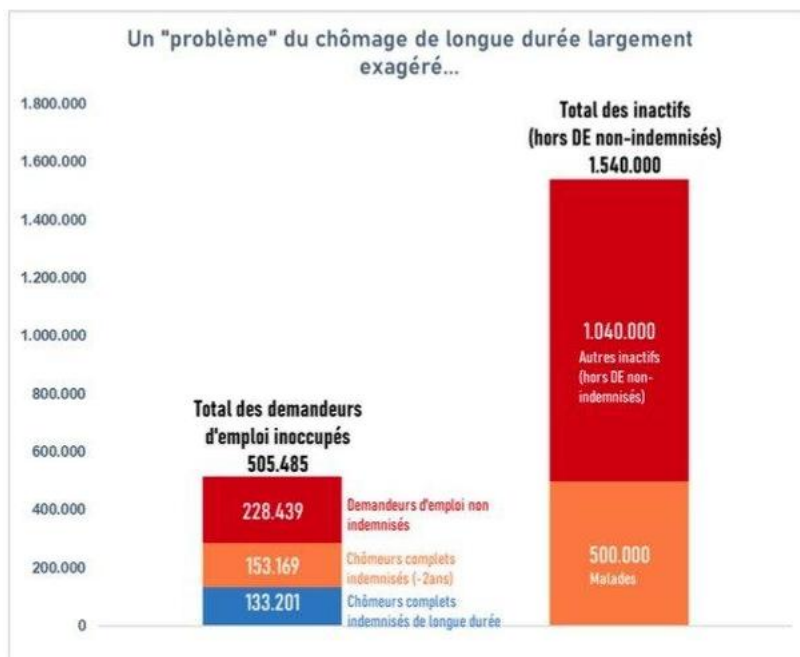
En 2023, représentaient 26% des dépenses de la sécu.

Graphique 2



Source : ONEM, FGFB

Graphique 3



Source : ONEm, FGFB.

Vrai ou faux ?

Il faut créer 383 115 emplois pour avoir 80% de taux d'emploi.

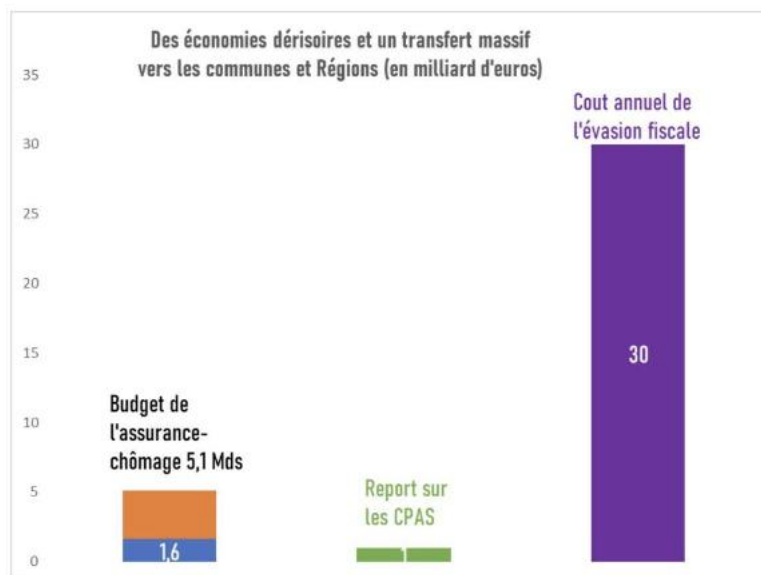
Un million et demi de personnes sont inactives en Belgique.

Il y a moins de 500 000 demandeurs d'emplois en Belgique.

Parmi les demandeurs d'emploi quasi la moitié ne reçoit aucune allocation.

Les chômeurs complets indemnisés représentent la minorité des demandeurs d'emplois.

Graphique 4



Source : L'Echo, FGTB

Complète les phrases

L'assurance chômage coûte un peu plus deà l'Etat.

L'évasion fiscale représented'euros par an.

Ce sont lesqui vont prendre en charge une partie des dépenses.

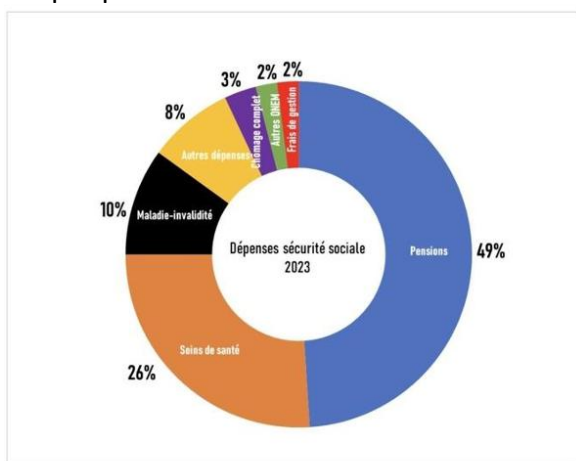
Corrigé

Vrai ou Faux

- La sécurité sociale est financée par les impôts et les grosses fortunes. **Faux**
- La sécurité sociale finance 7 secteurs. **Vrai**
- Il y a assez d'emplois vacants pour tous les demandeurs d'emploi. **Faux**
- Il y aurait, en Belgique 30 milliards qui échappent aux impôts. **Vrai**
- Les économies faites sur les dépenses du chômage vont sauver le pays. **Faux**

Savoir lire un graphique

Graphique 1



Source : CEPAG

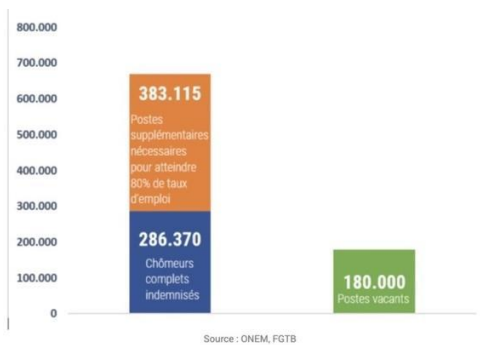
Complète les phrases

La moitié des dépenses de la sécu va aux **pensions**

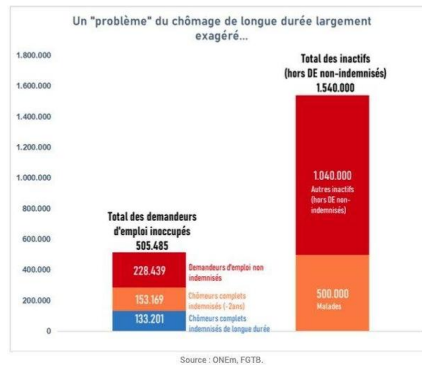
Le chômage représente **3 %** des dépenses de la sécurité sociale.

En 2023, les **soins de santé** représentaient 26% des dépenses de la sécu

Graphique 2



Graphique 3



Vrai ou faux ?

Il faut créer 383 115 emplois pour avoir 80% de taux d'emploi. **Vrai**

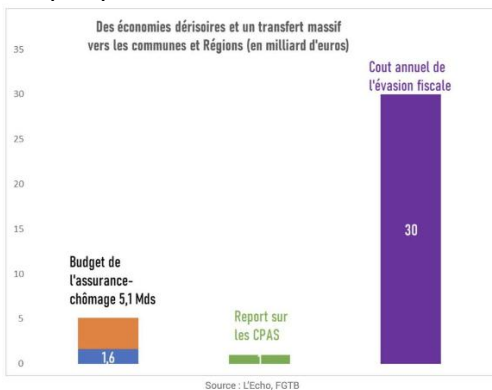
Un million et demi de personnes sont inactives en Belgique. **Vrai**

Il y a moins de 500 000 demandeurs d'emplois en Belgique. **Faux**

Parmi les demandeurs d'emploi plus de la moitié ne reçoit aucune allocation. **Faux**

Les chômeurs complets indemnisés représentent la majorité des demandeurs d'emplois. **Faux**

Graphique 4



Complète les phrases

L'assurance chômage coûte un peu plus de **5 milliards** à l'Etat.

L'évasion fiscale représente **30 milliards** d'euros par an.

Ce sont les **CPAS** qui vont prendre en charge une partie des dépenses.Exercice

Exercice

Chômer 2 ans et puis basta !

Il y a 3979 caractères et 721 mots dans ce texte

Depuis le 31 janvier 2025, la Belgique a un gouvernement. Un gouvernement qui va faire une politique fort peu sociale... Entre autres mesures, le gouvernement a décidé de limiter le chômage dans le temps à maximum 2 ans. On pourrait dire, en langage familier: "Chômer 2 ans max. et puis basta !"

Il semble que, pour le gouvernement De Wever, le chômage à durée illimitée n'encourage pas les demandeurs d'emploi à chercher du travail. Cela les encouragerait même à la paresse. En limitant la durée des allocations de chômage, le gouvernement veut aussi faire des économies et augmenter le taux d'emploi de 80%.

Les chiffres

D'abord, il est important de rappeler que le chômage rémunéré est un droit que le travailleur a acquis quand il a travaillé pendant un certain temps. Ensuite, les statistiques montrent que depuis 2017, les chiffres du chômage ont baissé de 34%. Même le journal économique et financier *L'Echo* le souligne : le taux d'emploi n'a jamais été aussi élevé qu'en 2024.

En Belgique, il y a à peu près 280 000 chômeurs complets indemnisés. Il y a aussi les 230 000 demandeurs d'emploi libres. Ils n'ont pas d'allocations de chômage, mais ils cherchent du travail. Sur le marché, il y a 180 000 offres d'emploi. Il n'y a donc pas assez d'offres d'emplois pour tous les demandeurs d'emplois. Dans ces 180 000 offres, il y a les métiers dits en pénurie. Les métiers en pénurie sont des métiers dans lesquels il manque des travailleurs. Le nouveau gouvernement dit : les chômeurs n'ont qu'à se former et ils trouveront un emploi. Ce n'est pas garanti comme n'est pas garanti que ce soit un emploi stable.

Un cercle vicieux

Depuis des années, on facilite le travail en intérim et les emplois très flexibles. C'est un problème pour les chômeurs. Ces jobs sont souvent de courte durée. Résultat : le chômeur ne travaille pas suffisamment longtemps pour conserver ses droits aux allocations de chômage. Par exemple, sur une période de plusieurs années, un chômeur peut avoir travaillé sans avoir le nombre de jours de travail nécessaires pour avoir droit aux allocations.

On compare souvent la situation de la Belgique aux pays voisins et surtout à la France. En France, le chômage est limité dans le temps. Par contre, les conditions d'accès aux allocations de chômage sont moins strictes que chez nous. En France, il faut avoir travaillé 130 jours (6 mois) au cours des 24 derniers mois quel que soit son âge. En Belgique, pour une personne de moins de 36 ans, c'est au minimum 312 jours (plus d'1 an) dans les 21 mois qui précèdent la perte d'emploi. Et plus on est âgé,

plus il faut avoir un nombre de jours de travail.

Il y a aussi d'autres obstacles à l'accès à l'emploi : la mobilité, le manque de places en crèche, la formation, la santé... Et tout cela est de la responsabilité des pouvoirs publics.

Que vont devenir les chômeurs exclus ?

Selon des estimations, un tiers des chômeurs complets indemnisés pourraient trouver un emploi. Un autre tiers pourraient faire appel au CPAS. Pour le dernier tiers, les cohabitants par exemple, ils n'auront plus droit à rien. Or, les cohabitants sont souvent des cohabitantes. Les femmes sont les principales victimes du système. Une partie des chômeurs exclus se retrouvera « dans la nature ». Et il sera encore plus difficile pour eux de retrouver un emploi. Selon le journal *L'Echo*, l'exclusion des chômeurs de longue durée ne va pas rapporter les 6 à 9 milliards annoncés par le gouvernement. Il n'y aurait que 1,5 à 2 milliards d'économie. C'est peu face à la casse sociale que cette mesure va faire. Faudra-t-il faire encore plus d'actions comme Viva For Life ? La charité va-t-elle remplacer le système de la sécurité sociale ?

Les organismes liés au chômage

Exercice et corrigé à télécharger

[Les organismes liés au chômage Exercice Télécharger](#)

[Les organismes liés au chômage Corrigé Télécharger](#)

Exercices

1. Relier les abréviations avec le nom complet de l'organisme

ONEM <input type="radio"/>	<input type="radio"/> Caisse Auxiliaire de Paiement des Allocations de Chômage
FOREM <input type="radio"/>	<input type="radio"/> Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique
FGTB <input type="radio"/>	<input type="radio"/> Office National de l'Emploi
CSC <input type="radio"/>	<input type="radio"/> Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding
CGSLB <input type="radio"/>	<input type="radio"/> Centre Public d'Action Sociale
CAPAC <input type="radio"/>	<input type="radio"/> Fédération Générale des Travailleurs de Belgique
CPAS <input type="radio"/>	<input type="radio"/> <u>Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi</u>
VDAB <input type="radio"/>	<input type="radio"/> Confédération des Syndicats Chrétiens
Actiris (ORBEM) <input type="radio"/>	<input type="radio"/> Office Régional Bruxellois de l'Emploi

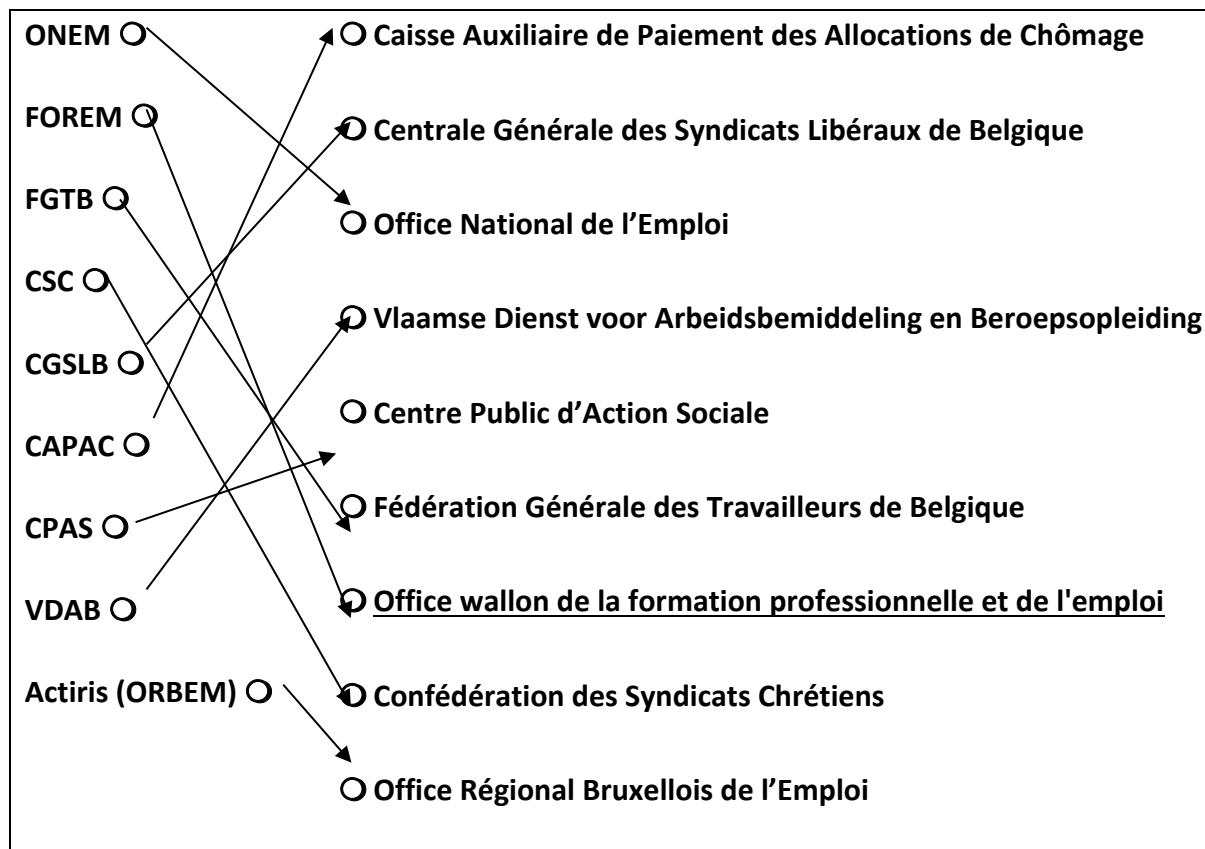
2. Classer les organismes sous les colonnes suivantes (Attention : certaines abréviations peuvent se retrouver dans deux colonnes et il n'y a pas toujours 4 abréviations dans une colonne)

Syndicats (3)	Organisme national (2)	Organisme communal (selon loi nationale) (1)	Organisme régional (3)	Caisse de paiement des allocations de chômage (4)

Thierry Verhoeven

Corrigé

Relier les abréviations avec le nom complet de l'organisme



Caisse Auxiliaire de Paiement des Allocations de Chômage	CAPAC
Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique	CGSLB
Office National de l'Emploi	ONEM
Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding	VDAB
Centre Public d'Action Sociale	CPAS
Fédération Générale des Travailleurs de Belgique	FGTB
<u>Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi</u>	FOREM
Confédération des Syndicats Chrétiens	CSC
Office Régional Bruxellois de l'Emploi	Actiris (anciennement ORBEM)

2. Classer les organismes sous les colonnes suivantes (Attention : certaines abréviations peuvent se retrouver dans deux colonnes et il n'y a pas toujours 4 abréviations dans une colonne)

Syndicats (3)	Organisme national (2)	Organisme communal (selon loi nationale) (1)	Organisme régional (3)	Caisse de paiement des allocations de chômage (4)
FGTB	ONEM	CPAS	FOREM	FGTB
CSC	CAPAC		ACTIRIS	CSC
CGSLB			VDAB	CGSLB
				CAPAC

Exercice

CORA, c'est fini

Il y a 2711 caractères et 485 mots dans ce texte

CORA, c'est une institution. Il y en a 5 en Wallonie et 2 à Bruxelles. Le groupe Cora a annoncé la fermeture de ses 7 hypermarchés en Wallonie et à Bruxelles d'ici fin janvier 2026. C'est un coup dur pour les 1 800 travailleurs et c'est un coup dur pour l'économie wallonne.

Un modèle qui a vieilli

Les hypermarchés CORA sont en difficulté depuis plusieurs années. Le modèle à succès des années 80 n'attire plus les gens. Avant, on voulait tout trouver et acheter au même endroit. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Les consommateurs préfèrent des commerces plus petits, plus près de chez eux. En plus il y a la concurrence des magasins discount comme Action, Extra, Aldi et la concurrence du commerce en ligne. C'est difficile pour un hypermarché comme CORA de tenir dans ces conditions. Au fil des années, les CORA hypermarchés sont devenus des shopping CORA dans lesquels on retrouve différentes boutiques de mode, de déco, de chaussures... Les galeries ont été rachetées par une société étrangère. Mais sans l'hypermarché, ces magasins risquent aussi de fermer. Cela provoquerait encore plus de licenciements.

Et après ?

Lorsqu'une grosse société ferme, et qu'il y a beaucoup de licenciements, il y a des négociations entre les syndicats des travailleurs et les patrons. Les négociations ont pour but, entre autres, d'avoir des conditions de départs intéressantes. Une cellule de reconversion est aussi mise en place. Les cellules de reconversion sont des dispositifs pour aider les travailleurs licenciés à trouver un autre job dans le même secteur ou à se former dans un autre métier. Mais tous ne trouveront pas d'emplois.

Double peine

Le gouvernement fédéral a signé l'accord qui adopte la limitation du chômage à maximum 2 ans. Cela ne pouvait pas plus mal tomber pour les travailleurs du CORA. Dans cet accord, il y a aussi le malus pension. Les personnes qui partiront à la pension avant l'âge officiel perdront de l'argent. Parmi ces travailleurs, il y a des personnes qui sont très proches de la pension. Auparavant, ces personnes auraient pu bénéficier de la prépension sans perdre d'argent. Aujourd'hui, elles devront retrouver du travail, se former, peut-être changer de profession après 60 ans.

Une fermeture d'entreprise c'est déjà dramatique en soi, mais avec ces nouvelles mesures, les employés du CORA et aussi d'autres sociétés qui ont récemment fermé (Audi, Lunch Garden, Casa) sont encore plus dans l'insécurité pour leur avenir.

Faire le Quizz en ligne

<https://view.genially.com/685bed55833291aa81dad724>

Télécharger l'exercice et le corrigé

[CORA, c'est fini exercice](#)Télécharger

[Cora, c'est fini corrigé](#)Télécharger

Cora, c'est fini Exercice

Questions à choix multiples

Coche la bonne réponse. Il n'y a qu'une bonne réponse.

1. Combien d'hypermarchés CORA vont fermer d'ici 2026 ?

- A. 5
- B. 7
- C. 9

2. Combien de travailleurs sont concernés par la fermeture des CORA ?

- A. 1200
- B. 1500
- C. 1800

3. Pourquoi le modèle des hypermarchés CORA ne fonctionne-t-il plus ?

- A. Les prix sont trop élevés
- B. Les consommateurs préfèrent les commerces plus petits et proches
- C. Les employés sont mal formés

4. Quels types de magasins concurrencent CORA aujourd'hui ?

- A. Les grands centres commerciaux
- B. Les magasins discount et le commerce en ligne
- C. Les marchés hebdomadaires

5. Que sont devenus les hypermarchés CORA au fil des années ?

- A. Des entrepôts logistiques
- B. Des galeries commerciales avec des boutiques
- C. Des centres culturels

6. Quelle conséquence pourrait avoir la fermeture des hypermarchés sur les galeries commerciales ?

- A. Elles vont être agrandies
- B. Elles pourraient aussi fermer
- C. Elles vont devenir des centres de formation

7. À quoi sert une cellule de reconversion ?

- A. À redistribuer les stocks invendus
- B. À aider les travailleurs licenciés à retrouver un emploi ou à se former
- C. À évaluer les pertes de l'entreprise

8. Quelle est la nouvelle mesure concernant la durée du chômage ?

- A. Illimitée
- B. Réduite à 2 ans
- C. Allongée à 5 ans

9. Que risque un travailleur proche de la pension avec les nouvelles mesures ?

- A. Un départ anticipé avec bonus
- B. Un congé payé à vie
- C. Une perte financière s'il part avant l'âge officiel

10. Quelles autres entreprises sont mentionnées comme ayant fermé récemment ?

- A. IKEA, C&A, Carrefour
- B. Audi, LunchGarden, Casa
- C. Delhaize, Brico, MediaMarkt

CORA, c'est fini corrigé

Questions à choix multiples

Coche la bonne réponse. Il n'y a qu'une bonne réponse.

1. Combien d'hypermarchés CORA vont fermer d'ici 2026 ?

A. 5

B. 7

C. 9

2. Combien de travailleurs sont concernés par la fermeture des CORA ?

A. 1200

B. 1500

C. 1800

3. Pourquoi le modèle des hypermarchés CORA ne fonctionne-t-il plus ?

A. Les prix sont trop élevés

B. Les consommateurs préfèrent les commerces plus petits et proches

C. Les employés sont mal formés

4. Quels types de magasins concurrencent CORA aujourd'hui ?

A. Les grands centres commerciaux

B. Les magasins discount et le commerce en ligne

C. Les marchés hebdomadaires

5. Que sont devenus les hypermarchés CORA au fil des années ?

A. Des entrepôts logistiques

B. Des galeries commerciales avec des boutiques

C. Des centres culturels

6. Quelle conséquence pourrait avoir la fermeture des hypermarchés sur les galeries commerciales ?

A. Elles vont être agrandies

B. Elles pourraient aussi fermer

C. Elles vont devenir des centres de formation

7. À quoi sert une cellule de reconversion ?

A. À redistribuer les stocks invendus

B. À aider les travailleurs licenciés à retrouver un emploi ou à se former

C. À évaluer les pertes de l'entreprise

8. Quelle est la nouvelle mesure concernant la durée du chômage ?

A. Illimitée

B. Réduite à 2 ans

C. Allongée à 5 ans

9. Que risque un travailleur proche de la pension avec les nouvelles mesures ?

A. Un départ anticipé avec bonus

B. Un congé payé à vie

C. Une perte financière s'il part avant l'âge officiel

10. Quelles autres entreprises sont mentionnées comme ayant fermé récemment ?

A. IKEA, C&A, Carrefour

B. Audi, LunchGarden, Casa

C. Delhaize, Brico, MediaMarkt

Exercice

Accord de Pâques, l'Arizona attaque

Il y a 3696 caractères et 653 mots dans ce texte

Le gouvernement dirigé par Bart de Wever avait promis des grandes réformes pour faire des économies. Le chômage, les malades de longue durée, les pensions, le travail... Tout cela allait être revu. A la mi-avril, les différents partis au pouvoir sont arrivés à un accord. On l'appelle l'accord de Pâques. Voici quelques-unes des mesures prévues.

Chômage

Depuis le début, les chômeurs sont la cible n° 1 du gouvernement. A partir du 1^{er} janvier 2026, la durée de chômage sera de 2 ans maximum. Après 2 ans, les chômeurs seront exclus. L'accord prévoit 2 exceptions : la première pour les chômeurs qui se forment dans un métier en pénurie et la 2^e pour les plus de 55 ans. Les chômeurs qui ont plus de 55 ans ET qui ont 30 ans de carrière ne seront pas exclus. On ne sait pas combien de personnes exactement seront exclues du chômage, le ministre parle de 100 000, les syndicats de 145 000.

Lire aussi [Chômer 2 ans et puis basta !](#)

Malades de longue durée

Après les chômeurs, les malades de longue durée sont la cible n°2 du gouvernement. Parmi les personnes inactives, les malades de longue durée sont plus nombreuses. Le gouvernement veut les remettre au travail le plus vite possible. Pour cela, il fera pression sur les travailleurs malades, sur les médecins et sur les mutuelles.

Les malades devront se rendre plus souvent à des contrôles de santé et seront sanctionnés s'ils n'y vont pas. Les médecins seront contrôlés sur le nombre de certificats qu'ils donnent et les mutuelles devront remettre le plus possible les malades au travail. Si les mutuelles ne remettent pas assez de malades au travail, elles pourront être sanctionnées financièrement. Cela veut dire qu'elles recevront moins d'argent.

Pensions

En Belgique, la pension est fixée à 67 ans. Si le travailleur décide de travailler au-delà de l'âge légal de 67 ans, il aura une récompense, c'est le bonus pension. Le gouvernement annonce maintenant un malus pension en cas de départ avant 67 ans. Mais s'il veut partir avant, sa pension sera diminuée, c'est le malus pension

Travailleurs

Le MR avait promis une différence de 500 euros entre les travailleurs et les chômeurs pour récompenser "ceux qui se lèvent tôt", sous-entendu les travailleurs. Les travailleurs ont espéré que leur salaire net serait plus élevé grâce à une réforme fiscale. En réalité, ce ne sera pas le cas. Le MR n'a pas tenu sa promesse jusqu'à maintenant mais promet que ce sera pour 2029.

Les patrons

Ce sont les gagnants de l'accord. 1 milliard d'euro jusqu'en 2029 pour soutenir les entreprises. Les entreprises paieront moins de cotisations patronales sur les bas salaires et les salaires moyens. Le salaire net sera un peu plus élevé mais moins d'argent rentrera dans les caisses communes de la sécurité sociale.

Immigration

La Belgique devient un des pays européens les plus sévères d'Europe. Les conditions du regroupement familial vont être durcies, les expulsions exécutées, et des centres fermés vont être réouverts. Les centres fermés sont comme des prisons pour migrants.

Des canons

Comme promis, le gouvernement Arizona fera des économies. Ces économies seront faites surtout en diminuant les dépenses de la sécurité sociale et cela touchera principalement les plus faibles. Parallèlement, on peut se demander si les économies faites d'un côté ne vont pas servir à payer les dépenses pour l'armée. Le gouvernement a décidé d'augmenter le budget de la Défense.

Un questionnaire à choix multiple et son corrigé :

[Exercice, choix multiple, Accord de Paques, l'Arizona attaque](#)[Télécharger](#)

[Corrigé, choix multiple, Accord de Pâques, l'Arizona attaque](#)[Télécharger](#)

Exercice

Coche la réponse correcte

1. Les chômeurs de longue durée seront exclus du chômage. A partir de quelle date ?

- 1er janvier 2025
- 1er janvier 2026
- 1er janvier 2027

2. Il y a des exceptions aux exclusions. Pour qui ?

- Accord de Pâques Les chômeurs qui vivent en ville
- Les chômeurs qui ont des enfants
- Les chômeurs qui suivent une formation dans un métier en pénurie

3. Les chômeurs de 55 ans et plus ne seront pas exclus si...

- Ils ont 30 ans de carrière
- Ils ont 25 ans de carrière
- Ils ont 35 ans de carrière

4. Quelle mesure est prévue pour les malades de longue durée ?

- Leur pension va augmenter
- Ils vont être plus souvent contrôlés
- Ils vont avoir plus de congés

5. Si une mutuelle ne remet pas assez de malades au travail, elle risque...

- De payer une amende administrative
- De recevoir moins d'argent
- De ne plus pouvoir engager du personnel

6. Que se passe-t-il si un travailleur part à la pension avant 67 ans ?

- Il reçoit une pension plus élevée
- Il reçoit la même pension
- Il subit un malus (réduction de sa pension)

7. Quelle promesse le MR n'a-t-il pas encore tenue ?

- Réduire l'âge de la pension
- Réduire les impôts sur les entreprises
- Créer une différence nette de 500 € entre travailleurs et chômeurs

8. Qui sont les grands gagnants de l'accord ?

- Les étudiants
- Les entreprises et les indépendants
- Les fonctionnaires

9. Qu'est-ce qui va diminuer pour les entreprises ?

- Les cotisations des syndicats

- Les cotisations patronales sur les bas et moyens salaires
- Les cotisations de pension

10. Quelle mesure est prévue concernant l'immigration ?

- Faciliter l'accueil familial
- Supprimer les centres fermés
- Durcir les règles du regroupement familial

Corrigé

L'Accord de Pâques

1. Les chômeurs de longue durée seront exclus du chômage. A partir de quelle date ?

- 1er janvier 2025
- 1er janvier 2026
- 1er janvier 2027

2. Il y a des exceptions aux exclusions. Pour qui ?

- Accord de Pâques Les chômeurs qui vivent en ville
- Les chômeurs qui ont des enfants
- Les chômeurs qui suivent une formation dans un métier en pénurie

3. Les chômeurs de 55 ans et plus ne seront pas exclus si...

- Ils ont 30 ans de carrière
- Ils ont 25 ans de carrière
- Ils ont 35 ans de carrière

4. Quelle mesure est prévue pour les malades de longue durée ?

- Leur pension va augmenter
- Ils vont être plus souvent contrôlés
- Ils vont avoir plus de congés

5. Si une mutuelle ne remet pas assez de malades au travail, elle risque...

- De payer une amende administrative
- De recevoir moins d'argent
- De ne plus pouvoir engager du personnel

6. Que se passe-t-il si un travailleur part à la pension avant 67 ans ?

- Il reçoit une pension plus élevée
- Il reçoit la même pension
- Il subit un malus (réduction de sa pension)

7. Quelle promesse le MR n'a-t-il pas encore tenue ?

- Réduire l'âge de la pension
- Réduire les impôts sur les entreprises
- Créer une différence nette de 500 € entre travailleurs et chômeurs

8. Qui sont les grands gagnants de l'accord ?

- Les étudiants
- Les entreprises et les indépendants
- Les fonctionnaires

9. Qu'est-ce qui va diminuer pour les entreprises ?

- Les cotisations des syndicats

- Les cotisations patronales sur les bas et moyens salaires
- Les cotisations de pension

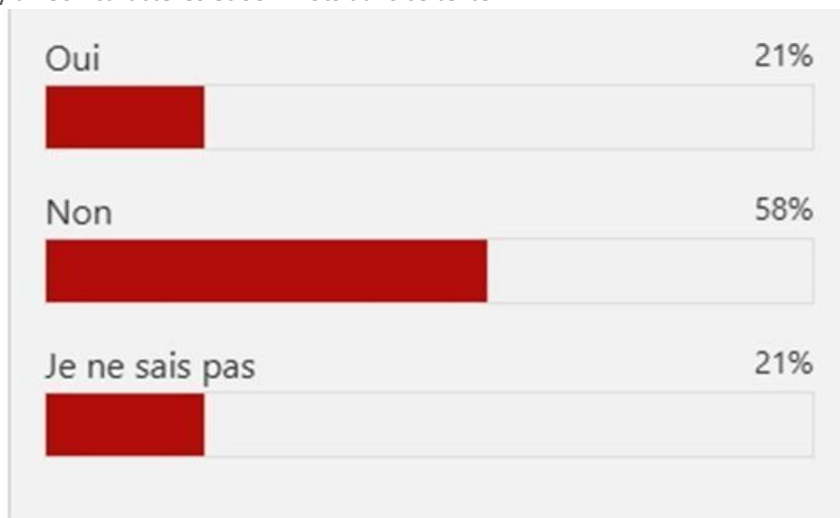
10. Quelle mesure est prévue concernant l'immigration ?

- Faciliter l'accueil familial
- Supprimer les centres fermés
- Durcir les règles du regroupement familial

Sondage

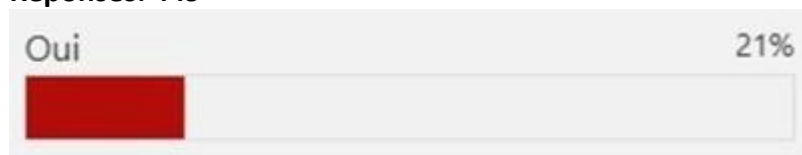
limiter les allocations de chômage à 2 ans, est-ce une bonne chose ?

Il y a 1807 caractères et 331 mots dans ce texte



Il ne s'agit pas d'un sondage scientifique : les personnes ont répondu volontairement. Ce n'est pas représentatif de l'ensemble de la population. Comme la question du sondage, les résultats permettent de débattre sur le sujet. Le sondage n'est pas là pour donner une vérité.

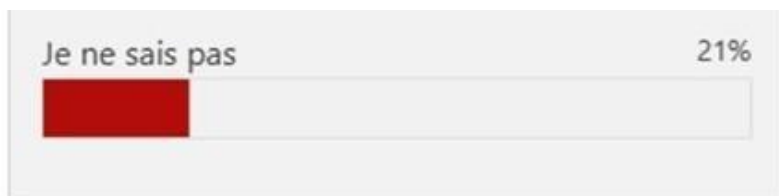
Réponses: 449



21 % (1 personne sur 5) disent que c'est une bonne chose .Il faut aussi tenir compte d'un discours très présent dans la société. Il y a, par exemple, l'idée que « *quand on veut, on peut trouver du travail* », et qu'il suffirait de se bouger pour s'en sortir. Cette manière de voir influence les opinions, y compris chez des personnes en situation fragile. Dans la société, le chômage est parfois vu comme une question de volonté individuelle, et non comme un phénomène de société, le résultat de difficultés économiques, sociales ou de santé.



58 % des personnes répondantes disent que limiter les allocations de chômage à deux ans n'est pas une bonne chose. On aurait pu s'attendre à un résultat plus fort que 58% (presque 6 personnes sur 10). Ce résultat peut surprendre. Dans les lecteurs de *L'Essentiel*, il y a beaucoup de personnes en situation de non-emploi. Ces personnes sont donc souvent directement concernées par le chômage ou susceptibles de l'être. C'est quand même une majorité de personnes qui pensent que ce n'est pas une bonne chose.



21 % (1 personne sur 5) disent ne pas savoir si c'est une bonne chose ou non de limiter les allocations de chômage à 2 ans. Cela montre que le sujet est **compliqué**. **Certaines personnes hésitent**. Cette hésitation vient sans doute d'une idée proche de celle de ceux qui croient dans la volonté individuelle. Mais les personnes qui hésitent ne veulent peut-être pas d'une limitation des allocations si tranchée et si générale.

L'avis de Pedro

Il y a 311 caractères et 44 mots dans ce texte

Une information (malheureusement) utile pour les nombreux demandeurs d'emploi et leurs proches qui vont être impactés par cette mesure d'"exclusion massive" du Gouvernement Arizona. Plus de 180.000 exclusions en 2026, dont une grande majorité en Wallonie et à Bruxelles. Une véritable casse sociale!!!

JEUDI 21 MAI 2026

L'ESSENTIEL

L'INFORMATION SIMPLE COMME BONJOUR

Faites une recherche



Contact

ACCUEIL

QUI SOMMES-NOUS ?

ARTICLES

CAHIERS

INFOGRAPHIES

CAHIER DES CAHIERS



Gaza, après le génocide, la paix?

Après 2 ans de guerre, il y a un plan de paix pour Gaza. Mais un plan de paix très fragile. Un plan de paix sans le droit international et sans le droit du peuple palestinien à choisir son destin. Un plan de paix qui ne doit pas faire oublier le génocide à Gaza.

Lire plus



Réalisation 2

Gaza, après le génocide, la paix ?

- Sommaire
- Articles
- Accompagnement pédagogique

Sommaire



On sait où se trouve Gaza...

- 📍 Avis des lecteurs > Gaza, après le génocide, la paix?
- 📅 15 décembre 2025 🗳️ Thierry Verhoeven

Infographie



Cisjordanie, l'autre guerre

- 📍 Infographies > Articles > Gaza, après le génocide, la paix?
- 📅 2 décembre 2025 🗳️ Thierry Verhoeven



Liens du cahier "Gaza, après le génocide, la paix?"

- 📍 Liens > Gaza, après le génocide, la paix?
- 📅 20 novembre 2025 🗳️ Thierry Verhoeven

GPS du cahier



Parcourir le cahier "Gaza, après le génocide, la paix?"

- 📍 Articles > Gaza, après le génocide, la paix? > Le GPS du cahier
- 📅 20 novembre 2025 🗳️ Thierry Verhoeven



La Fondation Hind Rajab

- 📍 Articles > Gaza, après le génocide, la paix?
- 📅 20 novembre 2025 🗳️ Saleha Ammi



La voix de Hind Rajab

- 📍 Articles > Gaza, après le génocide, la paix?
- 📅 12 novembre 2025 🗳️ Beyyah Yirik

Sondage



Faut-il reconnaître un Etat palestinien ?

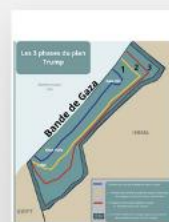
- 📍 Le cahier des cahiers > Sondage > Gaza, après le génocide, la paix? > Gaza, Liban, Syrie, toujours dans la tourmente
- 📅 3 novembre 2025 🗳️ Thierry Verhoeven

Exercices



A Gaza, le crime des crimes

- 📍 Exercices > Articles > Gaza, après le génocide, la paix?
- 📅 15 octobre 2025 🗳️ Thierry Verhoeven



Trump et Gaza, un plan en 3 temps

- 📍 Articles > Gaza, après le génocide, la paix?
- 📅 10 octobre 2025 🗳️ Thierry Verhoeven



Les territoires palestiniens

Exercices > Infographies > Le cahier des cahiers > Articles > Gaza, après le génocide, la paix?
📅 26 septembre 2025 🗳️ Thierry Verhoeven



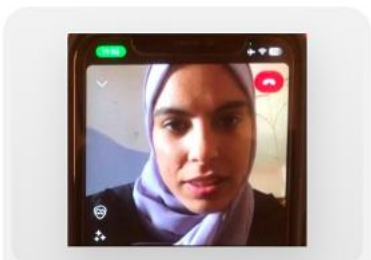
Les premiers pas d'une fillette de Gaza

Exercices > Le cahier des cahiers > Articles > Gaza, après le génocide, la paix?
📅 18 septembre 2025 🗳️ Thierry Verhoeven



Palestine: l'Espagne agit quand l'Europe hésite

Articles > Gaza, après le génocide, la paix?
📅 16 septembre 2025 🗳️ Beyyah Yirik



Fatma Hassouna, les yeux de Gaza

Articles > Gaza, après le génocide, la paix?
📅 16 septembre 2025 🗳️ Thierry Verhoeven



De Belgique à Gaza en carte vidéo

Infographies > Articles > Gaza, après le génocide, la paix?
📅 14 septembre 2025 🗳️ Thierry Verhoeven



Contre le « futuricide » à Gaza

Articles > Gaza, après le génocide, la paix?
📅 3 septembre 2025 🗳️ Thierry Verhoeven



Pour Israël, journaliste = terroriste

Articles > Gaza, après le génocide, la paix?
📅 1 septembre 2025 🗳️ Thierry Verhoeven



Une vidéo indigne sur Gaza

Articles > Gaza, après le génocide, la paix?
📅 15 septembre 2024 🗳️ Beyyah Yirik



Cahier du cahier : **Gaza, après le génocide, la paix?**

GPS du cahier



Parcourir le cahier "Gaza, après le génocide, la paix?"

Infographie(s)



Cisjordanie, l'autre guerre

Les territoires palestiniens

De Belgique à Gaza en carte vidéo

Lien(s)



Liens du cahier "Gaza, après le génocide, la paix?"

Exercice(s)



A Gaza, le crime des crimes

Les territoires palestiniens

Les premiers pas d'une fillette de Gaza

Sondage



Faut-il reconnaître un Etat palestinien ?

Avis des lecteurs



On sait où se trouve Gaza...

Articles

Une vidéo indigne sur Gaza

Il y a 1353 caractères et 259 mots dans ce texte

Le 21 janvier 2024, Israël a diffusé une vidéo qui présente Gaza comme un lieu de vacances de rêve... si le Hamas n'existait pas. C'est une vidéo de propagande. C'est une vidéo indigne. Dans une émission de la chaîne Arte, il y a eu une analyse de cette vidéo. Nous la présentons ici.

La vidéo est divisée en 2 parties. La 1ère partie est créée par l'Intelligence artificielle et présente un Gaza de rêve, un Gaza de paradis. Dans la 2e partie, on voit des images de soldats du Hamas, des tunnels de Gaza, des images de violence. On voit aussi d'autres images qui n'ont rien à voir avec le Hamas.

L'analyse de la vidéo par l'émission "Le dessous des images" d'Arte

<https://youtu.be/GefzbgEpERM?si=2NmiSvKeDPsX61qm>

La vidéo a été diffusée sur un site officiel de l'Etat d'Israël et aussi sur des plateformes du web. C'est une vidéo sur une situation inventée, mais Israël a un projet bien réel : Gaza 2035. C'est un projet de transformation de la bande de Gaza en une zone industrielle et économique ultra moderne. En janvier 2024, une conférence a eu lieu à Jérusalem. C'était à la même période que la diffusion de ce clip "publicitaire". La conférence a réuni l'extrême droite israélienne. Dans la conférence, on appelait à étendre les colonies d'Israël en Palestine et à reprendre la bande de Gaza.

A lire [Les mots tuent aussi](#)

Contre le « futuricide » à Gaza

Il y a 3715 caractères et 654 mots dans ce texte

Le 2 septembre à Bruxelles, 200 personnalités ont lu les noms des 18 700 enfants¹ tués à Gaza par l'armée israélienne. Une longue liste pour dire que ces enfants ne sont pas que des nombres. Pour dire que nous voulons la paix et nous voulons un avenir pour les Palestiniens à Gaza. En détruisant Gaza et en tuant ses enfants, Israël veut aussi tuer l'avenir d'un Gaza palestinien. C'est ce que l'historienne Stéphanie Latte Abdallah² appelle un « futuricide ».

Sur la place de la Monnaie à Bruxelles, plus de 200 personnes du monde culturel et social ont lu les noms des enfants tués à Gaza depuis le 8 octobre 2023. Ce sont 2 cinéastes belges qui ont organisé cette lecture : Thierry Michel et Mourad Boucif. Ils se sont toujours engagés pour la justice et les droits humains. Ils ne pouvaient pas rester sans rien faire face au massacre d'hommes, de femmes et d'enfants de Gaza tués par l'armée d'Israël. On estime que presque 60 000 personnes palestiniennes ont été tuées à Gaza. Parmi elles, 18 700 enfants. Il était impossible de les citer tous, mais c'est le nom de plusieurs milliers d'enfants que l'on a entendu place de la Monnaie pendant 8 heures. Le vent était un peu froid, mais c'était la lecture des noms qui glaçait les os et mouillait parfois les yeux de larmes.

Des noms d'enfants

Pas de grands discours, pas de forte colère, juste des noms d'enfants morts avec leur âge :

Rawaa Qasim al Astal, 5 ans

Sham Abu Ajwa, 7 ans

Naser al Ghazali, 4 ans

Reem Badwan, 3 ans

Ahmed Ismail, 15 ans

4 enfants d'une même famille : Nour, Yasmin, Malak et Malik Sharaf : 3, 6, 10 et 11 ans

Il faudrait plus de 18 000 lignes pour les citer tous...



Thierry Michel et Mourad Boucif,

Photo Véronique Vercheval

Tués, blessés, traumatisés

Et il faudrait encore ajouter les noms des 33 000 enfants blessés. Et il faut ajouter tous ceux qui n'ont pas été tués ou blessés. A Gaza, presque 1 habitant sur 2 a moins de 18 ans. Plus d'1 million de jeunes de moins de 18 ans sont traumatisés à vie. La guerre empêche un enfant de se développer normalement. On constate que beaucoup d'enfants de Gaza ont des tremblements, des crises d'angoisse. Ils s'enferment dans le silence, se mutilent eux-mêmes parce qu'ils vivent dans une douleur extrême. Depuis l'attaque d'Israël, les traumatismes ont beaucoup augmenté, mais beaucoup de jeunes souffraient déjà avant cette attaque. Gaza vit un blocus imposé par Israël depuis 2007. Beaucoup d'enfants étaient donc déjà mal nourris. Et surtout, la guerre qui a commencé en octobre 2023 n'est pas la première. Pour ne prendre que les dernières attaques, Israël a attaqué la bande de Gaza en 2008, en 2012, en 2018 et en 2021.

Le futuricide

Au nom d'une guerre contre le mouvement islamiste Hamas, Israël détruit le patrimoine culturel et historique de Gaza. Israël détruit le passé de Gaza. Israël détruit les logements, les écoles et les hôpitaux. Israël affame la population. Israël tue ou blesse des dizaines de milliers de civils et parmi eux presque 19 000 enfants. Les enfants, c'est l'avenir d'un peuple. Israël ne veut pas que les Palestiniens aient un avenir à Gaza. L'historienne Stéphanie Latte Abdallah a un mot juste et terrible pour dire cela, c'est le futuricide.

Plus de 200 personnalités ont lu les noms des enfants morts à Gaza pendant 8 heures, voici un extrait de 60 secondes. C'est l'image et la voix de Pie Tshibanda, écrivain et conteur congolais vivant en Belgique.

[Noms de quelques enfants palestiniens morts à Gaza, lecture Pie Tshibanda](#)[Télécharger](#)



Pie Tshibanda, Photo *Véronique Vercheval*

[Interview de 3 minutes de Thierry Michel sur la chaîne TV5](#)

Pour Israël, journaliste = terroriste

Il y a 5297 caractères et 954 mots dans ce texte

Le droit de savoir ce qui se passe chez nous et dans le monde est un droit fondamental. Les journalistes sont là pour garantir ce droit à l'information. Souvent, les pouvoirs n'aiment pas les journalistes qui font ce travail. C'est surtout vrai en période de guerre. C'est encore plus vrai dans la bande de Gaza. Depuis le 8 octobre 2023, au moins 219 journalistes ont été tués.

Pour savoir ce qui se passe dans nos sociétés et dans le monde, il faut des journalistes. Les journalistes montrent et racontent les faits, la réalité. Les journalistes informent les gens. Souvent, les journalistes révèlent aussi ce que certains pouvoirs ne voudraient pas que l'on sache. Avoir des informations vraies, c'est un droit fondamental. Ce droit est encore plus important quand il y a une guerre.

Pouvoirs contre journalistes

Une guerre, c'est une violence extrême qui détruit et qui tue hommes, femmes et enfants. Le pouvoir, l'Etat, l'armée qui font la guerre ne veulent pas que tout soit vu et soit dit. Il faut cacher ce qui est le plus horrible. Il faut empêcher la vérité. Il faut que la population croie le discours officiel du pouvoir, de l'Etat, de l'armée. Il faut donc empêcher les journalistes de faire leur travail. C'est vrai dans toutes les guerres, c'est encore plus vrai à Gaza.

Israël détruit Gaza

Depuis le 8 octobre 2023, l'armée d'Israël détruit Gaza, une terre palestinienne. Depuis le début de la guerre, on estime que presque 60 000 Palestiniens ont été tués, hommes, femmes et enfants. Plus de 80% des bâtiments ont été détruits y compris des écoles et des hôpitaux. Israël justifie cette violence en disant qu'il veut éliminer le Hamas, mouvement politique palestinien au pouvoir à Gaza.

Civils tués

Il faut rappeler que le 7 octobre 2023, des milices du Hamas ont pénétré en Israël et massacré plus de 1 200 Israéliens civils et militaires. Ils ont aussi pris des otages. Mais cela fait des mois que le Hamas n'existe plus ou presque. L'armée israélienne ne fait donc plus la guerre au Hamas. L'armée israélienne détruit volontairement Gaza, tue les civils et les affame. Le gouvernement israélien ne veut plus de Palestiniens à Gaza. Il les élimine ou veut les faire quitter Gaza. Tout cela se fait par la violence et des atrocités.

Journalistes tués

Si on a ces informations, c'est grâce aux journalistes palestiniens encore présents sur place à Gaza. En effet, Israël refuse que des journalistes étrangers entrent à Gaza pour voir la réalité. Comme cela, le pouvoir israélien peut raconter ce qu'il veut et... mentir. Il y a de nombreux exemples. Ainsi le 13 mai 2025, l'armée israélienne a bombardé l'hôpital européen dans la ville de Khan Younès au sud de Gaza. Pour se justifier, Israël a montré des images où l'on voit des tunnels souterrains du Hamas sous l'hôpital. Par géolocalisation, on a su que ces tunnels n'étaient pas sous cet hôpital. Pour que l'on ne sache pas la vérité, Israël empêche les journalistes de faire leur travail. Il ne s'arrête pas là. Les soldats visent et tuent certains d'entre eux. Et parfois d'ailleurs, Israël ne s'en cache pas. Le 10 août, l'armée israélienne a bombardé une tente où se trouvaient des journalistes palestiniens d'une chaîne arabe (Al-Jazeera). La tente était près de l'hôpital Al-Shifa, dans la ville de

Gaza. 6 journalistes ont été tués. Selon Israël, un des journalistes était un « terroriste du Hamas », mais il n'a donné aucune preuve.

Encore un exemple... Le 25 août, l'armée israélienne a attaqué un autre hôpital de Khan Younès, l'hôpital Nasser. Ce jour-là, un drone israélien bombarde une 1^{ère} fois le toit de l'hôpital. Des journalistes et des secouristes se précipitent pour voir les dégâts. Israël bombarde une 2^e fois l'hôpital. Bilan : au moins 20 morts dont 5 journalistes et un secouriste.

Et nos gouvernants ?

Depuis le début de la guerre, au moins 219 journalistes ont été tués à Gaza. Dans le monde, des syndicats de journalistes et des organisations humanitaires protestent. Ils veulent que les journalistes puissent faire leur métier à Gaza. Ils veulent que les journalistes palestiniens de Gaza ne soient plus visés par Israël. Ils veulent que des journalistes étrangers puissent entrer dans la bande de Gaza et informer librement. Et au-delà, ils demandent que cessent les souffrances des Palestiniens à Gaza. Pour cela, les syndicats de journalistes et les organisations humanitaires s'adressent à leur gouvernement. Et souvent, leur gouvernement, comme le gouvernement belge, ne les entendent pas vraiment...

Reporters sans Frontières avec des centaines de journaux, radios et télévisions demandent que: les

- **journalistes palestiniens dans la bande de Gaza soient protégés.**
- **les journalistes palestiniens qui le souhaitent puissent être évacués de la bande de Gaza.**
- **Israël soit puni pour ses crimes contre les journalistes.**
- **un accès indépendant pour la presse internationale dans la bande de Gaza.**



[Reporters sans frontières \(RSF\)](#) est une organisation indépendante qui lutte pour la liberté de la presse dans le monde.



[Le journal Mediapart](#) publie les noms, les photos, une petite biographie de presque tous les journalistes tués à Gaza.

Fatma Hassouna, les yeux de Gaza

Il y a 9388 caractères et 1426 mots dans ce texte

Une femme iranienne en exil a réalisé un film sur une photojournaliste palestinienne de Gaza, Fatma Hassouna. Il s'appelle en anglais *Put your soul on your hand and walk*. En français: *Mets ton âme (ton cœur) sur ta main et marche*. La phrase est de Fatma... Fatma, assassinée par l'armée israélienne dans sa maison de Gaza. Fatma qui photographiait le drame de Gaza. Ces amies l'appelaient les yeux de Gaza.

Fatma Hassouna, photojournaliste palestinienne

Fatma Hassouna avait 25 ans. Elle était une photojournaliste et poète palestinienne dans la bande de Gaza. L'armée israélienne l'a ciblée et tuée le 16 avril 2025. Ce n'est pas un hasard. Depuis le début de la guerre, Israël veut empêcher les journalistes présents à Gaza de faire leur travail. Leur travail, c'est informer sur ce qui se passe. Et puis, Fatma Hassouna était l'héroïne d'un film de Sepideh Farsi.

Le film à Cannes

Le 15 avril 2025, le film avait été sélectionné au Festival de Cannes. Fatma Hassouna allait avoir un visa pour quitter Gaza par l'Égypte. Elle allait présenter le film à Cannes. Le pouvoir israélien n'avait pas envie de voir Fatma Hassouna parler devant le monde entier de ce qui se passe à Gaza. Le pouvoir israélien a donc assassiné Fatma Hassouna.

Sepideh Farsi, cinéaste iranienne en exil

Heureusement, il reste les photos de Fatma Hassouna et le film de Sepideh Farsi. Sepideh Farsi est une cinéaste franco-iranienne. Née en Iran, Sepideh Farsi a 16 ans quand le pouvoir islamiste la met en prison pour avoir aidé un opposant politique au régime. A 18 ans, elle réussit à quitter l'Iran. Elle s'installe à Paris. Elle fait du cinéma. En 2023, elle veut faire un film sur ce qui se passe à Gaza.

La rencontre

Grâce à des amis, Sepideh fait la connaissance de Fatma par appel vidéo. Elles sympathisent tout de suite. Leurs échanges commencent le 24 avril 2024, ils se terminent le 15 avril 2025, la veille de la mort de Fatma. Fatma et Sepideh communiquent uniquement par des appels vidéos grâce à leur smartphone. Et Sepideh Farsi en fait un film. Pour le titre de son film, Sepideh Farsi reprend une phrase dite par Fatma: *Put your soul on your hand and walk*. En français: *Mets ton âme (ton cœur) sur ta main et marche*.

Deux femmes libres

Que voit-on et que sent-on dans le film ? On voit et on sent que ces 2 femmes sont libres. Pourtant, Fatma (Fatem pour ses amis) Hassouna vit dans les ruines de Gaza. Pourtant, Sepideh Farsi ne peut

pas retourner dans son pays d'origine ni revoir Téhéran qu'elle aime tant. Fatma Hassouna a été assassinée. Le mieux est de laisser la parole à ces 2 femmes libres.

“ Fatem est devenue mes yeux à Gaza, et moi, sa fenêtre ouverte sur le monde.”

Sepideh Farsi

Quelques mots de Sepideh Farsi

Après l'assassinat de Fatma, Sepideh Farsi a écrit une tribune dans le journal *Libération*: *"Fatma Hassouna, les yeux de Gaza"*. Elle appelle Fatima, Fatem comme les amis de Fatima:

«(...) Dès notre première rencontre, j'ai pris ma caméra et j'ai commencé à filmer : nos conversations, Fatem et moi, ce qui se passait autour d'elle. Je lui demandais de m'amener à une fenêtre de sa maison ou de son abri, selon l'endroit où elle se trouvait, pour que je puisse regarder à travers. Et ainsi, Fatem est devenue mes yeux à Gaza, et moi, sa fenêtre ouverte sur le monde. J'ai filmé, capturant les moments que nous partagions lors de nos appels vidéo, tout ce que Fatem, si fouguese et pleine de vie, partageait avec moi. J'ai filmé ses rires, ses larmes, ses espoirs et son désespoir. J'ai suivi mon instinct. Sans savoir à l'avance où ces images nous mèneraient. Telle est la beauté du cinéma. La beauté de la vie.(...)»

Le jour viendra où je marcherai vers un Iran libre. A la frontière, personne ne me demandera pourquoi je suis venue, ni ce que je fais. Et j'irai à Téhéran, pour marcher sous les platanes de mon avenue préférée, la plus longue du monde. Et, je l'espère, à Gaza, une jeune Palestinienne, qui aurait pu être Fatem, marchera le long de la plage. Alors, nous serons entourées de nos amis, de tous ceux qu'on aime. Et nous aurons la tête levée vers un ciel bleu, sans craindre les bombes. »

“ Je dois continuer et je dois tout documenter, pour faire partie de cette histoire, pour être moi.”

Fatma Hassouna

Quelques citations de Fatma Hassouna

Si je meurs, je veux une mort que le monde entendra. Je ne veux pas être seulement une brève, ou un numéro dans un groupe. Je veux une empreinte qui restera à travers le temps, une image intemporelle que ni le temps ni l'espace ne pourront ensevelir.

Si j'arrête, leurs voix disparaîtront. (...)

Je viendrai à Cannes, mais je dois retourner à Gaza. Je ne veux pas quitter Gaza.(...)

Je dois continuer et je dois tout documenter, pour faire partie de cette histoire, pour être moi. (...)

Je suis photographe. Peut-être que mes photos me survivront. C'est ce qui m'apporte la paix. (...)

Dialogue entre Sepideh et Fatma

Sepideh : C'est quoi, être Palestinien à Gaza en ce moment ?

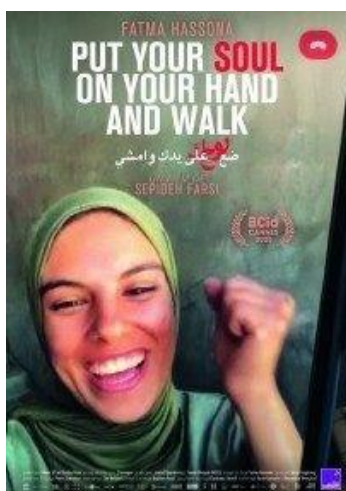
Fatma : J'en suis fier.

Sepideh : Fier ?

Fatma : Ils ne pourront jamais nous battre, quoi qu'ils fassent.



Sepideh Farsi tenant l'image de Fatima Hassouna.



L'affiche du film.

"Put your soul on your hand and walk" (Mets ton âme (ton cœur) sur ta main et marche)

- **Sortie en salle** : Le film sort en salle en octobre, mais il y a plusieurs avant-premières. Par exemple, le 13 septembre, le CRIC a organisé une projection en avant-première au cinéma Le Parc à Charleroi. La réalisatrice Sepideh Farsi était présente en visio conférence.
- **Soutien** : le film est diffusé partout grâce au soutien d'une association indépendante de cinéma "Acid".

•

•

Difficulté : Le film est en anglais sous-titré français, mais les phrases sont courtes. Ce sont des échanges. Et ce qui est beau, c'est de voir ces deux femmes dialoguer par écran interposé.

Particularité : le film est tourné uniquement à travers des appels vidéo.

Une petite présentation du film

https://www.youtube.com/watch?v=Td32_Z-kuls

Hommage au Festival de Cannes 2025 avec un extrait d'un poème de Fatima Hassouna

Palestine: l'Espagne agit quand l'Europe hésite

Il y a 3245 caractères et 568 mots dans ce texte

Le 8 septembre, Pedro Sanchez, le 1er Ministre espagnol a annoncé que son gouvernement allait prendre des mesures contre le gouvernement de Benjamin Netanyahu. En Europe, c'est le seul pays qui va si loin dans la reconnaissance du génocide, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et qui agit vraiment. Il déclare vouloir « être du bon côté de l'Histoire. » L'Espagne a le courage de ses opinions.

La reconnaissance de la Palestine

En mai 2024, l'Espagne dirigée par un gouvernement de gauche a officiellement reconnu l'Etat palestinien. L'Irlande et la Norvège ont pris la même décision. Pour Pedro Sanchez, c'est nécessaire de reconnaître l'Etat palestinien, d'abord parce que cela respecte les frontières de 1967 et ensuite, que c'est la condition pour arriver à une paix dans la région.

Dans la bande de Gaza

Depuis que l'Espagne, l'Irlande et la Norvège ont reconnu l'Etat de Palestine, les choses n'ont pas changé pour les Palestiniens de Gaza. Au contraire, dans la bande de Gaza, Israël n'a pas arrêté les bombardements et affame la population. Depuis que l'état de famine a été déclaré, le 22 août, 150 personnes seraient mortes de faim dans la bande de Gaza. L'armée qui accompagne la distribution d'aide « humanitaire » tire sur les civils venus chercher de l'aide. Il est même arrivé que l'armée israélienne tire sur des ambulances et cache les corps. Netanyahu a appelé récemment les Palestiniens à quitter la ville de Gaza car l'armée va bombarder des tours d'immeubles où se cacheraient des combattants du Hamas.

Pendant ce temps en Cisjordanie

La Cisjordanie est un autre territoire occupé par Israël. Il n'y a pas la guerre, mais le gouvernement israélien encourage et soutient les Israéliens qui créent des colonies illégales en Cisjordanie. Ce qui veut dire que des familles palestiniennes vont encore être chassées de chez elles sans savoir où aller. Les violences des colons envers les Palestiniens sont courantes dans la région. Les autorités, police et armée sont complices de ces violences.

Les sanctions

Face à tous ces crimes, le gouvernement espagnol a donc décidé d'agir et de prendre plusieurs sanctions contre Israël:

- Le gouvernement espagnol impose un embargo total sur les armes : les pétroliers qui

transportent des armes pour Israël ne pourront pas accoster sur les côtes espagnoles, les avions qui transportent du matériel militaire ne pourront pas survoler le ciel espagnol.

- Toutes les personnes qui participent au génocide à Gaza sont interdites d'entrer sur le territoire espagnol.
- Le gouvernement espagnol impose aussi le boycott des produits israéliens qui proviennent des colonies israéliennes illégales en Cisjordanie, principalement.
- Si Israël participe au concours de l'Eurovision, l'Espagne n'y participera pas.
 - Le gouvernement demande aussi aux Fédérations sportives qu'Israël ne puisse plus participer aux compétitions sportives, comme l'Europe l'a fait pour la Russie quand Poutine a envahi l'Ukraine.

On voit que le gouvernement espagnol et son 1er ministre ont le courage de leurs opinions. Ce serait bien que les dirigeants des autres pays de l'Union européenne suivent leur exemple.

Les premiers pas d'une fillette de Gaza

Il y a 35939 caractères et 4515 mots dans ce texte

Voici un court récit. C'est l'histoire d'une petite fille de Gaza mutilée par une bombe. Et c'est plus que cela. C'est l'histoire des dizaines de milliers d'enfants de Gaza tués ou blessés. A travers cette petite fille meurtrie, on voit le peuple palestinien meurtri. C'est un beau texte écrit par Akram Musallam¹ paru dans le livre *Gaza raconte son génocide: Récits et Témoignages*.

Nous avons un peu modifié le texte pour le simplifier. Mais nous avons voulu garder certaines expressions un peu compliquées pour ne pas perdre l'esprit et le ton du texte. Ces mots et expressions sont expliqués après chaque paragraphe numéroté.

1

Émergeant d'une anesthésie, l'enfant âgé de quatre ans fixe le vide laissé par son pied disparu. Sa question ne concerne pas le membre disparu, mais le sort de son premier petit pas : « Ils m'accepteront sans pied, en maternelle, papa ? »

▶ Mots & expressions expliqués

- Émergeant d'une anesthésie : Se réveillant après une opération.
- Fixe le vide laissé par son pied disparu : Regarde l'endroit où il n'y a plus son pied.
- Le sort de son premier petit pas : La chance, ou non, de pouvoir marcher un jour.

2

La fillette qui pose cette question déchirante grandira – puisse-t-elle rester en vie ! –, le vide de son petit pied grandira sous ses yeux. Ses questions grandiront avec elle. Et les réponses, chaque jour, redoubleront de cruauté. Elle réalisera alors que le vide a dévoré le pied, le pas et le chemin menant à l'école disparue.

▶ Mots & expressions expliqués

- Question déchirante : Une question très triste.
- Le vide a dévoré le pied, le pas et le chemin : L'absence du pied a aussi détruit le geste de marcher et le chemin vers l'école (elle a perdu plus qu'un pied).

3

L'enfant saura – si son sort lui permet de s'asseoir un jour sur un banc rudimentaire dans un bâtiment rénové à la hâte – que l'amputation n'est pas une exception dans ce nouveau monde né des bombes modernes à Gaza. Les mutilations sont de toutes sortes et à divers niveaux du corps.

Mots & expressions expliqués

- Si son sort lui permet **Si** la vie ou la chance le lui permet.
- Banc rudimentaire **Un** banc mal fait, pas confortable.
- Rénové à la hâte **Réparé** vite.
- Amputation **Perte** d'une partie du corps, coupée à cause d'une blessure.
- Né des bombes modernes **Apparu** à cause de bombes d'aujourd'hui.
- Mutilations **Blessures** graves, parfois perte d'une partie du corps.

4

À un moment donné, la fillette saura qu'une multitude d'enfants, censés s'asseoir sur un banc rudimentaire dans le même bâtiment restauré à la hâte, et dont la guerre a pris le corps tout entier, étaient assis auparavant sur ce mobilier que l'on montre désormais du doigt en déclarant : « Ils les ont laissés vides, nous y déposons des fleurs en leur souvenir. »

Mots & expressions expliqués

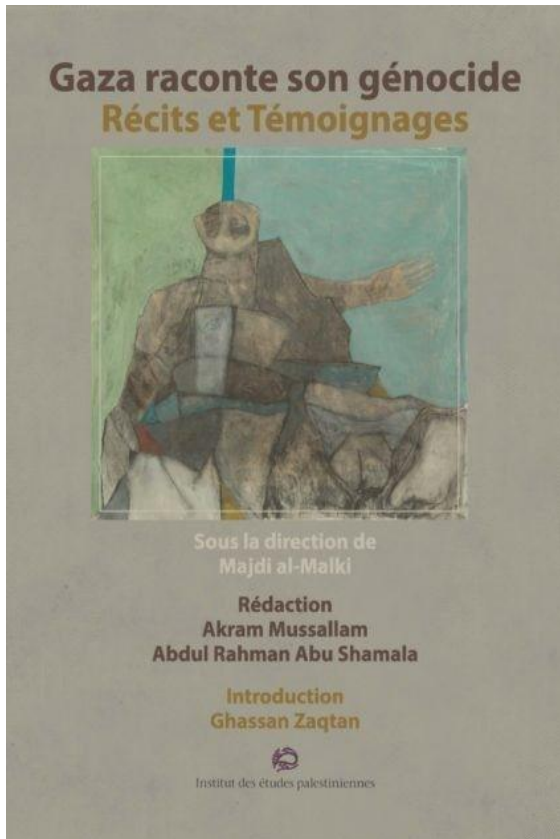
- Multitude d'enfants **Grand** nombre d'enfants.
- Censés s'asseoir **Qui** devaient normalement s'asseoir.
- Restauré à la hâte **Réparé** très vite et pas très bien.
- Montrer du doigt **Désigner**/montrer en insistant.

5

Un jour, la fillette réalisera qu'elle a survécu à une guerre génocidaire. En plus de sa capacité à ressentir les cicatrices personnelles de la mutilation, elle percevra mieux les blessures collectives. Elle placera ainsi sa propre souffrance dans un contexte plus large.

Mots & expressions expliqués

- Guerre génocidaire : Guerre visant à détruire un peuple entier.
- Blessures collectives : Souffrances d'un groupe (ici, un peuple).
- Contexte plus large : Situation plus générale qui explique les causes et les conséquences d'un événement.



Trump et Gaza, un plan en 3 temps

Il y a 3590 caractères et 670 mots dans ce texte

Il l'avait dit, il l'a fait ! Le président Donald Trump a présenté un plan pour la paix à Gaza. Et le 9 octobre, le Hamas et Israël ont signé un cessez-le-feu, point de départ de ce "plan pour la paix". Ce que l'on sait ici et maintenant, c'est que ce sont moins de souffrances pour la population de la bande de Gaza. Pour demain, il y a beaucoup d'inconnues. Voici un résumé des 3 phases de ce plan.

Hier

La bande de Gaza est un territoire palestinien. Le Hamas est au pouvoir dans la bande de Gaza depuis 2007. Le Hamas est un mouvement islamiste palestinien. Depuis que le Hamas est au pouvoir, Israël fait le blocus de la bande de Gaza. La population de la bande de Gaza manque de tout.

Le 7 octobre 2023, les soldats du Hamas pénètrent en Israël. Ils massacrent plus de 1 200 Israéliens (dont des femmes et 36 enfants). Israël réagit immédiatement. Et depuis 2 ans, Israël détruit la bande de Gaza. De 80% à 90% des bâtiments sont détruits. Au moins 70 000 civils palestiniens ont été tués dont beaucoup de femmes et plus de 18 000 enfants. Des spécialistes et des juristes parlent même de génocide.

Aujourd'hui et demain

2 ans plus tard, un accord de cessez-le-feu est signé entre le Hamas et Israël. Il faut s'en réjouir. C'est moins de souffrances pour les 2,3 millions d'habitants de la bande de Gaza. Cet accord est le point de départ d'un plan pour la paix présenté par Donald Trump. Il y a dans ce plan beaucoup d'inconnues et on n'en est pas encore à la paix, mais c'est déjà ça. On peut résumer le plan en 3 grandes phases. La 1^{ère} phase a commencé le 13 octobre. Si tout va bien, la 2^e phase devrait commencer en novembre 2025 et la 3^e phase début 2026.

La 1^{ère} phase

1. Il y a eu un cessez-le-feu.
2. Les otages israéliens détenus par le Hamas ont été libérés. En échange, Israël a libéré des prisonniers palestiniens. Depuis le 7 octobre 2023, Israël a arrêté plusieurs milliers d'habitants de Gaza, souvent sans raison.
3. L'armée israélienne s'est retirée en partie de la bande de Gaza. L'armée israélienne contrôlait encore environ 90 % des 365 km² du territoire.
4. Des camions d'aide humanitaire apportent maintenant un peu d'eau, de nourriture et de médicaments à la population. Avant cela, Israël bloquait totalement l'entrée de ces produits.

La 2^e phase

1. Démilitariser le Hamas
Le Hamas rend ses armes et détruit ses tunnels et ses missiles.
C'est pour empêcher qu'il puisse attaquer à nouveau Israël.

2. Retrait de l'armée israélienne

L'armée israélienne se retire progressivement de la bande de Gaza.

Des soldats venus de pays arabes et occidentaux assurent ensuite la sécurité.

3. Aide à la population

L'aide humanitaire arrive en grande quantité dans la bande de Gaza.

Les habitants ont de nouveau accès à l'eau, la nourriture, l'électricité et les soins médicaux.

La 3e phase

1. Retrait israélien de presque toute la bande de Gaza

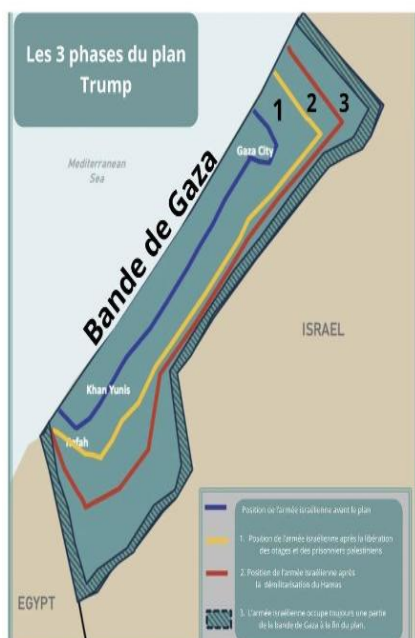
L'armée israélienne quitte la bande de Gaza. Elle occupe quand même "une zone de sécurité" tout le long de la bande de Gaza.

2. Nouvelle administration à Gaza et reconstruction

Des Palestiniens et des experts internationaux gèrent la bande de Gaza pendant une période de transition. Il faut enlever tous les débris. Il faut tout reconstruire. Elle s'occupe de reconstruire :

logements, écoles, hôpitaux. Il faut refaire un réseau pour l'électricité et la distribution de l'eau.

C'est un plan "à la Trump" pose quelques problèmes. Il n'y a rien sur le droit international et presque rien sur les droits de Palestiniens. **Lire A Gaza, une paix sans le droit.**



A Gaza, le crime des crimes

Il y a 12150 caractères et 1702 mots dans ce texte

Il faut espérer que les habitants de la bande de Gaza vivent bientôt en paix. Mais il ne faudra pas oublier ce qui s'est passé dans la bande de Gaza. Il n'y pas presque aucun doute : Israël a commis

un génocide contre la population de cette région. On appelle le génocide, le « crime des crimes ». L'Etat d'Israël et les dirigeants israéliens devront être condamnés pour cela.

Le 7 octobre 2023, des soldats du Hamas tuent 1 200 Israéliens (surtout des civils dont 36 enfants). Il prennent aussi en otage 250 personnes. Israël réagit avec une extrême violence. Une violence que l'on peut qualifier de génocide. Pendant 2 ans, Israël a bombardé la Bande de Gaza, les logements, les écoles, les hôpitaux. Israël a forcé des centaines de milliers de Palestiniens à se déplacer. Israël a assassiné des dizaines milliers de civils Palestiniens. Israël a privé d'eau, d'électricité, de nourriture, la population. En droit international, le génocide, c'est quand on agit pour détruire en tout ou en partie un groupe, une population en tant que telle. On le fait en tuant, en blessant, en créant des conditions pour que ce groupe disparaisse.

Depuis octobre 2023, des personnes, des associations ont dénoncé le génocide contre la population de Gaza. Elles n'étaient pas nombreuses et elles étaient très critiquées. En janvier 2024, la Cour internationale de Justice de l'ONU a même averti du risque de génocide. Elle n'a pas été entendue. Voici quelques dénonciations marquantes.

En dessous de chaque paragraphe, il y a un lien. Il ne faut pas cliquer sur ces liens pour lire l'article. Nous les avons mis pour être précis et que l'on puisse vérifier directement la source exacte de l'information.

Accusations de génocide

13 octobre 2023 – Un historien israélien

Raz Segal, historien israélien et spécialiste de la Shoah, parle déjà d'un génocide. Il se base sur les déclarations de dirigeants politiques israéliens.

agencemediapalestine.fr

16 octobre 2023 – Voix des Juifs pour la paix

L'association **Voix des Juifs pour la paix**, un mouvement juif progressiste américain, accuse Israël de commettre un génocide imminent à Gaza.

Voix des Juifs pour la paix

9 décembre 2023 – Spécialistes de la Shoah et des génocides

Un collectif de chercheurs et enseignants spécialistes de la Shoah, des génocides et des violences de masse publie une déclaration alertant sur un danger de génocide à Gaza. ujfp.org

26 janvier 2024 – Cour Internationale de Justice (ONU)

La Cour Internationale de Justice est le tribunal de l'ONU. Elle ordonne à Israël de prévenir les actes de génocide et de faciliter l'aide humanitaire à Gaza. Elle rappelle aussi que tous les États doivent

empêcher un génocide « dans la mesure du possible ». La Cour a refait cet avertissement quatre fois en deux ans.

[Cour internationale de justice](#)

[Lire aussi Israël devant la justice](#)

26 mars 2024 – Experte de l'ONU

Francesca Albanese, experte indépendante de l'ONU, affirme dans un rapport qu'il y a des raisons de croire qu'Israël a commis des actes de génocide.

[Information de l'ONU](#)

5 décembre 2024 – Amnesty International

Amnesty International est une organisation de défense des droits humains. Elle publie un rapport sur les attaques contre les civils et bâtiments à Gaza. Le rapport conclut à un génocide en cours.

[Amnesty](#)

[Lire aussi Un génocide à Gaza](#)

19 décembre 2024 – Human Rights Watch

Human Rights Watch est une organisation de défense des droits humains. Elle accuse Israël de génocide et de crimes contre l'humanité parce qu'Israël prive volontairement les civils palestiniens d'eau, de nourriture et de soins. hrw.org

30 janvier 2025 – Historiens israéliens

Dans le journal Haaretz, les professeurs Amos Goldberg et Daniel Blatman écrivent : « Il n'y a pas d'Auschwitz à Gaza. Mais c'est quand même un génocide. » Ce sont 2 historiens israéliens spécialistes de la Shoah et de l'histoire juive.

[Journal Haaretz](#)

28 juillet 2025 – 2 organisations israéliennes de défense des droits humains

B'Tselem et une autre association israélienne de défense des droits humains publient un rapport qui conclut: "Israël mène une action coordonnée visant à détruire la société palestinienne à Gaza."

[B'Tselem](#)

1er septembre 2025 – L'association internationale des études sur le génocide

Cette association est très prudente et très conservatrice, mais elle déclare que les attaques

d'Israël contre Gaza sont un génocide. genocidescholars.org

16 septembre 2025 – Commission d'enquête de l'ONU

La Commission d'enquête de l'ONU confirme qu'un génocide est en cours, par la destruction physique et biologique du peuple palestinien.

[Nouvelles de l'ONU](#)

A lire aussi dans précédents cahiers



Désastre à Gaza

[Cliquer ici](#)



De Palestine

[Cliquer ici](#)

La voix de Hind Rajab

Il y a 3893 caractères et 684 mots dans ce texte

Le film

Le film montre les dernières heures d'une petite fille coincée dans une voiture en pleine zone de guerre à Gaza. C'est la conversation entre la petite fille et les travailleurs du centre d'appel du Croissant rouge, Omar et Nara. C'est une course contre la montre pour organiser le sauvetage de la petite fille.

Depuis le début de la guerre à Gaza, 20 000 enfants sont morts, la réalisatrice tunisienne Khaouter Ben Hania a voulu "donner une voix et un visage" aux victimes palestiniennes. Le film a reçu un prix au festival du film de Venise et a été applaudi pendant 20 minutes après sa projection.

La bande-annonce

Voir la bande-annonce :

<https://youtu.be/9wQ7KDg8fAI?si=6Hto9O04iPEgJWd>

Le film sortira en salle le 19 novembre 2025 mais il y a déjà eu des projections en avant-première, notamment à Charleroi le 7 novembre.

L'avant-première à Charleroi

Le film a été projeté en avant première à Charleroi, au cinéma Quai10 en collaboration avec le Centre Régional d'Intégration de Charleroi. Pour en parler, voici les mots de Fabrice Ciaccia, Directeur du CRI Charleroi.

La Voix de Hind Rajab. Quand le silence devient cri !

"Il arrive que le cinéma fasse plus que raconter : qu'il écoute, qu'il recueille, qu'il porte ce que d'autres ont tenté d'étouffer. La Voix de Hind Rajab, le film de Kaouter Ben Hania, est de ceux-là. Un film qui nous force à entendre.

Hind Rajab avait six ans. En janvier 2024, à Gaza, sa famille est tuée alors qu'ils fuient un bombardement. Coincée seule dans une voiture criblée d'éclats, elle appelle désespérément les secouristes du Croissant-Rouge palestinien.

À une époque saturée d'images de guerre, Ben Hania choisit l'économie du visible pour redonner sa place au poids du son, du silence, de la parole.

Sa voix d'enfant traverse la ligne : « Venez me chercher. Je suis seule. »

Ce sont ces enregistrements réels que la réalisatrice a choisi de faire résonner dans son film, entrecoupés d'images d'attente, de reconstitutions minimalistes, d'ombres et de silences. Rien

d'autre. Pas d'effets. Pas de musique pour apaiser. Juste la tension du réel, la voix, le souffle, l'interruption brutale.

Ben Hania poursuit sa quête d'un cinéma à hauteur d'humain. Elle ne filme pas la guerre : elle filme l'absence de secours, le vide après la mort, la solitude de la victime.

En choisissant de concentrer tout un conflit dans la voix d'une enfant, elle inverse la perspective : ce n'est plus le monde qui regarde Gaza. C'est Gaza qui nous regarde à travers les yeux fermés d'une fillette.

Le cinéma ne peut pas sauver Hind, mais il peut l'empêcher d'être oubliée. Et c'est peut-être cela, l'acte politique le plus fort d'un artiste : créer une mémoire là où le monde se détourne.

La Voix de Hind Rajab n'est pas un film facile. Il dérange, bouleverse, confronte. Mais il ouvre un espace d'écoute radicalement humain.

Chaque spectateur devient témoin. Pas seulement du drame d'Hind, mais de la responsabilité collective de ceux qui entendent et ne répondent pas.

Pour le CRI Charleroi, cette œuvre représente une invitation à penser autrement la géopolitique, à redonner un visage, une voix, une dignité à ce que les statistiques effacent.

Regarder ce film, c'est se tenir dans cet entre-deux inconfortable : l'impuissance et l'empathie.

C'est se demander ce que signifie, ici, à Charleroi, être témoin d'un monde qui brûle ailleurs.

C'est interroger notre rapport à l'information, à la distance, à la compassion.

Pour le CRI Charleroi, cette œuvre rappelle combien l'écoute est une forme de résistance, combien raconter est déjà agir."

Fabrice Ciaccia, Directeur du CRI

Charleroi

Mise à jour, 19 novembre 2025

Ecouter la critique de Hugues Dayez, critique cinéma à la RTBF (la radio - télévision publique belge) :

[La voix de Hind Rajab par Hugues Dayez,](#)

La Fondation Hind Rajab

Il y a 3962 caractères et 678 mots dans ce texte

La Fondation Hind Rajab a été créée pour qu'on n'oublie pas Hind Rajab, une petite fille de Gaza tuée par l'armée israélienne. Avec d'autres associations, la Fondation se bat pour qu'Israël soit poursuivi et puni pour ses crimes à Gaza.

Qui est Hind Rajab ?

Le 29 janvier 2024, à Gaza, une petite fille palestinienne de 5 ans, Hind Rajab, a été tuée par l'armée israélienne. Seule dans une voiture, Hind a appelé à l'aide pendant plusieurs heures. Ses appels, enregistrés par les secours, ont bouleversé le monde entier. Une enquête a montré que 335 balles avaient été tirées sur le véhicule. A moins de 25 mètres, des soldats israéliens dans un char voyaient clairement Hind à l'intérieur. Ils n'ont rien fait pour la sauver.

Deux semaines plus tard, les secours ont retrouvé la voiture, les corps de Hind et de membres de sa famille. Il y avait aussi une ambulance incendiée et les corps de 2 secouristes: Yusuf et Ahmed. Ils ont été tués en essayant de la sauver. Hind avait survécu à une première attaque qui avait déjà tué son oncle, sa tante et ses cousins. Mais cette fois, elle a perdu la vie.

Pourquoi Hind Rajab est devenue un symbole?

L'histoire de Hind montre la cruauté et les humiliations subies par les Palestiniens sous occupation israélienne. Des milliers d'enfants palestiniens ont été tués. Sans jamais être vraiment punie, Israël tue souvent des civils, des enfants et des travailleurs de la santé. Depuis le 29 janvier 2024, Hind Rajab est devenue un symbole de toutes ces victimes.

Honorer la mémoire de Hind Rajab

Préserver la mémoire de Hind est un acte de résistance. Depuis plus de 2 ans, la situation à Gaza est dramatique. Selon l'UNRWA, plus de 60 000 Palestiniens tués et 169 841 blessés. Au moins 10 000 corps sont encore sous les décombres. Les hôpitaux sont détruits. Des enfants meurent de faim, de maladie et de froid. Malgré cela, la communauté internationale n'a pris aucune vraie sanction contre Israël.

La Fondation Hind Rajab, c'est quoi ?

La Fondation Hind Rajab se bat pour qu'Israël soit poursuivi en justice pour ses crimes contre les Palestiniens. Elle poursuit en justice les responsables militaires. Elle informe sur la réalité de Gaza. Elle veut préserver la mémoire des victimes. La Fondation fait partie du Mouvement 30 mars. Le Mouvement 30 mars a été créé suite au génocide à Gaza.

Journal Essentiel | <https://www.journalessentiel.be/la-fondation-hind-rajab/> | Generated: 16 avril 2026 | Page 1/2

Le 30 mars rappelle le 30 mars 1976. Ce jour-là, les Palestiniens ont fait de grandes manifestations pour récupérer leurs terres occupées par Israël. Pour le Mouvement 30 mars, cette journée symbolise le droit des peuples à vivre en paix sur leur terre. Le Mouvement se bat, entre autres, pour cela.

Que fait la Fondation Hind Rajab?

La Fondation veut que justice soit faite pour le peuple palestinien et veut aussi montrer la vérité au grand jour. La Fondation Hind Rajab a déjà déposé plus de 1 000 plaintes à la Cour pénale internationale. La Fondation a aussi déposé des dizaines de plaintes contre Israël et des soldats Israélien dans plusieurs pays comme le Brésil, l'Espagne, l'Autriche, l'Allemagne et la Thaïlande. En effet, selon le droit international, les Etats doivent empêcher tout génocide. C'est ainsi qu'au Brésil, un tribunal a ouvert une enquête contre un soldat israélien, Yuval Vagdani. C'est une avancée historique.

Agissez avec la Fondation Hind Rajab!

L'histoire de Hind et celles de milliers d'autres Palestiniens doivent être racontées. Chacun peut agir : parler de Hind, partager les actions de la fondation, soutenir ses campagnes ou devenir bénévole. Ensemble, nous pouvons empêcher que les crimes commis à Gaza restent impunis.

Pour en savoir plus ou soutenir la Fondation Hind Rajab



Le Hind Rajab Fondation

contact@hindrajabfoundation.org

[La fondation Hind Rajab](#)

[Mouvement du 30 mars](#)

Suivez-les sur les réseaux : @HindRajabFoundatio

[Plateforme Charleroi-Palestine](#)

[L'UNRWA](#)

Saleha Ammi,

Membre de la plateforme Charleroi-Palestine

Accompagnement pédagogique

GPS

Parcourir le cahier “Gaza, après le génocide, la paix?”

Il y a 5341 caractères et 1008 mots dans ce texte

Voici une présentation de ce cahier pour mieux s'y retrouver

Les articles

- Un peu de géographie en cartes animées : où sont les territoires palestiniens et ce qu'il s'y passe.
- Plan de paix
- La vie et la mort de fillettes de Gaza.
- Les journalistes tués à Gaza.

Deux films : une journaliste et une petite fille tuées à Gaza.

Resituer la bande de Gaza et les territoires palestiniens occupés

[De Belgique à Gaza en carte vidéo](#)

Une vidéo de 2 minutes pour visualiser où se situe la bande de Gaza par rapport à la Belgique. En dessous de la vidéo, quelques données sur la bande de Gaza.

[Les territoires palestiniens](#)

De plus en plus de pays reconnaissent officiellement l'Etat de Palestine. Reste à savoir ce qu'il est et surtout ce qu'il sera exactement. Pour l'instant, l'Etat palestinien est morcelé. L'armée israélienne détruit Gaza. En Cisjordanie et à Jérusalem-Est, les colons israéliens et l'armée israélienne sont très violents avec les Palestiniens. Il y a aussi la question des mouvements politiques avec les divisions entre le Hamas et l'Autorité palestinienne.

La paix vraiment?

[Trump et Gaza, un plan en 3 temps](#)

Il l'avait dit, il l'a fait ! Le président Donald Trump a présenté un plan pour la paix à Gaza. Et le 9 octobre, le Hamas et Israël ont signé un cessez-le-feu, point de départ de ce “plan pour la paix”. Ce que l'on sait ici et maintenant, c'est que ce sont moins de souffrances pour la population de la bande de Gaza. Pour demain, il y a beaucoup d'inconnues. Voici un résumé des 3 phases de ce plan.

[Une vidéo indigne sur Gaza](#)

Le 21 janvier 2024, Israël a diffusé une vidéo qui présente Gaza comme un lieu de vacances de rêve... si le Hamas n'existait pas. C'est une vidéo de [propagande](#). C'est une vidéo indigne. Dans une émission de la chaîne Arte, il y a eu une analyse de cette vidéo. Nous la présentons ici.

[Palestine: l'Espagne agit quand l'Europe hésite](#)

Le 8 septembre, Pedro Sanchez, le 1er Ministre espagnol a annoncé que son gouvernement allait prendre des mesures contre le gouvernement de Benjamin Netanyahu. En Europe, c'est le seul pays qui va si loin dans la reconnaissance du génocide, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et qui agit vraiment. Il déclare vouloir « être du bon côté de l'Histoire. » L'Espagne a le courage de ses opinions.

Génocide sûrement

[A Gaza, le crime des crimes](#)

Il faut espérer que les habitants de la bande de Gaza vivent bientôt en paix. Mais il ne faudra pas oublier ce qui s'est passé dans la bande de Gaza. Il n'y a presque aucun doute : Israël a [commis](#) un génocide contre la population de cette région. On appelle le génocide, le « crime des crimes ». L'Etat d'Israël et les dirigeants israéliens devront être condamnés pour cela.

[Contre le « futuricide » à Gaza](#)

Le 2 septembre à Bruxelles, 200 personnalités ont lu les noms des 18 700 enfants¹ tués à Gaza par l'armée israélienne. Une longue liste pour dire que ces enfants ne sont pas que des nombres. Pour dire que nous voulons la paix et nous voulons un avenir pour les Palestiniens à Gaza. En détruisant Gaza et en tuant ses enfants, Israël veut aussi tuer l'avenir d'un Gaza palestinien. C'est ce que l'historienne Stéphanie Latte Abdallah² appelle un « futuricide ».

Les petites filles de Gaza

[Les premiers pas d'une fillette de Gaza](#)

Voici un court récit. C'est l'histoire d'une petite fille de Gaza mutilée par une bombe. Et c'est plus que cela. C'est l'histoire des dizaines de milliers d'enfants de Gaza tués ou blessés. A travers cette petite fille meurtrie, on voit le peuple palestinien meurtri. C'est un beau texte écrit par Akram Musallam¹ paru dans le livre *Gaza raconte son génocide: Récits et Témoignages*.

[La Fondation Hind Rajab](#)

La Fondation Hind Rajab a été créée pour qu'on n'oublie pas Hind Rajab, une petite fille de Gaza tuée par l'armée israélienne. Avec d'autres associations, la Fondation se bat pour qu'Israël soit poursuivi et puni pour ses crimes à Gaza.

Israël tue aussi l'information

[Pour Israël, journaliste = terroriste](#)

Le droit de savoir ce qui se passe chez nous et dans le monde est un droit [fondamental](#). Les journalistes sont là pour garantir ce droit à l'information. Souvent, les pouvoirs n'aiment pas les journalistes qui font ce travail. C'est surtout vrai en période de guerre. C'est encore plus vrai dans la bande de Gaza. Depuis le 8 octobre 2023, au moins 219 journalistes ont été tués.

Cinéma à Gaza

[La voix de Hind Rajab](#)

“Il arrive que le cinéma fasse plus que raconter : qu’il écoute, qu’il recueille, qu’il porte ce que d’autres ont tenté d’étouffer. La Voix de Hind Rajab, le film de Kaouther Ben Hania, est de ceux-là. Un film qui nous force à entendre.

[Fatma Hassouna, les yeux de Gaza](#)

Une femme iranienne en exil a réalisé un film sur une photojournaliste palestinienne de Gaza, Fatma Hassouna. Il s’appelle en anglais *Put your soul on your hand and walk*. En français: *Mets ton âme (ton cœur) sur ta main et marche*. La phrase est de Fatma... Fatma, assassinée par l’armée israélienne dans sa maison de Gaza. Fatma qui photographiait le drame de Gaza. Ces amies l’appelaient "les yeux de Gaza".

Infographie

De Belgique à Gaza en carte vidéo

Il y a 2393 caractères et 381 mots dans ce texte

Une vidéo de 2 minutes pour visualiser où se situe la bande de Gaza par rapport à la Belgique. En dessous de la vidéo, quelques données sur la bande de Gaza.

Pour voir la vidéo en plein écran, cliquer sur le carré en bas à droite de la vidéo

<https://youtu.be/ezWLDa2Nyiw> Réalisé avec *Google Earth*

Vocabulaire

On dit « guerre d'Israël dans la bande de Gaza » pour dire les choses en peu de mots. Ce n'est plus vraiment une guerre car dans une guerre, il faut 2 armées qui s'opposent. Ce n'est pas le cas dans la bande de Gaza. Le mouvement islamiste Hamas qui dirigeait la bande de Gaza n'a presque plus d'armée. Israël tue le plus souvent des civils sans défense.

La bande de Gaza

Où ?

La bande de Gaza est une bande de terre le long de la Méditerranée.

Superficie : 342 km² (Belgique : 30 700 km²).

Population

2,3 millions de Palestiniens vivent dans la bande de Gaza (Belgique : 11,9 millions d'habitants).

Les bombardements et les attaques contre les civils

L'armée israélienne bombarde aussi les logements, les écoles et les hôpitaux. On estime que la bande de Gaza est détruite à 90%.

Les morts

Le 7 octobre 2023, des soldats du Hamas ont pénétré en Israël et tué 1 212 Israéliens (surtout des civils).

Israël a répondu par une guerre totale contre Gaza.

En 2 ans, plus de 60 000 civils sont morts.

La famine

Israël bloque l'entrée de nourriture suffisante. Les Nations Unies parlent de famine.

♂ Les déplacements

Les Palestiniens fuient les zones de guerre.

Certaines familles ont dû se déplacer jusqu'à 4 fois pour échapper aux attaques.

L'information

Israël refuse de laisser les journalistes étrangers entrés dans la bande de Gaza.

L'armée israélienne vise les journalistes palestiniens sur place.

Infographie

Les territoires palestiniens

Il y a 10631 caractères et 1202 mots dans ce texte

De plus en plus de pays reconnaissent officiellement l'Etat de Palestine. Reste à savoir ce qu'il est et surtout ce qu'il sera exactement. Pour l'instant, l'Etat palestinien est morcelé. L'armée israélienne détruit Gaza. En Cisjordanie et à Jérusalem-Est, les colons israéliens et l'armée israélienne sont très violents avec les Palestiniens. Il y a aussi la question des mouvements politiques avec les divisions entre le Hamas et l'Autorité palestinienne.

2 territoires morcelés



En vert, les territoires palestiniens actuels. En jaune, la région sous contrôle total d'Israël.

Source: Wikipedia/journalessentiel

La bande de Gaza



Population : 2,3 millions de Palestiniens

Superficie : 365 km²

Ce territoire est en ruines, détruite depuis 2 ans par l'armée israélienne.

Lire aussi : [De Belgique à Gaza en carte vidéo](#)

La Cisjordanie et Jérusalem-Est



Les triangles en orange sont les colonies israéliennes.

Population : 3, 2 millions d'habitants palestiniens + 710 000 colons juifs israéliens

Superficie : 5 655 km²

Les Palestiniens de ces territoires sont victimes des humiliations et des violences de l'armée israélienne et des colons israéliens. Tout cela empêche le développement de l'économie et du commerce palestinien. Il y a bien une Autorité palestinienne, mais elle est impuissante. Dans ces 2 territoires, il y a plus de 230 colonies israéliennes avec plus de 710 000 colons.

Les 2 principaux mouvements politiques

Le Hamas dans la bande de Gaza

Le Hamas est un mouvement islamiste de résistance à Israël. C'est un mouvement religieux. Il existe depuis 1987. Aux élections de 2006, le Hamas fait 50% des voix dans la bande de Gaza. Il est très opposé au Fatah. Il a pris seul le pouvoir dans la bande de Gaza. Hamas veut dire « ferveur » en arabe. C'est aussi l'abréviation de mouvement islamiste de résistance à Israël. Le Hamas a fait aussi beaucoup de voix en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

Le Fatah en Cisjordanie et à Jérusalem-Est

Le Fatah est un mouvement historique de résistance à Israël. C'est un mouvement laïque. Il existe depuis 1959. « Fatah » veut dire « conquête » en arabe. C'est aussi l'abréviation (à l'envers) de Mouvement de libération nationale de la Palestine. C'est le principal mouvement de l'OLP (l'Organisation de libération de la Palestine) qui rassemble plusieurs mouvements palestiniens. Mahmoud Abbas est membre du Fatah. Il est le chef de l'OLP. Il est aussi le président de l'Autorité palestinienne.

Elections

En 1996, les mouvements islamistes comme le Hamas n'avaient que très peu de députés. En 2006, le Hamas gagne les élections dans les territoires palestiniens. Il n'y a plus eu d'élections depuis 2006...

Partis	Elus
Hamas	74
Fatah	45
Front populaire de libération de la Palestine (FPLP)	3
L'Alternative <small>(en)</small> (FDLP, PPP, FIDA)	2
Initiative nationale palestinienne (INP)	2
Troisième voix	2

L'Autorité palestinienne

L'Autorité palestinienne gère en théorie les territoires palestiniens. C'est « en théorie » car dans la réalité, c'est beaucoup plus compliqué. Sur le terrain, l'Autorité palestinienne n'a presque pas de pouvoir. L'armée israélienne et les colons israéliens imposent souvent leurs lois. Le président de l'Autorité palestinienne est Mahmoud Abbas élu en 2004 en principe pour 4 ans. Il est toujours président en 2025... Les guerres avec Israël et les divisions entre Palestiniens ont empêché toute nouvelle élection législative et présidentielle. L'Autorité palestinienne est donc plus très contestée.

Infographie

Cisjordanie, l'autre guerre

Il y a 3680 caractères et 634 mots dans ce texte

Après 2 ans de guerre terrible, il y a un espoir de paix dans la bande de Gaza, même si l'on en est encore loin. On est loin aussi de la paix en Cisjordanie, un autre territoire palestinien. Israël occupe la Cisjordanie depuis 60 ans. Militaires et colons israéliens commettent tous les jours des violences contre les Palestiniens. Depuis le début de la guerre à Gaza en octobre 2023, il y a de plus en plus de victimes palestiniennes. Depuis le début de la guerre à Gaza, le gouvernement, les militaires et les colons israéliens montrent plus que jamais qu'ils veulent que la Cisjordanie appartienne à Israël.

Il y a 3 territoires palestiniens : la bande de Gaza, la ville de Jérusalem-Est et la Cisjordanie. Israël a détruit la bande de Gaza et a tué des dizaines de milliers de civils palestiniens. Dans la ville de Jérusalem-Est, Israël détruit des maisons de Palestiniens et expulse les habitants. En Cisjordanie, Israël commet aussi des violences contre les Palestiniens. Depuis le début de la guerre à Gaza en octobre 2023, la situation est encore plus dramatique. Selon l'ONU, les civils israéliens ont tué plus de 1 000 Palestiniens depuis octobre 2023 : 1 victime sur 5 était un enfant. Depuis début 2025, l'armée israélienne et des colons israéliens ont forcé 50 000 Palestiniens à quitter leur maison. L'armée attaque des camps de réfugiés palestiniens et certaines villes de Cisjordanie. L'armée dit attaquer pour lutter contre le terrorisme. C'est presque toujours un prétexte.

Les colons israéliens détruisent les champs d'oliviers des Palestiniens. Ils maltraitent ou tuent leur bétail. Les soldats israéliens les laissent faire. Israël prend donc des terres agricoles et construit de nouvelles colonies. Toutes ces violences montrent bien qu'Israël veut faire de la Cisjordanie un territoire israélien. C'est contraire au droit international. La Cisjordanie est un territoire palestinien reconnu par l'ONU.

La Cisjordanie est le plus grand et le plus peuplé des territoires palestiniens. Selon le droit international, Israël occupe illégalement ce territoire. En 1995, il y a eu des accords entre les dirigeants palestiniens et les dirigeants israéliens sur la Cisjordanie. Dans l'accord, il est dit qu'Israël doit arrêter d'implanter des colonies d'Israéliens en Cisjordanie. Toujours selon l'accord, l'Autorité palestinienne devait prendre progressivement plus de contrôle sur le territoire de Cisjordanie. 30 ans plus tard, les colons sont de plus en plus nombreux et Israël contrôle toujours plus de 60% du territoire.

[Lire aussi Les territoires palestiniens](#)

La Cisjordanie est divisée en 3 zones

En 1995, il y a eu un accord entre les dirigeants palestiniens et israéliens sur la Cisjordanie. La Cisjordanie est alors divisée en 3 zones.

- **Zone A (18 % du territoire)**

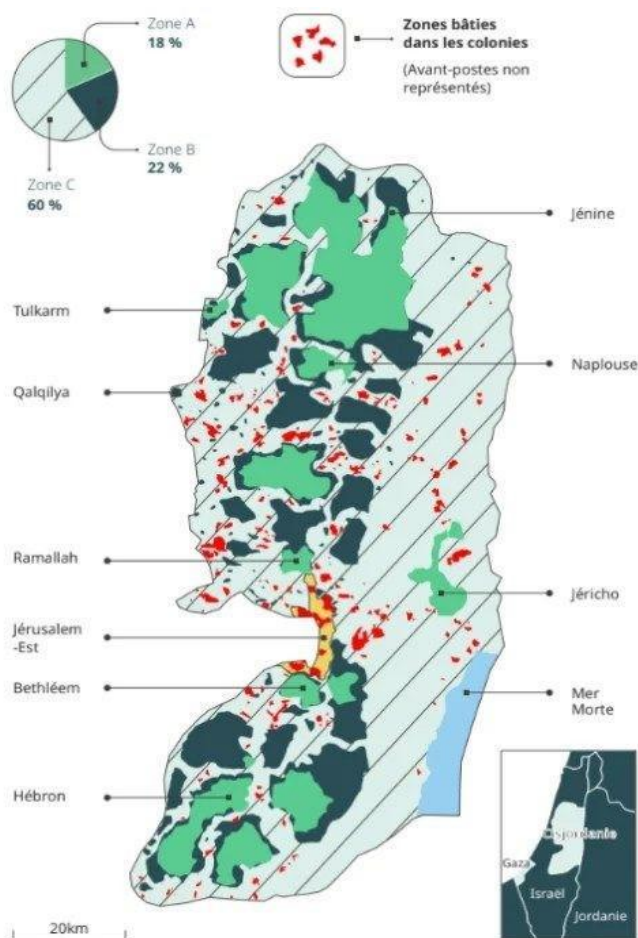
Selon l'accord de 1995, l'Autorité palestinienne a le contrôle civil et militaire total de cette zone. En réalité, l'armée israélienne fait des attaques dans cette zone et empêche son développement économique.

• Zone B (22 % du territoire)

Selon l'accord de 1995, l'Autorité palestinienne a le contrôle civil total de cette zone. Le contrôle militaire et de sécurité est fait par la police palestinienne avec l'armée israélienne. Dans la réalité, l'armée israélienne décide souvent en matière de sécurité.

• Zone C (60 % du territoire)

Israël contrôle complètement cette zone. Les colonies israéliennes sont dans cette zone. Selon l'accord de 1995, il ne devait plus y avoir de nouvelles colonies. Dans la réalité, il y a de plus en plus de colonies. C'est contraire à l'accord et au droit international.



Liens

Liens du cahier “Gaza, après le génocide, la paix?”

Il y a 433 caractères et 64 mots dans ce texte

Des liens internet pour aller plus loin sur le sujet

Sites officiels

[L'ONU et la crise au Proche-Orient](#)

[Une experte de l'ONU par le génocide](#)

[L'UNRWA](#): l'organisation de l'ONU qui s'occupe des réfugiés palestiniens

Associations

[Plateforme Charleroi-Palestine](#)

[La Fondation Hind Rajab](#)

[Mouvement du 30 mars](#)

[Union juive française pour la paix](#)

[Amnesty international](#): articles sur la Palestine

Exercice

Les premiers pas d'une fillette de Gaza

Il y a 35939 caractères et 4515 mots dans ce texte

Voici un court récit. C'est l'histoire d'une petite fille de Gaza mutilée par une bombe. Et c'est plus que cela. C'est l'histoire des dizaines de milliers d'enfants de Gaza tués ou blessés. A travers cette petite fille meurtrie, on voit le peuple palestinien meurtri. C'est un beau texte écrit par Akram Musallam¹ paru dans le livre *Gaza raconte son génocide: Récits et Témoignages*.

Nous avons un peu modifié le texte pour le simplifier. Mais nous avons voulu garder certaines expressions un peu compliquées pour ne pas perdre l'esprit et le ton du texte. Ces mots et expressions sont expliqués après chaque paragraphe numéroté.

1

Émergeant d'une anesthésie, l'enfant âgé de quatre ans fixe le vide laissé par son pied disparu. Sa question ne concerne pas le membre disparu, mais le sort de son premier petit pas : « Ils m'accepteront sans pied, en maternelle, papa ? »

Mots & expressions expliqués

- Émergeant d'une anesthésie : Se réveillant après une opération.
- Fixe le vide laissé par son pied disparu : Regarde l'endroit où il n'y a plus son pied.
- Le sort de son premier petit pas : La chance, ou non, de pouvoir marcher un jour.

2

La fillette qui pose cette question déchirante grandira – puisse-t-elle rester en vie ! –, le vide de son petit pied grandira sous ses yeux. Ses questions grandiront avec elle. Et les réponses, chaque jour, redoubleront de cruauté. Elle réalisera alors que le vide a dévoré le pied, le pas et le chemin menant à l'école disparue.

Mots & expressions expliqués

- Question déchirante : Une question très triste.
- Le vide a dévoré le pied, le pas et le chemin : L'absence du pied a aussi détruit le geste de marcher et le chemin vers l'école (elle a perdu plus qu'un pied).

3

L'enfant saura – si son sort lui permet de s'asseoir un jour sur un banc rudimentaire dans un bâtiment rénové à la hâte – que l'amputation n'est pas une exception dans ce nouveau monde né des bombes modernes à Gaza. Les mutilations sont de toutes sortes et à divers niveaux du corps.

Mots & expressions expliqués

- Si son sort lui permet **Si** la vie ou la chance le lui permet.
- Banc rudimentaire **Un** banc mal fait, pas confortable.
- Rénové à la hâte **Réparé** vite.
- Amputation **Perte** d'une partie du corps, coupée à cause d'une blessure.
- Né des bombes modernes **Apparu** à cause de bombes d'aujourd'hui.
- Mutilations **Blessures** graves, parfois perte d'une partie du corps.

4

À un moment donné, la fillette saura qu'une multitude d'enfants, censés s'asseoir sur un banc rudimentaire dans le même bâtiment restauré à la hâte, et dont la guerre a pris le corps tout entier, étaient assis auparavant sur ce mobilier que l'on montre désormais du doigt en déclarant : « Ils les ont laissés vides, nous y déposons des fleurs en leur souvenir. »

Mots & expressions expliqués

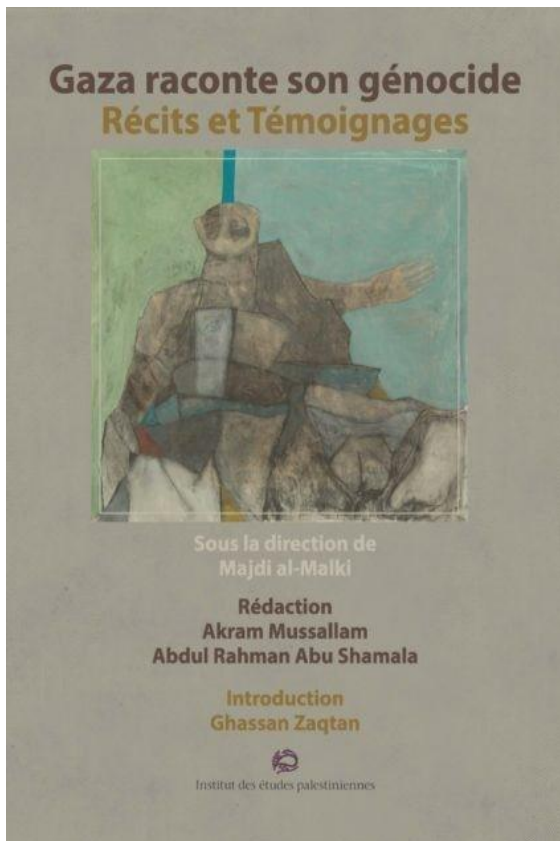
- Multitude d'enfants **Grand** nombre d'enfants.
- Censés s'asseoir **Qui** devaient normalement s'asseoir.
- Restauré à la hâte **Réparé** très vite et pas très bien.
- Montrer du doigt **Désigner**/montrer en insistant.

5

Un jour, la fillette réalisera qu'elle a survécu à une guerre génocidaire. En plus de sa capacité à ressentir les cicatrices personnelles de la mutilation, elle percevra mieux les blessures collectives. Elle placera ainsi sa propre souffrance dans un contexte plus large.

Mots & expressions expliqués

- Guerre génocidaire : Guerre visant à détruire un peuple entier.
- Blessures collectives : Souffrances d'un groupe (ici, un peuple).
- Contexte plus large : Situation plus générale qui explique les causes et les conséquences d'un événement.



Exercices

1. Associer le titre au résumé

Écrire dans la bulle le numéro du titre (1-5) correspondant. Chaque numéro est utilisé une seule fois

Titres

- 1 Le réveil douloureux
- 2 Les questions qui grandissent

- 3 Une réalité partagée
- 4 Des bancs vides en souvenir
- 5 Du personnel au collectif

Résumés

L'enfant sort de l'anesthésie et découvre son pied disparu.

Ses interrogations deviennent de plus en plus cruelles avec le temps.

L'amputation et les mutilations ne sont pas une exception à Gaza.

De nombreux enfants ne reviendront plus s'asseoir à l'école.

La fillette comprend que sa douleur s'inscrit dans une souffrance de tout un peuple.

Vérifier Recommencer

Score : 0 / 5

2. Remettre les titres dans le bon ordre

Écrire dans la bulle un numéro **1** à **5** pour rétablir l'ordre de l'histoire (chaque chiffre est utilisé *une seule fois*).

Les questions qui grandissent

Du personnel au collectif

Des bancs vides en souvenir

Une réalité partagée

Le réveil douloureux

Vérifier Réinitialiser

Score : 0 / 5

Afficher le corrigé

1 — Le réveil douloureux

2 — Les questions qui grandissent

3 — Une réalité partagée

4 — Des bancs vides en souvenir

5 — Du personnel au collectif

3. Qu'est-ce que ça veut dire ?

Choisir la bonne réponse

1) Émergeant d'une anesthésie

- a) Se cachant pour éviter l'opération b) Se réveillant après une opération c) S'évanouissant pendant l'opération d) Refusant une anesthésie

2) Banc rudimentaire

- a) Banc solide et bien conçu b) Siège simple, fait vite et peu confortable c) Rangée de casiers d) Estrade faite pour le professeur

3) Amputation

- a) Cicatrisation d'une plaie
- b) Anesthésie locale d'un membre
- c) Perte d'une partie du corps à cause d'une blessure
- d) Fractures très graves

4) Multitude d'enfants

- a) Grand nombre d'enfants
- b) Deux ou trois enfants
- c) Absence d'enfants
- d) Petite poignée d'enfants

5) Restauré à la hâte

- a) Restauré avec soin et patience
- b) Construit à neuf
- c) Réparé très vite et pas très bien
- d) Détruit

6) Guerre génocidaire

- a) Conflit limité aux frontières d'un pays
- b) Guerre civile de courte durée
- c) Opération militaire pour maintenir la paix
- d) Guerre visant à détruire un peuple entier

7) Blessures collectives

- a) Douleur d'une seule personne
- b) Souffrances vécues par un groupe ou un peuple
- c) Blessures légères
- d) Soins médicaux spécialisés

8) Contexte plus large

- a) Le lieu exact où se passe l'action
- b) La date précise de l'événement
- c) Situation générale qui explique un événement
- d) Un détail anecdotique sans importance

9) Montrer du doigt

- a) Désigner en insistant
- b) Ignorer volontairement
- c) Regarder fixement
- d) Refuser de serrer la main

10) Mutilations

- a) Bleus légers
- b) Simple fatigue
- c) Guérison complète
- d) Blessures graves

avec perte d'une partie du corps

Vérifier Réinitialiser

Score : 0 / 10

Afficher le corrigé

- Émergeant d'une anesthésie → **b**
- Banc rudimentaire → **b**
- Amputation → **c**
- Multitude d'enfants → **a**
- Restauré à la hâte → **c**
- Guerre génocidaire → **d**
- Blessures collectives → **b**
- Contexte plus large → **c**
- Montrer du doigt → **a**
- Mutilations → **d**

Fait et interprétation

Glisser les **phrases** en haut dans les encadrés du bas : **Faits** ou **Interprétations** . Puis cliquer sur *Vérifier* .

Phrases (10)

L'histoire se passe dans la bande de Gaza.

Cette histoire est extraite d'un livre.

Environ 18 000 enfants ont été tués dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023.

Environ 80 % des bâtiments de la bande de Gaza ont été détruits.

Des écoles et des hôpitaux font aussi partie des cibles.

Le pied perdu est le symbole d'un avenir brisé.

L'enfant représente une génération qui n'aura pas d'enfance normale.

Les bancs vides sont un symbole de deuil.

Le vide, c'est aussi la perte d'une éducation.

La souffrance de la fillette est la souffrance d'un peuple entier.

Faits 0

Interprétations 0

Vérifier Recommencer

Score : 0 / 10

Exercice

Les territoires palestiniens

Il y a 10631 caractères et 1202 mots dans ce texte

De plus en plus de pays reconnaissent officiellement l'Etat de Palestine. Reste à savoir ce qu'il est et surtout ce qu'il sera exactement. Pour l'instant, l'Etat palestinien est morcelé. L'armée israélienne détruit Gaza. En Cisjordanie et à Jérusalem-Est, les colons israéliens et l'armée israélienne sont très

2 territoires morcelés



En vert, les territoires palestiniens. En gris, la région sous contrôle total
Source :

violents avec les Palestiniens. Il y a aussi la question des mouvements politiques avec les divisions entre le Hamas et l'Autorité palestinienne.

La bande de Gaza



Population : 2,3 millions de Palestiniens

Superficie : 365 km²

Ce territoire est en ruines, détruite depuis 2 ans par l'armée israélienne.

Lire aussi : [De Belgique à Gaza en carte vidéo](#)

La Cisjordanie et Jérusalem



Les triangles en orange sont les colonies israéliennes.

Population : 3, 2 millions d'habitants palestiniens + 710 000 colons juifs israéliens Superficie : 5

655 km²

Les Palestiniens de ces territoires sont victimes des humiliations et des violences de l'armée israélienne et des colons israéliens. Tout cela empêche le développement de l'économie et du commerce palestinien. Il y a bien une Autorité palestinienne, mais elle est impuissante. Dans ces 2 territoires, il y a plus de 230 colonies israéliennes avec plus de 710 000 colons.

Les 2 principaux mouvements politiques

Le Hamas dans la bande de Gaza

Le Hamas est un mouvement islamiste de résistance à Israël. C'est un mouvement religieux. Il existe depuis 1987. Aux élections de 2006, le Hamas fait 50% des voix dans la bande de Gaza. Il est très opposé au Fatah. Il a pris seul le pouvoir dans la bande de Gaza. Hamas veut dire « ferveur » en arabe. C'est aussi l'abréviation de mouvement islamiste de résistance à Israël. Le Hamas a fait aussi beaucoup de voix en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

Le Fatah en Cisjordanie et à Jérusalem-Est

Le Fatah est un mouvement historique de résistance à Israël. C'est un mouvement laïque. Il existe depuis 1959. « Fatah » veut dire « conquête » en arabe. C'est aussi l'abréviation (à l'envers) de Mouvement de libération nationale de la Palestine. C'est le principal mouvement de l'OLP (l'Organisation de libération de la Palestine) qui rassemble plusieurs mouvements palestiniens. Mahmoud Abbas est membre du Fatah. Il est le chef de l'OLP. Il est aussi le président de l'Autorité palestinienne.

Elections

En 1996, les mouvements islamistes comme le Hamas n'avaient que très peu de députés. En 2006, le Hamas gagne les élections dans les territoires palestiniens. Il n'y a plus eu d'élections depuis 2006...

Partis	Elus
Hamas	74
Fatah	45
Front populaire de libération de la Palestine (FPLP)	3
L'Alternative <small>(en)</small> (FDLP, PPP, FIDA)	2
Initiative nationale palestinienne (INP)	2
Troisième voix	2

L'Autorité palestinienne

L'Autorité palestinienne gère en théorie les territoires palestiniens. C'est « en théorie » car dans la réalité, c'est beaucoup plus compliqué. Sur le terrain, l'Autorité palestinienne n'a presque pas de pouvoir. L'armée israélienne et les colons israéliens imposent souvent leurs lois. Le président de l'Autorité palestinienne est Mahmoud Abbas élu en 2004 en principe pour 4 ans. Il est toujours président en 2025... Les guerres avec Israël et les divisions entre Palestiniens ont empêché toute nouvelle élection législative et présidentielle. L'Autorité palestinienne est donc plus très contestée.

Exercice Vrai / Faux

Lire chaque affirmation et choisir Vrai ou Faux. Cliquer sur [Vérifier](#) pour voir le score.

1) La bande de Gaza et la Cisjordanie sont les deux principaux territoires palestiniens.

Vrai Faux

2) Le Hamas est un mouvement laïque créé en 1959.

Vrai Faux

3) En Cisjordanie et à Jérusalem-Est, il y a plus de 230 colonies israéliennes.

Vrai Faux

4) Mahmoud Abbas est président de l'Autorité palestinienne depuis 2004.

Vrai Faux

5) Il y a eu des élections législatives et présidentielles en Palestine en 2022.

Vrai Faux

6) Le Fatah est le principal mouvement de l'OLP.

Vrai Faux

7) La bande de Gaza a une superficie de 5 655 km².

Vrai Faux

8) Le Hamas a gagné les élections palestiniennes en 2006.

Vrai Faux

Vérifier Recommencer Corrigé

Exercice

A Gaza, le crime des crimes

Il y a 12150 caractères et 1702 mots dans ce texte

Il faut espérer que les habitants de la bande de Gaza vivent bientôt en paix. Mais il ne faudra pas oublier ce qui s'est passé dans la bande de Gaza. Il n'y pas presque aucun doute : Israël a commis un génocide contre la population de cette région. On appelle le génocide, le « crime des crimes ». L'Etat d'Israël et les dirigeants israéliens devront être condamnés pour cela.

Le 7 octobre 2023, des soldats du Hamas tuent 1 200 Israéliens (surtout des civils dont 36 enfants). Ils prennent aussi en otage 250 personnes. Israël réagit avec une extrême violence. Une violence que l'on peut qualifier de génocide. Pendant 2 ans, Israël a bombardé la Bande de Gaza, les logements, les écoles, les hôpitaux. Israël a forcé des centaines de milliers de Palestiniens à se déplacer. Israël a assassiné des dizaines milliers de civils Palestiniens. Israël a privé d'eau, d'électricité, de nourriture, la population. En droit international, le génocide, c'est quand on agit pour détruire en tout ou en partie un groupe, une population en tant que telle. On le fait en tuant, en blessant, en créant des conditions pour que ce groupe disparaisse.

Depuis octobre 2023, des personnes, des associations ont dénoncé le génocide contre la population de Gaza. Elles n'étaient pas nombreuses et elles étaient très critiquées. En janvier 2024, la Cour internationale de Justice de l'ONU a même averti du risque de génocide. Elle n'a pas été entendue. Voici quelques dénonciations marquantes.

En dessous de chaque paragraphe, il y a un lien . Il ne faut pas cliquer sur ces liens pour lire l'article. Nous les avons mis pour être précis et que l'on puisse vérifier directement la source exacte de l'information.

Accusations de génocide

13 octobre 2023 – Un historien israélien

Raz Segal, historien israélien et spécialiste de la Shoah, parle déjà d'un

génocide. Il se base sur les déclarations de dirigeants politiques israéliens.

agencemediapalestine.fr

16 octobre 2023 – Voix des Juifs pour la paix

L'association **Voix des Juifs pour la paix**, un mouvement juif progressiste américain, accuse Israël de commettre un génocide imminent à Gaza.

Voix des Juifs pour la paix

9 décembre 2023 – Spécialistes de la Shoah et des génocides

Un collectif de chercheurs et enseignants spécialistes de la Shoah, des génocides et des violences de masse publie une déclaration alertant sur un danger de génocide à Gaza. ujfp.org

26 janvier 2024 – Cour Internationale de Justice (ONU)

La Cour Internationale de Justice est le tribunal de l'ONU. Elle ordonne à Israël de prévenir les actes de génocide et de faciliter l'aide humanitaire à Gaza. Elle rappelle aussi que tous les États doivent empêcher un génocide « dans la mesure du possible ». La Cour a refait cet avertissement quatre fois en deux ans.

[Cour internationale de justice](#)

[Lire aussi Israël devant la justice](#)

26 mars 2024 – Experte de l'ONU

Francesca Albanese, experte indépendante de l'ONU, affirme dans un rapport qu'il y a des raisons de croire qu'Israël a commis des actes de génocide.

[Information de l'ONU](#)

5 décembre 2024 – Amnesty International

Amnesty International est une organisation de défense des droits humains. Elle publie un rapport sur les attaques contre les civils et bâtiments à Gaza. Le rapport conclut à un génocide en cours.

[Amnesty](#)

[Lire aussi Un génocide à Gaza](#)

19 décembre 2024 – Human Rights Watch

Human Rights Watch est une organisation de défense des droits humains. Elle accuse Israël de génocide et de crimes contre l'humanité parce qu'Israël prive volontairement les civils palestiniens d'eau, de nourriture et de soins. hrw.org

30 janvier 2025 – Historiens israéliens

Dans le journal Haaretz, les professeurs Amos Goldberg et Daniel Blatman écrivent : « Il n'y a pas d'Auschwitz à Gaza. Mais c'est quand même un génocide. » Ce sont 2 historiens israéliens spécialistes de la Shoah et de l'histoire juive.

[Journal Haaretz](#)

28 juillet 2025 – 2 organisations israéliennes de défense des droits humains

B'Tselem et une autre association israélienne de défense des droits humains publient un rapport qui conclut: "Israël mène une action coordonnée visant à détruire la société palestinienne à Gaza."

[B'Tselem](#)

1er septembre 2025 – L'association internationale des études sur le génocide

Cette association est très prudente et très conservatrice, mais elle déclare que les attaques

d'Israël contre Gaza sont un génocide. genocidescholars.org

16 septembre 2025 – Commission d'enquête de l'ONU

La Commission d'enquête de l'ONU confirme qu'un génocide est en cours, par la destruction physique et biologique du peuple palestinien.

[Nouvelles de l'ONU](#)

A lire aussi nos précédents cahiers



Désastre à Gaza

[Cliquer ici](#)



De Palestine

[Cliquer ici](#)

Exercice 1 — Vrai / Faux

Choisir **Vrai** ou **Faux** pour chaque affirmation.

1) Raz Segal est un historien palestinien.

Vrai Faux

2) La Cour internationale de justice fait partie de l'ONU.

Vrai Faux

3) Francesca Albanese est experte pour Amnesty International.

Vrai Faux

4) Human Rights Watch parle de crimes contre l'humanité.

Vrai Faux

5) Deux historiens israéliens ont écrit dans le journal *Haaretz*.

Vrai Faux

Vérifier

Correction (cliquer pour afficher)

- 1) Faux — Raz Segal est historien **israélien**.
- 2) Vrai — La CIJ est le **tribunal de l'ONU**.
- 3) Faux — Francesca Albanese est **experte indépendante de l'ONU**.
- 4) Vrai — HRW évoque **génocide** et **crimes contre l'humanité**.
- 5) Vrai — **Amos Goldberg** et **Daniel Blatman** (Haaretz, 2025).

Exercice 2 — Choisir la date

Pour chaque affirmation, choisir la bonne date dans la liste.

Raz Segal parle déjà de génocide ▼

La Cour internationale de justice ordonne à Israël de prévenir le génocide.

▼

Amnesty International conclut à un génocide en ▼

Les historiens Amos Goldberg et Daniel Blatman écrivent dans ▼

La Commission d'enquête de l'ONU confirme qu'un génocide est en cours.

▼

Vérifier

Afficher la correction

- Raz Segal parle déjà de génocide → **13 octobre 2023**
- La Cour internationale de justice ordonne à Israël de prévenir le génocide → **26 janvier 2024**
- Amnesty International conclut à un génocide en cours → **5 décembre 2024**
- Les historiens Amos Goldberg et Daniel Blatman écrivent dans Haaretz → **30 janvier 2025**
- La Commission d'enquête de l'ONU confirme qu'un génocide est en cours → **16 septembre 2025**

Sondage

Faut-il reconnaître un Etat palestinien ?

Il y a 987 caractères et 171 mots dans ce texte

Réponses : 498

68 %, c'est-à-dire presque 7 personnes sur 10, répondent qu'il faut reconnaître un Etat palestinien. C'est une grande majorité. Surtout que l'on voit que 21%, c'est-à-dire 1 personne sur 5, ne savent pas s'il faut le reconnaître. Seulement 11 % (c'est-à-dire, 1 personne sur 10) répondent qu'il ne faut pas le reconnaître. La question est moins émotionnelle que « Faut-il arrêter la guerre à Gaza ? ». répondre demande de prendre position pas seulement pour l'arrêt de la guerre aujourd'hui, mais sur le long terme, pour l'avenir. Reconnaître un Etat palestinien, c'est donner aux Palestiniens plus de droits pour vivre dans la paix. Cela veut dire que mettrait un peu plus d'équilibre entre Israël et la Palestine.

Il faut rappeler que ces sondages sont faits surtout pour avoir une réflexion sur les sondages eux-mêmes et pour discuter du sujet de la question posée. Les sondages de *L'Essentiel* n'ont aucune valeur scientifique

Avis

On sait où se trouve Gaza...

Il y a 607 caractères et 106 mots dans ce texte

Avis d'un groupe en formation sur plusieurs articles Gaza:

On sait maintenant où se trouve Gaza et où on bombarde.

- On connaît mieux l'histoire
- Certains articles sont plus compliqués, mais on les écoute avec la formatrice
- C'est incroyable que les autres pays ne font rien pour aider les Palestiniens.
- Les Palestiniens sont dans leurs droits depuis longtemps.
- Israël est soutenu par les Etats-Unis ;
- Le 1er ministre israélien est un criminel.
- On a quand même l'impression que c'est un génocide des Palestiniens.
- C'est la terre aussi des Arabes et des Palestiniens.

Groupe Lire et Ecrire (fort)



Arizona, l'austérité comme horizon

Pour diminuer la dette de l'Etat, le gouvernement belge dit Arizona fait de l'austérité. C'est-à-dire moins de dépenses pour les services à la population, moins d'allocations sociales, moins de salaire. Et les plus riches ne paient pas grand-chose. Aperçu de quelques mesures...

▼ Lire plus



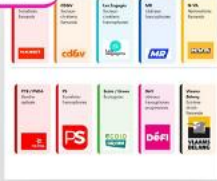
Réalisation 3

Arizona, l'austérité comme horizon

- *Sommaire*
- *Articles*
- *Accompagnement pédagogique*

Sommaire

Infographie



Les partis du gouvernement Arizona

Infographies > Articles > Arizona, l'austérité comme horizon
6 janvier 2026 🗳️ Thierry Verhoeven

Exercices



Au CPAS, l'humiliation et la colère

Exercices > Articles > Arizona, l'austérité comme horizon
6 janvier 2026 🗳️ Thierry Verhoeven



L'index coupé en deux

Articles > Arizona, l'austérité comme horizon
5 janvier 2026 🗳️ Thierry Verhoeven

Exercices



L'indexation, la belge exception

Exercices > Articles > Arizona, l'austérité comme horizon
5 janvier 2026 🗳️ Thierry Verhoeven

GPS du cahier



Parcourir le cahier "Arizona, austérité à l'horizon"

Arizona, l'austérité comme horizon > Le GPS du cahier
3 janvier 2026 🗳️ Thierry Verhoeven



Des liens pour aller plus loin

Articles > Arizona, l'austérité comme horizon > Liens
3 janvier 2026 🗳️ Thierry Verhoeven



Région wallonne : des économies et des cadeaux

Articles > Arizona, l'austérité comme horizon
19 décembre 2025 🗳️ Beyyah Yirik



Région wallonne

Des économies, oui, mais où ?

Articles > Arizona, l'austérité comme horizon
19 décembre 2025 🗳️ Beyyah Yirik



Le travail n'est pas la santé

Articles > Arizona, l'austérité comme horizon
15 décembre 2025 🗳️ Thierry Verhoeven



Voiture de société = Antisociale?

Articles > Arizona, l'austérité comme horizon
12 décembre 2025 🗳️ Thierry Verhoeven



Paroles de stagiaires sur l'Arizona

Articles > Arizona, l'austérité comme horizon
8 décembre 2025 🗳️ Beyyah Yirik

Sondage



Limiter les allocations de chômage à 2 ans, est-ce une bonne chose ?

Articles > Sondage > Arizona, l'austérité comme horizon > Chômage: la vraie rupture
28 novembre 2025 🗳️ Thierry Verhoeven

Exercices



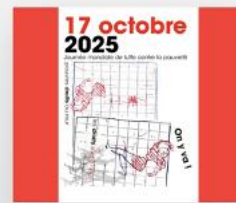
Nous, stagiaires en formation: « Nos mains bâtissent, nos voix résistent ! »

Exercices > Articles > Arizona, l'austérité comme horizon
25 novembre 2025 🗳️ Thierry Verhoeven



Libertés en danger

Articles > Arizona, l'austérité comme horizon
22 octobre 2025 🗳️ Beyyah Yirik



17 octobre, une journée internationale contre la pauvreté

Articles > Arizona, l'austérité comme horizon
15 octobre 2025 🗳️ Beyyah Yirik



Je ne m'en sors pas!

Articles > Avis des lecteurs > Arizona, l'austérité comme horizon
5 octobre 2025 🗳️ Thierry Verhoeven



Les gens vont perdre leur argent

Avis des lecteurs > Arizona, l'austérité comme horizon
25 septembre 2025 🗳️ Thierry Verhoeven



Loi-chômage: la rupture

Zoom > Articles > Arizona, l'austérité comme horizon > Chômage: la vraie rupture
6 août 2025 🗳️ Thierry Verhoeven



Cahier du cahier : **Arizona, l'austérité comme horizon**

GPS du cahier



Parcourir le cahier "Arizona, austérité à l'horizon"

Infographie(s)



Les partis du gouvernement Arizona

Lien(s)



Des liens pour aller plus loin

Exercice(s)



Au CPAS, l'humiliation et la colère

L'indexation, la belge exception

Nous, stagiaires en formation: « Nos mains bâtissent, nos voix résistent ! »

Sondage



Limiter les allocations de chômage à 2 ans, est-ce une bonne chose ?

Avis des lecteurs



Je ne m'en sors pas!

Les gens vont perdre leur argent

Articles

Loi-chômage: la rupture

Il y a 4817 caractères et 881 mots dans ce texte

Ca y est, c'est fait ! La nouvelle loi sur le chômage a été publiée au Moniteur belge le 29 juillet. Elle va donc s'appliquer à partir du 1^{er} janvier 2026. Cette loi avait été votée par les députés du parlement fédéral belge le 18 juillet. Cette loi change complètement les règles du chômage. Avec cette loi, on n'est plus dans la solidarité de la Sécurité sociale. On est dans l'exclusion automatique et l'aide sociale individualisée et incertaine. C'est une vraie rupture dans l'histoire de la Sécurité sociale en Belgique.

Une personne a droit aux allocations de chômage si elle a travaillé un certain nombre de jours et si elle répond aux obligations de l'ONEm et du FOREm. Cela veut dire qu'elle doit chercher un emploi, répondre aux convocations, se former, etc. Si elle ne le fait pas, elle peut être exclue du chômage et perdre ses allocations. Si elle le fait, elle garde ses allocations. Comme il n'y a pas d'emplois pour tout le monde, des personnes restent au chômage pendant longtemps même si elles répondent à leurs obligations. Avec la nouvelle loi, c'est fini. A partir du 1^{er} janvier 2026, les personnes n'auront droit qu'à 1 an de chômage minimum et à 2 ans maximum. C'est tout à fait contraire aux principes de la sécurité sociale en Belgique.

Un salaire "social"

Dès le 19^e siècle, les travailleurs et leurs syndicats ont créé des caisses sociales pour ceux qui n'avaient pas d'emploi. En 1944, à la fin de la 2^e Guerre mondiale, syndicats, patrons et gouvernement signent un accord pour créer un système général et obligatoire de sécurité sociale. L'assurance-chômage en fait partie. Le travailleur sans emploi reçoit ainsi une allocation de chômage. Le principe de l'assurance-chômage et de la sécurité sociale est simple. On reconnaît que le travailleur crée de la richesse par son travail. Le patron fait des bénéfices en vendant les produits. Pour son travail, le travailleur a un salaire. Le travailleur reçoit un salaire sur son compte en banque. C'est son salaire net. Le travailleur reçoit aussi un salaire qui n'est pas sur son compte en banque. Ce sont des cotisations qu'il paie et que son patron paie pour la sécurité sociale. Plus le salaire est élevé, plus les cotisations sont élevées. Ainsi, chacun contribue selon ses moyens au financement de la sécurité sociale. La sécurité sociale profite à tous. On dit que c'est un salaire « socialisé ».

Rupture

Ce système de sécurité sociale ne plaît pas aux patrons. Depuis les années 1980, ils paient souvent des cotisations réduites sur les salaires. Il y a donc moins d'argent dans les caisses. La crise économique aggrave les choses. Depuis 40 ans, on supprime des droits aux travailleurs sans emploi. En 1981, on crée le statut de cohabitant dans l'assurance-chômage. Les personnes « à charge » toucheront moins d'allocations. Cela touche surtout les femmes et les jeunes. Et ces chômeurs cohabitants seront exclus après un chômage dit de « longue durée ». C'est l'article 80 de l'ONEm. Il

n'est plus appliqué depuis 2004, mais on est de plus en plus sévère dans le contrôle de tous les chômeurs cohabitants ou non. Pour les jeunes qui sortent de l'école, on allonge de plus en plus la période pendant laquelle il ne toucheront pas d'allocations. Et depuis 2012, ces jeunes ont droit à seulement 3 ans d'allocations. Avec la nouvelle loi, ce sera 1 an. Et pour celles et ceux qui ont assez de jours de travail, c'est 2 ans maximum.

Lire aussi notre article [Exclusion du chômage](#)

Une aide sociale... peut-être

Pour certains exclus du chômage, il y aura l'aide sociale du CPAS. Mais à la différence de l'assurance-chômage, l'aide sociale dépend de la situation personnelle, des rapports des assistants sociaux, etc. Et c'est une aide, ce n'est pas la même chose que la solidarité de la sécurité sociale. Dans l'histoire, les travailleurs avec emploi ont compris que l'assurance-chômage protégeait bien sûr les travailleurs sans emploi et qu'elle les protégeait aussi eux-mêmes. Sans assurance-chômage, les gens sont prêts à accepter plus facilement des bas salaires, des mauvais contrats et des mauvaises conditions de travail. Ceux qui ont un emploi peuvent alors moins réclamer de meilleurs salaires, contrats et conditions de travail...

Sous la pression des travailleurs, l'assurance-chômage de la Sécurité sociale a été faite pour les travailleurs avec ou sans emploi. Sous la pression des patrons, la fin de cette assurance-chômage est faite par le gouvernement contre les travailleurs.

Lire aussi notre article [Comment on fait une loi?](#)

C'est illisible pour des gens comme vous et moi, mais voici [le texte officiel paru dans le Moniteur belge du 29 juillet](#). La loi chômage commence à la page 31 et va jusqu'à la page 57.

Libertés en danger

Il y a 3702 caractères et 663 mots dans ce texte

Le gouvernement Arizona prépare un projet de loi qui vise les associations. Le projet prévoit que le gouvernement pourra dissoudre des associations et des organisations qu'il juge dangereuses pour la sécurité du pays. Ce projet de loi pose plusieurs questions sur le respect de la démocratie, la liberté d'expression et la séparation des pouvoirs.

Le projet

Ce projet de loi s'appelle la « loi Quintin ». Bernard Quintin (MR) est le Ministre de la sécurité et de l'intérieur. Pour le moment c'est juste un avant-projet. Ce projet a été soumis à l'Institut Fédéral des Droits Humains (IFDH) pour vérifier que cette loi respectera la constitution et l'Etat de droit. Pour la directrice, cet avant-projet de loi est très vague sur plusieurs points.

Tout n'est pas clair...

La loi dit que si une organisation montre des signes « *d'extrémisme et de radicalisme violent* » alors le gouvernement peut la dissoudre, l'interdire. Les mots extrémisme et radicalisme ne sont pas exactement définis : cela laisse une interprétation libre des termes utilisés. Il y a un risque de prendre des décisions arbitraires. Chacun pourra l'interpréter selon son idéologie. Il y a aussi un flou au niveau du public ciblé. Pourtant, les lois doivent être claires : les citoyens doivent savoir précisément à l'avance ce qui est autorisé et ce qui est interdit par la loi.

Et nos libertés ?

L'interdiction concernerait les activités, les lieux, les biens de l'organisation mais il serait aussi interdit d'utiliser des symboles et des slogans. Les sanctions possibles portent atteintes à la liberté d'expression et à la liberté d'association, deux libertés qui sont inscrites dans la Constitution belge et dans la Convention européenne des droits de l'homme. Les associations sont inquiètes, elles craignent qu'on les fasse taire.

Qui décidera ?

La loi vise toute une série d'actes qui seront considérées comme une menace grave pour la société. Ces actions peuvent mener à la dissolution : par exemple tout « acte de violence, de sabotage, d'attentats terroristes ou crime contre l'humanité ». Ou encore, faire la promotion du terrorisme, d'idées contraire à la loi,... Mais ces actions sont déjà punies par la loi. Et c'est la justice qui est chargée de juger les personnes ou les groupes de personnes et de rendre un verdict au nom de l'Etat.

Et la séparation des pouvoirs ?

Cette loi donne au gouvernement le droit de juger et de décider à la place de la Justice. Cette façon de faire ne respecte pas la séparation des pouvoirs, base d'une société démocratique. Concrètement, il y a un risque d'absence de procès équitable pour les personnes concernées.

'IFDH rendu un avis négatif sur l'avant-projet et recommande de ne pas promulguer cette loi parce que les termes ne sont pas clairs, que la séparation des pouvoirs n'est pas respectée et que les libertés d'expression et d'association seraient en danger. A suivre...

Que dit la Constitution belge ?

Article 27

"Les Belges ont le droit de s'associer; ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive"

Les citoyens sont libres de s'associer. Ils ne doivent pas demander la permission pour le faire.

"L'État ne peut pas soumettre la création d'associations à une autorisation préalable"

Article 19

"La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions en toute matière, sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés."

Chacun est libre d'exprimer ses croyances et ses opinions sauf si ces croyances et ces opinions sont contraires à la loi (par ex. le racisme)

17 octobre, une journée internationale contre la pauvreté

Il y a 1581 caractères et 260 mots dans ce texte

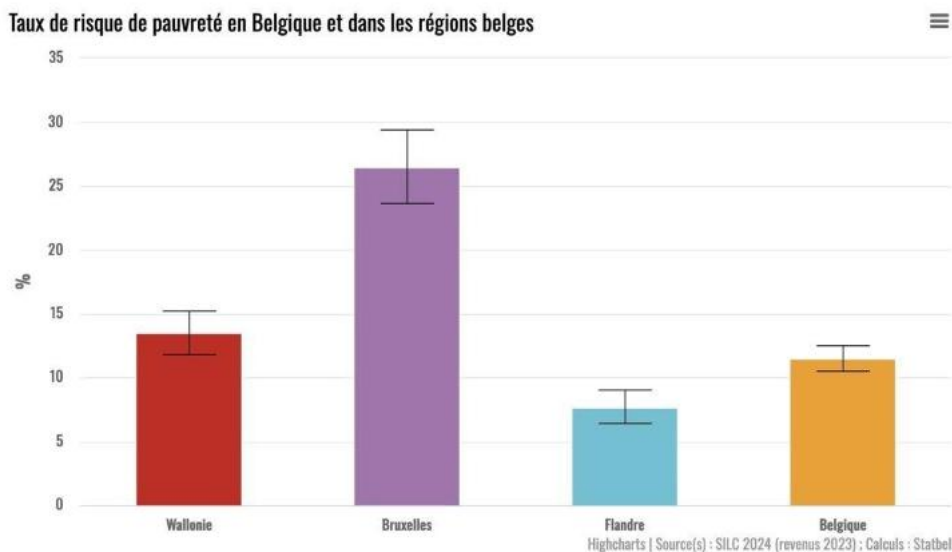
Depuis 1992, le 17 octobre est la journée internationale pour l'élimination de la pauvreté.

Pourquoi le 17 octobre? Le 17 octobre 1987, sur la place des droits de l'homme à Paris, on a inauguré une dalle en l'honneur de toutes les victimes de la faim, de l'exclusion et de la violence. Chaque année, des personnes se réunissent dans le monde entier pour rappeler que la pauvreté est une injustice et une violation des droits de l'homme.

Le risque de pauvreté

Le seuil de pauvreté est de 1520 € net par mois pour un isolé et de 3191€ par mois pour un ménage de 2 adultes et 2 enfants. Les personnes qui "touchent" moins que ces salaires sont considérées comme en risque de pauvreté.

En 2023, en Wallonie, 13,5 % de la population vivait dans un ménage dont le revenu net équivalent était inférieur au seuil de pauvreté. A Bruxelles, on estime ce taux entre 25 et 30% et en Flandre, il est inférieur à 10%.



Graphique de l'IWEPS*, mis à jour le 01/09/2025

D'année en année, le pourcentage des personnes à risque de pauvreté ne diminue pas vraiment. Et au contraire, avec les mesures à venir, les chiffres risquent même d'augmenter...

Journal Essentiel | <https://www.journalessentiel.be/lutter-contre-la-pauvrete-le-17-octobre/> |

Generated: 16 avril 2026 | Page 1/2

La journée du 17 octobre.

Le 17 octobre, des manifestations ont lieu dans plusieurs villes de Belgique, les principales se déroulent à Namur et à Bruxelles.

Pour en savoir plus sur les actions :

A Namur, cliquer [ici](#)

A Bruxelles, cliquer [ici](#)

**IWEPS : Institut wallon d'évaluation et de la prospective et de la statistique*

Lire aussi notre article ["Un logement pour les gens, pas pour l'argent!"](#)

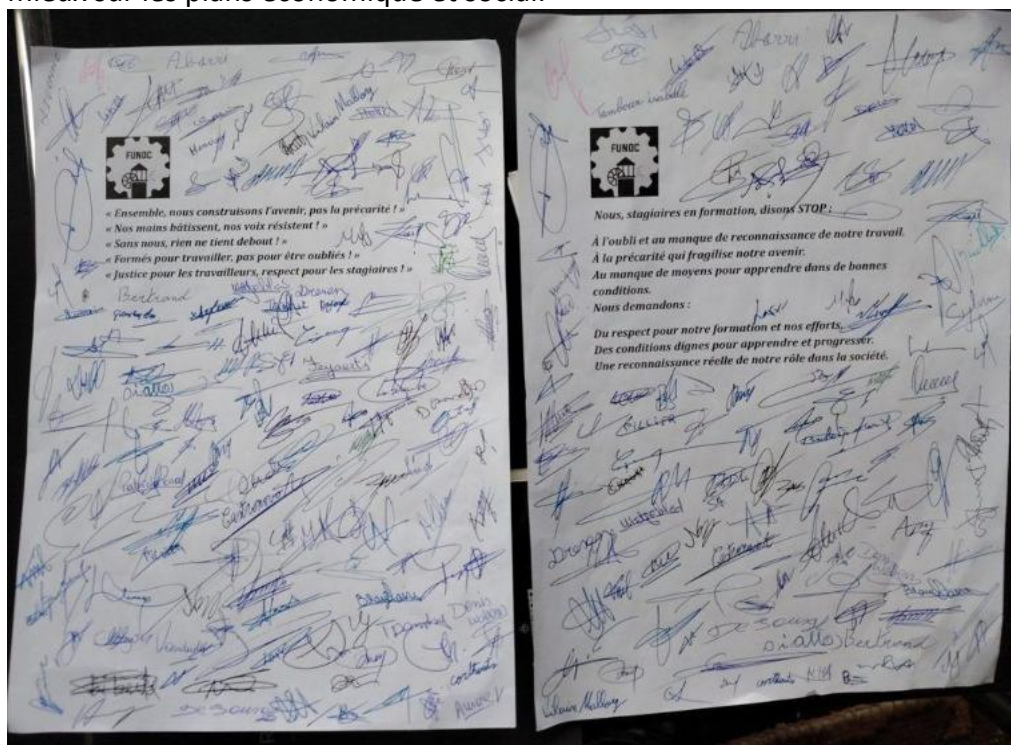
Nous, stagiaires en formation: « Nos mains bâtissent, nos voix résistent ! »

Il y a 6463 caractères et 743 mots dans ce texte

Le gouvernement fédéral a limité les allocations de chômage à 2 ans. Cela met en difficulté des dizaines de milliers de personnes en Belgique. Parmi ces personnes, il y a toutes celles qui sont en formation ou qui veulent se former. La nouvelle loi complique encore un peu plus leur vie. En plus, le gouvernement wallon veut faire des économies sur le budget de la Région wallonne. Plusieurs secteurs recevront moins d'argent. C'est le cas des centres de formation pour les travailleurs et les travailleuses sans emploi. C'est donc aussi le cas de la FUNOC.

Les stagiaires résistent

La FUNOC forme environ 1 500 stagiaires par an. Dès que le gouvernement wallon a annoncé ces économies, des stagiaires en formation à la FUNOC ont rédigé, avec l'aide de leurs formateurs et formatrices, deux courts textes sous forme de pétition. Ces textes, signés par plusieurs centaines de stagiaires, se suffisent à eux-mêmes. Ils montrent toute la dignité de ces personnes et leur esprit de solidarité. Ces stagiaires se forment pour avoir une vie meilleure, dans une région qui se porte mieux sur les plans économique et social.



- « Ensemble, nous construisons l'avenir, pas la précarité ! »
- « Nos mains bâtissent, nos voix résistent ! »
- « Sans nous, rien ne tient debout ! »
- « Formés pour travailler, pas pour être oubliés ! »
- « Justice pour les travailleurs, respect pour les stagiaires ! »

Nous, stagiaires en formation, disons STOP :

À l'oubli et au manque de reconnaissance de notre travail.

À la précarité qui fragilise notre avenir.

Au manque de moyens pour apprendre dans de bonnes conditions.

Nous demandons :

Du respect pour notre formation et nos efforts.

Des conditions dignes pour apprendre et progresser

Une reconnaissance réelle de notre rôle dans la société.

Paroles de stagiaires sur l'Arizona

Il y a 3750 caractères et 639 mots dans ce texte

Catherine, formatrice à la Funoc a demandé à ses stagiaires d'Orientation ce qu'ils pensaient des réformes. Le groupe Orientation a pour objectif de définir un projet professionnel cohérent et accessible. Les stagiaires font aussi un stage pour confirmer leur choix. Ils peuvent alors se lancer dans une formation qualifiante. Ces stagiaires sont motivés, mais ils sont aussi inquiets à cause des réformes du gouvernement Arizona. L'Essentiel a recueilli leurs réflexions.

« Le gouvernement actuel n'a aucune empathie pour les citoyens que ce soit les jeunes, ou les 40-50ans, les seniors et même les personnes invalides."

"Les promesses faites ne sont pas tenues. Leur politique va provoquer énormément de pauvreté et de misère. Seule la classe des riches n'est pas touchée (pas d'impôt sur la fortune."

3 thèmes importants sont ressortis de leurs écrits : la précarisation des citoyens, la pension et le coût des gouvernements.

La population plus précaire

« Les nouvelles réformes pénalisent les classes moyennes et les personnes en état de précarité. Ces réformes vont provoquer chez la population un chaos, les gens n'auront pas d'autre choix que de se mettre dans l'illégalité (vols, travail au noir, dealer...)."

"Ils [les élus] vont puiser dans les allocations familiales, les jeunes ne sauront même pas faire des études. On met tout le monde dans le même bateau alors que ce n'est pas logique."

"Ils diminuent les subsides pour la Croix rouge, les aides alimentaires, c'est totalement inhumain ; ils enlèvent aussi les apports financiers des centres de formation. Tous les commerces font faillite, le pouvoir d'achat diminue."

"Les loyers sont exorbitants, les jeunes ne savent plus acheter un bien car il faut 10% d'apport plus les frais de notaire."

Les pensions

"Les élites veulent que nous travaillions jusqu'à 67 ans, peu importe le secteur professionnel... les soucis de santé ne sont pas pris en compte..."

"L'offre et la demande [de l'emploi] sont déséquilibrées, ça laisse peu de chance aux jeunes qui débutent. Ceux qui nous gouvernent devraient inverser le processus, c'est-à-dire le futur retraité devrait former son jeune successeur."

"Ils veulent qu'on travaille jusqu'à 67 ans mais il n'y a pas de travail pour tout le monde. Pourquoi ne pas faire travailler les jeunes pour partir à un âge correct à la pension ?"

"C'est injuste que la pension des élus peut commencer à 55 ans avec une pension minimale de 5500euros !"

Le coût du gouvernement

"Nous trouvons inadmissible que ce soit des personnes qui gagnent 10000 euros par mois qui disent que c'est la classe moyenne et inférieure qui crée le déficit budgétaire."

"Nous sommes un des plus petits pays du monde avec le plus grand nombre de ministres, bourgmestres et députés."

"Ils nous empoisonnent à nous répéter que les caisses sont vides à cause des pensions, des chômeurs, du CPAS or pour 45 avions de guerre F35A, ils ont trouvé plus ou moins 5,6milliards d'euros."

"Pour trouver de l'argent pour la guerre, ils y arrivent et on creuse encore la dette."

"Autre point important, ils gèlent les salaires alors que pour eux, l'indexation est toujours de rigueur."

"Il faudrait faire un tri dans les politiques, moins de ministres, moins de chauffeurs privés et moins de salaires exorbitants."

"En conclusion, il serait temps que le peuple se révolte face à cette hypocrisie qui nous privent de tous nos droits et détruisent ce pourquoi nos ancêtres se sont battus »

"Nous voudrions une dissolution du gouvernement."

Le groupe Orientation (dit Groupe OR)

Dylan, Samia, Sarah, Florine et Angélique,

Christine, Murielle, Isabelle, Rallou , Mouina, ghislaine

Voiture de société = Antisociale?

Il y a 3981 caractères et 734 mots dans ce texte

Le gouvernement a fait le budget de la Belgique pour 2026. Dans ce budget, le gouvernement a décidé de faire 9 milliards d'économie en 2026. Il a choisi de prendre surtout des mesures contre les travailleurs, les malades, les pensionnés, les chômeurs. Mais, il aurait pu aussi récupérer quelques petits milliards en changeant le système des voitures de société.

La voiture de société est un complément au salaire, mais ce n'est pas de l'argent. C'est ce que l'on appelle un « avantage en nature » comme les titres-repas par exemple. Ce n'est donc pas tout à fait un salaire. On n'est pas obligé de taxer le prix de la voiture de société autant que le salaire. C'est ce qu'on fait depuis des années.

Le vrai salaire

Votre salaire est un salaire brut. Ce n'est pas ce que vous recevez sur votre compte en banque. On retire du salaire brut des impôts et des cotisations de sécurité sociale. Les impôts servent à faire fonctionner l'Etat, les services publics, etc. Les cotisations sociales financent la sécurité sociale. Sur une voiture de société, il y a beaucoup moins d'impôt et de taxes. C'est le cas aussi des cotisations sociales. En principe, le patron paie 25% de cotisation sociale du salaire brut. Le travailleur paie 13% de cotisation sociale du salaire brut.

5 milliards par an

Il y a des systèmes pour payer moins de cotisations sociales et d'impôt. Un de ces systèmes est la voiture de société. C'est une voiture que l'entreprise met à la disposition du travailleur. Il peut l'utiliser pour ses déplacements personnels. Avec une voiture de société, le patron paie seulement 5 % de cotisation sociale sur le coût de la voiture de société. Le travailleur ne paie rien du tout ! Qui paie alors ? Tout le monde... L'argent qui ne rentre pas dans les caisses de l'Etat et de la Sécurité sociale aggrave le déficit de l'Etat et de la Sécurité sociale. La Belgique est championne d'Europe des voitures de société. En 2016, la Commission européenne estimait que les voitures de société coûtaient à la Belgique 3,75 milliards d'euros par an. En juin 2025, le Bureau du Plan, estimait le coût total à plus de 5 milliards d'euros par an!

Tout le monde paie...

Il faut rappeler que le gouvernement belge annonce 9 milliards d'euros d'économie en 2026. Ces économies vont surtout toucher les travailleurs à petit et moyen salaire, les malades, les pensionnés, les chômeurs. Le gouvernement aurait peut-être pu aller chercher quelques petits milliards sur les voitures de société en augmentant un peu les taxes. Les voitures de société sont mauvaises pour les finances de l'Etat et de la Sécurité sociale, mais pas seulement.

Système injuste

Tous les travailleurs ne bénéficient pas d'une voiture de société. En plus, le travailleur déjà bien payé aura une plus grosse voiture de société qu'un autre moins bien payé. Pour le patron, les voitures de société, c'est tout bénéfice. Il n'augmente pas le salaire brut sur lequel il doit payer des cotisations de sécurité sociale. La voiture de société est un faux salaire.

Système polluant

Même si beaucoup sont électriques, les voitures de société augmentent le nombre de voitures. Cela augmente la pollution. Cela augmente aussi les embouteillages dans les villes. On estime que 100

000 voitures de société entrent et sortent de Bruxelles chaque jour! Quand on a une voiture de société, on ne prend pas souvent le train ou le bus. Tout ça, c'est très mauvais pour la planète.

Systeme antisocial

Certains sont fiers de rouler en Audi ou autre marque de prestige qui sont « leur » voiture de société. Il n'y a pourtant pas de quoi. On comprend que cela compense parfois le salaire trop bas de tel ou tel travailleur, mais le système profite surtout aux patrons. C'est de l'argent pris à la collectivité qui n'ira pas aux soins de santé, aux pensions, etc. On pourrait même dire que la voiture de société est antisociale. Voiture de société ? Antisociale !

Le travail n'est pas la santé

Il y a 3876 caractères et 656 mots dans ce texte

En Belgique, 1 travailleur sur 10 est malade depuis plus d'un an. Cela fait 526 000 personnes. Pour faire des économies, le gouvernement Arizona veut en remettre 100 000 au travail d'ici 2029. Il va faire la chasse aux « faux » malades. Les autres seront « accompagnés » pour reprendre le travail. Pour le gouvernement, beaucoup de travailleurs malades sont responsables de leur situation. Or, on le sait : c'est le plus souvent le travail qui rend malade.

En Belgique, 526 000 personnes sont malades depuis plus d'un an. Ce sont les malades de longue durée. 1 travailleur sur 10 est un malade de longue durée. Ils n'ont jamais été si nombreux. Environ 1/3 des personnes malades souffrent de dépression ou de burn-out.

Un 1/3 souffrent de troubles musculosquelettiques. Les autres sont malades à cause d'un cancer, d'une maladie respiratoire ou circulatoire, etc.

Dépression et burn-out

Le burn-out est un épuisement physique et mental causé par le travail. Le mot burn-out vient de l'anglais. Il signifie « griller » ou « réduire en cendres ». À l'origine, on utilise ce mot pour parler des fusées. Quand une fusée épuise trop vite son carburant, le moteur surchauffe.

La fusée peut alors exploser et être réduite en cendres. Cette image est utilisée pour parler de l'épuisement au travail. Cela arrive quand le salarié doit faire trop d'efforts pour travailler.

Dans les entreprises, il faut travailler de plus en plus vite. Les tâches sont plus lourdes et les horaires plus irréguliers. Le travailleur est mis sous pression. Comme la fusée, il épuise toute son énergie. C'est la surchauffe. Il est stressé, anxieux, dort mal. Il risque alors « d'exploser ». Le burn-out est de plus en plus fréquent. En 2024, il y avait presque deux fois plus de travailleurs en burn-out qu'en 2018. Ces burn-out sont souvent des maladies de longue durée.

Troubles musculosquelettiques

Les troubles musculosquelettiques sont des problèmes de santé liés aux muscles, aux tendons et aux articulations. Il s'agit de douleurs au dos, au poignet, aux doigts ou à l'épaule. Les ouvriers souffrent davantage de ces douleurs que les employés. Ils portent de lourdes charges et travaillent dans des positions difficiles.

Ils risquent donc plus souvent des problèmes de dos. Certaines professions sont particulièrement touchées. C'est le cas des caissières, qui doivent parfois se faire opérer des poignets. C'est aussi le cas des aides ménagères.

Contrôles

Sur les 526 000 malades de longue durée, le gouvernement veut en remettre 100 000 au travail d'ici 2029. Il estime que cela rapportera 1,9 milliard d'euros. Le travailleur malade reçoit une indemnité qui remplace son salaire. Cette indemnité est versée par l'INAMI. C'est donc la sécurité sociale qui

paie. Comme le gouvernement finance en partie la sécurité sociale, il pense pouvoir faire des économies. Il veut donc renforcer les contrôles.

Les malades, les médecins et les mutuelles seront davantage contrôlés. Le gouvernement veut aussi intensifier la chasse aux fraudeurs. Il veut « accompagner » les malades qui ne savent plus s'adapter à leurs conditions de travail. Il veut enfin mieux soutenir les travailleurs à risque de burn-out.

Le travail n'est pas la santé

On pourrait essayer autre chose. On pourrait diminuer le temps de travail.

On pourrait améliorer les conditions de travail et de transport. On pourrait installer des crèches

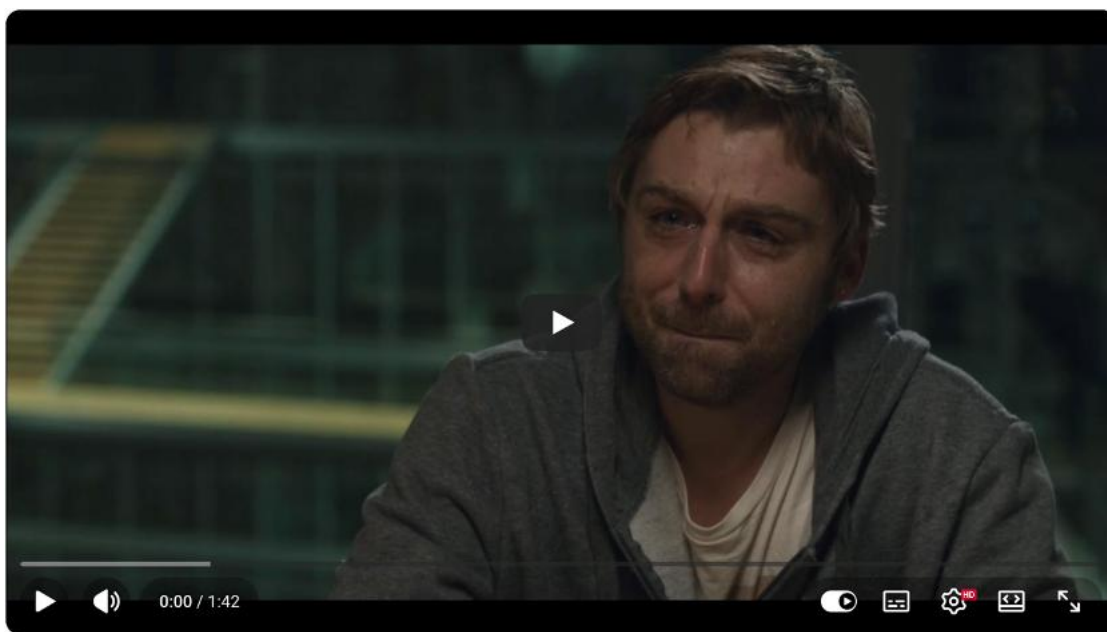
dans les entreprises. On pourrait aussi mieux protéger les travailleurs harcelés par des « petits chefs

» ou par le « grand patron ». C'est en tout cas ce que disent de nombreux spécialistes de la santé au

travail. Ces spécialistes sont souvent indépendants. Ils ne sont pas payés directement par les

patrons ou par l'État. Leurs études le montrent clairement : dans nos sociétés, le travail n'est pas la

santé <https://www.youtube.com/watch?v=yWdD03Igmuc>



Des économies, oui, mais où ?

Il y a 4614 caractères et 758 mots dans ce texte

Comme au gouvernement fédéral, le gouvernement wallon avait annoncé des économies importantes. L'objectif du gouvernement dirigé par le MR et les Engagés, est de réaliser 270 millions d'économie d'ici 2029. Le gouvernement va chercher de l'argent un peu partout. On ne peut pas tout détailler mais les plus grosses économies vont se faire sur le dos de l'emploi, de la formation, des services de proximité (communes) et de la santé.

Les Aides à la Promotion de l'emploi

Les APE (Aides à la Promotion de l'emploi) sont des aides de la RW. C'est là que les plus importantes économies seront faites : presque 100 millions d'euros. Cela touche directement les emplois.

Le ministre de l'emploi et de la formation de la Région Wallonne, Pierre-Yves Jeholet pense que les APE coûtent trop cher et il veut les supprimer ou moins les financer. Pourtant, les APE sont nécessaires au fonctionnement de toute une série de services à la population. Il y a des APE dans les services publics et dans le secteur non-marchand. Si les contrats APE ne sont plus subventionnés, les services devront licencier du personnel et ils ne pourront plus répondre aux demandes.

On trouve des APE dans les services communaux, les écoles, les garderies, les crèches, dans les associations socio-culturelles et d'insertion socio-professionnelles, etc.

Les pouvoirs locaux

Les pouvoirs locaux, ce sont principalement les villes et communes. Ce qui veut dire que les écoles, les garderies, les crèches,... seront touchées par les économies. Ces économies s'ajoutent à la fin ou la diminution des aides du personnel APE.

Insertion, formation, emploi

Le FOREM et l'IFAPME dépendent directement de la Région Wallonne. Les CISP, les ALE, les MIRE et les MDE reçoivent des subventions de la Région Wallonne.

Leur point commun : ces organismes s'occupent de l'orientation, de la formation et de la (re)mise à l'emploi des chômeurs, des bénéficiaires du CPAS ou simplement des personnes sans revenus qui cherchent du travail. Ces économies s'ajoutent aux coupes dans les subventions APE. Avec moins de moyens, ce sera difficile de garder le même nombre de personnel et de s'occuper du même nombre de bénéficiaires.

Agence pour une Vie de Qualité

L'AVIQ est un organisme wallon qui s'occupe de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles. L'AVIQ aura beaucoup moins d'argent pour fonctionner: 28 millions d'euros d'économie!. Les services qui s'occupent des allocations familiales perdent aussi 1 300 000 euros en Région wallonne. Les allocations familiales sont gérées par l'AVIQ .

Parlement et cabinets

Au gouvernement et au parlement wallon, il y aura des économies. Il y aura moins d'argent pour les cabinets des ministres. Les cabinets sont les équipes qui travaillent autour d'un ministre. A cela s'ajoute aussi le personnel administratif. Il y aura aussi des économie au parlement wallon, c'est là que se réunissent les députés. En 2023, le fonctionnement du parlement wallon coûtait +/- 80 millions par an. Il semble que seulement 1 million d'euros d'économie sera fait sur ces postes.

Une contradiction !

Les coupes dans les budgets de l'emploi et de la formation arrivent au très mauvais moment puisque le gouvernement fédéral veut remettre au travail les chômeurs ou encore les malades de longue durée.

Il y a une contradiction entre ce que veut le gouvernement fédéral et les mesures du gouvernement wallon. Les mesures d'économie du gouvernement touchent surtout les personnes qui veulent se former ou qui cherchent un emploi, les personnes qui travaillent dans le social. Les personnes qui ont des contrats précaires comme les APE... Si les réformes du gouvernement wallon aboutissent, notamment la réforme des APE, des milliers de personnes se retrouveront au chômage. C'est impossible d'offrir les mêmes services avec beaucoup moins d'argent et de personnel.

Faire plus avec moins... C'est ce que demande le gouvernement wallon. Quand toutes ces économies se mettront en place, les travailleurs des services à la population (commune, formation, emploi,...) devront probablement faire des choix: qui aider et quelle aide accorder? C'est la fin des services de proximité de qualité et qui sont accessibles à la population.

Les sigles utilisés dans l'article :

FOREM : Formation emploi

IFAPME : Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises

MIRE : Mission régionale pour l'emploi

CISP : Centre d'Insertion socio-professionnel

ALE : Agence locale pour l'emploi

MDE : Maison de l'emploi

Tableau des économies structurelles 2026

Thématiques	Sujets	Montant
Fonctionnement (18,1 millions d'euros)	Cabinets	0,6
	Parlement wallon	0,4
	Famiwal	1,3
	FOREM et IFAPME 1% (poursuite de la mesure)	4,8
	Non-indexation de certaines UAP	4,8
	Dotation WBI	0,6
	Fonctionnement AVIQ	5,6
Emploi – Formation (100,2 millions d'euros)	APE Pouvoirs publics gel indexation (poursuite de la mesure)	10
	Réduction enveloppe APE, rationalisation aides à la formation, lutte contre le double subventionnement...	83,7
	Mutualisation CISP, ALE, MIRE, MDE	6,5
Pouvoirs Locaux (65,2 millions d'euros)	Gel + 1% Pouvoirs Locaux (poursuite de la mesure)	16,1
	Effort des Provinces	4,1
	Compensation Communes Plan Marshall	45
Santé, Aînés, Famille (28,3 millions d'euros)	Recentrage Mission AVIQ	28,3
Fiscalité (33,6 millions d'euros)	Taxe Jeux et Paris	8,4
	Justice Fiscale	10
	Taxe eau sur les déversements des eaux usées industrielles	5,8
	Alignement des tarifs PKM	9,4
Economie (17 millions d'euros)	Aéroports	7
	Dividendes WE additionnels	10
	Subventions facultatives	8
	TOTAL	270,4

Région wallonne : des économies et des cadeaux

Il y a 3448 caractères et 578 mots dans ce texte

Le gouvernement de la Région wallonne prévoit de faire 270 millions d'€ d'économies dans les années à venir. Malgré ces économies, la Cour des comptes estime que dans les années à venir la dette wallonne va continuer à augmenter. Ces économies sont en réalité des choix politiques et idéologiques.

L'emploi et la formation

Le ministre de l'emploi et de la formation, Pierre-Yves Jeholet, a décidé de supprimer ou de diminuer fortement les aides pour les emplois APE. Les APE représentent +/- 60 000 emplois en Wallonie. La suppression des subventions APE touchera donc des milliers de travailleurs dans différents secteurs du public et du non marchand. Ces économies mettront en difficulté les communes, les CPAS, le secteur non-marchand (les associations)...

En même temps, il y aura une baisse des subventions pour les organismes d'insertion et de formation, les CISP, le Forem et d'autres organismes d'insertion socio- professionnelle. Ces centres orientent et forment des demandeurs d'emploi qu'ils soient chômeurs ou pas.

Lire l'article [Des économies, oui, mais où ?](#)

Quelques autres économies

La Région wallonne veut aussi récupérer de l'argent sur d'autres dépenses.

Les primes énergie

Elle ont fort diminué les primes à l'énergie, à l'isolation et l'installation de panneaux solaires.

Lorsqu'un propriétaire isolait sa maison ou plaçait des panneaux solaires (énergie verte), il avait des primes parfois jusqu'à 90% du coût. Maintenant, ces primes passent à presque plus rien.

Le plan de relance

Le plan de relance est un plan qui a été voté avant lors du gouvernement précédent. C'est le soutien de projets économiques pour dynamiser l'économie et l'emploi en Wallonie. Le gouvernement actuel compte en supprimer plus 200.

La déduction fiscale des dons

Lorsqu'on fait un don d'au moins 40€ à une association comme Médecins sans frontières, Oxfam, Amnesty international, on pouvait le déduire à 45% de ses impôts. maintenant ce ne sera plus que 30%. Par exemple, si je donne 100 euros à Médecins sans frontières, l'état prenait en charge 45 euros, avec ce changement, ce sera 30 euros sur 100€. Les gens risquent de donner moins.

Il y a beaucoup d'autres coupes dans les budgets, on ne peut pas toutes les citer. Et malgré toutes ces économies, la Cour des comptes estime que la Région wallonne sera de plus en plus endettée dans les années à venir.

Des choix idéologiques

En même temps que les mesures d'économies, le gouvernement a fait des cadeaux. Il a baissé les droits d'enregistrement (les "frais de notaire") quand on achète une maison. La baisse de 12% à 3%

des frais de notaire coûtera 280 millions d'euros à la RW. Et elle ne permet pas forcément aux gens modestes d'acheter plus facilement un logement. Les prix des maisons ont augmenté de 10 à 15% cette dernière année. En réalité, c'est un cadeau fiscal pour ceux qui ont déjà suffisamment d'argent pour acheter un logement.

En plus de cela, le gouvernement a promis une baisse des frais de succession en cas d'héritage. C'est encore une fois, moins d'argent dans les caisses wallonnes (estimées à 770 millions d'ici 2029). Cette mesure touche un peu les classes moyennes mais ce sont surtout les plus riches vont en profiter.

Ce sont donc des mesures qui coûtent très cher. Mais ces mesures collent bien à l'idéologie du gouvernement MR-Les Engagés : moins de social et moins de solidarité, plus de "chacun pour soi"

. L'indexation, la belge exception

Il y a 16460 caractères et 2144 mots dans ce texte

La Belgique est un des seuls pays européens où les salaires et les allocations sociales augmentent automatiquement quand les prix des marchandises augmentent. Pour décider de cette augmentation, il y a l'index. C'est un instrument de mesure créé en 1919. Encore aujourd'hui, l'index permet aux ménages de garder un certain pouvoir d'achat.

Le mot index vient du latin. Il veut dire « celui qui montre », « indiquer ». C'est pour cela qu'un de nos doigts s'appelle index, c'est le doigt qui montre. En économie, index veut dire autre chose. L'index, c'est un chiffre qui montre l'évolution des prix des marchandises. Quand les prix augmentent, l'index augmente. C'est aussi ce que l'on appelle l'inflation. Si on garde le même revenu, on ne sait plus acheter les mêmes produits. On perd du pouvoir d'achat. Pour que la population garde son pouvoir d'achat, il y a une augmentation automatique des salaires et des allocations sociales. C'est ce que l'on appelle l'indexation. En Belgique, il y a l'indexation depuis plus de 100 ans.

Petite histoire de l'index

On est en 1918 à la fin de la Première guerre mondiale. A cause de la guerre, les produits sont 5 fois plus chers qu'en 1914, avant la guerre. Par contre, les salaires sont restés les mêmes. En 1919, les travailleurs veulent donc des salaires plus élevés et font des grèves. Pour l'État et les patrons, c'est embêtant... Après la guerre, il faut reconstruire le pays. On a besoin de travailleurs motivés. En plus, il y a eu la Révolution russe en 1917. Les travailleurs belges pourraient être tentés de reprendre les idées de révolution des Russes... Il faut donc contenter au moins un peu les travailleurs. Pour pouvoir augmenter les salaires, le gouvernement crée un instrument pour mesurer l'évolution des prix. On regarde les prix de produits de base en 1914. On les compare avec les prix de 1919. L'index était né.

L'index compare donc 2 niveaux de prix à 2 dates différentes. En 1919, on a choisi 53 produits : l'alimentation, les vêtements, le chauffage, l'éclairage... Des inspecteurs et inspectrices sont allés relever les prix de ces produits dans 59 localités. Et en 1920, on a adapté les salaires à l'augmentation de ces prix. C'était la 1^{ère} vraie indexation des salaires. A l'époque et dans l'urgence, c'était très compliqué de trouver le bon index.

Depuis 1919, on a amélioré le calcul de l'index. Peu à peu, on a ajouté des produits et le nombre de magasins. En 1955, il y avait 65 produits. En 1984, il y avait 401 produits. Aujourd'hui, il y en a plusieurs milliers.

Le « panier de la ménagère »

Tous ces produits formaient « le panier de la ménagère ». La ménagère, la femme, faisait les courses du ménage. L'expression était sexiste. On appelle maintenant cela le « panier des ménages ». Et la consommation des ménages a changé avec le temps. En 1919, le chapeau melon était dans les produits. Les hommes mettaient un chapeau melon dans certaines occasions. Il faudra attendre 1955 pour que le chapeau melon soit remplacé par le chapeau mou, ... A partir des années 1960, de plus en plus de services sont dans le panier. Il y a eu la coiffure, les journaux, le cinéma. Au fur et à mesure, on ajoute des produits et des services. Par exemple, il y a maintenant les produits blancs (moins chers), les pommeaux de douche, le smartphone, le tatouage...

Qui fait l'index ?

Pour fixer l'index, des inspecteurs et inspectrices du ministère de l'économie reprennent les prix des produits un peu partout dans le pays. Ensuite, les représentants des patrons et des syndicats approuvent l'index.

Vrai et faux index

Au fil du temps, l'index a changé. Les produits qui sont dans l'index ont changé. Le mode de calcul aussi a changé. A partir de 1993, l'index devient l'index santé. On retire de l'index l'alcool, le tabac, l'essence, le diesel et le gaz de roulage. C'est vrai que ce sont des produits mauvais pour la santé ou qui polluent. Mais beaucoup de gens ont besoin de leur voiture pour aller travailler... En 1994, on a créé ce que l'on appelle l'indice lissé sur 4 mois. On fait une moyenne de la hausse des prix sur les 4 derniers mois. L'index de santé lissé est donc moins élevé que l'index calculé au départ. Les salaires et les allocations sociales augmentent moins que le vrai index.

[exerciceindexTélécharger](#)

L'indexation, la belge exception

Il y a 16460 caractères et 2144 mots dans ce texte

La Belgique est un des seuls pays européens où les salaires et les allocations sociales augmentent automatiquement quand les prix des marchandises augmentent. Pour décider de cette augmentation, il y a l'index. C'est un instrument de mesure créé en 1919. Encore aujourd'hui, l'index permet aux ménages de garder un certain pouvoir d'achat.

Le mot index vient du latin. Il veut dire « celui qui montre », « indiquer ». C'est pour cela qu'un de nos doigts s'appelle index, c'est le doigt qui montre. En économie, index veut dire autre chose. L'index, c'est un chiffre qui montre l'évolution des prix des marchandises. Quand les prix augmentent, l'index augmente. C'est aussi ce que l'on appelle l'inflation. Si on garde le même revenu, on ne sait plus acheter les mêmes produits. On perd du pouvoir d'achat. Pour que la population garde son pouvoir d'achat, il y a une augmentation automatique des salaires et des allocations sociales. C'est ce que l'on appelle l'indexation. En Belgique, il y a l'indexation depuis plus de 100 ans.

Petite histoire de l'index

On est en 1918 à la fin de la Première guerre mondiale. A cause de la guerre, les produits sont 5 fois plus chers qu'en 1914, avant la guerre. Par contre, les salaires sont restés les mêmes. En 1919, les travailleurs veulent donc des salaires plus élevés et font des grèves. Pour l'État et les patrons, c'est embêtant... Après la guerre, il faut reconstruire le pays. On a besoin de travailleurs motivés. En plus, il y a eu la Révolution russe en 1917. Les travailleurs belges pourraient être tentés de reprendre les idées de révolution des Russes... Il faut donc contenter au moins un peu les travailleurs. Pour pouvoir augmenter les salaires, le gouvernement crée un instrument pour mesurer l'évolution des prix. On regarde les prix de produits de base en 1914. On les compare avec les prix de 1919. L'index était né.

L'index compare donc 2 niveaux de prix à 2 dates différentes. En 1919, on a choisi 53 produits : l'alimentation, les vêtements, le chauffage, l'éclairage... Des inspecteurs et inspectrices sont allés relever les prix de ces produits dans 59 localités. Et en 1920, on a adapté les salaires à l'augmentation de ces prix. C'était la 1^{ère} vraie indexation des salaires. A l'époque et dans l'urgence, c'était très compliqué de trouver le bon index.

Depuis 1919, on a amélioré le calcul de l'index. Peu à peu, on a ajouté des produits et le nombre de magasins. En 1955, il y avait 65 produits. En 1984, il y avait 401 produits. Aujourd'hui, il y en a plusieurs milliers.

Le « panier de la ménagère »

Tous ces produits formaient « le panier de la ménagère ». La ménagère, la femme, faisait les courses du ménage. L'expression était sexiste. On appelle maintenant cela le « panier des ménages ». Et la consommation des ménages a changé avec le temps. En 1919, le chapeau melon était dans les produits. Les hommes mettaient un chapeau melon dans certaines occasions. Il faudra attendre 1955 pour que le chapeau melon soit remplacé par le chapeau mou, ... A partir des années 1960, de plus en plus de services sont dans le panier. Il y a eu la coiffure, les journaux, le cinéma. Au fur et à mesure, on ajoute des produits et des services. Par exemple, il y a maintenant les produits blancs (moins chers), les pommeaux de douche, le smartphone, le tatouage...

Qui fait l'index ?

Pour fixer l'index, des inspecteurs et inspectrices du ministère de l'économie reprennent les prix des produits un peu partout dans le pays. Ensuite, les représentants des patrons et des syndicats approuvent l'index.

Vrai et faux index

Au fil du temps, l'index a changé. Les produits qui sont dans l'index ont changé. Le mode de calcul aussi a changé. A partir de 1993, l'index devient l'index santé. On retire de l'index l'alcool, le tabac, l'essence, le diesel et le gaz de roulage. C'est vrai que ce sont des produits mauvais pour la santé ou qui polluent. Mais beaucoup de gens ont besoin de leur voiture pour aller travailler... En 1994, on a créé ce que l'on appelle l'indice lissé sur 4 mois. On fait une moyenne de la hausse des prix sur les 4 derniers mois. L'index de santé lissé est donc moins élevé que l'index calculé au départ. Les salaires et les allocations sociales augmentent moins que le vrai index.

[exerciceindexTélécharger](#)

L'index coupé en deux

Il y a 3749 caractères et 676 mots dans ce texte

En Belgique, il y a un système pour maintenir le pouvoir d'achat des ménages. C'est l'indexation. Quand les prix augmentent, on augmente les salaires et les allocations sociales. Cela coute de l'argent aux patrons et au gouvernement. Pour faire des économies, le gouvernement Arizona va limiter l'augmentation.

En Belgique, on augmente un peu les revenus des ménages quand les prix des marchandises dépassent un certain niveau. C'est l'indexation des salaires et des allocations sociales, comme les pensions par exemple.

Pouvoir d'achat

Cette indexation est de 2 % sur les revenus bruts. L'indexation se fait pour tout le monde, y compris pour les personnes qui ont un gros salaire. Si on gagne, par exemple, 10 000 euros bruts par mois, on est augmenté de 200 euros bruts par mois. Si on ne gagne que 4 000 euros bruts par mois, on est augmenté de 80 euros bruts par mois. Si les revenus de tous les ménages sont augmentés de 2 %, c'est pour garder leur pouvoir d'achat. On se doute que la personne qui a un salaire élevé a acheté une maison plus chère, une voiture plus chère. Cette indexation a un effet économique. Si les gens gardent un certain pouvoir d'achat, ils vont pouvoir continuer à acheter des produits. Cela fait marcher l'économie.

Plus pour l'Etat et les patrons

Évidemment, cela coute de l'argent aux patrons et au gouvernement. Le patron doit payer 2 % de salaire en plus à ses salariés. Le gouvernement doit payer 2 % de salaire en plus à ses fonctionnaires. Quand l'État a besoin d'argent, il a envie d'en récupérer une partie sur l'index. C'est ce que vient de faire le gouvernement Arizona. L'index sera calculé sur un maximum de 4 000 euros bruts sur les salaires et de 2 000 euros pour les allocations sociales. Même si on a un salaire plus élevé, on ne sera augmenté que de 80 euros bruts par mois. Même si on a une pension plus élevée, on ne sera augmenté que de maximum 40 euros bruts par mois.

Moins pour la Sécurité sociale

Le gouvernement n'a pas choisi par hasard les 4 000 euros bruts par mois. C'est ce que l'on appelle le salaire médian. Cela veut dire que la moitié des salariés gagne moins que 4 000 euros et que l'autre moitié gagne plus que 4 000 euros. On estime que 1,3 million de salariés seront touchés par le blocage de l'index. Il faut y ajouter plus d'1 million de pensionnés qui ont une pension supérieure à 2 000 euros bruts par mois. Qui va en profiter ? L'État qui ne devra pas payer plus une partie de ses fonctionnaires. L'État ferait ainsi environ 800 millions d'euros d'économie. Les patrons privés vont

Journal Essentiel | <https://www.journalessentiel.be/lindex-coupe-en-deux/> | Generated: 17 avril 2026 | Page 1/2

aussi beaucoup en profiter, mais il est difficile de donner un chiffre. Par contre, il y aura moins d'argent pour la sécurité sociale. En effet, les cotisations sociales sont calculées sur le salaire brut qui sera moins élevé. Le gouvernement Arizona a pris une autre mesure contre la sécurité sociale. Les titres-repas vont augmenter.

Plus pour les titre-repas

En plus du salaire, beaucoup de travailleurs touchent des titres-repas de 8 euros par jour de travail. Sur les 8 euros, il n'y a pas de cotisations sociales et moins d'impôt à payer pour le patron. Le gouvernement va autoriser des titres-repas à 10 euros par jour. Les salariés auront plus d'argent, mais pas la sécurité sociale. Quant au patron, il pourra déduire 4 euros des impôts à payer.

Ce n'est pas la 1re fois que le gouvernement touche à l'index. Dans les années 1980, il y a même eu des sauts d'index pour tout le monde. Le gouvernement Arizona n'est pas allé jusque-là. Il limite l'augmentation de 2 % à 4 000 euros bruts. Cela devait se faire en 2026 puis en 2028. Mais pour 2026, les textes de loi ne sont pas prêts... On ne sait pas encore quand on appliquera cette limitation.

Au CPAS, l'humiliation et la colère

Il y a 2842 caractères et 495 mots dans ce texte

Voici 2 témoignages postés sur Facebook. Ils ont été postés par Bernadette Schaek. Bernadette Schaek est une experte en droits sociaux. Depuis des années, elle milite dans l'Association de défense des allocataires sociaux.

L'humiliation en plus

Appelons-la, Véronique

Véronique a 62 ans, exclue du chômage au 1er janvier 2026. Elle est en très mauvaise santé. Elle a eu du mal à faire la démarche d'introduire une demande au CPAS. Elle ne s'était jamais imaginé qu'elle en arriverait là un jour. Elle doit fournir ses extraits de compte des 3 derniers mois. Elle ne comprend pas pourquoi. Elle se sent "mise à nu", considérée comme une moins que rien. Elle a dû aussi subir une visite à domicile. Elle ne comprend pas pourquoi. Heureusement, la visite ne fut pas intrusive comme elles le sont trop souvent. N'empêche, elle ne comprend pas pourquoi elle a dû subir cela.

Elle ne sait pas m'en parler sans pleurer, et moi, ma foi...

Combien de chômeurs en fin de droit vont-ils vivre ce sentiment d'humiliation, de déchéance ? Il n'y a aucune honte à être amené à introduire une demande au CPAS. Mais c'est tellement ancré dans les mentalités ! Et certaines pratiques de trop de CPAS sont effectivement humiliantes. Il va falloir agir aussi là-dessus.

"J'ai arrêté mes études et j'ai trouvé un travail."

Appelons-la Françoise: *"J'ai arrêté mes études et j'ai trouvé un travail."*

Quand ce CPAS, avec plus de 4 mois de retard, passe enfin le dossier de prolongation du revenu d'intégration au Comité spécial, les Conseillers "Colombo" découvrent qu'elle a payé en une fois le loyer d'un an pour son kot.

Comment ça ? On la laisse 5 mois sans revenus et elle sait payer un an de loyer d'un coup ? Ca sent la grosse fraude ?! Alors on l'enquiquine. Elle doit s'expliquer. Elle doit fournir des preuves et encore des preuves. Elle doit fournir tous ses extraits de compte depuis qu'elle n'est plus aidée par le CPAS.

Elle explique qu'elle a emprunté auprès d'un ami pour payer une partie du loyer. Le reste, grâce au solde de la bourse d'études. Chez ce propriétaire, si tu n'as pas de garant, tu dois payer un an de loyer, sinon, pas de bail. Tout cela est prouvé. Le bail le prouve. Nouveau retard pour l'examen du dossier suite à la poursuite des investigations. Françoise dit: *"Je n'ai plus aucun espoir et aucune force d'aller en justice."*

Elle arrête ses études. Exit le bac pour un emploi précaire. Ce n'est pas la première fois qu'une personne qui est restée sans revenus pendant tout un temps à cause du CPAS doit encore prouver comment elle a survécu.

Bernadette Schaeck conclut: Je suis en colère !

Pour comprendre et pour se défendre! [Association de défense des allocataires sociaux](#)



3 exercices en word avec leur correction

[3exercices, VeroniqueTélécharger](#)

Accompagnement pédagogique

GPS

Parcourir le cahier “Arizona, austérité à l’horizon”

Il y a 4877 caractères et 845 mots dans ce texte

Quelques décisions du gouvernement Arizona sont expliquées dans les articles de ce cahier. On en donne les grandes lignes. On met en avant la réaction de stagiaires en formation. A partir de leurs témoignages, on explique les conséquences pour la population et surtout la population qui est déjà en difficulté. On montre aussi que certaines décisions du gouvernement sont injustes.

La parole des concernés

[Nous, stagiaires en formation: « Nos mains bâtissent, nos voix résistent ! »](#)

La FUNOC forme environ 1 500 stagiaires par an. Dès que le gouvernement wallon a annoncé ces économies, des stagiaires en formation à la FUNOC ont rédigé, avec l’aide de leurs formateurs et formatrices, deux courts textes sous forme de pétition.

[Paroles de stagiaires sur l’Arizona](#)

Catherine, formatrice à la [Funoc](#) a demandé à ses stagiaires d’Orientation ce qu’ils pensaient des réformes. Le groupe Orientation a pour objectif de définir un projet professionnel cohérent et accessible. Les stagiaires font aussi un stage pour confirmer leur choix. Ils peuvent alors se lancer dans une formation qualifiante. Ces stagiaires sont motivés, mais ils sont aussi inquiets à cause des réformes du gouvernement Arizona. *L’Essentiel* a recueilli leurs réflexions.

Chômage et index: ça touche tout le monde

Même si l'on est pas au chômage, on a souvent un proche qu'il est...

[Loi-chômage: la rupture](#)

Ca y est, c’est fait ! La nouvelle loi sur le chômage a été publiée au [Moniteur belge](#) le 29 juillet. Elle va donc s’appliquer à partir du 1^{er} janvier 2026. Cette loi avait été votée par les députés du parlement fédéral belge le 18 juillet. Cette loi change complètement les règles du chômage. Avec cette loi, on n’est plus dans la solidarité de la Sécurité sociale. On est dans l’exclusion automatique et l’aide sociale individualisée et incertaine. C’est une vraie rupture dans l’histoire de la Sécurité sociale en Belgique.

[L’indexation, la belge exception](#)

La Belgique est un des seuls pays européens où les salaires et les allocations sociales augmentent automatiquement quand les prix des marchandises augmentent. Pour décider de cette augmentation, il y a l’index. C’est un instrument de mesure créé en 1919. Encore aujourd’hui, l’index permet aux ménages de garder un certain pouvoir d’achat.

[L’index coupé en deux](#)

En Belgique, il y a un système pour maintenir le pouvoir d'achat des ménages. C'est l'indexation. Quand les prix augmentent, on augmente les salaires et les allocations sociales. Cela coûte de l'argent aux patrons et au gouvernement. Pour faire des économies, le gouvernement Arizona va limiter l'augmentation.

Des exemples d'injustice

[Voiture de société = Antisociale?](#)

Le gouvernement a fait le budget de la Belgique pour 2026. Dans ce budget, le gouvernement a décidé de faire 9 milliards d'économie en 2026. Il a choisi de prendre surtout des mesures contre les travailleurs, les malades, les pensionnés, les chômeurs. Mais, il aurait pu aussi récupérer quelques petits milliards en changeant le système des voitures de société.

[Le travail n'est pas la santé](#)

En Belgique, 1 travailleur sur 10 est malade depuis plus d'un an. Cela fait 526 000 personnes. Pour faire des économies, le gouvernement Arizona veut en remettre 100 000 au travail d'ici 2029. Il va faire la chasse aux « faux » malades. Les autres seront « accompagnés » pour reprendre le travail. Pour le gouvernement, beaucoup de travailleurs malades sont responsables de leur situation. Or, on le sait : c'est le plus souvent le travail qui rend malade.

Les économies pas qu'au fédéral, en Région wallonne aussi

[Région wallonne : des économies et des cadeaux](#)

Le gouvernement de la Région wallonne prévoit de faire 270 millions d'€ d'économies dans les années à venir. Malgré ces économies, la Cour des comptes estime que dans les années à venir la dette wallonne va continuer à augmenter. Ces économies sont en réalité des choix politiques et idéologiques.

[Des économies, oui, mais où ?](#)

Comme au gouvernement fédéral, le gouvernement wallon avait annoncé des économies importantes. L'objectif du gouvernement dirigé par le [MR](#) et [les Engagés](#), est de réaliser 270 millions d'économie d'ici 2029. Le gouvernement va chercher de l'argent un peu partout. On ne peut pas tout détailler mais les plus grosses économies vont se faire sur le dos de l'emploi, de la formation, des services de proximité (communes) et de la santé.

Une loi pour empêcher de protester

[Libertés en danger](#)

Le gouvernement Arizona prépare un projet de loi qui vise les associations. Le projet prévoit que le gouvernement pourra [dissoudre](#) des associations et des organisations qu'il juge dangereuses pour la sécurité du pays. Ce projet de loi pose plusieurs questions sur le respect de la démocratie, la liberté d'expression et la séparation des pouvoirs.

Infographie

Les partis du gouvernement Arizona

Il y a 1288 caractères et 143 mots dans ce texte

En Belgique, le scrutin est proportionnel. Cela veut dire que les partis ont des élus en fonction de leur nombre de voix. Dans ce système, il est presque impossible qu'un seul parti aie la majorité au parlement et gouverne seul. Plusieurs partis doivent se mettre d'accord pour avoir la majorité et gouverner ensemble. En Belgique, il faut aussi un accord entre des partis flamands et des partis francophones. Ce n'est donc pas simple d'avoir un gouvernement. Il a fallu attendre 11 mois pour avoir le gouvernement dit "Arizona".

Les partis du gouvernement Arizona

Vooruit
Socialistes flamands



CD&V
Sociaux-chrétiens flamands



Les Engagés
Sociaux-chrétiens francophones



MR
Libéraux francophones



N-VA
Nationalistes flamands



Les partis qui sont dans l'opposition

PTB / PVDA
Gauche radicale



PS
Socialistes francophones



Ecolo / Groen
Écologistes



DéFI
Libéraux francophones progressistes



Vlaams Belang
Extrême droite flamande



Des liens pour aller plus loin

Il y a 812 caractères et 127 mots dans ce texte

Les syndicats et l'Arizona

[Manifestation nationale le 12 mars 2026 sur le site de la FGTB](#)

[La CSC dit non au gouvernement de l'Arizona](#)

Associations

[Accord « Arizona » : recul préoccupant pour les droits sociaux et droits des étranger·ères et tournant sécuritaire confirmé sur le site de la Ligue des droits humains](#)

[PLATE-FORME CONTRE LE PLAN DE CHASSE AUX CHOMEURS ET POUR LA CREATION DE VRAIS EMPLOIS POUR TOUS](#) sur le site de [Stop Chasse Aux Chomeurs](#)

Pour comprendre et pour se défendre! [Association de défense des allocataires sociaux](#)

Les partis politiques francophones du gouvernement Arizona qui défendent leur accord

[Le MR](#)

[Les Engagés](#)

Les partis politiques francophones qui s'opposent au gouvernement Arizona

[Page Ecolo sur le chômage](#)

[Le PS](#)

[Le PTB](#)

Exercice

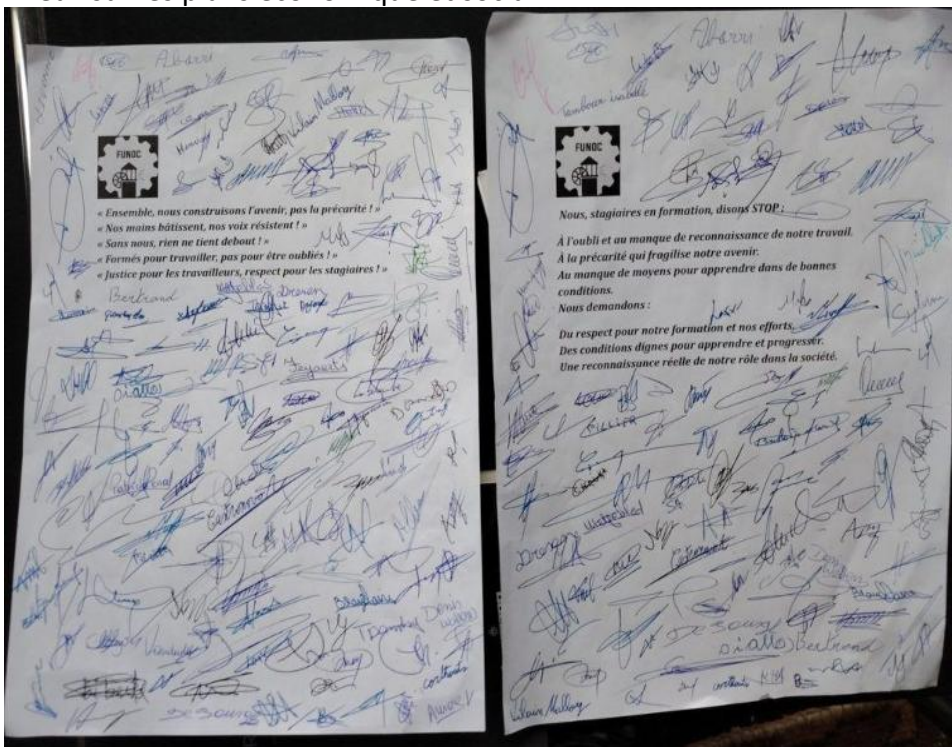
Nous, stagiaires en formation: « Nos mains bâtissent, nos voix résistent ! »

Il y a 6463 caractères et 743 mots dans ce texte

Le gouvernement fédéral a limité les allocations de chômage à 2 ans. Cela met en difficulté des dizaines de milliers de personnes en Belgique. Parmi ces personnes, il y a toutes celles qui sont en formation ou qui veulent se former. La nouvelle loi complique encore un peu plus leur vie. En plus, le gouvernement wallon veut faire des économies sur le budget de la Région wallonne. Plusieurs secteurs recevront moins d'argent. C'est le cas des centres de formation pour les travailleurs et les travailleuses sans emploi. C'est donc aussi le cas de la FUNOC.

Les stagiaires résistent

La FUNOC forme environ 1 500 stagiaires par an. Dès que le gouvernement wallon a annoncé ces économies, des stagiaires en formation à la FUNOC ont rédigé, avec l'aide de leurs formateurs et formatrices, deux courts textes sous forme de pétition. Ces textes, signés par plusieurs centaines de stagiaires, se suffisent à eux-mêmes. Ils montrent toute la dignité de ces personnes et leur esprit de solidarité. Ces stagiaires se forment pour avoir une vie meilleure, dans une région qui se porte mieux sur les plans économique et social.



« Ensemble, nous construisons l'avenir, pas la précarité ! »

« Nos mains bâtissent, nos voix résistent ! »

« Sans nous, rien ne tient debout ! »

« Formés pour travailler, pas pour être oubliés ! »
« Justice pour les travailleurs, respect pour les stagiaires ! »

Nous, stagiaires en formation, disons STOP :

À l'oubli et au manque de reconnaissance de notre travail.
À la précarité qui fragilise notre avenir.
Au manque de moyens pour apprendre dans de bonnes conditions.

Nous demandons :

Du respect pour notre formation et nos efforts.
Des conditions dignes pour apprendre et progresser.
Une reconnaissance réelle de notre rôle dans la société.

Complétez le texte

Consigne : Cliquez sur un mot. puis cliquez sur une case: le mot apparait. Si vous voulez changer le mot. recliquez sur la case: le mot disparaît

« Ensemble. nous construisons l'—, pas la — ! »
« Nos mains —. nos voix — ! »
Nous disons STOP à l'— et au manque de —.
Nous demandons des — et nous voulons apprendre dans de bonnes —
Nous voulons des conditions — et la reconnaissance de nos —.

Mots :

avenir précarité bâtissent résistent oubli respect moyens conditions dignes efforts

Vérifier Recommencer

Exercice

L'indexation, la belge exception

Il y a 16460 caractères et 2144 mots dans ce texte

La Belgique est un des seuls pays européens où les salaires et les allocations sociales augmentent automatiquement quand les prix des marchandises augmentent. Pour décider de cette augmentation, il y a l'index. C'est un instrument de mesure créé en 1919. Encore aujourd'hui, l'index permet aux ménages de garder un certain pouvoir d'achat.

Le mot index vient du latin. Il veut dire « celui qui montre », « indiquer ». C'est pour cela qu'un de nos doigts s'appelle index, c'est le doigt qui montre. En économie, index veut dire autre chose. L'index, c'est un chiffre qui montre l'évolution des prix des marchandises. Quand les prix augmentent, l'index augmente. C'est aussi ce que l'on appelle l'inflation. Si on garde le même revenu, on ne sait plus acheter les mêmes produits. On perd du pouvoir d'achat. Pour que la population garde son pouvoir d'achat, il y a une augmentation automatique des salaires et des allocations sociales. C'est ce que l'on appelle l'indexation. En Belgique, il y a l'indexation depuis plus de 100 ans.

Petite histoire de l'index

On est en 1918 à la fin de la Première guerre mondiale. A cause de la guerre, les produits sont 5 fois plus chers qu'en 1914, avant la guerre. Par contre, les salaires sont restés les mêmes. En 1919, les travailleurs veulent donc des salaires plus élevés et font des grèves. Pour l'État et les patrons, c'est embêtant... Après la guerre, il faut reconstruire le pays. On a besoin de travailleurs motivés. En plus, il y a eu la Révolution russe en 1917. Les travailleurs belges pourraient être tentés de reprendre les idées de révolution des Russes... Il faut donc contenter au moins un peu les travailleurs. Pour pouvoir augmenter les salaires, le gouvernement crée un instrument pour mesurer l'évolution des prix. On regarde les prix de produits de base en 1914. On les compare avec les prix de 1919. L'index était né.

L'index compare donc 2 niveaux de prix à 2 dates différentes. En 1919, on a choisi 53 produits : l'alimentation, les vêtements, le chauffage, l'éclairage... Des inspecteurs et inspectrices sont allés relever les prix de ces produits dans 59 localités. Et en 1920, on a adapté les salaires à l'augmentation de ces prix. C'était la 1^{ère} vraie indexation des salaires. A l'époque et dans l'urgence, c'était très compliqué de trouver le bon index.

Depuis 1919, on a amélioré le calcul de l'index. Peu à peu, on a ajouté des produits et le nombre de magasins. En 1955, il y avait 65 produits. En 1984, il y avait 401 produits. Aujourd'hui, il y en a plusieurs milliers.

Le « panier de la ménagère »

Tous ces produits formaient « le panier de la ménagère ». La ménagère, la femme, faisait les courses du ménage. L'expression était sexiste. On appelle maintenant cela le « panier des ménages ». Et la consommation des ménages a changé avec le temps. En 1919, le chapeau melon était dans les produits. Les hommes mettaient un chapeau melon dans certaines occasions. Il faudra attendre 1955 pour que le chapeau melon soit remplacé par le chapeau mou, ... A partir des années 1960, de plus en plus de services sont dans le panier. Il y a eu la coiffure, les journaux, le cinéma. Au fur et à

mesure, on ajoute des produits et des services. Par exemple, il y a maintenant les produits blancs (moins chers), les pommeaux de douche, le smartphone, le tatouage...

Qui fait l'index ?

Pour fixer l'index, des inspecteurs et inspectrices du ministère de l'économie reprennent les prix des produits un peu partout dans le pays. Ensuite, les représentants des patrons et des syndicats approuvent l'index.

Vrai et faux index

Au fil du temps, l'index a changé. Les produits qui sont dans l'index ont changé. Le mode de calcul aussi a changé. A partir de 1993, l'index devient l'index santé. On retire de l'index l'alcool, le tabac, l'essence, le diesel et le gaz de roulage. C'est vrai que ce sont des produits mauvais pour la santé ou qui polluent. Mais beaucoup de gens ont besoin de leur voiture pour aller travailler... En 1994, on a créé ce que l'on appelle l'indice lissé sur 4 mois. On fait une moyenne de la hausse des prix sur les 4 derniers mois. L'index de santé lissé est donc moins élevé que l'index calculé au départ. Les salaires et les allocations sociales augmentent moins que le vrai index.

Exercice 1 : l'index et l'indexation interactif

Pour chaque phrase, choisissez la bonne catégorie **explique l'index**, **raconte son histoire**, **montre une limite**. Puis cliquez sur **corriger**.

1. L'index est un chiffre qui montre l'évolution des prix des marchandises.

Explique l'index Raconte son histoire Montre une limite

2. En 1919, les travailleurs belges font grève parce que les prix ont fortement augmenté après la guerre.

Explique l'index Raconte son histoire Montre une limite

3. Grâce à l'indexation, les salaires et les allocations sociales augmentent automatiquement.

Explique l'index Raconte son histoire Montre une limite

4. Au départ, l'index était basé sur 53 produits relevés dans 59 localités.

Explique l'index Raconte son histoire Montre une limite

5. L'expression « panier de la ménagère » était sexiste et la consommation a changé avec le temps.

Explique l'index Raconte son histoire Montre une limite

6. Depuis 1993, l'alcool, le tabac et les carburants ne sont plus pris en compte dans l'index santé.

Explique l'index Raconte son histoire Montre une limite

7. L'indice lissé sur 4 mois fait augmenter les salaires moins vite que les prix réels.

Explique l'index Raconte son histoire Montre une limite

Corriger Recommencer

Choisis une réponse pour chaque phrase, puis clique sur "Corriger".

Exercice 2 : Définitions QCM

Pour chaque mot, choisissez la bonne définition, puis **Corriger** sur

1) Index

Un chiffre qui montre l'évolution des prix des marchandises payée quand on achète un produit. Un document qui liste les noms des ministres.

2) Indexation

Une augmentation automatique des revenus quand les prix augmentent. Une baisse automatique des salaires. Un prêt donné aux entreprises.

3) Inflation

Une baisse générale des prix. Une hausse générale des prix. Un changement de monnaie.

4) Pouvoir d'achat

- Ce que l'on peut acheter avec son revenu. Le nombre de magasins.
- Le temps de travail légal.

5) Index santé

- Un index qui enlève certains produits comme l'alcool, le tabac et les carburants.
- Un index réservé aux médicaments. Un index calculé tous les 10 ans.

Corriger Recommencer

Exercices et corrections en word

[exerciceindexTélécharger](#)

Exercices – L'index et l'indexation

Exercice 1 – Classer des phrases (QCM)

Pour chaque phrase, cochez la bonne catégorie : A = Explique l'index | B = Raconte son histoire | C = Montre une limite

N°	Phrase	A	B	C
1	L'index est un chiffre qui montre l'évolution des prix des marchandises.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	En 1919, les travailleurs belges font grève parce que les prix ont fortement augmenté après la guerre.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Grâce à l'indexation, les salaires et les allocations sociales augmentent automatiquement.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Au départ, l'index était basé sur 53 produits relevés dans 59 localités.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	L'expression « panier de la ménagère » était sexiste et la consommation a changé avec le temps.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6	Depuis 1993, l'alcool, le tabac et les carburants ne sont plus pris en compte dans l'index santé.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7	L'indice lissé sur 4 mois fait augmenter les salaires moins vite que les prix réels.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Exercice 2 – Définitions (QCM)

Pour chaque mot, choisissez la bonne définition.

1) Index

- A. Un chiffre qui montre l'évolution des prix des marchandises.
- B. Une taxe payée quand on achète un produit.
- C. Un document qui liste les noms des ministres.

Réponse : _____

2) Indexation

- A. Une augmentation automatique des revenus quand les prix augmentent.
- B. Une baisse automatique des salaires.
- C. Un prêt d'argent que l'État donne aux entreprises.

Réponse : _____

3) Inflation

- A. Une baisse générale des prix.
- B. Une hausse générale des prix.
- C. Un changement de monnaie (passer à l'euro, par exemple).

Réponse : _____

4) Pouvoir d'achat

- A. La quantité de produits qu'on peut acheter avec son revenu.
- B. Le nombre de magasins dans une ville.
- C. Le temps de travail légal par semaine.

Réponse : _____

5) Index santé

- A. Un index qui enlève certains produits (alcool, tabac, essence et diesel).
- B. Un index réservé aux médicaments.
- C. Un index calculé tous les 10 ans.

Réponse : _____

Correction

Exercice 1 – Catégorie attendue (A/B/C) :

Phrase	Réponse
1	A
2	B
3	A
4	B
5	B
6	B
7	C

Exercice 2 – Réponses attendues :

Mot	Lettre	Définition correcte
Index	A	Un chiffre qui montre l'évolution des prix des marchandises.
Indexation	A	Une augmentation automatique des revenus quand les prix augmentent.
Inflation	B	Une hausse générale des prix.
Pouvoir d'achat	A	La quantité de produits qu'on peut acheter avec son revenu.
Index santé	A	Un index qui enlève certains produits (alcool, tabac, essence et diesel).

Exercice

Au CPAS, l'humiliation et la colère

Il y a 2842 caractères et 495 mots dans ce texte

Voici 2 témoignages postés sur Facebook. Ils ont été postés par Bernadette Schaek. Bernadette Schaek est une experte en droits sociaux. Depuis des années, elle milite dans l'Association de défense des allocataires sociaux.

L'humiliation en plus

Appelons-la, Véronique

Véronique a 62 ans, exclue du chômage au 1er janvier 2026. Elle est en très mauvaise santé. Elle a eu du mal à faire la démarche d'introduire une demande au CPAS. Elle ne s'était jamais imaginé qu'elle en arriverait là un jour. Elle doit fournir ses extraits de compte des 3 derniers mois. Elle ne comprend pas pourquoi. Elle se sent "mise à nu", considérée comme une moins que rien. Elle a dû aussi subir une visite à domicile. Elle ne comprend pas pourquoi. Heureusement, la visite ne fut pas intrusive comme elles le sont trop souvent. N'empêche, elle ne comprend pas pourquoi elle a dû subir cela.

Elle ne sait pas m'en parler sans pleurer, et moi, ma foi...

Combien de chômeurs en fin de droit vont-ils vivre ce sentiment d'humiliation, de déchéance ? Il n'y a aucune honte à être amené à introduire une demande au CPAS. Mais c'est tellement ancré dans les mentalités ! Et certaines pratiques de trop de CPAS sont effectivement humiliantes. Il va falloir agir aussi là-dessus.

"J'ai arrêté mes études et j'ai trouvé un travail."

Appelons-la Françoise: *"J'ai arrêté mes études et j'ai trouvé un travail."*

Quand ce CPAS, avec plus de 4 mois de retard, passe enfin le dossier de prolongation du revenu d'intégration au Comité spécial, les Conseillers "Colombo" découvrent qu'elle a payé en une fois le loyer d'un an pour son kot.

Comment ça ? On la laisse 5 mois sans revenus et elle sait payer un an de loyer d'un coup ? Ca sent la grosse fraude ?! Alors on l'enquiquine. Elle doit s'expliquer. Elle doit fournir des preuves et encore des preuves. Elle doit fournir tous ses extraits de compte depuis qu'elle n'est plus aidée par le CPAS.

Elle explique qu'elle a emprunté auprès d'un ami pour payer une partie du loyer. Le reste, grâce au solde de la bourse d'études. Chez ce propriétaire, si tu n'as pas de garant, tu dois payer un an de loyer, sinon, pas de bail. Tout cela est prouvé. Le bail le prouve. Nouveau retard pour l'examen du dossier suite à la poursuite des investigations. Françoise dit: *"Je n'ai plus aucun espoir et aucune force d'aller en justice."*

Elle arrête ses études. Exit le bac pour un emploi précaire. Ce n'est pas la première fois qu'une personne qui est restée sans revenus pendant tout un temps à cause du CPAS doit encore prouver comment elle a survécu.

Bernadette Schaeck conclut: Je suis en colère !

Pour comprendre et pour se défendre! [Association de défense des allocataires sociaux](#)



3 exercices en word avec leur correction

[3exercices, VeroniqueTélécharger](#)

Article et exercices

L'article

Pour Véronique, l'humiliation en plus

Appelons-la, Véronique

Véronique a 62 ans, exclue du chômage au 1er janvier 2026. Elle est en très mauvaise santé. Elle a eu du mal à faire la démarche d'introduire une demande au [CPAS](#). Elle ne s'était jamais imaginé qu'elle en arriverait là un jour. Elle doit fournir ses extraits de compte des 3 derniers mois. Elle ne comprend pas pourquoi. Elle se sent "mise à nu", considérée comme une moins que rien. Elle a dû aussi subir une visite à domicile. Elle ne comprend pas pourquoi. Heureusement, la visite ne fut pas intrusive comme elles le sont trop souvent. N'empêche, elle ne comprend pas pourquoi elle a dû subir cela.

Elle ne sait pas m'en parler sans pleurer, et moi, ma foi...

Combien de chômeurs en fin de droit vont-ils vivre ce sentiment d'humiliation, de déchéance ? Il n'y a aucune honte à être amené à introduire une demande au CPAS. Mais c'est tellement ancré dans les mentalités ! Et certaines pratiques de trop de CPAS sont effectivement humiliantes. Il va falloir agir aussi là-dessus.

Résumé de l'article

Véronique a 62 ans. Elle est exclue du chômage au 1er janvier 2026.

Elle est en très mauvaise santé. Introduire une demande au CPAS lui a coûté énormément.

Elle ne s'était jamais imaginé en arriver là.

On lui demande ses extraits de compte. Elle ne comprend pas pourquoi.

Elle se sent mise à nu, considérée comme une moins que rien.

Une visite à domicile a aussi lieu. Même si elle n'est pas intrusive, elle la vit comme une humiliation.

Après avoir lu l'article et son résumé, répondre aux questions.

Exercice 1 – Comprendre la situation

- Quel âge a Véronique ?
- Que lui arrive-t-il au 1er janvier 2026 ?
- À quelle institution doit-elle demander de l'aide ?

Exercice 2 – Détresse et humiliation

- Quels éléments montrent que Véronique est en détresse ?
- Qu'est-ce qui provoque chez elle un sentiment d'humiliation ?
- Pourquoi la visite à domicile est-elle difficile à vivre pour elle ?

Exercice 3 – Réfléchir et discuter

- Pourquoi peut-on dire que demander de l'aide n'est pas une honte ?
- Qu'est-ce qui, dans certaines pratiques, peut être humiliant ?
- Selon vous, que pourrait-on faire pour aider les personnes sans les humilier ?

Correction

Exercice 1 – Comprendre la situation

1. Véronique a 62 ans.
2. Elle est exclue du chômage.
3. Elle doit demander de l'aide au CPAS.

Exercice 2 – Détresse et humiliation

1. **Détresse** : Mauvaise santé, difficulté à faire la démarche, pleurs, impression de chute sociale.
2. **Humiliation** : Demande d'extraits de compte, visite à domicile.
3. **Soupçons** : Sentiment d'être soupçonnée et exposée.

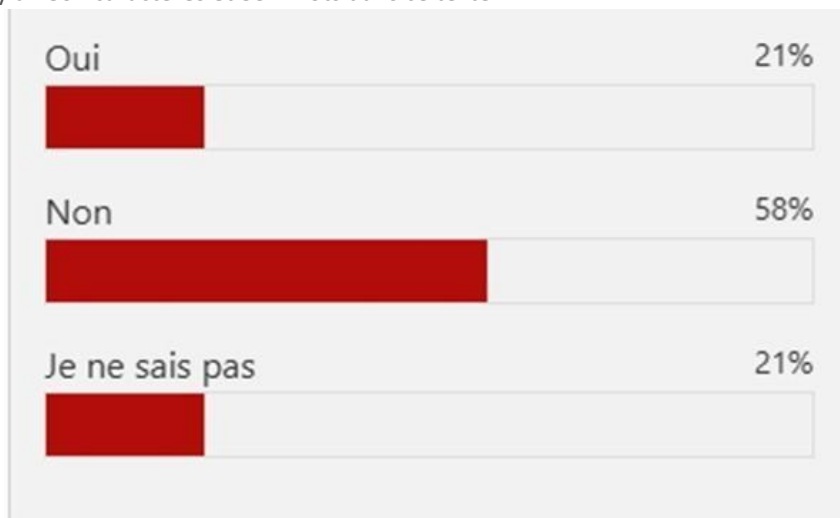
Exercice 3 – Réfléchir et discuter

1. Demander de l'aide n'est pas une honte, l'aide sociale est un droit.
2. Certaines pratiques peuvent être humiliantes quand on a l'impression d'être soupçonné ou jugé.
3. Expliquer clairement les démarches, respecter la vie privée et la dignité des personnes.

Sondage

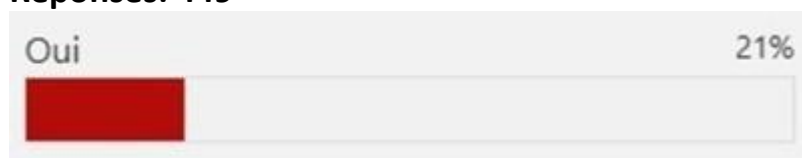
limiter les allocations de chômage à 2 ans, est-ce une bonne chose ?

Il y a 1807 caractères et 331 mots dans ce texte



Il ne s'agit pas d'un sondage scientifique : les personnes ont répondu volontairement. Ce n'est pas représentatif de l'ensemble de la population. Comme la question du sondage, les résultats permettent de débattre sur le sujet. Le sondage n'est pas là pour donner une vérité.

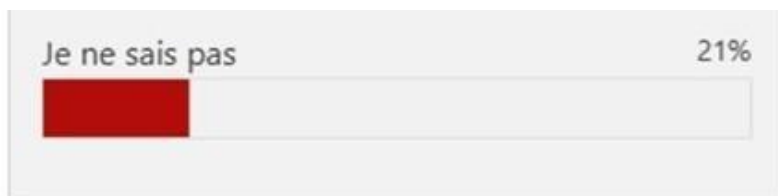
Réponses: 449



21 % (1 personne sur 5) disent que c'est une bonne chose .Il faut aussi tenir compte d'un discours très présent dans la société. Il y a, par exemple, l'idée que « *quand on veut, on peut trouver du travail* », et qu'il suffirait de se bouger pour s'en sortir. Cette manière de voir influence les opinions, y compris chez des personnes en situation fragile. Dans la société, le chômage est parfois vu comme une question de volonté individuelle, et non comme un phénomène de société, le résultat de difficultés économiques, sociales ou de santé.



58 % des personnes répondantes disent que limiter les allocations de chômage à deux ans n'est pas une bonne chose. On aurait pu s'attendre à un résultat plus fort que 58% (presque 6 personnes sur 10). Ce résultat peut surprendre. Dans les lecteurs de *L'Essentiel*, il y a beaucoup de personnes en situation de non-emploi. Ces personnes sont donc souvent directement concernées par le chômage ou susceptibles de l'être. C'est quand même une majorité de personnes qui pensent que ce n'est pas une bonne chose.



21 % (1 personne sur 5) disent ne pas savoir si c'est une bonne chose ou non de limiter les allocations de chômage à 2 ans. Cela montre que le sujet est **compliqué**. **Certaines personnes hésitent**. Cette hésitation vient sans doute d'une idée proche de celle de ceux qui croient dans la volonté individuelle. Mais les personnes qui hésitent ne veulent peut-être pas d'une limitation des allocations si tranchée et si général

Avis

Les gens vont perdre leur argent

Il y a 486 caractères et 91 mots dans ce texte

Je trouve que cet article explique bien la nouvelle loi chômage. Moi je trouve ça dur pour les gens qui cherche du travail et qui ne trouve pas.

J'ai compris que avant les gens pouvais garder le chômage plus longtemps.

Maintenant après 1 ou 2 ans, beaucoup de personnes vont perdre leur argent.

Le texte est n peu difficile pour moi. Mais j'ai compris que l'auteur pense que cette loi est mauvaise. Ca fait réfléchir parce que beaucoup de gens ont déjà difficile pour vivre .

JEUDI 21 MAI 2026

L'ESSENTIEL

L'INFORMATION SIMPLE COMME BONJOUR

Faites une recherche



Contact

ACCUEIL

QUI SOMMES-NOUS ?

ARTICLES

CAHIERS

INFOGRAPHIES

CAHIER DES CAHIERS



Trump s'en va t'en guerre

Trump fait des guerres à l'intérieur et à l'extérieur des Etats-Unis d'Amérique. Il fait des guerres avec la force, avec l'argent, avec les mots. Ces guerres servent ses propres intérêts et les intérêts des grandes entreprises américaines. Ces guerres servent les intérêts des conservateurs religieux chrétiens. Ces guerres servent les intérêts de ceux qui sont contre la démocratie.

▼ Lire plus



Réalisation 4

Trump s'en va-t'en guerre

- Sommaire
- Article
- Accompagnement pédagogique

Sommaire

Sondage

un bon président	35%
d'extrême droite	24%
	41%

Donald Trump fou ou d'extrême droite?

Articles > Trump s'en va t'en guerre > Sondage
16 février 2026 • Thierry Verhoeven



Des liens pour aller plus loin

Articles > Trump s'en va t'en guerre > Liens
5 février 2026 • Thierry Verhoeven

GPS du cahier




Parcourir le cahier "Trump s'en va t'en guerre"

Articles > Trump s'en va t'en guerre > Le GPS du cahier
30 janvier 2026 • Thierry Verhoeven



Briser l'ICE!


Articles > Trump s'en va t'en guerre
27 janvier 2026 • Thierry Verhoeven



Alex Pretti: l'ICE a assassiné... encore!

Articles > Trump s'en va t'en guerre
27 janvier 2026 • Beyyah Yirik

Exercices



Pourquoi le Groenland?


Exercices > Articles > Trump s'en va t'en guerre
26 janvier 2026 • Thierry Verhoeven



Donald Trump a souvent soutenu des idées dures contre les immigrants

Articles > Trump s'en va t'en guerre > Avis des lecteurs
19 janvier 2026 • Thierry Verhoeven

Exercices



ICE, le bras armé de Trump

Exercices > Trump s'en va t'en guerre > Articles
16 janvier 2026 • Beyyah Yirik

Infographie



L'arrière-cour des Etats-Unis

Infographies > Articles > Trump s'en va t'en guerre
13 janvier 2026 • Thierry Verhoeven

Exercices



Renee Good, l'ICE assassine

Exercices > Articles > Trump s'en va t'en guerre
12 janvier 2026 🇺🇸 Beyyah Yirik

Infographie Exercices



Maduro de Caracas à New-York

Exercices > Infographies > Trump s'en va t'en guerre > Articles
11 janvier 2026 🇺🇸 Thierry Verhoeven

Exercices



Au Venezuela, la loi des USA

Exercices > Articles > Trump s'en va t'en guerre
7 janvier 2026 🇺🇸 Thierry Verhoeven

Exercices



Mamdani, un socialiste à New York

Exercices > Articles > Trump s'en va t'en guerre
14 novembre 2025 🇺🇸 Beyyah Yirik



Qui était Charlie Kirk ?

Trump s'en va t'en guerre > Articles
15 septembre 2025 🇺🇸 Beyyah Yirik



La chasse aux terres rares de Trump

Articles > Trump s'en va t'en guerre > Ukraine, le grand dilemme
18 mars 2025 🇺🇸 Beyyah Yirik



Sous Trump, moins de droits humains

Articles > Trump s'en va t'en guerre > Le fil de l'année 2020 > Trump II, plus fort encore! > Espoirs aux USA
9 décembre 2020 🇺🇸 Thierry Verhoeven



Cahier du cahier : **Trump s'en va t'en guerre**

GPS du cahier



Parcourir le cahier "Trump s'en va t'en guerre"

Infographie(s)



L'arrière-cour des Etats-Unis

Maduro de Caracas à New-York

Lien(s)



Des liens pour aller plus loin

Exercice(s)



Pourquoi le Groenland?

ICE, le bras armé de Trump

Renee Good, l'ICE assassine

Maduro de Caracas à New-York

Au Venezuela, la loi des USA

Mamdani, un socialiste à New York

Sondage



Donald Trump fou ou d'extrême droite?

Avis des lecteurs



Donald Trump a souvent soutenu des idées dures contre les immigrants

Articles

Sous Trump, moins de droits humains

Il y a 5857 caractères et 1041 mots dans ce texte

Donald Trump a été président des Etats-Unis de 2016 à 2020. En décembre 2020, *L'Essentiel* faisait le bilan de Trump sur la question des droits humains pendant ces 4 ans. C'était une catastrophe. Depuis son retour au pouvoir, c'est un cauchemar.

15 décembre 2020

Le 10 décembre, c'est la journée internationale pour les droits humains. Partout dans le monde, des associations rappellent que des hommes, des femmes, des enfants n'ont pas les droits que devrait avoir tout être humain. C'est évidemment le cas dans des pays en guerre ou dirigés par des dictateurs. Mais même dans des pays démocratiques, certains droits ne sont pas respectés. Notamment aux Etats-Unis. Et durant la présidence de Donald Trump, les choses se sont plutôt aggravées.

La peine de mort

Dans certains Etats des Etats-Unis, la peine de mort est encore appliquée : 22 exécutions à mort en 2019. Pour les crimes les plus graves, le gouvernement fédéral des Etats-Unis peut, lui aussi, décider de la peine de mort, mais cela se fait rarement. Il n'y avait plus eu d'exécutions décidées par le fédéral depuis 2003 et seulement 3 personnes exécutées depuis 45 ans sur décision fédérale. Depuis juillet 2020, 8 personnes ont été exécutées sur décision de l'administration fédérale de Donald Trump. On constate que de plus en plus d'Américains sont contre la peine de mort. Mais les républicains, surtout ceux très à droite, sont encore en grande majorité pour la peine de mort. Donald Trump a voulu leur montrer qu'il était de leur côté.

Immigration

À peine arrivé au pouvoir en janvier 2017, Donald Trump a interdit aux personnes qui fuient leur pays en guerre (de Syrie, d'Iran, d'Irak, de Libye, de Somalie, du Soudan) de venir se réfugier aux Etats-Unis simplement parce que ces pays sont à majorité musulmane.

Trump a aussi annoncé la construction d'un mur entre les Etats-Unis et le Mexique pour empêcher des personnes qui fuient leur pays d'Amérique centrale de se réfugier aux Etats-Unis. En réalité, le mur existait déjà sur 500 km des 3 000 km de frontière avec le Mexique. Trump n'a fait construire que quelques barrières.

Trump avait promis d'expulser des millions d'immigrés illégaux. En réalité, il n'y en a pas eu plus que sous le mandat d'Obama : 3 millions de personnes avaient été expulsées sous Obama surtout vers le Mexique. Pas beaucoup de différences donc. Par contre, il y a une grande différence dans l'accueil et les manières de traiter et d'expulser les immigrés illégaux.

Enfants arrachés à leurs parents

Sous Barack Obama, environ 100.000 réfugiés étaient accueillis par an aux Etats-Unis, Trump n'en a autorisé que 18.000 en 2019 et 15.000 en 2020.

Lorsqu'il était candidat, en 2015, Trump avait déclaré à propos des personnes venues du Mexique se réfugier aux Etats-Unis : « Ils apportent de la drogue. Ils apportent le crime. Ce sont des violeurs. » Selon la loi américaine, les enfants d'immigrants illégaux peuvent être séparés de leurs parents et mis dans des centres prévus pour eux. Sous Donald Trump, plusieurs milliers d'enfants, parfois de moins de 5 ans, ont été arrachés à leurs parents venus se réfugier aux Etats-Unis. Les enfants ont été placés dans des centres souvent insalubres et laissés sans nouvelles de leurs parents en prison ou expulsés.

Fin octobre 2020, 545 enfants n'avaient pas encore retrouvé leurs parents souvent expulsés sans laisser d'adresse. Ce qui est normal puisque la plupart fuyaient les vols, les viols des gangs et des mafias de leur pays d'origine et la pauvreté.

Sous Trump, la police des frontières a utilisé beaucoup plus la violence contre les immigrés illégaux qui voulaient se réfugier aux Etats-Unis.

Droits des femmes

Beaucoup de droits des femmes dépendent des Etats. Notamment le droit à l'avortement. Mais, sous Trump, les associations de défense des droits des femmes et de lutte contre les violences faites aux femmes ont reçu beaucoup moins de subsides du gouvernement fédéral. Trump a nommé une juge très conservatrice et contre le droit à l'avortement à la Cour suprême des Etats-Unis.

Donald Trump a encouragé les discours très religieux hostiles au droit à l'avortement et aux droits des femmes en général. Il n'y a eu aucune vraie mesure pour l'égalité de salaire homme-femme, contre le harcèlement sexuel, etc.

Droits des homosexuels

Les discours de Trump sont plus modérés en ce qui concerne les droits des homosexuels, des lesbiennes et des transgenres, mais il a laissé faire son vice-président Mike Pence pour qui l'homosexualité est un « effondrement de la société ». Sous Trump, il n'y a eu aucune aide pour lutter contre les discriminations faites aux LGBT.

Violences policières

Trump a toujours minimisé les violences policières contre les Afro-américains. Ces derniers mois, des policiers ont tué sans raison 2 noirs. Trump a montré peu de sympathie pour les familles des victimes et déclaré « être pour la loi et l'ordre ». Quand il y a eu des manifestations contre ces meurtres, Trump a traité certains manifestants plus violents « d'anarchistes et de terroristes » suite à des manifestations parfois violentes contre ces meurtres. Par contre, Donald Trump n'a jamais franchement condamné les discours et les actions des racistes blancs.

On sait déjà qu'avec le nouveau président Joe Biden les droits humains seront mieux respectés. Il faut dire que ce ne sera pas difficile de faire mieux que Donald Trump dans cette matière.



Sur cette photo "Immigration ban" qui veut dire "interdiction de l'immigration". C'est le nom donné à toutes les mesures anti-immigrés prises par Trump. La valise, symbole de l'immigration, de l'arrivée, mais aussi du départ et de l'exil...

Ce que l'association de défense des droits humains Amnesty international attend du nouveau président Joe Biden, [cliquer ici](#)



La campagne d'Amnesty pour le 10 décembre, [cliquer ici](#)

Le site général d'Amnesty, [cliquer ici](#)

La chasse aux terres rares de Trump

Il y a 2303 caractères et 391 mots dans ce texte

Les grands défis industriels d'aujourd'hui sont les nouvelles technologies et les technologies vertes. Les pays font la course dans le développement de l'Intelligence Artificielle, la fabrication de voitures électriques et beaucoup d'autres nouvelles technologies et des technologies pour un monde plus durable . Pour faire tout ça, il faut des matières premières. Certaines de ces matières premières sont rares. Et il y en a dans le sous-sol ukrainien.

Certaines matières premières nécessaires au développement de l'industrie moderne sont les « terres rares ». L'Europe les a réunis sous l'appellation de minerais critiques parce qu'ils risquent de manquer alors qu'on en a vraiment besoin. Les terres rares sont donc un ensemble de 17 éléments chimiques, des métaux, que l'on trouve dans le sous-sol. Ces éléments sont rares..., d'où leur nom.



Ces métaux sont utilisés dans beaucoup d'équipements modernes et les technologies nouvelles et d'avenir. Il s'agit de la production de smartphones, de voitures électriques, d'ordinateurs, de panneaux photovoltaïques, d'équipements médicaux, d'écrans d'ordinateur et de télévision, etc.

Des études montrent qu'il y a des terres rares dans le sous-sol ukrainien. Les terres rares se trouvent surtout sous la Mer d'Azov et dans les territoires actuellement occupés par la Russie. Ce n'est pas un hasard si Donald Trump veut un accord avec l'Ukraine pour exploiter les terres rares. S'il n'y a pas d'accord, Trump menace de ne plus aider l'Ukraine. Par ailleurs, on trouve aussi ces éléments dans le sous-sol du Groenland. Le Groenland appartient au Danemark. Et Donald Trump a clairement menacé d'annexer le Groenland!

Trump veut ces minerais

C'est en Chine que l'on trouve les plus grandes réserves de terres rares et de minéraux critiques. La Chine domine le marché. Les autres pays dépendent donc de la Chine pour fabriquer des produits de nouvelles technologies. Donald Trump veut faire concurrence à la Chine. Avoir des terres rares et les exploiter, c'est avoir une position de force face aux autres pays. Si Trump s'intéresse aux terres rares, ce n'est pas pour développer des technologies durables et vertes, c'est pour faire du business et développer l'intelligence artificielle aux Etats-Unis.

Qui était Charlie Kirk ?

Il y a 3050 caractères et 550 mots dans ce texte

Le 10 septembre, Charlie Kirk a été assassiné lors d'un meeting devant une université aux Etats-Unis. Charlie Kirk était un « influenceur » suprémaciste blanc. Il a toujours eu des idées d'extrême droite. Il était aussi un grand soutien de Donald Trump.

Charlie Kirk avait 31 ans. Il s'est fait connaître sur les réseaux sociaux surtout aux Etats-Unis. Il postait des messages d'extrême droite et haineux. D'ailleurs, c'est comme ça qu'il est devenu très riche. Lorsqu'une personne est beaucoup suivie sur les réseaux sociaux, elle gagne beaucoup d'argent, c'était son cas. Il avait aussi son émission télévisée, le *Charlie Kirk Show*. Il avait des opinions très très conservatrices. Et il était très proche du président Trump.

Ses idées en quelques exemples

C'était un conservateur et un homophobe

Charlie Kirk était un conservateur. Pour Charlie Kirk, les femmes doivent rester à la maison. Elles doivent s'occuper de leur mari et de leurs enfants. Cela ne sert à rien que les filles aillent à l'école. Il a même dit que si sa fille de 10 ans était enceinte après avoir été violée, elle devrait porter le bébé et le mettre au monde.

Charlie Kirk était aussi contre les **LGBTQ+**. Il appelait même à la violence contre cette communauté. Comme punition, il prend l'exemple de la lapidation : c'est dans la Bible, c'est la "loi parfaite de Dieu"

C'était un raciste et un suprémaciste blanc

Pour Charlie Kirk, ce n'est pas un problème de tirer **pour effrayer « près »** des migrants, juste parce que ce sont des migrants. Il a aussi dit qu'il n'était pas sûr qu'un pilote d'avion noir soit qualifié pour piloter l'avion. Il disait aussi que les femmes noires ont des cerveaux plus faibles et qu'elle ne peuvent pas être prises au sérieux. Il croyait que les musulmans du monde entier voulaient prendre la place des blancs, occidentaux et chrétiens. (Il défendait donc l'idée du "grand remplacement".) Il pensait que la loi sur les droits civiques aux Etats-Unis dans les années 1960 était une grosse erreur. Cette loi interdit la discrimination raciale. Pour lui, le défenseur des droits civiques des noirs américains, Martin Luther King, était un type horrible.

Il était pour les armes feu

Malgré les milliers de morts par armes à feu chaque année aux Etats-Unis, Charlie Kirk défendait le port d'arme. Il disait que la violence armée était le prix à payer pour la liberté. Il avait dit : « *Je pense que ça vaut le coup de payer le prix de quelques morts par armes à feu chaque année pour préserver (...) protéger nos droits donnés par Dieu.* » ***Cet homme était raciste, homophobe, suprémaciste, misogynne. Il était dangereux car il incitait à la haine et à la violence. Tout cela est illégal. Tout de suite après l'annonce de sa mort, Donald Trump a accusé les "gauchistes" d'être les coupables. L'assassinat de Charlie Kirk a fait la Une des médias. Chaque jour, on en entend parler. Aux Etats-Unis, en Europe, en Belgique aussi, des hommages ont été rendus à sa mémoire.***

Mamdani, un socialiste à New York

Il y a 5375 caractères et 927 mots dans ce texte

Aux Etats-Unis, il y a eu des élections municipales au début du mois de novembre. Dans plusieurs villes les candidats démocrates ont gagné ces élections. C'est le cas à New York : Zohran Mamdani sera le prochain maire de la ville de New York. Zohran Mamdani est démocrate, socialiste et musulman.

Qui est Zohran Mamdani ?



Zorhan MAMDANI est né en Ouganda. Il est arrivé aux USA avec sa famille à l'âge de 7 ans. Son père est professeur de sciences politiques à l'université de Columbia et sa mère est productrice et réalisatrice de films. Il est ougandais d'origine indienne jusqu'en 2018. En 2018, il devient Américain par naturalisation.

Après ses études universitaires, il essaie différentes choses et notamment du rap. Il travaille en politique, il s'occupe des campagnes électorales de candidats du parti démocrate. . Il entre en

politique à son compte en 2019 à un niveau local. Il est élu à l'Assemblée de l'Etat de New York et devient un représentant local. Fin 2024, il annonce sa candidature au poste de maire de New York.

Il y a un an, personne ne le connaissait. Dans les sondages, il faisait 1% des intentions de vote. Aujourd'hui, il est élu Maire de New York.

Son parti, ses soutiens

Mamdani est démocrate, il fait partie de "l'aile" gauche du parti. Ce sont les Socialistes Démocrates d'Amérique. Ils pensent que les démocrates plus "à droite" ne font pas assez pour aider et soutenir les classes populaires et les plus pauvres. Il est soutenu par Bernie Sanders, un "vieux de la vieille" de la gauche démocrate et Alexandra Ocasio-Cortez, une élue démocrate très connue. Tous les deux ont pris la parole au dernier meeting de campagne de Zohran Mamdani. Ils ont appelé à voter pour lui. Par contre, les démocrates plus "à droite" n'ont pas appelé à voter pour lui.

Sa campagne, ses idées

Toute sa campagne est basée sur le coût de la vie à New York. New York est une des villes les plus chères au monde. Il a promis de rendre la ville plus accessible pour les habitants. Les loyers sont très élevés à New York, il propose de limiter la hausse des prix des loyers et d'augmenter le nombre de logements à prix contrôlés.

Il a promis des bus gratuits.

Il veut aussi ouvrir des épiceries municipales avec des prix corrects pour que garantir l'accès à la nourriture pour tous. Un des autres problèmes de New York, c'est la difficulté de faire garder ses enfants pour les mamans qui travaillent, Il n'y a pas assez de garderies et les "nounous" coûtent cher. C'est pourquoi, il veut assurer un réseau de garderies pour les enfants. Il veut aussi employer des travailleurs syndiqués pour faire ces jobs, même si cela revient plus cher.

Pour financer ses projets, il prévoit d'augmenter l'impôt des entreprises, d'augmenter les impôts des habitants qui gagnent plus d'1 million de dollars par an. Ce qui ne plaît pas aux plus riches...

Ses détracteurs

Il a des opposants et des détracteurs dans son propre parti : on le trouve trop à gauche, voire même extrémiste, il est anti-raciste et il a eu des mots très durs envers la police après le meurtre de George Floyd. Certains démocrates pensent aussi qu'il n'a aucune chance au niveau national car il est trop à gauche et probablement « trop » musulman.

Les Républicains sont bien sûr opposés à sa vision, ce n'est pas une surprise. Donald Trump le traite de communiste et a menacé de couper les budgets de l'Etat fédéral américain pour New York.

Et en Europe ?

Trump et ceux qui le soutiennent sont sous le choc. C'est aussi le cas de l'extrême droite européenne. Pour eux, c'est une catastrophe: un musulman, maire de New York! On dit qu'il est

pour une Intifada mondiale, le mouvement de révolte (armé) des Palestiniens. En réalité, il ne cache pas son soutien au peuple palestinien depuis des années. Il parle de génocide quand il parle de la guerre à Gaza. Il veut simplement que le droit international soit respecté pour les Palestiniens. Certains le traitent d'antisémite, mais ce n'est pas vrai et 40% des Juifs new-yorkais ont voté pour lui. L'élection de Mamdani est un espoir pour ceux qui veulent une autre politique que celle de Trump.

En bref...

Qui est Zohran Mamdani ?

- Né en Ouganda, d'origine indienne.
- Arrivé aux États-Unis à 7 ans ; naturalisé en 2018.
- Ancien militant et élu local démocrate.
- Élu maire de New York en 2025

Position politique

- Aile gauche du Parti démocrate (Socialistes Démocrates d'Amérique).
- Soutiens : Bernie Sanders, Alexandria Ocasio-Cortez.

Programme principal

- Faire baisser le coût de la vie à New
 - York : Bus gratuits.
 - Encadrement des loyers, logements abordables.
 - Épiceries municipales.
 - Réseau public de garderies.
- Financement : hausse des impôts des entreprises et des très hauts revenus

Critiques et oppositions

- Jugé trop à gauche, trop critique envers la police.
- Attaques sur sa religion (musulman).
- Opposition républicaine : Trump le traite de communiste.

Réactions internationales

- Extrême droite européenne est choquée, elle l'accuse pour ses positions pro-palestiniennes.
 - La gauche européenne enthousiaste.
-

Exercice (choix multiple) à télécharger :

[Mamdani , un socialiste à New-York, exercice](#) Télécharger

[Mamdani, un socialiste à New-York, corrigé corrigéTélécharger](#)

Au Venezuela, la loi des USA

Il y a 9649 caractères et 1407 mots dans ce texte

Dans la nuit du samedi 3 janvier, les États-Unis ont attaqué Caracas, la capitale du Venezuela, pour capturer le président du pays, Nicolás Maduro. Le président vénézuélien et sa femme doivent être jugés aux États-Unis pour terrorisme lié au trafic de drogue. Ces accusations servent de prétexte. Ce que veulent réellement les États-Unis et Donald Trump, c'est faire la loi au Venezuela et montrer qu'ils peuvent aussi la faire ailleurs dans le monde. C'est la loi des USA.

Le 3 janvier, l'armée américaine a bombardé Caracas, la capitale du Venezuela. Ils ont kidnappé le président du Venezuela, Nicolás Maduro et sa femme. Le président américain Donald Trump a ensuite annoncé que les Etats-Unis allaient diriger le Venezuela pour un temps à la place du président qu'ils ont enlevé. Tout cela est interdit par le droit international de l'ONU.

Des supposés trafiquants opposés à Trump

Les Etats-Unis et Donald Trump accusent Nicolás Maduro et sa femme de diriger un énorme trafic de drogue. Maduro et sa femme organiseraient la production et la vente de cocaïne, drogue vendue aux citoyens des Etats-Unis. Depuis plusieurs mois, les Etats-Unis bombardent des bateaux vénézuéliens parce qu'ils transporteraient de la drogue. Ces attaques ont fait au moins 110 morts. Pourtant, il n'y avait souvent aucune preuve de trafic de drogue. C'est que la drogue est un prétexte. Trump veut des dirigeants qui sont d'accord avec lui, le reste n'a pas beaucoup d'importance. En voici un exemple.

Un vrai trafiquant allié de Trump

Il y a un mois, le président Trump a gracié un grand trafiquant de drogue l'ancien président du Honduras, Juan Orlando Hernandez. La justice américaine avait condamné Juan Orlando Hernandez à 45 ans de prison pour trafic de drogue. Il a été reconnu coupable d'avoir expédié plusieurs centaines de tonnes de cocaïne aux Etats-Unis. Et pourtant Donald Trump l'a fait libérer. Pourquoi ? Donald Trump soutient le parti politique de Juan Orlando Hernandez au Honduras. Hernandez est donc un allié politique de Trump.

Faire ce que les USA veulent

Pour Trump, le plus important n'est pas la lutte contre le trafic de drogue. Pour Trump, le plus important est d'avoir une grande influence sur les pays d'Amérique latine. Trump veut avoir des Etats qui font du business avec les Etats-Unis et avec... Donald Trump. Nicolás Maduro ne voulait pas faire ce que Trump voulait. Trump l'a renversé. Il faut dire que le Venezuela a beaucoup de pétrole. Le pétrole a toujours beaucoup intéressé les Etats-Unis.

Le pétrole

Les compagnies pétrolières américaines ont fait beaucoup de bénéfices pendant plusieurs dizaines d'années grâce au pétrole du Venezuela. En 1999, Hugo Chavez est élu président du Venezuela. C'est un homme politique de gauche qui veut améliorer le niveau de vie du pays. Il impose de nouvelles règles aux compagnies pétrolières étrangères, donc aussi américaines. Elles devront faire moins de bénéfices pour que cela revienne à la population du Venezuela. Certaines compagnies acceptent, d'autres quittent le pays. En réaction, les Etats-Unis ont pris des sanctions économiques contre le Venezuela. Depuis plusieurs années, les Etats-Unis empêchent le Venezuela de vendre son pétrole aux entreprises américaines. C'est 75% de revenus pétroliers du pays.

Contrôler le pétrole

En 2013, Nicolás Maduro succède à Hugo Chavez. Il ne change pas les règles pour les compagnies américaines. Bien sûr, cela ne plait toujours pas aux Etats-Unis. Mais en plus, Maduro est peu à peu contesté dans son pays. Même les gens de gauche qui l'ont élu critiquent son pouvoir autoritaire. Il est réélu président en 2024. Mais, les élections sont truquées. Donald Trump augmente la pression et les sanctions pour faire partir Maduro. Finalement, l'armée américaine enlève Maduro pour qu'il soit jugé aux Etats-Unis.

La loi des USA

Nicolás Maduro est sans doute corrompu, mais il n'organise pas le plus grand trafic de drogue d'Amérique du Sud. Nicolás Maduro est un dictateur ou presque, mais il existe un droit international. Il faut l'accord de l'ONU pour attaquer un pays et enlever son président. Les Etats-Unis n'ont jamais aimé le droit international qui les empêche de dominer le monde. Ce qu'ils font au Venezuela en est encore la preuve.

Sur Facebook, il y a un montage vidéo: l'homme que l'on voit est un mélange de Trump et de Maduro. On voit derrière lui le drapeau du Venezuela et le drapeau des Etats-Unis d'Amérique. La vidéo, [cliquer ici](#)

Renee Good, l'ICE assassine

Il y a 4859 caractères et 913 mots dans ce texte

Le 7 janvier 2026, à Minneapolis, ville des États-Unis, une mère de famille est assassinée au volant de sa voiture par un agent de la police anti-immigration, l'ICE. Depuis ce moment, des manifestations ont lieu dans tout le pays pour dénoncer les violences de ces agents fédéraux de la police anti-immigration.

Ce matin-là, à Minneapolis

Le 6 janvier, 2 000 policiers de l'immigration ont été envoyés à Minneapolis, une ville dans le nord des États-Unis. Le rôle de cette police est de pourchasser et d'arrêter les immigrés clandestins, souvent avec beaucoup de violence. Le 7 janvier 2026, la voiture de Renee Nicole Good, une mère de famille de 37 ans est en travers de la route. Soit elle voulait bloquer le véhicule des agents, soit elle voulait filmer ce qui se passe.

C'est alors que des agents sortent du véhicule et encerclent la voiture de Renée Good. Un des agents essaie d'ouvrir la portière de la voiture. La femme dit « Je ne t'en veux pas ». Elle démarre la voiture et fait une marche arrière, puis elle passe la marche avant et braque à droite pour leur échapper. C'est à ce moment-là qu'un autre agent tire plusieurs fois dans le pare-brise. Les balles atteignent le visage de la victime. La voiture finit sa course contre un autre véhicule garé. On entend l'agent qui a tiré dire: « *sale p...* ». Un médecin présent propose son aide et l'agent ICE la refuse.

C'est ce que montrent les vidéos diffusées sur les réseaux. L'Essentiel a choisi de partager la vidéo du magazine *Nouvel Observateur*. La vidéo reprend et explique ce qui s'est passé ; pour regarder la vidéo, cliquer [ici](#)

Les réactions des pouvoirs fédéraux

L'ICE. c'est "*immigration and customs enforcement* , en français pour faire simple, on dit que c'est la police de l'immigration et des frontières. L'ICE est une organisation fédérale.

Les autorités fédérales affirment que l'agent de l'Ice a tiré par légitime défense. La légitime défense, c'est quand on se défend contre un danger immédiat qui menace sa vie. Cela voudrait dire que l'agent n'avait pas d'autre choix, il devait tirer sinon il risquait sa vie. Or sur la vidéo, ce n'est pas ce qu'on voit.

La représentante du ministère de l'Intérieur Kristi Noem soutient elle aussi l'agent. Elle ajoute que toute personne qui s'oppose à l'action de l'ICE sera coupable de « terrorisme intérieur ». Donald Trump et les autorités fédérales visent la « gauche radicale ». En réalité, ils visent les démocrates ou tout simplement des citoyens qui dénoncent la violence des agents fédéraux de l'ICE.

Journal Essentiel | <https://www.journalessentiel.be/renee-good-lice-assassine/> | Generated: 20 avril 2026 | Page 1/2

Les réactions des pouvoirs locaux

Le maire de la ville de Minneapolis est un démocrate. Il est très en colère contre la police de l'immigration. Dans une conférence de presse, il dit même aux agents de l'ICE « cassez-vous de Minneapolis ». Même son de cloche de la part du gouverneur du Minnesota qui appelle à ne pas se

laisser entrainer dans de la violence et à manifester dans le calme pour ne pas entrer dans le jeu des autorités fédérales.

La réaction de la population de Minneapolis

Le jour même des personnes sont venues déposer des fleurs à l'endroit où la voiture a fini sa course. Des centaines de personnes sont descendues dans la rue et ont réclamé le départ de cette police. Depuis le 7 janvier, tous les jours des citoyens défient les forces de l'ICE. Les citoyens sont d'autant plus en colère que cela leur rappelle un autre drame. Minneapolis c'est la ville où Georges Floyd, un homme afro-américain est mort il y a 5 ans. Il a été asphyxié par la pression du genou d'un policier. Il y avait eu à ce moment des grandes manifestations pour dénoncer les violences policières et le mouvement « *Black Lives matter* » qui veut dire le vie d'un noir compte.

Lire l'article [Racisme et violences policières: 2 autres virus](#)

Et ailleurs....

Le meurtre de Renee Good a de nouveau déclenché une vague de colère et de protestation généralisée contre les violences de la police anti-immigration

Partout dans le pays, il y a des manifestations. Des milliers de personnes descendent dans les rues en solidarité à Renee Good et pour dénoncer les crimes de la police de l'immigration. Et ce n'est pas la première fois.

L'ICE déjà controversé

Depuis que Trump est président, il a donné beaucoup de pouvoir aux agents fédéraux de l'immigration, beaucoup de pouvoir et peu de limites en réalité. Les interventions des agents de l'ICE sont souvent très violentes. Dans des grandes villes, des citoyens s'organisent pour filmer ce qui se passe, et pour essayer d'empêcher l'ICE d'agir brutalement et d'arrêter des immigrants clandestins ou pas.

Lire l'article [ICE, le bras armé de Trump](#)

Exercices et corrigé à télécharger

[Exercices Renee Good](#) Télécharger

[Correction Renée Good](#) Télécharger

ICE, le bras armé de Trump

Il y a 6405 caractères et 1153 mots dans ce texte

L'ICE est l'agence fédérale de l'immigration et des douanes. Elle existe depuis plus de 20 ans et a été créée par Georges W. Bush, le président des USA de 2001 à 2009 . Mais elle a de plus en plus de pouvoir et est devenue très agressive depuis que Trump est devenu président des USA en 2025.

Origine

Les attentats du 11 septembre ont traumatisé les Etats-Unis. Le président Bush décide de renforcer la sécurité intérieure contre la menace terroriste. Il crée le département de la sécurité intérieure de la patrie (en anglais: *Department of homeland Security*). Ce département crée 2 agences. Une agence qui est chargée de contrôler les frontières (en anglais: *Customs and borders protection, CBP*). Une 2e agence qui est chargée de faire appliquer les lois immigration sur le territoire (en anglais: *Immigration and Customs enforcement*). C'est l'ICE en abrégé.

Aujourd'hui

Les agences ne sont pas anti-démocratiques à la base. Mais l'arrivée de Donald Trump en 2025 a renforcé leur pouvoir. Les agents de l'ICE sont des agents fédéraux, ils sont 20 000 dans le pays. Ils sont en uniforme militaire, portent un gilet pare-balles et leur visage est caché. Ils ont le pouvoir de décider. Ils décident de qui ils vont surveiller, arrêter, emprisonner ou renvoyer chez eux. Et surtout ils décident de la manière dont ils vont le faire. Souvent, ils le font avec violence. Avant Trump, les agents de l'ICE avaient des limites : un décret du président Obama protégeait un peu mieux les immigrés. Par exemple, les agents ne pouvaient pas intervenir dans des endroits « sensibles » comme les hôpitaux, les écoles, les tribunaux, les mariages, les églises, etc. Trump a fait annuler ce décret et les agents interviennent partout où ils le veulent. En fait l'ICE est devenue une arme entre les mains d'un seul homme, Trump. C'est une dérive autoritaire et même criminelle.

La force comme méthode

Des vidéos circulent sur Youtube et sur les réseaux sociaux. Elles montrent les agents en action et c'est souvent très violent. Ils arrêtent des gens dans la rue, aux abords des écoles, dans les magasins, ils cassent les vitres des voitures, crient sur les personnes, les plaquent à terre... Ils débarquent chez les gens ou sur les lieux de travail en ville ou à la campagne sans mandat, c'est illégal. L'ICE sillonne les quartiers populaires et mène des *rafles* partout dans le pays. Les « prisonniers » sont envoyés à la prison de Guantánamo, au Salvador ou dans des prisons américaines. Les immigrés clandestins (ou non) vivent dans un climat de terreur.

Depuis que Donald Trump a changé les règles, 5 personnes ont été tuées par l'ICE. La dernière, c'est Renee Nicole Good. Et on ne compte pas les immigrés qui sont morts en prison.

Lire l'article....Renee Good

L'opinion publique et la résistance

La population des Etats-Unis était plutôt d'accord de renforcer les contrôles aux frontières et de contrôler l'immigration et d'être plus sévère avec les criminels. C'est même une des raisons de

l'élection de Trump. Mais depuis que l'ICE agit sans règles et avec violence, l'opinion commence à changer, même chez les partisans de Trump.

Les gens sont choqués par les méthodes des agents de l'ICE. Ils ne comprennent pas pourquoi on arrête des pères ou des mères de famille qui travaillent. En plus leurs enfants sont américains. Dans les campagnes, les propriétaires de grandes fermes avaient voté pour Donald Trump, et maintenant ils ne sont pas contents non plus. 40% des travailleurs agricoles sont des immigrés sans papiers.

Aux Etats-Unis il y a deux grandes familles politiques . Les démocrates sont plutôt à gauche. Le président Barack Obama était un président démocrate. Les Républicains sont à droite et parfois très à droite. C'est le cas du président Trump et de son entourage.

Si vous rencontrez l'ICE...

Dans les villes démocrates, la résistance s'organise. Il y a régulièrement des manifestations contre la présence de l'ICE. Les pouvoirs locaux refusent de collaborer avec les agents de l'ICE. Des citoyens filment les arrestations et les publient sur les réseaux sociaux. Certains citoyens ont un sifflet sur eux pour signaler la présence des agents de l'ICE. A New-York, des tracts sont rédigés en espagnol et distribués aux immigrés pour leur expliquer leurs droits. Le maire de New-York a publié une vidéo qui explique leurs droits aux personnes étrangères.

La vidéo s'appelle "*Connaissez vos droits quand vous négociez avec l'ICE*". Elle est sous-titrée en espagnol parce que la majorité des immigrés viennent d'Amérique latine.

En français, voici les conseils de Zohran Mamadani:

« Si vous rencontrez ICE, voici les choses que chaque New-Yorkais doit savoir : »

1 « D'abord, ICE ne peut pas entrer dans des espaces privés comme votre domicile, votre école ou une zone privée de votre lieu de travail sans un mandat judiciaire signé par un juge. »

2 « Cela ressemble à ceci. Si ICE ne dispose pas d'un mandat judiciaire signé par un juge, vous avez le droit de dire : "Je ne consens pas à l'entrée" et le droit de garder votre porte fermée. »

3 « Parfois, ICE vous montrera des papiers qui ressemblent à ceci et vous dira qu'ils ont le droit de vous arrêter. *C'est faux.*

4 « ICE est légalement autorisé à vous mentir, mais vous avez le droit de rester silencieux. »

5 « Si vous êtes en train d'être détenu, vous pouvez toujours demander : "Suis-je libre de partir ?" encore et encore, jusqu'à ce qu'ils vous répondent. »

6 « Vous êtes légalement autorisé à filmer ICE tant que vous n'interférez pas avec une arrestation. »

7 « Il est important de rester calme pendant toute interaction avec ICE ou les forces de l'ordre. »

8 « Ne faites rien pour entraver leur enquête, ne résistez pas à l'arrestation et ne courez pas. »

Conclusion

« Une dernière chose : les New-Yorkais ont un droit constitutionnel de protester, et lorsque je serai maire, nous protégerons ce droit. »

« New York sera toujours une ville qui accueille les immigrants, et je lutterai chaque jour pour protéger, soutenir et célébrer nos frères et sœurs immigrants. »

<https://youtube.com/shorts/3gnQagkZ1TQ?si=YG0JLY2sHtDeulm2>

Exercices à télécharger

[exercices L'ICE le bras armé de Trump](#)Télécharger

[Corrigé, L'ICE le bras armé de Tump](#)Télécharger

Pourquoi le Groenland?

Il y a 14036 caractères et 1685 mots dans ce texte

Cette vidéo de 3 minutes explique pourquoi Trump voulait le Groenland. La vidéo date de l'année dernière, mais les raisons sont les mêmes en 2026. D'ailleurs, Trump n'a pas réussi à avoir le Groenland, mais il aura sans doute un bon accord commercial et militaire avec le Groenland.

<https://www.youtube.com/watch?v=Xab5EJbhWxo>
Vidéo du magazine "Le Nouvel Obs", janvier 2025

Texte de la vidéo

Nous avons découpé le texte en paragraphes. En dessous de chaque paragraphe, les mots peut-être plus compliqués sont expliqués.

1 Le Groenland, une île

Pourquoi Donald Trump veut-il annexer le Groenland ? Avant de comprendre pourquoi ce territoire l'intéresse autant, regardons de plus près cette île gigantesque, la plus grande du monde avec près de deux millions de kilomètres carrés, située près du pôle Nord. Le Groenland a été colonisé par le Danemark au XVIII^e siècle. Il est autonome depuis 1979. Le territoire a son drapeau, sa langue et ses institutions, mais il est toujours rattaché au Danemark et donc lié à l'Union européenne.

Mots & expressions expliqués

- **Annexer** : prendre un territoire pour l'ajouter à son pays.
- **Colonisé** : contrôlé par un autre pays.
- **Autonome** : qui décide en partie tout seul.
- **Institutions** : organismes qui dirigent un territoire.

2 Trump veut le Groenland

L'obsession de Donald Trump pour l'île n'est pas nouvelle. Déjà en 2019, il avait voulu acheter le Groenland, mais les autorités danoises lui avaient opposé un refus ferme. Aujourd'hui, il n'exclut plus la possibilité de s'en emparer par la force. Un signal inquiétant sur la politique étrangère qu'il compte mener. Il affirme, sur la scène internationale comme auprès de ses électeurs, que les intérêts américains doivent passer avant tout.

Mots & expressions expliqués

- **Obsession** : idée qui revient tout le temps.
- **Refus ferme** : refus très clair.
- **S'en emparer par la force** : prendre un territoire avec l'armée.
- **Politique étrangère** : relations d'un pays avec les autres pays.
- **Scène internationale** : ce qui se passe entre les pays dans le monde.

3 Point stratégique

Le Groenland est un point stratégique. Il longe le passage du Nord-Ouest, cette voie maritime rendue plus navigable par la fonte des glaces. Cette route est bien partie pour devenir une route stratégique du commerce international dans les années à venir.

► Mots & expressions expliqués

- **Stratégique** : très important pour un pays.
- **Voie maritime** : route utilisée par les bateaux.
- **Fonte des glaces** : glace qui disparaît à cause du réchauffement.

4 Intérêts des grandes puissances

Les États-Unis, la Chine et la Russie sont en concurrence directe pour s'implanter dans cette région. Le Groenland fait figure de porte d'entrée intéressante, notamment pour y implanter des ports. Deuxième point : le Groenland est une terre pleine de ressources. Son sous-sol regorge de fer, de plomb, de zinc, d'or, de nickel, de platine et surtout de métaux rares, indispensables pour produire des batteries électriques ou des éoliennes. S'accaparer ces ressources permettrait aux États-Unis de rattraper la Chine, actuellement premier producteur mondial de ces métaux rares.

► Mots & expressions expliqués

- **Concurrence directe** : rivalité entre plusieurs pays.
- **S'implanter** : s'installer durablement.
- **Porte d'entrée** : endroit qui permet d'accéder facilement à une région.
- **Regorge** : contient beaucoup.
- **Métaux rares** : métaux très utiles pour les technologies.
- **S'accaparer** : prendre pour soi, garder le contrôle.
-

5 Sécurité internationale

C'est enfin un enjeu militaire. D'abord, les États-Unis disposent depuis la Seconde Guerre mondiale d'une base de l'US Air Force située sur l'île. Elle est importante, car elle abrite des radars qui surveillent l'espace aérien et détectent les missiles balistiques intercontinentaux qui se dirigeraient vers les États-Unis. Ensuite, la position géographique de l'île la rend vulnérable aux incursions de navires russes. Or, la faible puissance militaire du Danemark ne lui permet pas, à lui seul, de surveiller efficacement ses eaux.

► Mots & expressions expliqués

- **Enjeu militaire** : importance pour la défense.
- **Radar** : appareil qui repère des objets à distance.
- **Missile balistique intercontinental** : missile qui peut parcourir une très grande distance.
- **Vulnérable** : facile à attaquer ou à menacer.
- **Incursion** : entrée possible dans une zone, souvent de façon menaçante.
-

6 Technique de Trump

(Intervention d'un spécialiste du CNRS) : « C'est souvent une technique, si vous voulez, de rhétorique : Trump veut dire "demandez l'impossible" pour obtenir davantage. Avec cette idée, les

partenaires seraient soulagés de n'accorder que 50 % de revendications, qui étaient de toute manière exagérées au départ. » Cette intimidation montre en tout cas une prise de distance de Donald Trump avec ses alliés européens.

▶ Mots & expressions expliqués

- **CNRS** : organisme public français de recherche.
- **Rhétorique** : manière de parler pour convaincre.
- **Revendications** : demandes, exigences.
- **Intimidation** : fait de faire peur pour influencer.
- **Prise de distance** : fait de s'éloigner.
- **Alliés** : pays qui coopèrent.
- **Stratégie** : façon de faire pour arriver à un but.

7 Diviser l'Europe

(Intervention d'un spécialiste du CNRS) : « Quand il vise le Groenland, il a en tête aussi d'attaquer l'Europe à travers la présence du Danemark. Tout ça est pris dans une logique plus générale qui vise à désunir l'Union européenne. Aussi parce qu'il considère que c'est une entité qui a peu d'importance et qu'il la méprise dans ce qu'il pense être la géopolitique du XXI^e siècle. »

▶ Mots & expressions expliqués

- **Désunir** : diviser, empêcher d'être unis.
- **Entité** : groupe ou organisation (ici, l'Union européenne).
- **Mépriser** : ne pas respecter, considérer comme sans valeur.
- **Géopolitique** : relations de pouvoir entre les pays.
- **Logique plus générale** : idée globale qui guide l'action.

8 L'Europe unie

Pour l'instant, les Européens font bloc derrière le Danemark. Paris et Berlin ont dénoncé les ambitions expansionnistes du milliardaire sur des pays souverains.

▶ Mots & expressions expliqués

- **Faire bloc** : rester unis.
- **Dénoncer** : critiquer publiquement, condamner.
- **Ambitions expansionnistes** : volonté d'agrandir son territoire.
- **Pays souverain** : pays indépendant.

L'exercice et sa correction en format Word

[Exercice "Pourquoi le Groenland?"](#) [Télécharger](#)

Alex Pretti: l'ICE a assassiné... encore!

Il y a 2676 caractères et 507 mots dans ce texte

Le 7 janvier, l'ICE, la police de l'immigration assassinait Renée Good, une mère de famille. Le samedi 24 janvier, la police fédérale a assassiné un autre citoyen américain, Alex Pretti, un infirmier de 37 ans.

Les faits

Depuis le meurtre de Renée Good, la population de Minneapolis descend dans les rues pour faire face à l'ICE. Depuis 2 semaines, il y a des manifestations et il y a des violences. Samedi, Lors d'une manifestation, Alex Pretti enregistrait la police de l'ICE avec son téléphone. Il s'est approché d'eux pour venir en aide à une femme, visiblement violentée par l'ICE. C'est alors que plusieurs policiers l'ont encerclé, ils l'ont frappé et l'ont plaqué au sol. Sur la vidéo, on voit un policier prendre son arme et il s'éloigne. A ce moment-là on entend presque 10 coups de feu. On peut dire qu'ils se sont acharné sur lui.

Les faits en vidéo

Un peu partout, les citoyens filment pour témoigner de ce qui se passe. La courte vidéo (de la chaîne M6INFO) montre comment ça s'est passé et les réactions des pouvoirs fédéraux. Les sifflets qu'on entend, ce sont des citoyens qui alertent d'autres citoyens de la présence de l'ICE.

Attention, les images sont violentes

[Voir la vidéo](#)



Qui était Alex Pretti ?

Alex Pretti avait 37 ans. Il était infirmier à l'hôpital de Minneapolis. Il était très engagé dans la défense des droits humains. Il était choqué de voir comment la police de l'immigration agissait. Il

manifestait régulièrement. Il ne faisait rien d'illégal : il manifestait. Il portait une arme sur lui, il avait un permis de port d'arme, c'est légal.

La version officielle

Le chef de la police aux frontières, Gregory Bovino et la secrétaire de la sécurité intérieure Kristi Noem défendent leurs agents. Ils affirment que les agents ont agi en légitime défense... comme pour Renée Good. Mais ce n'est pas du tout ce qu'on voit sur les différentes vidéos... comme pour Renee Good.

A Minneapolis, la colère monte encore d'un cran. Des incidents ont éclaté entre les forces de l'ordre et les manifestants. Pour la 2ème fois, le gouverneur du Minnesota demande à Trump de retirer ses troupes de la ville. Mais la première fois, après le meurtre de Renee Good, en réponse, Trump avait envoyé plus d'agents sur place.

janvier 2026

D'après les dernières nouvelles, Trump serait prêt à faire marche arrière. Il rappelle le chef des frontières Gregory Bovino (on le voit dans la première vidéo). Un autre responsable fédéral de l'immigration prendra la tête des opérations et le nombre d'agents sur place sera diminué.

La tension monte

https://youtu.be/v9x3N742yS4?si=NFg0iJ7jeDMV_A

Briser l'ICE!

Il y a 4128 caractères et 727 mots dans ce texte

Aux États-Unis, les agents de l'ICE, la police de l'immigration, sont souvent très violents. Depuis plusieurs années, des citoyens, des associations et des élus du Parti démocrate ont lancé le mouvement *Abolish ICE*, qui signifie « supprimer l'ICE » en français. Ils défendent une politique d'immigration plus humaine, plus ouverte et respectueuse des droits humains.

Aux États-Unis, on compte entre 11 et 14 millions d'immigrés sans papiers. Sur plus de 340 millions d'habitants, cela représente un peu plus de 3 % de la population. Ce n'est pas beaucoup. Pourtant, l'ICE mène une véritable chasse aux immigrés sans papiers. Les agents de l'ICE interviennent souvent avec violence. Donald Trump et le Parti républicain soutiennent les actions de l'ICE. Quand le Parti démocrate était au pouvoir, il a tenté de limiter certaines violences. Mais il n'a jamais supprimé cette police.

Clinton et Obama sortent du silence

Les anciens présidents américains Bill Clinton et Barack Obama ont récemment appelé les Américains à ne plus accepter les violences de la police ICE. L'ICE est chargée de contrôler l'immigration aux États-Unis. Il a fallu beaucoup de temps, et plusieurs morts, pour qu'ils prennent enfin position. Bill Clinton a été président des États-Unis de 1993 à 2001. Barack Obama a été président de 2009 à 2017. Tous les deux ont dirigé le Parti démocrate.

Vieille prudence démocrate

Le Parti démocrate se situe plus à gauche que le Parti républicain. Mais lorsqu'il était au pouvoir, il n'a pas répondu aux espoirs de changement de nombreux électeurs. La direction du parti reste prudente sur plusieurs sujets importants, notamment sur la politique d'immigration et sur l'ICE. Heureusement, tous les démocrates n'ont pas attendu les violences récentes pour critiquer l'ICE.

Cette police a été créée en 2003. Très vite, des élus progressistes du parti démocrate et des associations de défense des droits humains ont dénoncé l'ICE. Selon eux, la lutte contre le terrorisme sert souvent de prétexte pour s'attaquer aux immigrés. Mais tous les démocrates ne partagent pas cette position. Barack Obama, président de 2009 à 2017, n'a pas supprimé l'ICE. Il a cependant demandé aux agents de mieux respecter les droits humains. Donald Trump, président de 2017 à 2021, a fait l'inverse. À l'été 2018, les agents de l'ICE ont même séparé des enfants de leurs parents arrêtés à la frontière. C'est à ce moment-là que le mouvement *Abolish ICE* a gagné en visibilité.

[Lire ICE, le bras armé de Trump](#)

Des citoyens, des associations et des élus

Le mouvement *Abolish ICE* rassemble des élus du Parti démocrate, des associations et de simples citoyens. Il demande la suppression de l'ICE et une autre politique d'immigration. Une politique fondée sur le respect des droits humains fondamentaux. Ce sont surtout les élus progressistes, élus

de gauche du Parti démocrate, qui soutiennent ce mouvement. Il y a des élus et des élues car il y a beaucoup de femmes dans ce mouvement. La direction du parti, en revanche, reste plus prudente. D'ailleurs Joe Biden, président démocrate de 2021 à 2025, n'a pas supprimé l'ICE.

Briser l'ICE

Il a fallu attendre le retour de Donald Trump à la présidence, en janvier 2025, pour que la situation se durcisse encore. En 2025, Trump a donné beaucoup d'argent à l'ICE et lui a donné beaucoup de pouvoir. L'agence a recruté de nombreux nouveaux agents. Certains se comportent comme des voyous. Ils sont violents et certains ont même tué. Parmi les dernières victimes figurent Renée Good et Alex Pretti. Il faut aussi compter plusieurs dizaines d'immigrés morts dans des centres de détention. Certains se sont suicidés. D'autres n'ont pas survécu à des conditions de détention très difficiles. Il faut espérer que le mouvement *Abolish ICE* réussira. Supprimer l'ICE, c'est supprimer une police de la peur et du crime. En anglais, « ice » signifie « glace ». Sans l'ICE, il y aura peut-être davantage de chaleur humaine et de solidarité.

A lire aussi

[ICE, le bras armé de Trump](#)

[Renee Good, l'ICE assassine](#)

[Alex Pretti, l'ICE a assassiné. Encore](#)

Accompagnement pédagogique

GPS Parcourir le cahier “Trump s’en va t’en guerre”

Il y a 4661 caractères et 825 mots dans ce texte

Le président des Etats-Unis Donald Trump fait des guerres. Trump fait des guerres à l’extérieur et à l’intérieur des Etats-Unis. Trump fait des guerres avec la force, avec l’argent, avec les mots. Donald Trump sert les intérêts des grandes entreprises américaines. Il sert les intérêts des conservateurs religieux chrétiens. Il sert les courants réactionnaires et racistes de la société américaine. Il sert les intérêts de ceux qui trouvent que la démocratie empêche de faire des affaires et de développer des nouvelles technologies. Donald Trump se fiche du droit international et des droits humains. Dans ce cahier, des exemples de ces guerres. Des exemples aussi de résistance de citoyens.

Les guerres à l'extérieur

Donald Trump a fait enlever le président du Venezuela. Le Venezuela est un pays d'Amérique du Sud où il ya énormément de pétrole. Les Etats-Unis ont toujours voulu dominer les pays d'Amérique du Sud. En ce qui concerne l'Europe, Donald Trump a déclaré qu'il voulait le Groenland. Il ne l'aura pas mais il a fait pression et il va sans doute signer un bon accord.

[L'arrière-cour des Etats-Unis](#)

Entre 1894 et 1998, on note 41 interventions directes ou indirectes des Etats-Unis en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Ces régions du monde sont appelées l’arrière-cour des Etats-Unis.

[Maduro de Caracas à New-York](#)

Le 3 janvier, les Etats-Unis ont enlevé le président Nicolás Maduro à Caracas, la capitale du Venezuela. Les Etats-unis veulent se débarrasser d’un président qui ne leur obéit pas.

[Au Venezuela, la loi des USA](#)

Ce que veulent réellement les États-Unis et Donald Trump, c’est faire la loi au Venezuela et montrer qu’ils peuvent aussi la faire ailleurs dans le monde. C’est la loi des [USA](#). En plus, il y a beaucoup de pétrole au Venezuela.

[La chasse aux terres rares de Trump](#)

En voulant contrôler le Groenland, Trump essaie de pouvoir exploiter des terres rares. Il avait déjà essayé de le faire en Ukraine en échange de l'aide américaine.

[Pourquoi le Groenland?](#)

Cette vidéo de 3 minutes explique pourquoi Trump voulait le Groenland. La vidéo date de l’année dernière, mais les raisons sont les mêmes en 2026. D’ailleurs, Trump n’a pas réussi à avoir le Groenland, mais il aura sans doute un bon accord commercial et militaire avec le Groenland.

Les guerres à l'intérieur

L'ICE

Les agents de l'ICE, la police de l'immigration arrêtent avec violence les immigrés sanspapiers et parfois des personnes tout à fait en règle qui ont leurs papiers. Cette police de l'immigration est

plutôt une police anti-immigrés. Ces agents sont aussi très violents aussi avec les Américains qui veulent protéger les immigrés sans-papiers. Il arrive que les agents tirent et tuent...

[ICE, le bras armé de Trump](#)

L'ICE existe depuis 2003. Elle a de plus en plus de pouvoir et est devenue très violente depuis que Trump est devenu président des USA en 2025.

[Alex Pretti: l'ICE a assassiné... encore! Renee Good, l'ICE assassine](#)

Le 7 janvier, l'ICE, la police de l'immigration assassinait Renée Good, une mère de famille.

Le samedi 24 janvier, la police fédérale a assassiné un autre citoyen américain, Alex Pretti, un infirmier de 37 ans. Des manifestations ont lieu dans tout le pays pour dénoncer les violences de ces agents fédéraux de la police anti-immigration.

[Briser l'ICE!](#)

Depuis plusieurs années, des citoyens, des associations et des élus du Parti démocrate ont lancé le mouvement *Abolish ICE*, qui signifie « supprimer l'ICE » en français. Ils défendent une politique d'immigration plus humaine, plus ouverte et respectueuse des droits humains.

Les influenceurs pro-Trump

Aux Etats-Unis, il y a beaucoup d'influenceurs sur les réseaux sociaux qui soutiennent Donald Trump. Charlie Kirk était de ceux-là

[Qui était Charlie Kirk ?](#)

Le 10 septembre, Charlie Kirk a été assassiné. Charlie Kirk était un « influenceur » suprémaciste blanc. Il a toujours eu des idées d'extrême droite. Il était aussi un grand soutien de Donald Trump.

Un espoir

Le nouveau maire de New-York est un démocrate de gauche. Pour Trump, ce sont des ennemis et des communistes. Ce nouveau maire est tout simplement progressiste. Il porte des idées d'une Amérique plus juste et plus humaine.

[Mamdani, un socialiste à New York](#)

Aux Etats-Unis, il y a eu des élections municipales au début du mois de novembre. Dans plusieurs villes les candidats démocrates ont gagné ces élections. C'est le cas à New York : Zohran Mamdani sera le prochain maire de la ville de New York. Zohran Mamdani est démocrate, socialiste et musulman.

Infographie

Maduro de Caracas à New-York

Il y a 8970 caractères et 982 mots dans ce texte

Le 3 janvier, les Etats-Unis ont enlevé le président Nicolás Maduro à Caracas, la capitale du Venezuela. Maduro est aujourd'hui en prison. Il va être jugé pour terrorisme lié à un énorme trafic de drogue. Tout le monde sait que ce n'est pas vrai. Les Etats-unis veulent se débarrasser d'un président qui ne leur obéit pas.

Comment Maduros a été enlevé?

Le 3 janvier, les Etats-Unis ont enlevé le président du Venezuela Nicolás Maduro. Nicolás Maduro se trouvait dans un bâtiment sécurisé à Caracas. L'armée américaine a bombardé Caracas pour détruire des défenses de l'armée vénézuélienne. Ensuite, des hélicoptères américains ont déposé des soldats des forces spéciales. Ces militaires ont attaqué le bâtiment sécurisé et enlevé Maduro. Maduro a été emmené par hélicoptère sur un bateau jusqu'à la base américaine de Guantanamo. Puis, un avion l'a amené à New-York.



Où se trouve le Venezuela?

Le Venezuela est un pays d'Amérique du Sud. La distance entre le Venezuela et la

Belgique est de 7 800 kilomètres



Source Wikimedia

Les pays d'Amérique du Sud



Source Wikimedia

Infographie

L'arrière-cour des Etats-Unis

Il y a 4349 caractères et 711 mots dans ce texte

Les Etats-Unis ont enlevé le président du Venezuela Nicolás Maduro. Les Etats-Unis ont toujours voulu dominer les pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud. Entre 1894 et 1998, on note 41 interventions directes ou indirectes des Etats-Unis dans ces régions du monde. L'Amérique centrale et l'Amérique du Sud sont appelées l'arrière-cour des Etats-Unis.

Toute l'arrière-cour

Les Etats-Unis sont intervenus dans tous les pays de la région sauf dans les pays anglophones, francophones et néerlandophones. Ils interviennent directement avec leur armée ou ils aident militairement et financièrement des dictateurs. Les interventions des Etats-Unis ne se font pas au nom de la démocratie. Ils ont d'ailleurs souvent soutenu des dictateurs. Les Etats-Unis cherchent d'abord à servir leurs intérêts et les intérêts de leurs entreprises multinationales. Ils veulent aussi lutter contre le communisme.

Carte avec en rouge tous les pays où les Etats-Unis sont intervenus directement ou indirectement entre 1894 et 1998



Carte: *Le Grand continent*, Source: John Coatsworth (2005)

Exemples d'intervention des Etats-Unis

En 1954 au Guatemala

En 1951, Jacobo Arbenz Guzman est élu président du Guatemala. Il fait une loi pour redistribuer la terre aux paysans. Cette loi menace une multinationale américaine productrice de fruits, la United

Fruit (son nom aujourd'hui est Chiquita). Les dirigeants de la multinationale convainquent le gouvernement américain que le Guatemala va devenir communiste. Les services secrets américains (la CIA) entraînent et arment les opposants du président Guzman. Le directeur de la CIA était un des administrateurs de la multinationale United Fruit. Les opposants font un coup d'Etat. Le 27 juin 1954, le président est renversé. Le Guatemala devient une dictature. Cela déclenche une guerre civile pendant 30 ans qui fait 200 000 morts.

En 1961 à Cuba

En 1961, Fidel Castro devient président de l'île de Cuba. Il est communiste proche de l'Union soviétique. Les services secrets américains (la CIA) entraînent et arment des opposants à Castro. Ils essaient de débarquer à Cuba, mais ils échouent. Depuis les années 1960, les Etats-Unis font le blocus, économique, commercial et financier de Cuba. Cela crée beaucoup de difficultés pour la population de Cuba. Depuis l'enlèvement de Maduro, la situation est encore plus compliquée pour Cuba. Cuba achetait du pétrole et faisait du commerce avec le Venezuela.

En 1973 au Chili

En 1973, le chef de l'armée chilienne Augusto Pinochet fait un coup d'Etat et renverse le président de gauche Salvador Allende. Les Etats-Unis ont aidé Pinochet. Des économistes chiliens sont formés aux Etats-Unis. Ils vont réorganiser l'économie. Pour eux, l'Etat ne doit plus s'occuper des services à la population (la santé, par exemple). Tout doit être privatisé ou presque. Pour eux, il faut laisser faire les grands patrons d'entreprise. Le marché va tout régler. Cela a profité surtout aux entreprises privées et donc aussi aux entreprises des Etats-Unis. La dictature et cette politique économique va durer jusqu'en 1990.

Dans les années 1980, au Nicaragua

En 1979, le dictateur Anastasio Somoza est renversé au Nicaragua. Somoza était un allié des Etats-Unis. Le nouveau pouvoir au Nicaragua est proche de Cuba et de l'URSS. Les Etats-Unis arment les opposants au nouveau pouvoir. C'est la guerre civile. Elle se termine en 1990 et a fait 50 000 morts.

En 1989 au Panama

En 1989, l'armée américaine débarque au Panama et arrête le président du pays, Manuel Noriega. Noriega avait été un ami des Etats-Unis. Au Panama, il y avait un centre de formation spécialisé dans la lutte contre le communisme. Beaucoup de dictateurs, amis des Etats-Unis, y ont été formés. Mais Noriega devient gênant, les Etats-Unis l'arrête.

En 2026 au Venezuela

En 2026, les Etats-Unis enlèvent le président Nicolás Maduro. Comme les autres interventions des Etats-Unis, c'est contraire au droit international. Les Etats-Unis et Donald Trump veulent surtout profiter du pétrole du Venezuela.

[Lire aussi](#)

[Au Venezuela, la loi des USA](#)

[Maduro de Caracas à New-York](#)

Carte de l'Amérique du Nord, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud



Pays cités dans l'article



Des liens pour aller plus loin

Il y a 490 caractères et 76 mots dans ce texte

[Les Etats-Unis d'Amérique expliqués simplement](#)

Une vidéo de 3 minutes du journal Le Temps pour expliquer: [Pourquoi n'y a-t-il «que» deux partis aux Etats-Unis?](#)

L'Ice, la police de l'immigration expliquée en 3 paragraphes sur le site de ["Bayard Jeunesse"](#)

Explication complète de l'ICE sur le site de [Wikipedia](#)

Article du journal [Le Monde sur les peines de mort aux Etats-Unis](#)

[Rapport d'Amnesty International sur les droits aux Etats-Unis](#)

[Le Groenland expliqué simplement](#)

Exercice

Mamdani, un socialiste à New York

Il y a 5375 caractères et 927 mots dans ce texte

Aux Etats-Unis, il y a eu des élections municipales au début du mois de novembre. Dans plusieurs villes les candidats démocrates ont gagné ces élections. C'est le cas à New York : Zohran Mamdani sera le prochain maire de la ville de New York. Zohran Mamdani est démocrate, socialiste et musulman.

Qui est Zohran Mamdani ?



Zorhan MAMDANI est né en Ouganda. Il est arrivé aux USA avec sa famille à l'âge de 7 ans. Son père est professeur de sciences politiques à l'université de Columbia et sa mère est productrice et réalisatrice de films. Il est ougandais d'origine indienne jusqu'en 2018. En 2018, il devient Américain par naturalisation.

Après ses études universitaires, il essaie différentes choses et notamment du rap. Il travaille en politique, il s'occupe des campagnes électorales de candidats du parti démocrate. . Il entre en politique à son compte en 2019 à un niveau local. Il est élu à l'Assemblée de l'Etat de New York et devient un représentant local. Fin 2024, il annonce sa candidature au poste de maire de New York.

Il y a un an, personne ne le connaissait. Dans les sondages, il faisait 1% des intentions de vote. Aujourd'hui, il est élu Maire de New York.

Son parti, ses soutiens

Mamdani est démocrate, il fait partie de "l'aile" gauche du parti. Ce sont les Socialistes Démocrates d'Amérique. Ils pensent que les démocrates plus "à droite" ne font pas assez pour aider et soutenir les classes populaires et les plus pauvres. Il est soutenu par Bernie Sanders, un "vieux de la vieille" de la gauche démocrate et Alexandra Ocasio-Cortez, une élue démocrate très connue. Tous les deux ont pris la parole au dernier meeting de campagne de Zohran Mamdani. Ils ont appelé à voter pour lui. Par contre, les démocrates plus "à droite" n'ont pas appelé à voter pour lui.

Sa campagne, ses idées

Toute sa campagne est basée sur le coût de la vie à New York. New York est une des villes les plus chères au monde. Il a promis de rendre la ville plus accessible pour les habitants. Les loyers sont très élevés à New York, il propose de limiter la hausse des prix des loyers et d'augmenter le nombre de logements à prix contrôlés.

Il a promis des bus gratuits.

Il veut aussi ouvrir des épiceries municipales avec des prix corrects pour que garantir l'accès à la nourriture pour tous. Un des autres problèmes de New York, c'est la difficulté de faire garder ses enfants pour les mamans qui travaillent, Il n'y a pas assez de garderies et les "nounous" coûtent cher. C'est pourquoi, il veut assurer un réseau de garderies pour les enfants. Il veut aussi employer des travailleurs syndiqués pour faire ces jobs, même si cela revient plus cher.

Pour financer ses projets, il prévoit d'augmenter l'impôt des entreprises, d'augmenter les impôts des habitants qui gagnent plus d'1 million de dollars par an. Ce qui ne plaît pas aux plus riches...

Ses détracteurs

Il a des opposants et des détracteurs dans son propre parti : on le trouve trop à gauche, voire même extrémiste, il est anti-raciste et il a eu des mots très durs envers la police après le meurtre de George Floyd. Certains démocrates pensent aussi qu'il n'a aucune chance au niveau national car il est trop à gauche et probablement « trop » musulman.

Les Républicains sont bien sûr opposés à sa vision, ce n'est pas une surprise. Donald Trump le traite de communiste et a menacé de couper les budgets de l'Etat fédéral américain pour New York.

Et en Europe ?

Trump et ceux qui le soutiennent sont sous le choc. C'est aussi le cas de l'extrême droite européenne. Pour eux, c'est une catastrophe: un musulman, maire de New York! On dit qu'il est pour une Intifada mondiale, le mouvement de révolte (armé) des Palestiniens. En réalité, il ne cache pas son soutien au peuple palestinien depuis des années. Il parle de génocide quand il parle de la guerre à Gaza. Il veut simplement que le droit international soit respecté pour les Palestiniens. Certains le traitent d'antisémite, mais ce n'est pas vrai et 40% des Juifs new-yorkais ont voté pour lui. L'élection de Mamdani est un espoir pour ceux qui veulent une autre politique que celle de Trump.

En bref...

Qui est Zohran Mamdani ?

- Né en Ouganda, d'origine indienne.
- Arrivé aux États-Unis à 7 ans ; naturalisé en 2018.
- Ancien militant et élu local démocrate.
- Élu maire de New York en 2025

Position politique

- Aile gauche du Parti démocrate (Socialistes Démocrates d'Amérique).
- Soutiens : Bernie Sanders, Alexandria Ocasio-Cortez.

Programme principal

- Faire baisser le coût de la vie à New
 - York : Bus gratuits.
 - Encadrement des loyers, logements abordables.
 - Épiceries municipales.
 - Réseau public de garderies.
- Financement : hausse des impôts des entreprises et des très hauts revenus.

Critiques et oppositions

- Jugé trop à gauche, trop critique envers la police.
- Attaques sur sa religion (musulman).
- Opposition républicaine : Trump le traite de communiste.

Réactions internationales

- Extrême droite européenne est choquée, elle l'accuse pour ses positions pro-palestiniennes.
 - La gauche européenne enthousiaste.
-

Exercice (choix multiple) à télécharger :

[Mamdani , un socialiste à New-York, exerciceTélécharger](#)

[Mamdani, un socialiste à New-York, corrigé corrigéTélécharger](#)

Questionnaire à choix multiple

1. Zohran Mamdani est né...

- A. Aux États-Unis
- B. En Inde
- C. En Ouganda
- D. Au Kenya

2. Zohran Mamdani est arrivé aux États-Unis...

- A. À 5 ans
- B. À 7 ans
- C. À 10 ans
- D. À 12 ans

3. Le père de Zohran Mamdani est...

- A. Producteur de films
- B. Professeur de mathématiques
- C. Professeur de sciences politiques
- D. Journaliste

4. Mamdani devient citoyen américain en...

- A. 2016
- B. 2017
- C. 2018
- D. 2020

5. Avant la politique, Mamdani a essayé...

- A. Le théâtre
- B. Le rap
- C. La danse
- D. Le journalisme

6. En 2019, Mamdani a été élu...

- A. Sénateur des États-Unis
- B. Gouverneur de l'État de New York
- C. Représentant à l'Assemblée de l'État de New York
- D. Conseiller municipal de New York

7. Combien de pourcents d'intentions de vote avait-il il y a un an ?

- A. 10 %
- B. 5 %
- C. 1 %
- D. 20 %

8. Mamdani fait partie de l'aile gauche du Parti démocrate. Comment s'appelle ce groupe ?

- A. Les Démocrates modérés
- B. Les Progressistes pour l'Amérique
- C. Les Socialistes Démocrates d'Amérique
- D. Les Réformistes américains

9. Qui fait partie de ses soutiens importants ?

- A. Donald Trump
- B. Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez
- C. Joe Biden et Kamala Harris
- D. Nikki Haley

10. Il a fait campagne sur le thème de...

- A. La sécurité
- B. Le coût de la vie
- C. L'environnement
- D. L'éducation

11. Parmi ses propositions, laquelle est mentionnée ?

- A. Construire plus d'autoroutes
- B. Rendre les bus gratuits
- C. Privatiser les écoles publiques
- D. Diminuer les taxes pour les entreprises

12. Mamdani veut financer ses projets...

- A. En augmentant les impôts des plus riches et des entreprises
- B. En diminuant les dépenses publiques
- C. En empruntant à l'Union européenne
- D. En créant une loterie municipale

13. Certains démocrates lui reprochent ...

- A. Il est trop proche de Donald Trump
- B. Il est trop à droite
- C. Il est trop à gauche et trop critique envers la police
- D. Il manque d'expérience internationale

14. L'extrême droite européenne est choquée par son élection...

- A. Parce qu'il est noir
- B. Parce qu'il est socialiste
- C. Parce qu'il est musulman
- D. Parce qu'il est pro-Trump

15. Quel pourcentage des Juifs new-yorkais a voté pour lui ?

- A. 10 %
- B. 20 %
- C. 40 %
- D. 60 %

Corrigé

Questionnaire à choix multiple

1. Zohran Mamdani est né...

- A. Aux États-Unis
- B. En Inde
- C. En Ouganda**
- D. Au Kenya

2. Zohran Mamdani est arrivé aux États-Unis...

- A. À 5 ans
- B. À 7 ans**
- C. À 10 ans
- D. À 12 ans

3. Le père de Zohran Mamdani est...

- A. Producteur de films
- B. Professeur de mathématiques
- C. Professeur de sciences politiques**
- D. Journaliste

4. Mamdani devient citoyen américain en...

- A. 2016
- B. 2017
- C. 2018**
- D. 2020

5. Avant la politique, Mamdani a essayé...

- A. Le théâtre
- B. Le rap**
- C. La danse
- D. Le journalisme

6. En 2019, Mamdani a été élu...

- A. Sénateur des États-Unis
- B. Gouverneur de l'État de New York
- C. Représentant à l'Assemblée de l'État de New York**
- D. Conseiller municipal de New York

7. Combien de pourcents d'intentions de vote avait-il il y a un an ?

- A. 10 %
- B. 5 %
- C. 1 %**
- D. 20 %

8. Mamdani fait partie de l'aile gauche du Parti démocrate. Comment s'appelle ce groupe ?

- A. Les Démocrates modérés
- B. Les Progressistes pour l'Amérique
- C. Les Socialistes Démocrates d'Amérique**
- D. Les Réformistes américains

9. Qui fait partie de ses soutiens importants ?

- A. Donald Trump
- B. Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez**
- C. Joe Biden et Kamala Harris
- D. Nikki Haley

10. Il a fait campagne sur le thème de...

- A. La sécurité
- B. Le coût de la vie**
- C. L'environnement
- D. L'éducation

11. Parmi ses propositions, laquelle est mentionnée ?

- A. Construire plus d'autoroutes
- B. Rendre les bus gratuits
- C. Privatiser les écoles publiques
- D. Diminuer les taxes pour les entreprises

12. Mamdani veut financer ses projets...

- A. En augmentant les impôts des plus riches et des entreprises**
- B. En diminuant les dépenses publiques
- C. En empruntant à l'Union européenne
- D. En créant une loterie municipale

13. Certains démocrates lui reprochent ...

- A. Il est trop proche de Donald Trump
- B. Il est trop à droite
- C. Il est trop à gauche et trop critique envers la police**
- D. Il manque d'expérience internationale

14. L'extrême droite européenne est choquée par son élection...

- A. Parce qu'il est noir
- B. Parce qu'il est socialiste
- C. Parce qu'il est musulman**
- D. Parce qu'il est pro-Trump

15. Quel pourcentage des Juifs new-yorkais a voté pour lui ?

- A. 10 %
- B. 20 %
- C. 40 %**
- D. 60 %

Exercice Au Venezuela, la loi des USA

Il y a 9649 caractères et 1407 mots dans ce texte

Dans la nuit du samedi 3 janvier, les États-Unis ont attaqué Caracas, la capitale du Venezuela, pour capturer le président du pays, Nicolás Maduro. Le président vénézuélien et sa femme doivent être jugés aux États-Unis pour terrorisme lié au trafic de drogue . Ces accusations servent de prétexte. Ce que veulent réellement les États-Unis et Donald Trump, c'est faire la loi au Venezuela et montrer qu'ils peuvent aussi la faire ailleurs dans le monde. C'est la loi des USA.

Le 3 janvier, l'armée américaine a bombardé Caracas, la capitale du Venezuela. Ils ont kidnappé le président du Venezuela, Nicolás Maduro et sa femme. Le président américain Donald Trump a ensuite annoncé que les Etats-Unis allaient diriger le Venezuela pour un temps à la place du président qu'ils ont enlevé. Tout cela est interdit par le droit international de l'ONU.

Des supposés trafiquants opposés à Trump

Les Etats-Unis et Donald Trump accusent Nicolás Maduro et sa femme de diriger un énorme trafic de drogue. Maduro et sa femme organiseraient la production et la vente de cocaïne, drogue vendue aux citoyens des Etats-Unis. Depuis plusieurs mois, les Etats-Unis bombardent des bateaux vénézuéliens parce qu'ils transporteraient de la drogue. Ces attaques ont fait au moins 110 morts. Pourtant, il n'y avait souvent aucune preuve de trafic de drogue. C'est que la drogue est un prétexte. Trump veut des dirigeants qui sont d'accord avec lui, le reste n'a pas beaucoup d'importance. En voici un exemple.

Un vrai trafiquant allié de Trump

Il y a un mois, le président Trump a gracié un grand trafiquant de drogue l'ancien président du Honduras, Juan Orlando Hernandez. La justice américaine avait condamné Juan Orlando Hernandez à 45 ans de prison pour trafic de drogue. Il a été reconnu coupable d'avoir expédié plusieurs centaines de tonnes de cocaïne aux Etats-Unis. Et pourtant Donald Trump l'a fait libérer. Pourquoi ? Donald Trump soutient le parti politique de Juan Orlando Hernandez au Honduras. Hernandez est donc un allié politique de Trump.

Faire ce que les USA veulent

Pour Trump, le plus important n'est pas la lutte contre le trafic de drogue. Pour Trump, le plus important est d'avoir une grande influence sur les pays d'Amérique latine. Trump veut avoir des Etats qui font du business avec les Etats-Unis et avec... Donald Trump. Nicolás Maduro ne voulait pas faire ce que Trump voulait. Trump l'a renversé. Il faut dire que le Venezuela a beaucoup de pétrole. Le pétrole a toujours beaucoup intéressé les Etats-Unis.

Le pétrole

Les compagnies pétrolières américaines ont fait beaucoup de bénéfices pendant plusieurs dizaines d'années grâce au pétrole du Venezuela. En 1999, Hugo Chavez est élu président du Venezuela. C'est un homme politique de gauche qui veut améliorer le niveau de vie du pays. Il impose de nouvelles règles aux compagnies pétrolières étrangères, donc aussi américaines. Elles devront faire moins de bénéfices pour que cela revienne à la population du Venezuela. Certaines compagnies acceptent, d'autres quittent le pays. En réaction, les Etats-Unis ont pris des sanctions économiques contre le Venezuela. Depuis plusieurs années, les Etats-Unis empêchent le Venezuela de vendre son pétrole aux entreprises américaines. C'est 75% de revenus pétroliers du pays.

Contrôler le pétrole

En 2013, Nicolás Maduro succède à Hugo Chavez. Il ne change pas les règles pour les compagnies américaines. Bien sûr, cela ne plait toujours pas aux Etats-Unis. Mais en plus, Maduro est peu à peu contesté dans son pays. Même les gens de gauche qui l'ont élu critiquent son pouvoir autoritaire. Il est réélu président en 2024. Mais, les élections sont truquées. Donald Trump augmente la pression et les sanctions pour faire partir Maduro. Finalement, l'armée américaine enlève Maduro pour qu'il soit jugé aux Etats-Unis.

La loi des USA

Nicolás Maduro est sans doute corrompu, mais il n'organise pas le plus grand trafic de drogue d'Amérique du Sud. Nicolás Maduro est un dictateur ou presque, mais il existe un droit international. Il faut l'accord de l'ONU pour attaquer un pays et enlever son président. Les Etats-Unis n'ont jamais aimé le droit international qui les empêche de dominer le monde. Ce qu'ils font au Venezuela en est encore la preuve.

Sur Facebook, il y a un montage vidéo: l'homme que l'on voit est un mélange de Trump et de Maduro. On voit derrière lui le drapeau du Venezuela et le drapeau des Etats-Unis d'Amérique. La vidéo, [cliquer ici](#)



Exercice : Compléter le texte

Compléter les phrases avec les mots ci-dessous. Pour qu'un mot apparaisse dans la phrase: cliquer dessus puis cliquer sur le "trou" dans la phrase choisie.

Caracas Maduro Trump drogue prétextes sanctions pétrole ONU droit international enlève

Dans la nuit du 3 janvier, les États-Unis ont attaqué [trou], la capitale du Venezuela, pour arrêter le président [trou].

Les États-Unis parlent de trafic de [trou] et de terrorisme, mais cela sert surtout de [trou].

Le président américain [trou] veut contrôler la région et impose des [trou] au Venezuela.

Un enjeu important est le [trou]. Pourtant, attaquer un pays est interdit sans accord de [trou].

Enlever un président viole le [trou] : l'armée américaine [trou] Maduro pour le juger aux États-Unis.

Vérifier Recommencer

Afficher les réponses

1. Caracas
2. Maduro
3. drogue
4. prétexte
5. Trump
6. sanctions
7. pétrole
8. ONU
9. droit international
10. enlève

Exercice

Maduro de Caracas à New-York

Il y a 8970 caractères et 982 mots dans ce texte

Le 3 janvier, les Etats-Unis ont enlevé le président Nicolás Maduro à Caracas, la capitale du Venezuela. Maduro est aujourd'hui en prison. Il va être jugé pour terrorisme lié à un énorme trafic de drogue. Tout le monde sait que ce n'est pas vrai. Les Etats-unis veulent se débarrasser d'un président qui ne leur obéit pas.

Comment Maduros a été enlevé?

Le 3 janvier, les Etats-Unis ont enlevé le président du Venezuela Nicolás Maduro. Nicolás Maduro se trouvait dans un bâtiment sécurisé à Caracas. L'armée américaine a bombardé Caracas pour détruire des défenses de l'armée vénézuélienne. Ensuite, des hélicoptères américains ont déposé des soldats des forces spéciales. Ces militaires ont attaqué le bâtiment sécurisé et enlevé Maduro. Maduro a été emmené par hélicoptère sur un bateau jusqu'à la base américaine de Guantanamo. Puis, un avion l'a amené à New-York.



Où se trouve le Venezuela?

Le Venezuela est un pays d'Amérique du Sud. La distance entre le Venezuela et la Belgique est de 7 800 kilomètres



Source Wikimedia

Les pays d'Amérique du Sud



Source Wikimedia

Exercices

Exercices – Comprendre l'article « Maduro de Caracas à New-York »

Répondez puis cliquez [Corriger](#) Vous voyez la correction tout de suite.

1) Vrai ou faux

1. Nicolás Maduro est président du Venezuela.

Vrai Faux

2. Il a été enlevé à New-York.

Vrai Faux

3. Les États-Unis disent qu'il est lié à un trafic de drogue.

Vrai Faux

4. Le texte dit que ces accusations sont vraies.

Vrai Faux

2) Remettre dans l'ordre (1 à 4)

Choisissez le numéro correct pour chaque phrase.

Maduro est emmené à New-York.

▼

Des soldats américains arrivent à Caracas.

▼

Maduro est en prison.

▼

Le bâtiment où se trouve Maduro est attaqué.

▼

[Corriger](#) [Recommencer](#)

Score : — / 8

Autres exercices

Ces exercices complémentaires sont proposés en version imprimable. Téléchargez le document Word pour travailler hors ligne.

[Télécharger les exercices \(\\)/ord](#)

Renee Good, l'ICE assassine

Il y a 4859 caractères et 913 mots dans ce texte

Le 7 janvier 2026, à Minneapolis, ville des États-Unis, une mère de famille est assassinée au volant de sa voiture par un agent de la police anti-immigration, l'ICE. Depuis ce moment, des manifestations ont lieu dans tout le pays pour dénoncer les violences de ces agents fédéraux de la police anti-immigration.

Ce matin-là, à Minneapolis

Le 6 janvier, 2 000 policiers de l'immigration ont été envoyés à Minneapolis, une ville dans le nord des États-Unis. Le rôle de cette police est de pourchasser et d'arrêter les immigrés clandestins, souvent avec beaucoup de violence. Le 7 janvier 2026, la voiture de Renee Nicole Good, une mère de famille de 37 ans est en travers de la route. Soit elle voulait bloquer le véhicule des agents, soit elle voulait filmer ce qui se passe.

C'est alors que des agents sortent du véhicule et encerclent la voiture de Renée Good. Un des agents essaie d'ouvrir la portière de la voiture. La femme dit « Je ne t'en veux pas ». Elle démarre la voiture et fait une marche arrière, puis elle passe la marche avant et braque à droite pour leur échapper. C'est à ce moment-là qu'un autre agent tire plusieurs fois dans le pare-brise. Les balles atteignent le visage de la victime. La voiture finit sa course contre un autre véhicule garé. On entend l'agent qui a tiré dire: « *sale p...* ». Un médecin présent propose son aide et l'agent ICE la refuse.

C'est ce que montrent les vidéos diffusées sur les réseaux. L'Essentiel a choisi de partager la vidéo du magazine *Nouvel Observateur*. La vidéo reprend et explique ce qui s'est passé ; pour regarder la vidéo, cliquer [ici](#)

Les réactions des pouvoirs fédéraux

L'ICE. c'est "*immigration and customs enforcement* , en français pour faire simple, on dit que c'est la police de l'immigration et des frontières. L'ICE est une organisation fédérale.

Les autorités fédérales affirment que l'agent de l'Ice a tiré par légitime défense. La légitime défense, c'est quand on se défend contre un danger immédiat qui menace sa vie. Cela voudrait dire que l'agent n'avait pas d'autre choix, il devait tirer sinon il risquait sa vie. Or sur la vidéo, ce n'est pas ce qu'on voit.

La représentante du ministère de l'Intérieur Kristi Noem soutient elle aussi l'agent. Elle ajoute que toute personne qui s'oppose à l'action de l'ICE sera coupable de « terrorisme intérieur ». Donald Trump et les autorités fédérales visent la « gauche radicale ». En réalité, ils visent les démocrates ou tout simplement des citoyens qui dénoncent la violence des agents fédéraux de l'ICE.

Les réactions des pouvoirs locaux

Le maire de la ville de Minneapolis est un démocrate. Il est très en colère contre la police de l'immigration. Dans une conférence de presse, il dit même aux agent de l'ICE « cassez-vous de Minneapolis ». Même son de cloche de la part du gouverneur du Minnesota qui appelle à ne pas se laisser entrainer dans de la violence et à manifester dans le calme pour ne pas entrer dans le jeu des autorités fédérales.

La réaction de la population de Minneapolis

Le jour même des personnes sont venues déposer des fleurs à l'endroit où la voiture a fini sa course. Des centaines de personnes sont descendues dans la rue et ont réclamé le départ de cette police. Depuis le 7 janvier, tous les jours des citoyens défient les forces de l'ICE. Les citoyens sont d'autant plus en colère que cela leur rappelle un autre drame. Minneapolis c'est la ville où Georges Floyd, un homme afro-américain est mort il y a 5 ans. Il a été asphyxié par la pression du genou d'un policier. Il y avait eu à ce moment des grandes manifestations pour dénoncer les violences policières et le mouvement « *Black Lives matter* » qui veut dire le vie d'un noir compte.

Lire l'article [Racisme et violences policières: 2 autres virus](#)

Et ailleurs....

Le meurtre de Renee Good a de nouveau déclenché une vague de colère et de protestation généralisée contre les violences de la police anti-immigration

Partout dans le pays, il y a des manifestations. Des milliers de personnes descendent dans les rues en solidarité à Renee Good et pour dénoncer les crimes de la police de l'immigration. Et ce n'est pas la première fois.

L'ICE déjà controversé

Depuis que Trump est président, il a donné beaucoup de pouvoir aux agents fédéraux de l'immigration, beaucoup de pouvoir et peu de limites en réalité. Les interventions des agents de l'ICE sont souvent très violentes. Dans des grandes villes, des citoyens s'organisent pour filmer ce qui se passe, et pour essayer d'empêcher l'ICE d'agir brutalement et d'arrêter des immigrés clandestins ou pas.

Lire l'article [ICE, le bras armé de Trump](#)

Exercices et corrigé à télécharger

[Exercices Renee GoodTélécharger](#)

[Correction Renée GoodTélécharger](#)

Renee Good, l'ICE assassine – Exercices

Vrai – Faux

1. Le drame a lieu le 7 janvier 2026 à Minneapolis.
 Vrai Faux
2. Renee Nicole Good est une agente de la police de l'immigration.
 Vrai Faux
3. L'ICE est la police fédérale de l'immigration aux États-Unis.
 Vrai Faux
4. La veille, 2 000 policiers de l'immigration arrivent à Minneapolis.
 Vrai Faux
5. La femme est à pied au moment des faits.
 Vrai Faux
6. Les agents encerclent la voiture de Renee Good.
 Vrai Faux
7. Un agent tire à travers le pare-brise de la voiture.
 Vrai Faux
8. La scène n'est pas filmée.
 Vrai Faux
9. Les autorités fédérales parlent de légitime défense.
 Vrai Faux
10. À Minneapolis, les habitants déposent des fleurs et manifestent.
 Vrai Faux

Texte à trous : complète les phrases avec les mots proposés.

Mots à utiliser (en désordre)

travers – légitime – tuée – voiture – manifestations – violence – papiers – fleurs – violentes – tire - encerclent
– portière – vidéos – danger – manifestent – départ - Minneapolis – ICE – 2 000 – s'enfuir – pare-brise

Le 7 janvier 2026, à _____, une ville des États-Unis, une mère de famille est _____.

Elle est au volant de sa _____.

Un agent de la police de l'immigration, l'____, tire sur elle.

Après ce drame, des _____ ont lieu dans tout le pays.

Les citoyens protestent contre la _____ de la police de l'immigration.

La veille, le 6 janvier, _____ policiers de l'immigration arrivent à Minneapolis.

Leur rôle est d'arrêter les immigrants sans _____.

Souvent, leurs actions sont très _____.

Le 7 janvier, la voiture de Renee Nicole Good est en _____ de la route.

Des agents sortent de leur véhicule et _____ la voiture.

Un agent essaie d'ouvrir la _____.

La femme démarre la voiture pour _____.

À ce moment-là, un agent _____ plusieurs fois à travers le _____.

Les balles touchent le visage de la victime.

La scène est filmée et les _____ circulent sur les réseaux sociaux.

Les autorités fédérales disent que l'agent a tiré en _____ défense.

Mais sur la vidéo, ce _____ n'est pas visible.

À Minneapolis, des personnes déposent des _____.

Des centaines de citoyens _____ dans les rues.

Ils demandent le _____ de la police de l'immigration.

Corrigé

1) VRAI – FAUX

1. Vrai	6. Vrai
2. Faux	7. Vrai
3. Vrai	8. Faux
4. Vrai	9. Vrai
5. Faux	10. . Vrai

2) Texte à trous

Le 7 janvier 2026, à **Minneapolis**, une ville des États-Unis, une mère de famille est **tuée**.

Elle est au volant de sa **voiture**.

Un agent de la police de l'immigration, l'**ICE**, tire sur elle.

Après ce drame, des **manifestations** ont lieu dans tout le pays.

Les citoyens protestent contre la **violence** de la police de l'immigration.

La veille, le 6 janvier, **2 000** policiers de l'immigration arrivent à Minneapolis.

Leur rôle est d'arrêter les immigrés sans **papiers**.

Souvent, leurs actions sont très **violentes**.

Le 7 janvier, la voiture de Renee Nicole Good est en **travers** de la route.

Des agents sortent de leur véhicule et **encerclent** la voiture.

Un agent essaie d'ouvrir la **portière**.

La femme démarre la voiture pour **s'enfuir**.

À ce moment-là, un agent **tire** plusieurs fois à travers le **pare-brise**.

Les balles touchent le visage de la victime.

La scène est filmée et les **vidéos** circulent sur les réseaux sociaux.

Les autorités fédérales disent que l'agent a tiré en **légitime** défense.

Mais sur la vidéo, ce **danger** n'est pas visible.

À Minneapolis, des personnes déposent des **fleurs**.

Des centaines de citoyens **manifestent** dans les rues.

Ils demandent le **départ** de la police de l'immigrati

Exercice

ICE, le bras armé de Trump

Il y a 6405 caractères et 1153 mots dans ce texte

L'ICE est l'agence fédérale de l'immigration et des douanes. Elle existe depuis plus de 20 ans et a été créée par Georges W. Bush, le président des USA de 2001 à 2009 . Mais elle a de plus en plus de pouvoir et est devenue très agressive depuis que Trump est devenu président des USA en 2025.

Origine

Les attentats du 11 septembre ont traumatisé les Etats-Unis. Le président Bush décide de renforcer la sécurité intérieure contre la menace terroriste. Il crée le département de la sécurité intérieure de la patrie (en anglais: *Department of homeland Security*). Ce département crée 2 agences. Une agence qui est chargée de contrôler les frontières (en anglais: *Customs and borders protection, CBP*). Une 2e agence qui est chargée de faire appliquer les lois immigration sur le territoire (en anglais: *Immigration and Customs enforcement*). C'est l'ICE en abrégé.

Aujourd'hui

Les agences ne sont pas anti-démocratiques à la base. Mais l'arrivée de Donald Trump en 2025 a renforcé leur pouvoir. Les agents de l'ICE sont des agents fédéraux, ils sont 20 000 dans le pays. Ils sont en uniforme militaire, portent un gilet pare-balles et leur visage est caché. Ils ont le pouvoir de décider. Ils décident de qui ils vont surveiller, arrêter, emprisonner ou renvoyer chez eux. Et surtout ils décident de la manière dont ils vont le faire. Souvent, ils le font cela avec violence. Avant Trump, les agents de l'ICE avaient des limites : un décret du président Obama protégeait un peu mieux les immigrés. Par exemple, les agents ne pouvaient pas intervenir dans des endroits « sensibles » comme les hôpitaux, les écoles, les tribunaux, les mariages, les églises, etc. Trump a fait annuler ce décret et les agents interviennent partout où ils le veulent. En fait l'ICE est devenue une arme entre les mains d'un seul homme, Trump. C'est une dérive autoritaire et même criminelle.

La force comme méthode

Des vidéos circulent sur Youtube et sur les réseaux sociaux. Elles montrent les agents en action et c'est souvent très violent. Ils arrêtent des gens dans la rue, aux abords des écoles, dans les magasins, ils cassent les vitres des voitures, crient sur les personnes, les plaquent à terre... Ils débarquent chez les gens ou sur les lieux de travail en ville ou à la campagne sans mandat, c'est illégal. L'ICE sillonne les quartiers populaires et mène des *rafles* partout dans le pays. Les « prisonniers » sont envoyés à la prison de Guantánamo, au Salvador ou dans des prisons américaines. Les immigrés clandestins (ou non) vivent dans un climat de terreur. Depuis que Donald Trump a changé les règles, 5 personnes ont été tuées par l'ICE. La dernière, c'est Renee Nicole Good. Et on ne compte pas les immigrés qui sont morts en prison. Lire l'article....Renee Good

L'opinion publique et la résistance

La population des Etats-Unis était plutôt d'accord de renforcer les contrôles aux frontières et de contrôler l'immigration et d'être plus sévère avec les criminels. C'est même une des raisons de l'élection de Trump. Mais depuis que l'ICE agit sans règles et avec violence, l'opinion commence à changer, même chez les partisans de Trump.

Les gens sont choqués par les méthodes des agents de l'ICE. Ils ne comprennent pas pourquoi on arrête des pères ou des mères de famille qui travaillent. En plus leurs enfants sont américains. Dans les campagnes, les propriétaires de grandes fermes avaient voté pour Donald Trump, et maintenant ils ne sont pas contents non plus. 40% des travailleurs agricoles sont des immigrés sans papiers.

Aux Etats-Unis il y a deux grandes familles politiques . Les démocrates sont plutôt à gauche. Le président Barack Obama était un président démocrate. Les Républicains sont à droite et parfois très à droite. C'est le cas du président Trump et de son entourage.

Si vous rencontrez l'ICE...

Dans les villes démocrates, la résistance s'organise. Il y a régulièrement des manifestations contre la présence de l'ICE. Les pouvoirs locaux refusent de collaborer avec les agents de l'ICE. Des citoyens filment les arrestations et les publient sur les réseaux sociaux. Certains citoyens ont un sifflet sur eux pour signaler la présence des agents de l'ICE. A New-York, des tracts sont rédigés en espagnol et distribués aux immigrés pour leur expliquer leurs droits. Le maire de New-York a publié une vidéo qui explique leurs droits aux personnes étrangères.

La vidéo s'appelle "*Connaissez vos droits quand vous négociez avec l'ICE*". Elle est sous-titrée en espagnol parce que la majorité des immigrés viennent d'Amérique latine.

En français, voici les conseils de Zohran Mamadani:

« Si vous rencontrez ICE, voici les choses que chaque New-Yorkais doit savoir : »

1 « D'abord, ICE ne peut pas entrer dans des espaces privés comme votre domicile, votre école ou une zone privée de votre lieu de travail sans un mandat judiciaire signé par un juge. »

2 « Cela ressemble à ceci. Si ICE ne dispose pas d'un mandat judiciaire signé par un juge, vous avez le droit de dire : "Je ne consens pas à l'entrée" et le droit de garder votre porte fermée. »

3 « Parfois, ICE vous montrera des papiers qui ressemblent à ceci et vous dira qu'ils ont le droit de vous arrêter. *C'est faux.*

4 « ICE est légalement autorisé à vous mentir, mais vous avez le droit de rester silencieux. »

5 « Si vous êtes en train d'être détenu, vous pouvez toujours demander : "Suis-je libre de partir ?" encore et encore, jusqu'à ce qu'ils vous répondent. »

6 « Vous êtes légalement autorisé à filmer ICE tant que vous n'interférez pas avec une arrestation. »

7 « Il est important de rester calme pendant toute interaction avec ICE ou les forces de l'ordre. »

8 « Ne faites rien pour entraver leur enquête, ne résistez pas à l'arrestation et ne courez pas. »

Conclusion

« Une dernière chose : les New-Yorkais ont un droit constitutionnel de protester, et lorsque je serai maire, nous protégerons ce droit. »

« New York sera toujours une ville qui accueille les immigrants, et je lutterai chaque jour pour protéger, soutenir et célébrer nos frères et sœurs immigrants. »

<https://youtube.com/shorts/3gnQagkZ1TQ?si=YG0JLY2sHtDeulm2>

Exercices à télécharger

[exercices L'ICE le bras armé de TrumpTélécharger](#)

[Corrigé, L'ICE le bras armé de TumpTélécharger](#)

L'ICE, le bras armé de Trump

Exercice 1. Relier les idées

Consigne : Relie chaque élément de gauche **avec** la bonne phrase.

- | | |
|-------------------------|---|
| 1. ICE | a. Endroits comme les écoles et les hôpitaux |
| 2. 11 septembre | b. Manifestations, vidéos et actions contre la police |
| 3. Lieux sensibles | c. Attentats qui provoquent un choc dans le pays |
| 4. Agents fédéraux | d. Police qui peut arrêter et renvoyer des immigrants |
| 5. Trump | e. Président qui supprime des limites à l'action de l'ICE |
| 6. Résistance citoyenne | f. Policiers en uniforme qui travaillent pour l'État |

Exercice 2. Remettre dans l'ordre

Consigne : Numérote les phrases de 1 à 6 pour remettre l'histoire dans le bon ordre.

- Des citoyens commencent à résister et à manifester.
- Donald Trump arrive au pouvoir en 2025 et donne plus de pouvoir à l'ICE.
- Les attentats du 11 septembre ont lieu aux États-Unis.
- L'ICE est créée par le président George W. Bush.
- Des vidéos montrent des interventions violentes de l'ICE.
- Renee Nicole Good est tuée par un agent de l'ICE.

Exercice 3. Questions

Consigne : Réponds avec un mot ou une courte phrase.

1. Qui crée l'ICE ?
→
2. Pourquoi l'ICE est-elle créée ?
→
3. Combien d'agents compte l'ICE environ ?
→
4. Cite deux endroits « sensibles » où l'ICE ne pouvait pas intervenir avant Trump.
→
5. Que font certains citoyens pour résister à l'ICE ?
→

Exercice 4. Classement

Consigne : Avant Trump ou après Trump ? Entoure la bonne réponse

- Les agents avaient des limites *Avant Trump* *Après Trump*
- L'ICE intervient partout *Avant Trump* *Après Trump*
- Certains lieux étaient protégés *Avant Trump* *Après Trump*
- Les méthodes sont plus violentes *Avant Trump* *Après Trump*

Exercice 5. Opinion

Consigne : Entoure la bonne réponse.

Selon le texte, l'opinion publique américaine est aujourd'hui :

- a) Toujours d'accord avec l'ICE
- b) De plus en plus choquée
- c) Indifférente

Exercice

Pourquoi le Groenland?

Il y a 14036 caractères et 1685 mots dans ce texte

Cette vidéo de 3 minutes explique pourquoi Trump voulait le Groenland. La vidéo date de l'année dernière, mais les raisons sont les mêmes en 2026. D'ailleurs, Trump n'a pas réussi à avoir le Groenland, mais il aura sans doute un bon accord commercial et militaire avec le Groenland.

<https://www.youtube.com/watch?v=Xab5EJbhWxo>

Vidéo du magazine "Le Nouvel Obs", janvier 2025

Texte de la vidéo

Nous avons découpé le texte en paragraphes. En dessous de chaque paragraphe, les mots peut-être plus compliqués sont expliqués.

1 Le Groenland, une île

Pourquoi Donald Trump veut-il annexer le Groenland ? Avant de comprendre pourquoi ce territoire l'intéresse autant, regardons de plus près cette île gigantesque, la plus grande du monde avec près de deux millions de kilomètres carrés, située près du pôle Nord. Le Groenland a été colonisé par le Danemark au XVIII^e siècle. Il est autonome depuis 1979. Le territoire a son drapeau, sa langue et ses institutions, mais il est toujours rattaché au Danemark et donc lié à l'Union européenne.

Mots & expressions expliqués

- **Annexer** : prendre un territoire pour l'ajouter à son pays.
- **Colonisé** : contrôlé par un autre pays.
- **Autonome** : qui décide en partie tout seul.
- **Institutions** : organismes qui dirigent un territoire.

2 Trump veut le Groenland

L'obsession de Donald Trump pour l'île n'est pas nouvelle. Déjà en 2019, il avait voulu acheter le Groenland, mais les autorités danoises lui avaient opposé un refus ferme. Aujourd'hui, il n'exclut plus la possibilité de s'en emparer par la force. Un signal inquiétant sur la politique étrangère qu'il compte mener. Il affirme, sur la scène internationale comme auprès de ses électeurs, que les intérêts américains doivent passer avant tout.

Mots & expressions expliqués

- **Obsession** : idée qui revient tout le temps.
- **Refus ferme** : refus très clair.
- **S'en emparer par la force** : prendre un territoire avec l'armée.
- **Politique étrangère** : relations d'un pays avec les autres pays.
- **Scène internationale** : ce qui se passe entre les pays dans le monde.

3 Point stratégique

Le Groenland est un point stratégique. Il longe le passage du Nord-Ouest, cette voie maritime rendue plus navigable par la fonte des glaces. Cette route est bien partie pour devenir une route stratégique du commerce international dans les années à venir.

▶ Mots & expressions expliqués

- **Stratégique** : très important pour un pays.
- **Voie maritime** : route utilisée par les bateaux.
- **Fonte des glaces** : glace qui disparaît à cause du réchauffement.

4 Intérêts des grandes puissances

Les États-Unis, la Chine et la Russie sont en concurrence directe pour s'implanter dans cette région. Le Groenland fait figure de porte d'entrée intéressante, notamment pour y implanter des ports. Deuxième point : le Groenland est une terre pleine de ressources. Son sous-sol regorge de fer, de plomb, de zinc, d'or, de nickel, de platine et surtout de métaux rares, indispensables pour produire des batteries électriques ou des éoliennes. S'accaparer ces ressources permettrait aux États-Unis de rattraper la Chine, actuellement premier producteur mondial de ces métaux rares.

▶ Mots & expressions expliqués

- **Concurrence directe** : rivalité entre plusieurs pays.
- **S'implanter** : s'installer durablement.
- **Porte d'entrée** : endroit qui permet d'accéder facilement à une région.
- **Regorge** : contient beaucoup.
- **Métaux rares** : métaux très utiles pour les technologies.
- **S'accaparer** : prendre pour soi, garder le contrôle.
-

5 Sécurité internationale

C'est enfin un enjeu militaire. D'abord, les États-Unis disposent depuis la Seconde Guerre mondiale d'une base de l'US Air Force située sur l'île. Elle est importante, car elle abrite des radars qui surveillent l'espace aérien et détectent les missiles balistiques intercontinentaux qui se dirigeraient vers les États-Unis. Ensuite, la position géographique de l'île la rend vulnérable aux incursions de navires russes. Or, la faible puissance militaire du Danemark ne lui permet pas, à lui seul, de surveiller efficacement ses eaux.

▶ Mots & expressions expliqués

- **Enjeu militaire** : importance pour la défense.
- **Radars** : appareil qui repère des objets à distance.
- **Missile balistique intercontinental** : missile qui peut parcourir une très grande distance.
- **Vulnérable** : facile à attaquer ou à menacer.
- **Incursion** : entrée possible dans une zone, souvent de façon menaçante.
-

6 Technique de Trump

(Intervention d'un spécialiste du CNRS) : « C'est souvent une technique, si vous voulez, de rhétorique : Trump veut dire "demandez l'impossible" pour obtenir davantage. Avec cette idée, les partenaires seraient soulagés de n'accorder que 50 % de revendications, qui étaient de toute manière exagérées au départ. » Cette intimidation montre en tout cas une prise de distance de Donald Trump avec ses alliés européens.

▶ Mots & expressions expliqués

- **CNRS** : organisme public français de recherche.
- **Rhétorique** : manière de parler pour convaincre.
- **Revendications** : demandes, exigences.
- **Intimidation** : fait de faire peur pour influencer.
- **Prise de distance** : fait de s'éloigner.
- **Alliés** : pays qui coopèrent.
- **Stratégie** : façon de faire pour arriver à un but.

7 Diviser l'Europe

(Intervention d'un spécialiste du CNRS) : « Quand il vise le Groenland, il a en tête aussi d'attaquer l'Europe à travers la présence du Danemark. Tout ça est pris dans une logique plus générale qui vise à désunir l'Union européenne. Aussi parce qu'il considère que c'est une entité qui a peu d'importance et qu'il la méprise dans ce qu'il pense être la géopolitique du XXI^e siècle. »

▶ Mots & expressions expliqués

- **Désunir** : diviser, empêcher d'être unis.
- **Entité** : groupe ou organisation (ici, l'Union européenne).
- **Mépriser** : ne pas respecter, considérer comme sans valeur.
- **Géopolitique** : relations de pouvoir entre les pays.
- **Logique plus générale** : idée globale qui guide l'action.

8 L'Europe unie

Pour l'instant, les Européens font bloc derrière le Danemark. Paris et Berlin ont dénoncé les ambitions expansionnistes du milliardaire sur des pays souverains.

▶ Mots & expressions expliqués

- **Faire bloc** : rester unis.
- **Dénoncer** : critiquer publiquement, condamner.
- **Ambitions expansionnistes** : volonté d'agrandir son territoire.
- **Pays souverain** : pays indépendant.

Exercice – Vrai / Faux

Score 0 / 10

Choisir **Vrai** ou **Faux** pour chaque affirmation, puis cliquer **Véifier**.

1) Le Groenland est la plus grande île du monde.

Vrai Faux

2) Le Groenland est totalement indépendant du Danemark.

Vrai Faux

3) Donald Trump ne s'était jamais intéressé au Groenland ~~en 2025~~.

Vrai Faux

4) Donald Trump a déjà proposé d'acheter le Groenland.

Vrai Faux

5) Le passage du Nord-Ouest devient plus important à cause de la fonte des glaces.

Vrai Faux

6) Le Groenland est pauvre en ressources naturelles.

Vrai Faux

7) Les métaux rares sont utiles pour fabriquer des batteries et des éoliennes.

Vrai Faux

8) Les États-Unis possèdent une base militaire au Groenland depuis la Seconde

Guerre mondiale.

Vrai Faux

9) La position du Groenland rend possible la présence de navires et de sous-marins russes.

Vrai Faux

10) Les pays européens soutiennent le Danemark face aux ambitions de Donald Trump.

Vrai Faux

Vérifier Réinitialiser

Astuce : si une phrase devient rouge, relire le texte et changer la réponse, puis cliquer à nouveau sur "Vérifier".

L'exercice et sa correction en format Word

[Exercice "Pourquoi le Groenland?"Télécharger](#)

Exercice sur la vidéo et l'article « Pourquoi le Groenland ? »

Pour chaque affirmation, cocher **Vrai** ou **Faux**.

1. Le Groenland est la plus grande île du monde.
 Vrai Faux
2. Le Groenland est totalement indépendant du Danemark.
 Vrai Faux
3. Donald Trump ne s'était jamais intéressé au Groenland avant 2025.
 Vrai Faux
4. Donald Trump a déjà proposé d'acheter le Groenland.
 Vrai Faux
5. Le passage du Nord-Ouest devient plus important à cause de la fonte des glaces.
 Vrai Faux
6. Le Groenland est pauvre en ressources naturelles.
 Vrai Faux
7. Les métaux rares sont utiles pour fabriquer des batteries et des éoliennes.
 Vrai Faux
8. Les États-Unis possèdent une base militaire au Groenland depuis la Seconde Guerre mondiale.
 Vrai Faux
9. La position du Groenland rend possible la présence de navires et de sous-marins russes.
 Vrai Faux
10. Les pays européens soutiennent le Danemark face aux ambitions de Donald Trump.
 Vrai Faux

Correction

1) Le Groenland est la plus grande île du monde.

✓ Vrai

→ Le Groenland est la plus grande île de la planète (l'Australie est considérée comme un continent).

2) Le Groenland est totalement indépendant du Danemark.

✗ Faux

→ Le Groenland est un territoire autonome, mais il appartient toujours au Royaume du Danemark.

3) Donald Trump ne s'était jamais intéressé au Groenland avant 2025.

✗ Faux

→ Il avait déjà évoqué l'idée d'acheter le Groenland dès 2019.

4) Donald Trump a déjà proposé d'acheter le Groenland.

✓ Vrai

→ Cette proposition a été rendue publique en 2019.

5) Le passage du Nord-Ouest devient plus important à cause de la fonte des glaces.

✓ Vrai

→ La fonte de la banquise facilite certaines routes maritimes arctiques.

6) Le Groenland est pauvre en ressources naturelles.

✗ Faux

→ Le Groenland possède de nombreuses ressources (minérales, énergétiques, métaux rares).

7) Les métaux rares sont utiles pour fabriquer des batteries et des éoliennes.

✓ Vrai

→ Ils sont essentiels pour les technologies de la transition énergétique.

8) Les États-Unis possèdent une base militaire au Groenland depuis la Seconde Guerre mondiale.

✓ Vrai

→ Les États-Unis sont présents militairement au Groenland depuis cette période.

9) La position du Groenland rend possible la présence de navires et de sous-marins russes.

✓ Vrai

→ Sa position stratégique en Arctique et dans l'Atlantique Nord en fait une zone clé.

10) Les pays européens soutiennent le Danemark face aux ambitions de Donald Trump.

✓ Vrai

→ Les pays européens ont exprimé leur soutien au Danemark et au Groenland.

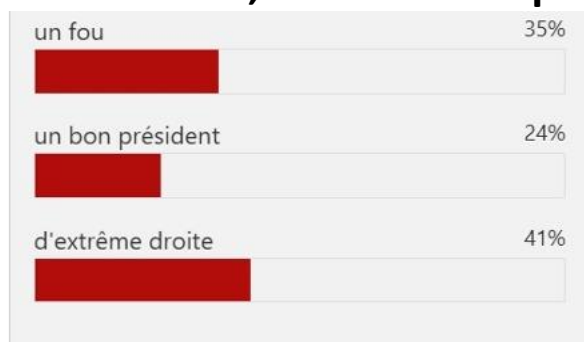
Sondage

Donald Trump fou ou d'extrême droite?

Il y a 965 caractères et 156 mots dans ce texte

Réponses : 362

« Selon vous, Donald Trump est avant tout... »



- 41 % : **d'extrême droite**
- 35 % : **un fou**
- 24 % : **un bon président**

Pour 41 % des personnes (4 personnes sur 10), Donald Trump est avant tout d'extrême droite. Il faut dire que les faits de violence de la police ICE ont fort marqué l'opinion et Donald Trump a soutenu les policiers ultraviolents. Il a aussi eu des propos racistes sur les immigrés qui vivent aux Etats-Unis.

Pour 31 % des personnes (3 personnes sur 10), Donald Trump est avant tout un fou. C'est donc une critique « psychologique » de Donald Trump. Il faut dire que certaines déclarations laissent penser que c'est le cas.

Enfin 24 % (1 personne 4) des personnes pensent que Donald Trump est avant tout un bon président. Ces personnes peuvent penser que Trump est « instable » voire « fou », mais elles retiennent autre chose de lui, sa « remise en ordre » du pays ? Le retour d'une grande Amérique ?

Avis

Donald Trump a souvent soutenu des idées dures contre les immigrés

Il y a 989 caractères et 191 mots dans ce texte

Je trouve que cet article est intéressant et utile parce qu'il explique avec beaucoup d'exemples pourquoi certaines personnes disent que Donald Trump a fait reculer les droits humains aux Etats-Unis.

J'ai surtout été marqué par la situation des immigrés et des enfants séparés de leurs parents. Je trouve cela triste et choquant.

Le texte montre aussi que les droits humains ne sont pas seulement un problème dans les dictatures ou dans les pays en guerre. J'ai aussi appris des choses sur la peine de mort aux Etats-Unis.

Je ne savais pas qu'il y en avait encore autant d.

J'aime bien qu'il y a des exemples précis.

Ça aide à comprendre.

J'aime bien la photo et l'explication du mot "Immigration ban". Ça aide à mieux comprendre le sujet.

Après avoir lu l'article, je pense que Donald Trump a souvent soutenu des idées dures contre les immigrés et qu'il n'a pas assez défendu certains droits humains.

Le texte donne envie de réfléchir à l'importance des droits humains pour tout le monde.



Médias et Extrême droite

Dans les médias, il y a des émissions populistes de droite et même très à droite. il y a aussi des émissions où les discours sont ouvertement des discours de violence, des discours d'extrême droite.

✓ Lire plus



Réalisation 5

Médias et extrême droite

- *Sommaire*
- *Articles*
- *Accompagnement pédagogique*

Sommaire



Bolloré s'infiltré en Belgique

Médias et Extrême droite > Articles
31 mars 2026 🗳️ Beyyah Yirik



Les médias peuvent changer l'opinion des gens

Médias et Extrême droite > Avis des lecteurs
22 février 2026 🗳️ Thierry Verhoeven



Liens "Médias et Extrême droite"

Médias et Extrême droite > Articles > Liens
16 février 2026 🗳️ Thierry Verhoeven

GPS du cahier



Parcourir le cahier "Médias et Extrême droite"

Médias et Extrême droite > Articles > Le GPS du cahier
13 février 2026 🗳️ Beyyah Yirik



Vidéo : c'est quoi l'extrême droite ?

Médias et Extrême droite > Articles
9 février 2026 🗳️ Beyyah Yirik



Des rafles pour les OQTF

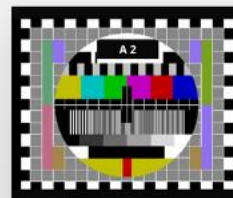
Médias et Extrême droite > Articles
6 février 2026 🗳️ Beyyah Yirik

Sondage



Donner la parole à l'extrême droite?

Médias et Extrême droite > Le cahier des cahiers > Sondage
3 février 2026 🗳️ Thierry Verhoeven



Média public, média privé, une différence ?

Médias et Extrême droite > Articles
3 février 2026 🗳️ Beyyah Yirik



L'extrême droite sur un plateau

Médias et Extrême droite > Articles
30 janvier 2026 🗳️ Beyyah Yirik



Médias: ne coupons pas le cordon!

📍 Médias et Extrême droite 🕒 9 janvier 2026
👤 Thierry Verhoeven

Exercices



Résister!

📍 Exercices > Le cahier des cahiers > Médias et Extrême droite > Articles
🕒 10 octobre 2025 👤 Beyyah Yirik

Infographie



Résister, un schéma

📍 Le cahier des cahiers > Infographies > Médias et Extrême droite > Articles
🕒 10 octobre 2025 👤 Beyyah Yirik



Toute l'extrême droite dans un post, ou presque

📍 Médias et Extrême droite > Articles
🕒 10 septembre 2025 👤 Beyyah Yirik



L'actualité selon Mélanie

📍 Médias et Extrême droite > Articles
🕒 14 juin 2025 👤 Beyyah Yirik

 Cahier du cahier : Médias et Extrême droite	
<p> GPS du cahier</p> <p>Parcourir le cahier "Médias et Extrême droite"</p>	<p> Infographie(s)</p> <p>Résister, un schéma</p>
<p> Lien(s)</p> <p>Liens "Médias et Extrême droite"</p>	<p> Exercice(s)</p> <p>Résister!</p>
<p> Sondage</p> <p>Donner la parole à l'extrême droite?</p>	<p> Avis des lecteurs</p> <p>Les médias peuvent changer l'opinion des gens</p>

Articles

Journal Essentiel

L'actualité selon Mélanie

Il y a 3656 caractères et 631 mots dans ce texte

Mélanie Akkari est une jeune humoriste et chroniqueuse de radio. Elle intervient le lundi matin sur la Première, une des radios de la RTBF. Elle fait des chroniques rigolotes basées sur l'actualité. Elle fait rire et elle dénonce aussi de manière très intelligente ce qui pour elle ne va pas dans la société.

Ce matin-là, le 12 mai 2025, elle nous parle de l'actualité et de ce qui fait les gros titres, elle commence :

« Ce matin j'ai décortiqué l'actualité pour voir ce qui nous occupe collectivement en tant que grande nation démocratique éclairée et sans surprise, toujours les mêmes têtes d'affiche l'immigration, les trans, les trans, les immigrés, les sans-papiers, le genre, les Arabes, l'immigration les trans, le chômage et les étrangers » (...)

Dans cette introduction, elle répète plusieurs fois parfois avec des variantes les mêmes choses : immigration, immigré, sans-papiers, étranger et les trans, le genre. Elle répète pour insister sur le fait que ce sont toujours les mêmes sujets qui reviennent en boucle dans l'actualité. On veut nous dire que ces deux sujets sont vraiment de gros problèmes de la société.

C'est quoi le problème?

Et donc elle poursuit sa chronique : *« 2 sujets qui monopolisent la majeure partie des débats, et pour cause, les sans-papiers c'est selon la VUB en 2023, tenez-vous bien, 0,95 % de la population. Et puis la communauté trans, surtout, un peu plus de 0,5 % en 2024, toujours de la population belge. Ce qui fait environ 1,5 %. C'est tout, c'est tout.*

Et c'est chiant, c'est chiant parce que moi ça m'arrangeait bien de les rendre responsables de tous mes problèmes : mon acné, mes problèmes de diction, mon anxiété sociale et tout... Mais 1,5%, je peux rien faire avec ça. »

Elle cite les chiffres : les sans-papiers, c'est 0,95% de la population belge et les personnes transsexuelles, c'est 0,5 % . Au total, ces deux catégories de personnes représentent 1,5% de la population de Belgique. Il y a en réalité 112 005 sans-papiers (estimation en 2023) et 58 950 personnes transsexuelles (en 2024) sur une la population de 11,79 millions. C'est peu. Mais certaines personnes préfèrent penser que tous leurs problèmes, c'est à cause des sans-papiers ou des chômeurs ou des transsexuels.

Et elle pose cette question :

« Alors pourquoi faire autant de bruit pour des chiffres si bas ? Eh, c'est pour faire diversion. Pour attirer l'attention sur des faux problèmes, pendant ce temps, on ne parle pas de choses qui sont, elles, réellement inquiétantes. »

Les droits, c'est pas comme une pizza!

Elle continue et elle cite quelques-unes des catastrophes qu'il y a dans le monde : aux Etats-Unis, l'emprisonnement d'innocents juste parce qu'ils sont étrangers; à Gaza, un génocide se passe sous nos yeux; en Belgique, on exclut du chômage, on coupe dans les budgets de l'éducation, des universités, des services publics,... Ce sont des vrais sujets sur lesquels on devrait réfléchir.

Et surtout elle termine comme ça :

« L'espace public c'est pas une pizza. C'est pas parce que certains ont des droits que vous en avez moins.(...) »

Cette chronique humoristique dit bien des vérités sur comment beaucoup de médias, parfois volontairement, parfois pas, mettent en avant des sujets qui font de l'audience, qui attirent tout de suite l'attention du public. C'est plus simple et plus facile que de parler de sujets plus graves et plus compliqués à expliquer.

La chronique est à écouter (et à voir) :

Sur Instagram (accessible à tous), cliquez [ici](#)

Sur Facebook (si vous avez un compte), cliquez [ici](#)

Toute l'extrême droite dans un post, ou presque

Il y a 4158 caractères et 759 mots dans ce texte

Sur les réseaux sociaux, on lit souvent des commentaires avec des idées d'extrême droite. En voici un, essayons de comprendre ce qu'il dit.

« Aidez NOS sans abris, NOTRE population et NOTRE économie en y ouvrant des commerces! On en a ras le bol d'aider les autres ! Qui nous aide nous au final ? On est taxé et pressé comme des citrons, pour qui? Pour quoi ? Pour les AUTRES ?! On voit bien aux abords des centres existants le vandalisme, vol, agressions, et pertes de valeurs immobilières! On en a MARRE ! STOP ! » Dans ces 4 lignes, on retrouve beaucoup d'idées d'extrême droite.

Nous et les autres

On oppose ici 2 catégories de personnes. Il y a « nous » d'un côté et « les autres » de l'autre côté. Nous, ce sont les Belges, les nationaux. Les autres, ce sont les étrangers.

L'extrême droite est pour une société divisée et inégalitaire. Pour l'extrême droite, certaines personnes ne devraient pas avoir les mêmes droits que les autres.

"NOS sans abris, NOTRE population et NOTRE économie"

On peut facilement imaginer que la personne qui écrit est belge. Les adjectifs possessifs « NOTRE », « NOS », supposent qu'on aide pas assez les Belges et qu'on aide plus les étrangers. Ce qui est faux. Les aides sont distribuées sans distinction.

« Aux abords des centres existants le vandalisme, vol, agressions »

On stigmatise les personnes étrangères. Cela veut dire que les étrangers sont des agresseurs, des voleurs et des vandales. Cette idée est typiquement d'extrême droite. Pour l'extrême droite, là où il y a de l'immigration, il y a de la délinquance, les étrangers sont des criminels et des profiteurs. On laisse entendre que les étrangers sont responsables de la criminalité, du chômage,... Bref, de tous les problèmes de la société. Dans ce commentaire, on retrouve des idées de l'extrême droite et la manière dont elle diffuse ses idées.

L'extrême droite joue sur la peur des gens. Elle s'adresse aux émotions et pas à la raison. Elle s'adresse aux « tripes » comme on dit. Elle le fait avec beaucoup de colère. On le voit dans le commentaire où certains mots sont en majuscules, comme si on criait. Elle parvient à toucher beaucoup de gens car son discours est très simple et fort. C'est sans nuance, c'est blanc ou noir. Ce sont des formules sans cesse répétées par les militants de l'extrême droite. Ces idées sont dangereuses, en voici quelques-unes.

Le nationalisme autoritaire et sécuritaire

L'extrême droite veut un pouvoir fort pour faire taire toutes les voix d'opposition. C'est un peu ce qui se passe aux Etats-Unis avec le gouvernement Trump.

Le racisme et la discrimination

Pour l'extrême droite, il faut donner priorité aux nationaux. Ce qui veut dire qu'un étranger sera moins bien traité qu'un « Belge » simplement parce qu'il est étranger. Et ce, même si les personnes étrangères travaillent et paient des impôts.

Des boucs émissaires

L'extrême droite désigne des boucs émissaires. C'est-à-dire qu'elle désigne souvent un "responsable" pour expliquer les problèmes (exemple : les immigrés). Cela simplifie la réalité. Son discours est simpliste.

Mais aussi...

L'extrême droite se présente comme un parti social qui aidera les plus pauvres pourtant souvent, l'extrême droite est libérale et soutient les patrons, les entreprises, l'économie libérale et pas forcément les droits des travailleurs.

L'extrême droite est pour des valeurs très conservatrices, les partis d'extrême droite sont le plus souvent contre le droit à l'avortement.

Les partis d'extrême droite montrent d'eux une image respectable et « propre », ils utilisent des mots moins chocs qu'avant mais le résultat est toujours le même : on fait peur aux gens, on attise leur colère et on leur fait croire que leurs problèmes, les crises sont à cause des étrangers, le racisme et la division de la société, c'est leur fond de commerce. Ce qui concrètement donne des commentaires comme celui de cet article ou d'autres pire encore.

Lire aussi [Les droits des femmes, le blablabla de Bardella](#)



· 2 j · Super fan

Aidez NOS sans abris, NOTRE population et NOTRE économie en y ouvrant des commerces ! On en a ras le bol d'aider les autres ! Qui nous aide nous au final ? On est taxé et pressé comme des citrons, pour qui ? Pour quoi ? Pour les AUTRES ? ! On vois bien aux abords des centres existants le vandalisme, vol, agressions, et pertes de valeurs immobilière ! On en a MARRE ! STOP !

Répondre  221



Résister!

Il y a 5708 caractères et 1046 mots dans ce texte

Résister, c'est un petit livre écrit par Salomé Saqué, une jeune journaliste française. Résister à quoi ? Résister à l'extrême droite. Dans son livre, elle met en garde contre l'extrême droite et elle donne quelques pistes pour lutter contre l'extrême droite.

Salomé Saqué a analysé la situation dans son pays, la France . Elle prend donc des exemples en France. En France, le parti d'extrême droite le plus connu est le Rassemblement national avec Marine Le Pen. En Flandre, il y a le Vlaams Belang, un parti qui est clairement d'extrême droite. En Wallonie, on n'a pas de grand parti d'extrême droite, mais les idées de l'extrême droite sont bien présentes.

C'est quoi l'extrême droite ?

Pour le dire vite, l'extrême droite est autoritaire, elle est donc contre la démocratie, les libertés, le droit de grève, les syndicats. Elle est nationaliste, elle est donc contre les étrangers. L'extrême droite est surtout raciste. L'extrême droite, ce sont aussi des mouvements qui ne sont pas des partis mais qui diffusent des idées d'extrême droite. Ces idées sont toutes un danger pour la démocratie, pour les institutions, pour la liberté de la presse. Elle est aussi contre les personnes qui ont une sexualité différente de l'hétérosexualité parce qu'elle est très conservatrice

Lire l'article [Toute l'extrême droite dans un post ou presque](#)

Comment l'extrême droite diffuse ses idées ?

La bataille des médias

Radio et télévision

En France, le milliardaire Vincent Bolloré possède des chaînes de télé (CNews) et de radio (Europe1). Il ne se cache pas, il déclare : « *Je me sers de mes médias pour mener mon combat civilisationnel* ». Ce qui veut dire que grâce à ses milliards, il a acheté des chaînes TV et radio pour diffuser les idées et les théories d'extrême droite et imposer ses sujets de débat.

Les réseaux sociaux

L'extrême droite est très présente sur les réseaux sociaux : Facebook, Instagram, X, ou Tik Tok. Les politiciens et les politiciennes d'extrême droite partagent et diffusent leurs propres informations et idées mais aussi parfois des fausses informations.

Il y a aussi des vidéos qui ne se disent pas clairement d'extrême droite mais qui diffusent, en réalité, des messages d'extrême droite. Patrick Boucheron, un historien dit que c'est une sorte de "fascisme cool". Par exemple, il y a des vidéos réalisées par des masculinistes. Les masculinistes sont contre le combat féministe car, selon eux, le féminisme leur fait perdre leur virilité. Ils veulent

aussi le retour de la femme au foyer. Ils se veulent très virils., ils donnent des conseils de « *life style* » , un style de vie à suivre, avec par exemple des conseils de séduction. Dans ces vidéos de "conseil", il y a une idéologie qui défend une supériorité masculine. Ces messages abaissent la femme De plus, les masculinistes sont souvent aussi racistes.

La stratégie de communication

Dans les médias comme sur les réseaux sociaux, la stratégie de l'extrême droite, c'est celle de Steve Bannon, un ancien bras droit de Trump : il faut « *inonder les médias de m...e* ». L'important, c'est de créer des polémiques, sans cesse, balancer des informations chocs, peu importe si elles sont vraies ou fausses, le but c'est d'occuper l'espace public pour choquer et faire "mousser". Pendant qu'on parle de ça on ne parle pas de vrais sujets de la société, on ne s'informe pas, on n'échange pas sur les faits, la connaissance. Plus personne ne sait plus ce qu'il faut croire.

La bataille du langage

L'extrême droite utilise des mots précis pour parler de ses idées. Elle invente des mots et des expressions-clés. Et petit à petit le vocabulaire de l'extrême droite est repris par des élus politiques ou par des médias qui ne sont pas forcément d'extrême droite. Ce sont des mots comme « *wokisme* », « *islamo-gauchisme* », *grand-remplacement* »... En diffusant son vocabulaire, l'extrême droite diffuse aussi son idéologie.

Comment lutter contre l'extrême droite ?

Salomé Saqué nous rappelle que dans l'histoire, les pires horreurs ont eu lieu parce que on a laissé faire, on n'a rien dit, souvent parce qu'on ne se sentait pas concerné. Alors que faut-il faire pour lutter contre l'extrême droite? Pour Salomé Saqué, il faut d'abord ne pas être neutre. Il faut avoir un avis sur ce qui se passe dans la société. Elle conseille de s'indigner, de vérifier les informations, de discuter, de se mobiliser,...

S'indigner, c'est sain

D'abord on s'indigne. L'**indignation** c'est le début du mouvement, de l'action. C'est un moteur pour se mettre en marche. L'indignation ce n'est pas une fin. Mais pour se mettre en mouvement, il faut être dérangé par quelque chose. Et il faut vérifier si ce qui nous indigne est vrai. Les informations qu'on lit, qu'on entend, qu'on voit...Elles ne sont pas toujours vraies.

Vérifier les infos, c'est essentiel

Avant de s'énerver, de faire exploser sa colère et de partager des informations, il faut donc les vérifier. Comment ? Vérifier qui donne l'information, rechercher la même information ailleurs, vérifier les sources,...

En discuter autour de soi, c'est porteur

Selon des études, les gens se fient plus facilement aux informations données par leurs proches. Elle conseille de partager les informations de qualité, de créer des espaces pour pouvoir discuter, échanger, argumenter.

Salomé Saqué

Résister

PAYOT

L'extrême droite est aux portes du pouvoir. Dans les urnes comme dans les esprits, ses thèmes, son narratif et son vocabulaire s'imposent. Il est encore temps d'inverser cette tendance, à condition de comprendre les rouages de cette progression et de réagir rapidement.

editions-payot.fr
prix : 5 €



Exercice, en ligne

<https://view.genially.com/68e633eaf3fa19a0b6b3a133>

Exercice Vrai/faux et son corrigé à télécharger

[RESISTER, exerciceTélécharger](#)

[RESISTER, CorrigéTélécharger](#)

Médias: ne coupons pas le cordon!

Il y a 3645 caractères et 624 mots dans ce texte

En Belgique francophone, les médias appliquent ce que l'on appelle un cordon sanitaire médiatique. Cela veut dire qu'ils ne diffusent pas en direct les propos contraires aux droits humains, racistes ou discriminatoires. Le cordon sanitaire médiatique est une exception dans le monde des médias. A quoi sert-il ?

Un cordon sanitaire sert à protéger une population d'un danger, par exemple d'une maladie. Il y a le cordon sanitaire politique. C'est quand les partis politiques refusent de s'allier avec des partis d'extrême droite. Il y a aussi, en Belgique francophone, le cordon sanitaire médiatique. Cela veut dire qu'ils ne diffusent pas en direct des propos racistes, discriminatoires, antidémocratiques ou contraires aux droits humains. Cette règle concerne surtout l'extrême droite, mais pas seulement. Elle concerne des personnes et des mouvements belges et étrangers.

Les origines

En 1991, un parti d'extrême droite flamand, le Vlaams Blok, gagne beaucoup de voix aux élections. Les médias sont sous le choc. Les journalistes et la direction de la RTBF lancent alors le cordon sanitaire médiatique. Cela veut dire que la RTBF ne diffuse pas en direct des propos antidémocratiques, discriminatoires, racistes ou contraires aux droits humains. Cette règle concerne surtout l'extrême droite, mais pas seulement. Cette règle concerne des personnes et des mouvements belges, mais aussi étrangers. Les télévisions, journaux et magazines francophones de Belgique appliquent, eux aussi, le cordon sanitaire médiatique.

Informations expliquées

Les dirigeants d'extrême droite belges ou étrangers ne sont jamais invités en direct sur une chaîne de télé francophone comme RTBF, RTL ou LN24. C'est aussi le cas dans la presse écrite. Les dirigeants du parti d'extrême droite flamand, Vlaams Belang, ne sont jamais interviewés directement. Les journalistes rapportent ce qu'ils disent. Ils donnent les informations, mais elles sont expliquées, mises dans leur contexte. Et le cordon vaut pour tous les dirigeants belges et étrangers, même pour Donald Trump.

Trump aussi...

On est le 20 janvier 2024, Donald Trump devient officiellement président des Etats-Unis. Il fait un discours. La RTBF a diffusé le discours de Trump, mais avec un décalage de 2 minutes. Pourquoi ? Donald Trump a déjà tenu des propos antidémocratiques. S'il avait dit ce genre de choses dans son discours, les journalistes de la RTBF se laissaient 2 minutes pour expliquer et contextualiser les propos de Trump. Pour certains c'est de la censure.

Une censure ?

La censure serait de ne pas donner l'information au public. Avec le cordon sanitaire médiatique, on donne l'information au public et on l'explique. Un journaliste doit expliquer l'information. Il doit dire d'où elle vient et ce qu'elle veut dire. C'est une responsabilité morale et sociale du journaliste. C'est son rôle en démocratie.

Questions ?

Evidemment, le cordon sanitaire médiatique n'est pas un remède miracle pour empêcher la montée de l'extrême droite et des propos antidémocratiques. Sur les chaînes de télévision françaises, par exemple, les dirigeants d'extrême droite Jordan Bardella et Marine Le Pen sont souvent invités. Et puis, la télé, la radio et la presse écrite ne sont plus les seules sources d'information. Il y a les réseaux sociaux. Il y a tous les messages antidémocratiques sur X, Facebook, Instagram, Tik Tok. Le cordon sanitaire reste quand même un moyen de lutter contre les discours antidémocratiques. Donc, autant ne pas couper ce cordon.

À lire aussi un article de 2019 [Extrême droite, couper le cordon sanitaire?](#)

L'extrême droite sur un plateau

Il y a 4375 caractères et 794 mots dans ce texte

La chaîne CNews et la radio Europe1 appartiennent à Vincent Bolloré. Vincent Bolloré est un homme d'affaires, politiquement très à droite. Il ne se cache pas : pour lui, avoir des médias, ça fait gagner de l'argent. Ça peut aussi servir à diffuser et défendre ses idées de droite et même d'extrême droite.

Qui est Vincent Bolloré ?

Vincent Bolloré est un homme d'affaires. Sa famille a fait fortune dans les papiers à cigarettes de marque OCB. Au fil du temps, la famille s'est lancée dans d'autres affaires et est devenue de plus en plus riche. Vincent Bolloré est un conservateur. Il est catholique, il est pour des valeurs traditionnelles de la famille et de la société : famille, honneur, patrie. Il est proche des partis d'extrême droite, le Rassemblement National et surtout Reconquête, le parti d'Eric Zemmour, encore plus à droite.

« Qui contrôle les médias, contrôle l'opinion »

C'est exactement le projet du grand patron Vincent Bolloré qui dit : « *Je me sers de mes médias pour mon combat civilisationnel* »

Aujourd'hui, le groupe Bolloré c'est devenu un empire médiatique. Le groupe possède des chaînes de télévision, des radios, des maisons d'édition de livres et des magazines. Et cet empire est au service de ses idées. Ce sont des idées d'extrême droite.

CNews est une chaîne d'information en continu. La chaîne parle toujours des mêmes sujets : l'insécurité, l'immigration et l'islam. Et bien sûr pour les journalistes et les invités, les 3 sujets sont liés. D'ailleurs, ceux qui disent le contraire ne sont plus invités. La chaîne est accusée de faire la publicité des partis d'extrême droite français. Les invités sont souvent les mêmes : des personnalités politiques de l'extrême droite comme les élus ou représentants du Rassemblement National, Eric Zemmour, du parti Reconquête...

Pour faire court, à CNews...

On aime les traditions, la sécurité, l'autorité, le mariage hétérosexuel, les Français "de souche", la police, la religion catholique... On n'aime pas les immigrés, les étrangers, l'islam, les homosexuels, les transgenres, les « wokes », la gauche, l'ouverture d'esprit et ce qui est différent en général.

Comment ça fonctionne ?

La star de la chaîne est un journaliste qui s'appelle Pascal Praud. Il anime une émission tous les matins. Les thèmes discutés sont toujours les mêmes : les immigrés, la délinquance, l'islam. Autour

de la table, des gens qui partagent des idées de droite. Ils visent les émotions des téléspectateurs, ils leur font peur. Ils veulent influencer les opinions et servir le projet politique du patron Vincent Bolloré.

La machine fonctionne bien. On l'a dit, Bolloré possède plusieurs sortes de médias : télé, radio, presse écrite, etc. Comment ça marche ? Par exemple, les journalistes et animateurs lancent un débat à la télévision sur Cnews. La même question est reprise à la radio Europe1 et puis aussi dans la presse écrite de son groupe. Et ça tourne en boucle. Les autres chaînes "classiques" de télé ou radio reprennent les sujets et en font des débats aussi. A force d'entendre les mêmes sujets un peu partout, on a l'impression finalement que c'est un vrai problème. Alors que ce n'est pas toujours le cas.

Pour CNews, peu importe si l'information est vraie ou fausse. Ils lancent une polémique et ils la font mousser comme du savon. Par exemple, pour eux immigration et délinquance sont liés. Pourtant, aucune étude ne prouve qu'il y a un lien entre l'immigration et la délinquance.

Des dérapages

Il arrive souvent que les invités « dérapent ». Ils tiennent des propos racistes, xénophobes ou sexistes. Et les journalistes ne les corrigent pas. Les journalistes eux-mêmes donnent parfois des fausses informations ou des informations qui n'ont pas été vérifiées. Ce n'est pas légal mais une fois que le sujet est lancé, c'est parfois trop tard, surtout avec les réseaux sociaux...

La chaîne a déjà été condamnée plusieurs fois pour incitation à la haine et à la violence. Mais ils continuent. Le grand patron poursuit son projet politique. Jusqu'où ?

Lire l'article [Toute l'extrême droite dans un post, ou presque](#)

*"Un mensonge peut faire le tour de la terre,
le temps que la vérité mette ses chaussures"*

Mark Twain

Média public, média privé, une différence ?

Il y a 5507 caractères et 959 mots dans ce texte

Comme en Belgique, il y a, en France, des médias publics et des médias privés. Les médias publics sont subventionnés par l'Etat et donc par les impôts. Les médias privés appartiennent à des hommes d'affaires millionnaires et parfois même milliardaires. Dans cet article, L'Essentiel prend les exemples dans les médias français car en Belgique, on regarde aussi beaucoup les chaînes de télévision françaises.

Les médias du service public

Le service public, ce sont les chaînes de télévisions et de radio qui fonctionnent avec l'argent public. En France, c'est France Télévisions (France2, France3, France4, etc...) et le groupe Radio France (France Inter, France Culture, France Info). Les services d'information doivent respecter des règles précises comme la « pluralité ». La pluralité, c'est le fait de « parler à tout le monde ». Ils sont obligés de donner la parole à toutes les opinions politiques. C'est pour ça que dans les émissions, les journalistes sont obligés d'inviter des partis politiques de gauche et des partis politiques de droite.

Lire l'article La gauche et la droite

Les médias publics ont des publicités comme les médias privés. Elles peuvent donc recevoir de l'argent des marques qui font la publicité. Mais elles doivent avant tout rendre un service à la population.

Les médias privés

Les médias privés appartiennent à des personnes privées, des hommes d'affaires en général, millionnaires ou milliardaires. C'est le cas du groupe TF1, du groupe M6 mais aussi du groupe Canal+. Le groupe Canal+ appartient à Vincent Bolloré. Il est milliardaire et il possède des chaînes de télévision, des radios, des magazines, des journaux, des maisons d'édition, etc.

Les médias privés cherchent à faire des bénéfices et parfois à diffuser des idées politiques. C'est le cas de Vincent Bolloré, qui a des idées très à droite, et sa chaîne télé CNews...ou sa radio Europe 1. Ce n'est pas autorisé par la loi.

Lire l'article [L'extrême droite sur un plateau](#)

A la télé et à la radio

Les médias privés signent un contrat avec l'ARCOM¹ pour être diffusés. Le contrat pose des règles à respecter. Ce sont les mêmes règles que pour le service public. Les médias doivent respecter le pluralisme. C'est-à-dire qu'ils doivent inviter et donner la parole à des personnes qui ont des idées différentes sur la politique, l'économie, la société. Ils doivent diffuser des informations vérifiées et respecter les règles liées au journalisme. Ils doivent aussi respecter les lois comme les lois contre le racisme, la [discrimination](#), le [sexisme](#), etc. Si les journalistes ou les animateurs ne respectent pas les règles, les chaînes sont sanctionnées.

Et la démocratie, alors ?

On peut penser que, dans une démocratie, la liberté d'expression n'a aucune limite. C'est faux, certaines lois et certaines règles passent avant cette liberté. Ce sont des règles générales de respect et de responsabilité qu'il faut respecter quand on dirige un média. C'est essentiel pour bien vivre ensemble et aussi pour ne pas encourager la violence ou la haine.

Qui fait respecter les lois et les règles ?

En France, l'ARCOM c'est le « gendarme » de l'audio-visuel. C'est l'ARCOM qui autorise une chaîne à diffuser ses programmes à condition de respecter les règles. L'ARCOM surveille les programmes, elle reçoit et juge les plaintes déposées contre les médias.

Il y a 2 ans, l'ARCOM a fait fermer la chaîne C8, où il y avait l'émission « *Touche pas à mon poste* ». L'émission était animée par Cyril Hanouna et les dernières années, la chaîne et lui ont été condamnés plusieurs fois pour propos injurieux (des insultes), racisme, sexisme,... Et comme ça ne changeait pas, l'ARCOM a décidé de ne pas renouveler le contrat de C8.

1. ARCOM : Autorité de régulation (contrôle) de la communication audiovisuelle et [numérique](#) ↔

En bref...

▣ Les médias en France

2 types de médias

→ Médias publics

→ Médias privés

▣ Médias publics (service public)

➤ Financement

- Argent de l'État (impôts) + la publicité

➤ Exemples

- France Télévisions (France 2, 3, 4...)
- Radio France (France Inter, France Culture, France Info)

► Obligations

- Rendre service à la population
- Respecter la **pluralité** (= donner la parole à toutes les opinions politiques)
- Inviter gauche ET droite
- Diffuser des informations vérifiées

□ Médias privés

► Propriétaires

- Hommes d'affaires riches (millionnaires / milliardaires)
Exemples :
- TF1, M6, Canal+(appartient à Vincent Bolloré)

► Objectifs

- Faire des bénéfices
- Parfois diffuser des idées politiques (interdit par la loi)

► Exemples de dérives

- CNews / Europe 1 (liés à Bolloré, idées très à droite)

□ Règles pour tous les médias (publics ET privés)

Ils doivent :

- Signer un contrat avec l'**ARCOM**
- Respecter le **pluralisme** : donner la parole à des opinions différentes
- Vérifier les informations
- Respecter les lois (racisme, discrimination, sexisme...)

→ Sinon : sanctions

□ Médias et démocratie

- La liberté d'expression n'est PAS totale
- Elle est limitée par :
 - le respect, la responsabilité, les lois
 - Pour éviter la haine et la violence

□ L'ARCOM

► Rôle

- Autorise les chaînes
- Surveille les programmes
- Reçoit les plaintes
- Sanctionne si nécessaire

► Exemple

- Fermeture de C8 après propos injurieux, racistes et sexistes répétés

Des rafles pour les OQTF

Il y a 4326 caractères et 788 mots dans ce texte

Sur les plateaux de CNews, on ne s'embête pas avec la morale ou même la loi. Le 24 janvier 2026, Arno Klarsfeld, ancien avocat était invité pour commenter l'actualité. Pendant le débat, il a appelé à créer une police de l'immigration sur le modèle de l'ICE de Trump. Il propose que cette police organise des rafles pour arrêter les personnes qui sont encore sur le territoire français alors qu'elles ont reçu un ordre de quitter le territoire.

On est sur Cnews, la chaîne de Vincent Bolloré. Les faits : à Nice, en France, une dame âgée a été violée et un homme tunisien sous OQTF a été arrêté. Il n'a pas encore été jugé. Mais sur la chaîne, il est déjà condamné. Sur cette chaîne on donne beaucoup la parole à l'extrême droite. Et on parle beaucoup d'islam, d'immigration, d'étrangers comme la cause de tous les problèmes de la France. Lire l'article [L'extrême droite s'invite sur un plateau](#)

OQTF, un statut, pas une personne

"C'est compliqué de se débarrasser de tous les asociaux qui sont OQTF"

Un OQTF est un ordre de quitter le territoire. C'est un document que l'Etat français délivre à une personne étrangère qui n'a pas obtenu de carte de séjour. Arno Klarsfeld traite ces gens d'asociaux. Toutes les personnes sous OQTF ne sont pas des asociaux ou des criminels. Arno Klarsfeld met tout le monde dans le même sac et il les stigmatise.

Extrait de la page Facebook de Clément Viktorovitch

Les rafles du Vel d'Hiv

"Il faut organiser ... des sortes de grandes rafles un peu partout"

Arno Klarsfeld propose que la France crée une police sur le modèle de l'ICE aux Etats-Unis et que cette police organise des grandes rafles pour *attraper le plus grand nombre d'étrangers en situation irrégulière*. Arno Klarsfeld est un descendant de Français juifs victimes des nazis. Arno Klarsfeld utilise le mot « rafles », il sait de quoi il parle. Une rafle c'est une descente de police ou de milice pour arrêter en masse des personnes et par surprise. Le mot « rafles » rappelle un épisode noir de l'histoire de France.

Les 16 et 17 juillet 1942, la police française a arrêté des milliers de juifs surtout des femmes et des enfants. La police les a « parqués » dans le vélodrome d'Hiver à Paris, c'est pour ça que cet événement est connu sous le nom de rafle du Vel d'Hiv. Les personnes arrêtées ont été détenues pendant 5 jours presque sans eau, sans nourriture, sans pouvoir se laver et sans wc. Elles ont ensuite été envoyées par train au camp d'extermination d'Auschwitz. Seulement quelques centaines d'entre elles ont survécu.

Une ICE française

"Regardez ce que fait Trump, il envoie des forces de l'ordre qui sont dures et qui commettent parfois des erreurs" Il ajoute « ...en essayant d'attraper le plus d'étrangers en situation irrégulière, on commet aussi des injustices...» Injustice, erreurs ?? Arno Klarsfeld dit en quelque sorte: "On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs".

L'ICE, la police américaine de l'immigration est ultraviolente. Elle a assassiné des innocents. Arno Klarsfeld défend les crimes de l'ICE. Pour lui, ce sont seulement des injustices inévitables, des erreurs, on ne peut pas faire autrement. Arno Klarsfeld propose de faire la même chose en France. Arno Klarsfeld s'est justifié en disant que ce n'était pas la même chose que les rafles de juifs en 1942. Pourtant, la définition du dictionnaire de rafle est « arrestation massive de personnes à l'improviste par la police ». Arno Klarsfeld est au Conseil d'Etat. C'est la plus haute justice en France. Les autorités du Conseil d'Etat ont décidé de créer une commission pour sanctionner Arno Klarsfeld. Des personnalités ont porté plainte pour "incitation à la discrimination, à la haine et à la violence et apologie du crime."

Lire [L'ICE, le bras armé de trump](#)

Des parents chasseurs de nazis

Arno Klarsfeld est le fils de Beate et Serge Klarsfeld. Le père de Serge Klarsfeld, Arno Klarsfeld a été arrêté et déporté par la gestapo. Il est mort à Auschwitz. Après la guerre, Serge et sa femme Beate Klarsfeld sont devenus des "chasseurs de nazis". Ils ont traqué partout dans le monde les nazis en fuite pour qu'ils soient jugés. Ils en ont retrouvé certains. Lors des procès, Arno Klarsfeld, le fils du couple a été un des avocats de la partie civile

Vidéo : c'est quoi l'extrême droite ?

Il y a 1571 caractères et 283 mots dans ce texte

C'est quoi l'extrême droite ? L'Essentiel a choisi de répondre à cette question avec une courte vidéo. Dans cette vidéo, la journaliste explique les tendances politiques en général. Elle explique ensuite les 4 critères qui font qu'on peut dire qu'un parti ou un mouvement est d'extrême droite.

Plan de la vidéo

- Introduction
- La gauche, la droite, le centre
- Pourquoi parler de l'extrême droite ?
- Les 4 critères qui font l'extrême droite
- Conclusion

Cliquer sur la vidéo pour la regarder.

https://youtu.be/L8A-_xhhsr0?si=4fPI2c9xT_7AHl86

Vidéo réalisée par *Les As de l'info*

Télécharger la transcription

[Texte de la vidéo - Qu'est-ce que l'extrême droite ?Télécharge](#)

Les 4 critères pour reconnaître l'extrême droite

Comme la journaliste le dit dans la vidéo, pour dire que c'est de l'extrême droite, il faut que les 4 conditions soient réunies.

Les partis d'extrême droite veulent que les gens d'un pays aient les mêmes racines, la même culture et les mêmes traditions. Ils excluent les personnes étrangères. Les partis d'extrême droite sont racistes et xénophobes.

Les partis d'extrême droite n'acceptent qu'un seul modèle de famille. C'est un couple hétérosexuel: un homme et une femme qui ont des enfants ensemble.

Les partis d'extrême droite s'opposent en général aux droits des femmes (avortement) et toujours aux droits des minorités comme les immigrés, les LGBTQ (mariage homosexuel, par ex.)

Les partis d'extrême droite veulent un pouvoir central tout puissant et un contrôle de la presse et des médias.

Bolloré s'infiltrer en Belgique

Il y a 2652 caractères et 487 mots dans ce texte

Vincent Bolloré est l'homme d'affaires milliardaire qui possède CNews, d'autres médias et des maisons d'édition. Les médias lui servent à réaliser son projet idéologique d'extrême droite. Alors, quand ses « hommes » arrivent au conseil d'administration d'un média belge francophone, 21 News. C'est inquiétant pour le cordon sanitaire.

21News

21News est un média d'information en ligne. Il a été fondé en juillet 2024 par un conseiller communal du Mouvement Réformateur, Etienne Dujardin, proche de Georges-Louis Bouchez, le président du parti. Le média se dit de centre droit, mais c'est aussi une tribune pour le MR. Et certains de ses contenus sont tout de même très à droite. Un an seulement après sa création, en août 2025, les Français de Bolloré entrent dans la danse.

Bolloré et les autres

Au mois d'août 2025, le groupe Bolloré entre dans le capital du média 21News. Ils mettent de l'argent dans le média. Des proches de Vincent Bolloré siègent au conseil d'administration. Il y a, par exemple, Louis Sarkozy. Il est le fils de l'ancien président Nicolas Sarkozy qui vient d'être condamné pour fraudes financières. Louis Sarkozy devient l'interviewer principal, il anime un podcast sur la chaîne. Il reçoit des personnalités de droite, des élus du MR et Georges Louis Bouchez, le président du parti. Il reçoit aussi des personnalités d'extrême droite comme Javier Milei, le président de l'Argentine. Dans ses meetings, Milei agitait une tronçonneuse.

Lire l'article [L'extrême droite sur un plateau](#)

Le cordon en danger

On sait que Bolloré rachète des médias dans l'unique but de diffuser ses idées d'extrême droite. Et c'est dangereux car, il y a le risque que les idées d'extrême droite se banalisent et que les propos racistes deviennent presque normaux, alors que le racisme et la discrimination sont des délits. Dans la plupart des pays européens, les partis d'extrême droite font des scores importants aux élections. En Wallonie, les partis d'extrême droite font à peine 3%. C'est sans doute en grande partie grâce à ce cordon sanitaire. En Wallonie, les médias et les politiques appliquent le cordon sanitaire. C'est un principe qui veut qu'on ne donne pas la parole en direct à des personnes ou des partis d'extrême droite. En Flandre par exemple, il n'y a pas de cordon sanitaire. Le parti d'extrême droite, le Vlaams Belang fait de gros scores aux élections. Un des rares politiciens qui ne respecte pas le cordon sanitaire est Georges Louis Bouchez. Il va volontiers à la TV flamande débattre avec des élus du Vlaams Belang.

Lire l'article [Médias, ne coupons pas le cordon](#)

Accompagnement pédagogique

GPS Parcourir le cahier “Médias et Extrême droite”

Il y a 3595 caractères et 668 mots dans ce texte

L'extrême droite prend de plus en plus de place dans le monde politique. En Belgique francophone, nous sommes épargnés mais chez nos voisins français, ce n'est pas rare de voir les candidats ou les élus des partis d'extrême droite sur les chaînes de télévision. Il y a même une chaîne qui a pour projet de faire la promotion de ces partis. Et c'est dangereux pour la démocratie.

Comprendre ce qu'est l'extrême droite, une vidéo

L'extrême droite, c'est quoi au juste ? *L'Essentiel* a choisi de l'expliquer avec une vidéo courte et facile à comprendre : [Vidéo : C'est quoi l'extrême droite ?](#) et aussi à travers un commentaire qu'on peut lire tous les jours sur les réseaux sociaux [Toute l'extrême droite dans un post, ou presque](#)

L'extrême droite dans les médias, des médias d'extrême droite

Média public, média privé...

Quand on regarde la télévision, on regarde des chaînes publiques et des chaînes privées. Les médias publics sont subventionnés par l'Etat et donc par les impôts. Les médias privés appartiennent à des hommes d'affaires millionnaires et parfois même milliardaires. Dans cet article, *L'Essentiel* prend les exemples dans les médias français car en Belgique, on regarde aussi beaucoup les chaînes de télévision françaises.

L'actualité selon Mélanie

Mélanie Akkari est une jeune humoriste et chroniqueuse de radio. Elle intervient le lundi matin sur la Première, une des radios de la RTBF. Elle fait rire et elle dénonce aussi de manière très intelligente ce qui pour elle ne va pas dans la société. Dans cette chronique, elle dénonce la manière de traiter certains médias d'information.

L'extrême droite s'invite sur un plateau

La chaîne CNews et la radio Europe1 appartiennent à Vincent Bolloré. Vincent Bolloré est un homme d'affaires, politiquement très à droite. Il ne se cache pas : pour lui, avoir des médias, ça fait gagner de l'argent. Ça peut aussi servir à diffuser et défendre ses idées de droite et même d'extrême droite.

Des rafles contre les OQTF

L'intervention d'Arno Klarsfeld sur le plateau de Cnews donne un exemple des idées diffusées sur la chaîne. Arno Klarsfeld appelle à créer une police de l'immigration sur le modèle de l'ICE de Trump. Il propose que cette police organise des rafles pour arrêter les personnes qui sont encore

sur le territoire français alors qu'elles ont reçu un ordre de quitter le territoire. Il appelle à une chasse à l'homme en fait.

Que faire contre l'extrême droite ?

Médias, ne coupons pas le cordon, l'exception belge francophone

En Belgique francophone, les médias appliquent ce que l'on appelle un cordon sanitaire médiatique. Cela veut dire qu'ils ne diffusent pas en direct les propos contraires aux droits humains, racistes ou [discriminatoires](#). Le cordon sanitaire médiatique est une exception dans le monde des médias.

L'extrême droite est dangereuse pour les démocraties, alors comment lutter contre elle? Un petit livre est paru en 2024, il s'appelle « Résister » tout simplement.

Résister, un livre

Résister, c'est un petit livre écrit par Salomé Saqué, une jeune journaliste française. Dans son livre, elle met en garde contre l'extrême droite et elle donne quelques pistes pour lutter contre l'extrême droite.

Cet article est suivi d'un exercice en ligne et sa version à télécharger.

Résister, une infographie

A partir du livre de Salomé Saqué « Résister », *L'Essentiel* a réalisé un résumé des conseils essentiels donnés par l'auteur. Le résumé est sous forme de schéma pour simplifier encore un peu les idées du livre.

Infographie

Résister, un schéma

Il y a 273 caractères et 49 mots dans ce texte

Comment se battre contre les idées d'extrême droite ? Le schéma ci-dessous présente quelques réponses inspirées du livre de Salomé Saqué, *Résister*.

<https://view.genially.com/68e645084508ef0aaca72ace>



Télécharger le schéma :

[Résister, un schéma](#) Télécharger

Liens “Médias et Extrême droite”

Il y a 984 caractères et 166 mots dans ce texte

Organisme indépendant: le CSA

Le conseil supérieur de l'audiovisuel de la Fédération Wallonie-Bruxelles de Belgique

Pour contrôler que les télévisions, radios, journaux et magazines respectent bien la loi, [le CSA](#), langage plus institutionnel bien sûr, mais publications intéressantes.

Page Facebook de Bernard Hennebert,

Infatigable journaliste, militant pour une démocratie dans la culture et dans les médias. Il est aussi grand spécialiste de la chanson française, sa page Facebook: [Bernard Hennebert](#)

Observatoire des médias: Acrimed

Site français Action-Critique-Médias, [ACRIMED](#) en abrégé: analyse remarquable, un peu difficile d'accès

Pour en savoir plus

"Complément d'enquête" une émission de France 2 est en libre accès sur You Tube : [Des infos ou désinfos ? La méthode CNews](#)

Le site "Toute L'Europe" fait le point sur les pays européens qui ont un gouvernement d'extrême droite et ceux qui travaillent étroitement avec les partis d'extrême. A lire [ici](#)

Exercices

Résister!

Il y a 5708 caractères et 1046 mots dans ce texte

Résister, c'est un petit livre écrit par Salomé Saqué, une jeune journaliste française. Résister à quoi ? Résister à l'extrême droite. Dans son livre, elle met en garde contre l'extrême droite et elle donne quelques pistes pour lutter contre l'extrême droite.

Salomé Saqué a analysé la situation dans son pays, la France . Elle prend donc des exemples en France. En France, le parti d'extrême droite le plus connu est le Rassemblement national avec Marine Le Pen. En Flandre, il y a le Vlaams Belang, un parti qui est clairement d'extrême droite. En Wallonie, on n'a pas de grand parti d'extrême droite, mais les idées de l'extrême droite sont bien présentes.

C'est quoi l'extrême droite ?

Pour le dire vite, l'extrême droite est autoritaire, elle est donc contre la démocratie, les libertés, le droit de grève, les syndicats. Elle est nationaliste, elle est donc contre les étrangers. L'extrême droite est surtout raciste. L'extrême droite, ce sont aussi des mouvements qui ne sont pas des partis mais qui diffusent des idées d'extrême droite. Ces idées sont toutes un danger pour la démocratie, pour les institutions, pour la liberté de la presse. Elle est aussi contre les personnes qui ont une sexualité différente de l'hétérosexualité parce qu'elle est très conservatrice

Lire l'article [Toute l'extrême droite dans un post ou presque](#)

Comment l'extrême droite diffuse ses idées ?

La bataille des médias

• Radio et télévision

En France, le milliardaire Vincent Bolloré possède des chaînes de télé (CNews) et de radio (Europe1). Il ne se cache pas, il déclare : « *Je me sers de mes médias pour mener mon combat civilisationnel* ». Ce qui veut dire que grâce à ses milliards, il a acheté des chaînes TV et radio pour diffuser les idées et les théories d'extrême droite et imposer ses sujets de débat.

• Les réseaux sociaux

L'extrême droite est très présente sur les réseaux sociaux : Facebook, Instagram, X, ou Tik Tok. Les politiciens et les politiciennes d'extrême droite partagent et diffusent leurs propres informations et idées mais aussi parfois des fausses informations.

Il y a aussi des vidéos qui ne se disent pas clairement d'extrême droite mais qui diffusent, en réalité, des messages d'extrême droite. Patrick Boucheron, un historien dit que c'est une sorte de "fascisme cool". Par exemple, il y a des vidéos réalisées par des masculinistes. Les masculinistes sont contre le combat féministe car, selon eux, le féminisme leur fait perdre leur virilité. Ils veulent aussi le retour de la femme au foyer. Ils se veulent très virils., ils donnent des conseils de « *life style* », un style de vie à suivre, avec par exemple des conseils de séduction. Dans ces vidéos de "conseil", il y a une idéologie qui défend une supériorité masculine. Ces messages abaissent la femme. De plus, les masculinistes sont souvent aussi racistes.

La stratégie de communication

Dans les médias comme sur les réseaux sociaux, la stratégie de l'extrême droite, c'est celle de Steve Bannon, un ancien bras droit de Trump : il faut « *inonder les médias de m...e* ». L'important, c'est de créer des polémiques, sans cesse, balancer des informations chocs, peu importe si elles sont vraies ou fausses, le but c'est d'occuper l'espace public pour choquer et faire "mousser". Pendant qu'on parle de ça on ne parle pas de vrais sujets de la société, on ne s'informe pas, on n'échange pas sur les faits, la connaissance. Plus personne ne sait plus ce qu'il faut croire.

La bataille du langage

L'extrême droite utilise des mots précis pour parler de ses idées. Elle invente des mots et des expressions-clés. Et petit à petit le vocabulaire de l'extrême droite est repris par des élus politiques ou par des médias qui ne sont pas forcément d'extrême droite. Ce sont des mots comme « *wokisme* », « *islamo-gauchisme* », « *grand-remplacement* »... En diffusant son vocabulaire, l'extrême droite diffuse aussi son idéologie.

Comment lutter contre l'extrême droite ?

Salomé Saqué nous rappelle que dans l'histoire, les pires horreurs ont eu lieu parce que on a laissé faire, on n'a rien dit, souvent parce qu'on ne se sentait pas concerné. Alors que faut-il faire pour lutter contre l'extrême droite? Pour Salomé Saqué, il faut d'abord ne pas être neutre. Il faut avoir un avis sur ce qui se passe dans la société. Elle conseille de s'indigner, de vérifier les informations, de discuter, de se mobiliser,...

S'indigner, c'est sain

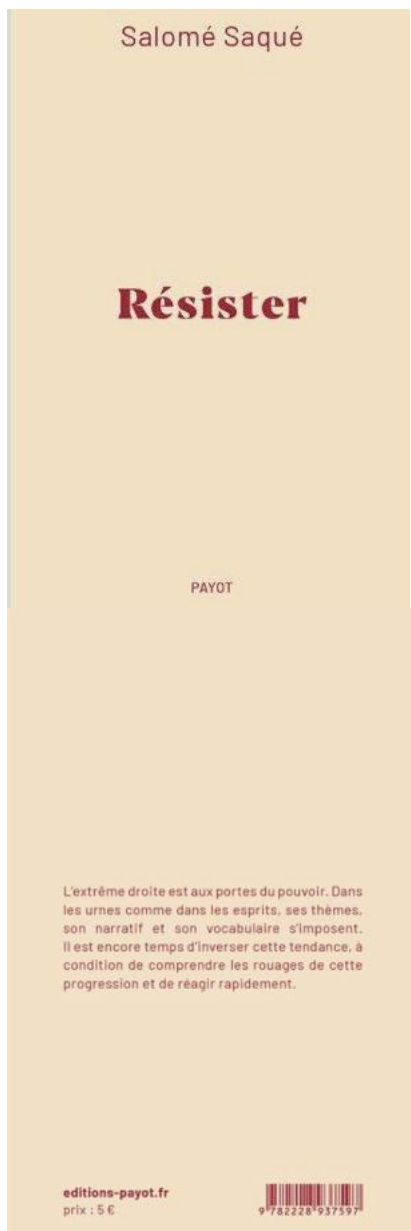
D'abord on s'indigne. L'**indignation** c'est le début du mouvement, de l'action. C'est un moteur pour se mettre en marche. L'indignation ce n'est pas une fin. Mais pour se mettre en mouvement, il faut être dérangé par quelque chose. Et il faut vérifier si ce qui nous indigne est vrai. Les informations qu'on lit, qu'on entend, qu'on voit...Elles ne sont pas toujours vraies.

Vérifier les infos, c'est essentiel

Avant de s'énerver, de faire exploser sa colère et de partager des informations, il faut donc les vérifier. Comment ? Vérifier qui donne l'information, rechercher la même information ailleurs, vérifier les sources,...

En discuter autour de soi, c'est porteur

Selon des études, les gens se fient plus facilement aux informations données par leurs proches. Elle conseille de partager les informations de qualité, de créer des espaces pour pouvoir discuter, échanger, argumenter.



Exercice, en ligne

<https://view.genially.com/68e633eaf3fa19a0b6b3a133>

Exercice Vrai/faux et son corrigé à télécharger

[RESISTER, exerciceTélécharger](#)

[RESISTER, CorrigéTélécharger](#)

RESISTER, de Salomé Saqué

Exercice : Vrai ou Faux ?

1. L'extrême droite est un parti politique.
 VRAI
 FAUX
2. Le Rassemblement National est un exemple de partis d'extrême droite en France.
 VRAI
 FAUX
3. Selon Salomé Saqué, l'extrême droite est un danger pour la démocratie et les minorités.
 VRAI
 FAUX
4. Vincent Bolloré utilise ses médias pour défendre et diffuser ses idées.
 VRAI
 FAUX
5. L'extrême droite n'est pas présente sur les réseaux sociaux.
 VRAI
 FAUX
6. Les masculinistes diffusent des messages en faveur de l'égalité homme-femme.
 VRAI
 FAUX
7. Les mots « wokisme », « islamo-gauchisme » ou « grand remplacement » sont aujourd'hui utilisés dans les médias.
 VRAI
 FAUX
8. Pour résister, il faut d'abord être indigné.
 VRAI
 FAUX
9. Avant de partager une information, il faut absolument la vérifier.
 VRAI
 FAUX
10. Les gens ont plus de confiance aux informations qui viennent de leurs proches.
 VRAI
 FAUX

Corrigé

Vrai ou Faux ? Coche la bonne case

1. L'extrême droite est un parti politique.
 VRAI
 FAUX
2. Le Rassemblement National est un exemple de partis d'extrême droite en France.
 VRAI
 FAUX
3. Selon Salomé Saqué, l'extrême droite est un danger pour la démocratie et les minorités.
 VRAI
 FAUX
4. Vincent Bolloré utilise ses médias pour défendre et diffuser ses idées.
 VRAI
 FAUX
5. L'extrême droite n'est pas présente sur les réseaux sociaux.
 VRAI
 FAUX
6. Les masculinistes diffusent des messages en faveur de l'égalité homme-femme.
 VRAI
 FAUX
7. Les mots « wokisme », « islamo-gauchisme » ou « grand remplacement » sont aujourd'hui utilisés dans les médias.
 VRAI
 FAUX
8. Pour résister, il faut d'abord être indigné.
 VRAI
 FAUX
9. Avant de partager une information, il faut absolument la vérifier.
 VRAI
 FAUX
10. Les gens ont plus de confiance aux informations qui viennent de leurs proches.
 VRAI
 FAUX

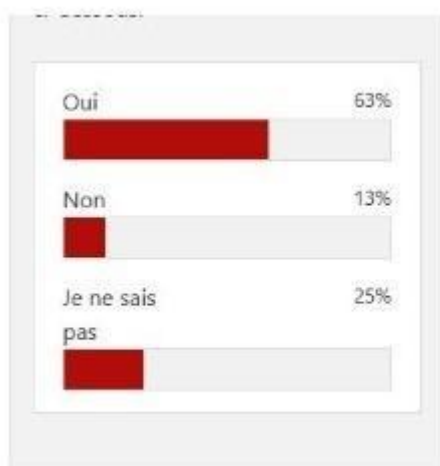
Sondage

Donner la parole à l'extrême droite?

Il y a 1338 caractères et 232 mots dans ce texte

Faut-il donner la parole à l'extrême droite dans les médias ?

Réponses: 348



Rappel

Un sondage n'est pas scientifique. Le sondage est là pour ouvrir le débat dans des groupes en formation et favoriser la réflexion des personnes.

63 % des personnes répondent « **Oui** ».

Cela veut dire qu'environ **6 personnes sur 10** sont d'accord avec la proposition du sondage. Certaines personnes pensent que, dans une démocratie, toutes les opinions doivent pouvoir être entendues, même celles qui choquent. Elles défendent la liberté d'expression et le débat public. Dans les 63%, il doit y avoir aussi des gens qui sont pour l'extrême droite.

13 % répondent « **Non** ».

C'est peu: un peu plus d'**1 personne sur 10**.

Ces 13% peuvent penser que l'extrême droite dans les médias, ça va banaliser des idées racistes, anti-immigrés ou antidémocratiques. Ça va renforcer l'extrême droite.

25 % répondent « **Je ne sais pas** ».

Cela représente quand même **1 personne sur 4**. Ce chiffre est important : beaucoup de gens hésitent ou manquent d'informations. Cela veut dire que 1 personne sur 4 n'a pas d'avis clair. On pense que celles et ceux qui ont répondu je ne sais pas sont partagés entre: la peur de voir certaines idées de l'extrême droite devenir "normales". la défense de la liberté d'expression pour tout le monde.

Avis

Les médias peuvent changer l'opinion des gens

Il y a 561 caractères et 110 mots dans ce texte

oi je trouve que cette article parle bien de comment les médias peuvent faire changer les opinion des gens.

Je savais pas que Vincent Bolloré avait autant de télé, radio et journaux.

On voit bien que sur CNews il parle souvent des même sujet comme les immigrés, l'islam et l'insécurité.

A force d'entendre toujours sa, les gens crois que tout les problème viennent de là.

Le texte explique aussi que les journalistes invite souvent les même personnes et pas beaucoup de gens qui pense autrement.

Du coup sa donne l'impression qu'il y a qu'une seule vérité.



Femme, ma voix, mon choix

Voici quelques portraits de femmes, le plus souvent inconnues, qui se sont battues pour leurs droits. Des femmes qui ont participé, chacune à leur façon, à la libération de toutes les femmes. Un de leurs combats, le droit à l'avortement est toujours à défendre. C'est pourquoi les femmes

▼ Lire plus



Réalisation 6

Femme, ma voix, mon choix

- *Sommaire*
- *Articles*
- *Accompagnement pédagogique*

Sommaire



Femmes d'exception, l'album

📍 Femme, ma voix, mon choix > Articles
📅 10 avril 2026
👤 Thierry Verhoeven et Beyyah Yirik



Divorcée avec enfants et c'est dur...

📍 Femme, ma voix, mon choix > Avis des lecteurs
📅 27 mars 2026 👤 Thierry Verhoeven

📊 Sondage



Les droits des femmes sont-ils en danger?

📍 Femme, ma voix, mon choix > Sondage
📅 20 mars 2026 👤 Thierry Verhoeven



Des liens pour aller plus loin

📍 Femme, ma voix, mon choix > Articles > Liens
📅 16 mars 2026 👤 Beyyah Yirik



Femmes d'exception

📍 Femme, ma voix, mon choix > Articles
📅 13 mars 2026
👤 Thierry Verhoeven et Beyyah Yirik

📍 GPS du cahier



Parcourir le cahier "Femme, ma voix, mon choix"

📍 Femme, ma voix, mon choix > Articles > Le GPS du cahier
📅 9 mars 2026 👤 Beyyah Yirik

📊 Infographie



L'avortement en Europe

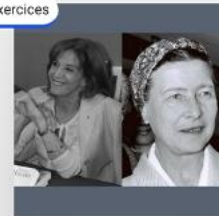
📍 Femme, ma voix, mon choix > Infographies > Articles
📅 6 mars 2026 👤 Beyyah Yirik



Data d'Elles : la plateforme pour trouver des figures féminines inspirantes

📍 Femme, ma voix, mon choix > Articles
📅 5 mars 2026 👤 Claire Allard

📖 Exercices



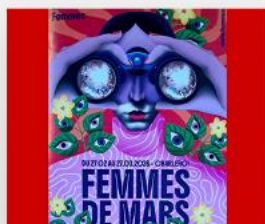
Gisèle et Simone : pour la Cause

📍 Exercices > Femme, ma voix, mon choix > Articles
📅 5 mars 2026 👤 Thierry Verhoeven



Annie Colère

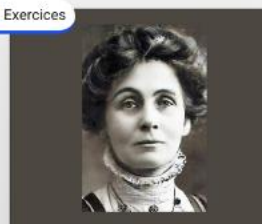
Femme, ma voix, mon choix > Articles
21 février 2026 Beyyah Yirik



"FEMMES DE MARS", 11ème édition !

Femme, ma voix, mon choix > Articles
19 février 2026 Beyyah Yirik

Exercices



Emmeline Pankhurst, suffragette en chef

Exercices > Femme, ma voix, mon choix > Articles
19 février 2026 Beyyah Yirik



Gisèle Pélicot, militante, pas martyre

Femme, ma voix, mon choix > Articles > De violents et de violences
18 février 2026 Thierry Verhoeven



Les 343 S.

Femme, ma voix, mon choix > Articles
18 février 2026 Beyyah Yirik

Exercices



Clara Zetkin, le 8 mars et plus encore

Exercices > Femme, ma voix, mon choix > Articles
17 février 2026 Beyyah Yirik

Exercices



Louise Michel, socialiste et anarchiste

Exercices > Femme, ma voix, mon choix > Articles
11 février 2026 Beyyah Yirik

Exercices



Les photos du Congo d'Alice Seeley Harris

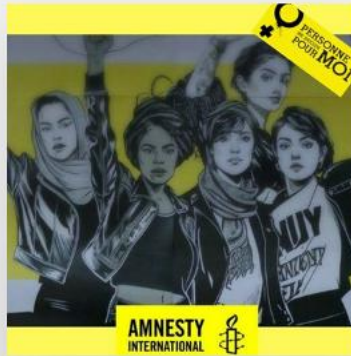
Exercices > Femme, ma voix, mon choix > Articles
11 janvier 2026 Beyyah Yirik

Exercices



Aimée Bologne-Lemaire

Exercices > Femme, ma voix, mon choix > Articles
9 décembre 2025 Geneviève Dehout



Avortement, un droit menacé en Europe

📍 [Femme, ma voix, mon choix > Articles](#)

🕒 20 novembre 2025 👤 Beyyah Yirik



Cahier du cahier : **Femme, ma voix, mon choix**

📍 GPS du cahier



Parcourir le cahier "Femme, ma voix, mon choix"

📊 Infographie(s)



L'avortement en Europe

🔗 Lien(s)



Des liens pour aller plus loin

📄 Exercice(s)



Gisèle et Simone : pour la Cause

Emmeline Pankhurst, suffragette en chef

Clara Zetkin, le 8 mars et plus encore

Louise Michel, socialiste et anarchiste

Les photos du Congo d'Alice Seeley Harris

Aimée Bologne-Lemaire

Sondage



Les droits des femmes sont-ils en danger?

Avis des lecteurs



Divorcée avec enfants et c'est dur...

Articles

Avortement, un droit menacé en Europe

Il y a 3705 caractères et 652 mots dans ce texte

Amnesty International a analysé l'évolution du droit à l'avortement dans 40 pays d'Europe. Le rapport montre que l'avortement est autorisé dans presque tous les pays d'Europe mais dans beaucoup de pays, il reste «*de nombreux obstacles administratifs, sociaux et pratiques*». Comment certains pays rendent difficile l'accès à l'avortement ?

Le coût

En Allemagne, en Autriche ou en Bulgarie, quand l'avortement n'est pas remboursé par la sécurité sociale, les coûts sont très élevés. Seules les femmes qui ont beaucoup de moyens peuvent y accéder. Pour les autres c'est un parcours de la combattante. Le coût est prohibitif. Prohibitif, ici veut dire que même si on ne l'interdit pas, du fait de son prix tout le monde n'y a pas accès. Alors, des femmes se l'interdisent.

En Italie, en Croatie ou en Roumanie, ce sont les croyances des médecins et des professionnels de la santé qui rendent difficile son accès. De plus en plus de professionnels de la santé refusent de pratiquer l'avortement à cause de leur croyances religieuses ou philosophiques.

Les freins administratifs

Certains pays imposent des contrôles médicaux injustifiés, ce qui allonge le délai et qui au final rend impossible la pratique de l'avortement puisque la femme se re trouve hors du délai légal. En Hongrie, on oblige la femme à écouter les battements du coeur de l'embryon avant de prendre une décision. Ces règlements sont faits pour pousser les femmes à renoncer ou si elles ne renoncent pas, parfois les délais sont dépassés et il est trop tard pour elles. A Malte, par exemple, l'avortement est autorisé seulement si la vie de la femme enceinte est en danger et il faut l'avis de 3 médecins....

Des pressions

En plus du cadre des lois imposé par chaque pays, les militants anti-avortement ont de plus en plus de moyens financiers. Ils ont donc plus de pouvoir. Amnesty international constate aussi qu'ils sont de plus en plus agressifs. Certains gouvernements de droite comme celui de Meloni en Italie permettent aux « antis » de faire des actions aux abords des centres, ils insultent, harcèlent et intimident les femmes et les travailleurs de la santé dans les centres de planning familiaux. On les laisse faire...

En Belgique ?

En Belgique l'avortement est légal jusqu'à 12 semaines de grossesse et on demande à la femme de

Journal Essentiel | <https://www.journalessentiel.be/avortement-un-droit-menace-en-europe/> |

Generated: 22 avril 2026 | Page 1/2

réfléchir 6 jours après la consultation chez le médecin. Au-delà de ce délai, ce n'est plus légal : la femme et les personnes qui l'auraient aidée risquent une sanction pénale.

Depuis des années, il y a des débats au parlement pour prolonger ce délai à 18 semaines et dépenaliser totalement l'avortement. On n'y est pas encore...

Lire l'article [Avortement dépenalisé ? Pas encore](#)

La France à l'avant-garde

En France le droit à l'IVG (interruption volontaire de grossesse) est inscrit dans la Constitution depuis le 8 mars 2024. La France devient le premier pays au monde à garantir la liberté aux femmes de choisir l'IVG, sans être inquiétées, et en toute sécurité.

Lire l'article En France, [l'IVG dans la Constitution](#)

Les droits des femmes ont été durement acquis et encore aujourd'hui ils ne sont pas acquis une fois pour toutes. Quand un état rend compliqué l'accès au droit à l'avortement, c'est de la violence faite aux femmes. On ne répétera jamais assez la phrase de Simone de Beauvoir qu'elle a dite à son amie après l'adoption de la loi sur l'IVG en 1974 :

« N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. »

Aimée Bologne-Lemaire

Il y a 2342 caractères et 401 mots dans ce texte

Cette année, nous reprenons la série de portraits de femmes qui ont eu un rôle important dans l'histoire ou qui ont un rôle important aujourd'hui. Des femmes qui ont dû se battre pour être reconnues, des femmes qui ont participé, chacune à leur façon, à l'émancipation de toutes les femmes.

Aimée LEMAIRE est née le 6 janvier 1904 à Bruxelles. Sa mère est enseignante et son père est avocat.

Elle fait de brillantes études et passe le jury central pour pouvoir entrer à l'Université. En 1926, elle est diplômée docteure en Philosophie et Lettres.

Elle devient la 1ère femme universitaire laïque à donner des cours de latin, de grec, de français et d'histoire au Lycée de l'Ecole moyenne de Charleroi. L'actuel Athénée Royal Vauban.

En 1929, elle épouse Maurice Bologne et devient ainsi Aimée Bologne-Lemaire. Elle enseigne à Ixelles de 1930 à 1943. Elle revient ensuite à Charleroi en février 1943. Elle devient alors préfète de l'athénée.

Dès 1930, elle s'engage dans le Mouvement Féministe et milite contre le fascisme et le *rexisme*. Dès le début de la guerre, elle s'engage dans la résistance et participe à la diffusion de la presse clandestine.

A Charleroi, on l'appelait la "préfète rouge".

En 1945, elle fonde l'Association pour le Progrès intellectuel et artistique de la Wallonie.

En 1961, elle devient directrice de l'Institut Jules Destrée. A l'époque, cet institut faisait surtout des recherches et des débats sur la situation en Wallonie. Par son action, l'Institut veut participer à plus de démocratie et plus d'égalité.

Durant l'hiver 1960-61, elle quitte l'enseignement pour participer à la grève générale des travailleurs en lutte contre le programme d'austérité du gouvernement belges.

Plus tard, elle militera au sein du Mouvement Populaire Wallon. De 1968 à 1975, elle préside la Commission féminine fédérale qu'elle a créée.

En 1975, elle organise une importante Journée des Femmes.

Chaque année, depuis 1976, il y a un prix Bologne-Lemaire en hommage au couple. Ce prix récompense une Wallonne ou un Wallon qui a le mieux servi les intérêts de la société wallonne par son action sociale, économique, politique ou culturelle.

Madame Aimée Lemaire-Bologne est restée une militante toute sa vie. Elle meurt le 20 décembre 1998 à l'âge de 94 ans.

Geneviève Dehout

Les photos du Congo d'Alice Seeley Harris

Il y a 11176 caractères et 1456 mots dans ce texte

Comme en 2025, voici une série de portraits de femmes qui ont eu un rôle important dans l'histoire ou qui ont un rôle important aujourd'hui. Des femmes qui ont dû se battre pour être reconnues, des femmes qui ont participé, chacune à leur façon, à l'émancipation de toutes les femmes.

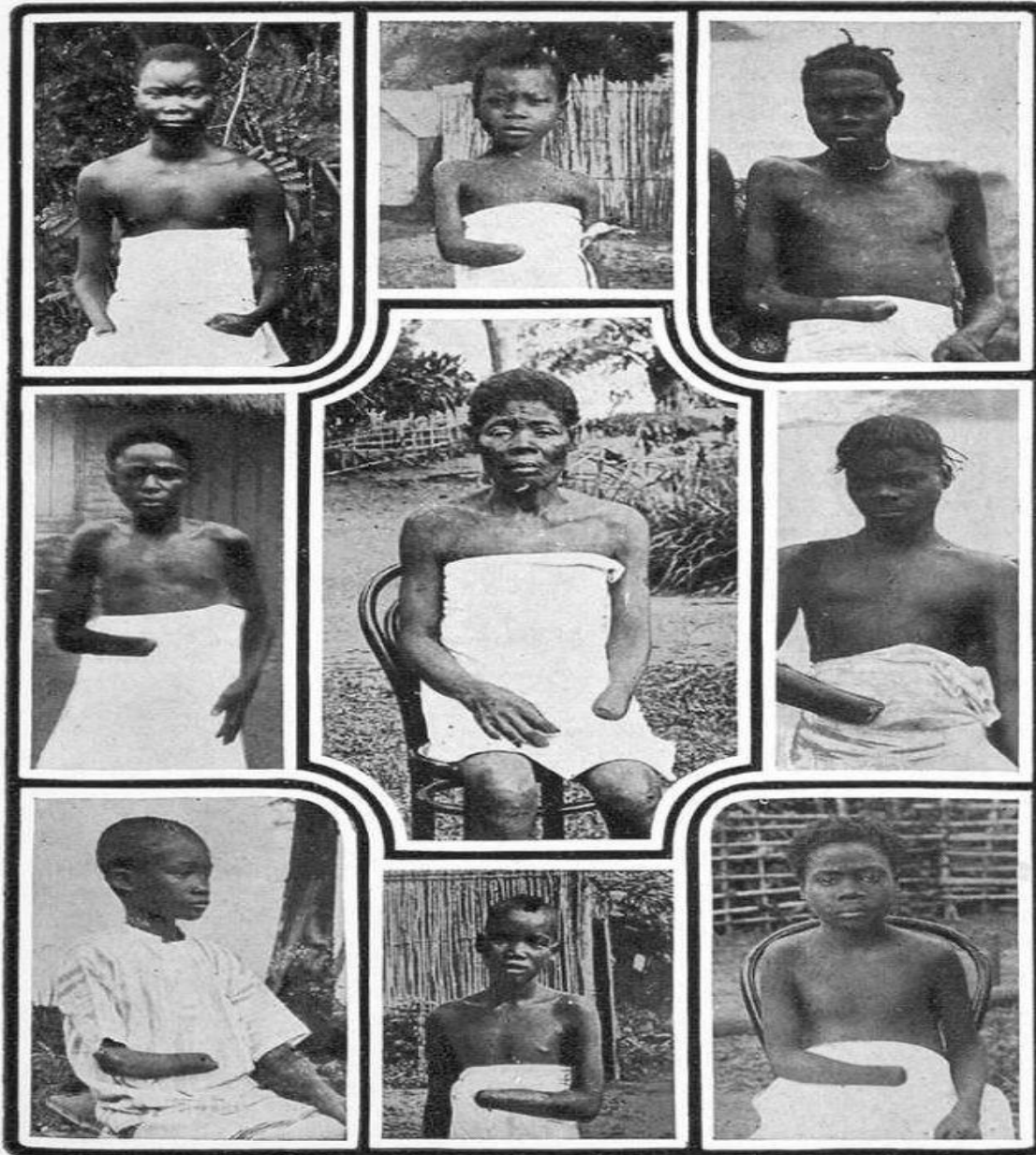
Qui connaît le nom de Alice Seeley Harris ? Et pourtant elle a été la bête noire de Léopold II roi des belges de 1885 à 1908 . Elle a contribué à dénoncer les crimes et les atrocités commises par les colons belges au Congo. C'est le premier scandale humanitaire de l'histoire.

Le Congo de 1885 à 1908

De 1885 à 1908, le Congo est la propriété privée du roi des Belges Léopold II. Il n'a jamais mis les pieds au Congo. Mais de loin, il gère ce territoire avec une incroyable violence. Au Congo, à l'époque, le caoutchouc fait partie des richesses exploitées par le roi des belges. Le caoutchouc sert pour la fabrication de pneumatiques. Pour être les premiers sur le marché, il faut récolter toujours plus de sève de caoutchouc.

Un régime de terreur

Sur ordre du roi des Belges, les colons sur place installent un régime de terreur. On fouette, on met en prison, on bat les indigènes pour qu'ils travaillent plus et plus vite. Mais ce n'est pas possible d'extraire plus de caoutchouc que ce que l'arbre n'en produit... Alors, les colons belges organisent la terreur. Ils s'en prennent aux femmes et aux enfants pour faire pression sur les hommes. Ils brûlent des villages entiers. Ils assassinent en masse et pour terroriser la population. Ils ramènent un pied ou une main par personne tuée. Ils mutilent aussi les indigènes de leur vivant pour les punir. C'est un régime sans pitié.



FROM PHOTOGRAPHS, CONGO STATE

“The pictures get sneaked around everywhere.”— Page 40.

On appelle le Congo, le pays "des mains coupées"

Lire aussi [Congo, la ligne du temps](#)

Les missionnaires témoins

Alice Seeley Harris est britannique. Elle est enseignante. Son mari et elle sont des missionnaires. Ils vont au Congo pour diffuser la religion protestante. Ils sont très croyants. Ils sont là pour évangéliser les populations africaines.

Très vite, ils constatent que les indigènes sont victimes de traitements inhumains.

Lors d'un séjour en Angleterre elle raconte ce qu'elle a vu, on la croit un peu mais beaucoup n'en croient pas leurs oreilles tellement c'est violent. Alors elle retourne au Congo avec un des premiers appareils photos portatifs.

Elle prend des photographies des indigènes et des colons. Elle compte apporter des preuves des crimes commis par les milices belges. Dans le même temps, d'autres Britanniques et Américains dénoncent et documentent les violences et les tortures.

Petit à petit, de témoignages en témoignages, de photographies en photographies, les consciences se réveillent. En Europe et aux Etats-Unis, des voix se lèvent pour dénoncer les horreurs commis par les Belges au Congo.

« Un dimanche matin, j'étais seule et mon boy est venu me prévenir qu'un indigène m'attendait à l'arrière de la mission portant avec lui la main et le pied d'une petite fille enveloppés dans une feuille de bananier. Je l'ai fait asseoir en haut des marches de la véranda et il a ouvert la feuille de bananier et j'ai pris une photo. Ils étaient là, sous mes yeux, la main et le pied de cette petite fille. »



N'Sala devant le pied et la main de sa petite fille de 5 ans Boali

Cette photo devient célèbre et fait le tour du monde. C'est la photo d'un père, il est assis sur la terrasse avec devant lui, le pied et la jambe de sa fille de 5 ans. La photo est une mise en scène mais les faits sont réels. Les colons ont tué la petite et coupé le pied.

Léopold II obligé de céder le Congo

Le couple fait le tour des Etats-Unis et de l'Angleterre pour témoigner et montrer ce qui se passe au Congo. C'est le premier scandale humanitaire documenté. La communauté internationale fait pression sur la Belgique. Ce scandale est une raison de plus pour le parlement belge d'obliger Léopold II à céder le Congo à l'Etat belge. On est en 1908. Cela n'arrête pas totalement les mauvais traitements et les tortures, mais c'est un peu moins violent que sous Leopold II.

A l'époque, le but n'est pas de mettre fin à la colonisation. Au début du 20^{ème} siècle, l'indépendance n'est pas du tout d'actualité.

Louise Michel, socialiste et anarchiste

Il y a 3760 caractères et 671 mots dans ce texte

L'Essentiel fait une série de portraits de femmes connues et moins connues. Des femmes qui ont dû se battre pour être reconnues, des femmes qui ont participé, chacune à leur façon, à la libération de toutes les femmes.

Louise Michel (1830-1905) était une femme française. Elle a été institutrice, écrivaine et militante politique. Elle est surtout connue pour son rôle dans la **Commune de Paris** en 1871 et pour avoir défendu les pauvres et les opprimés.

Son enfance

Elle est née en 1830 dans un village de Haute-Marne. Elle était la fille naturelle d'une servante et d'un notable. Elle a eu une éducation assez bonne pour une fille de son époque. Elle a décidé très tôt de devenir institutrice pour aider les enfants. Toute sa vie, comme institutrice, elle va favoriser l'égalité entre les garçons et les filles. Elle enseigne autrement aux enfants. Elle les fait participer, ils peuvent discuter en groupe de la leçon. Louise Michel les emmène souvent à l'extérieur de l'école, pour mieux comprendre le monde.

Son engagement

Louise Michel voulait une société plus juste. Elle était contre l'injustice et la misère. Elle défendait les idées républicaines et des idées de liberté. Elle se battait l'égalité entre les hommes et les femmes. Elle était pour l'éducation pour tous et toutes. Féministe de la première heure, En 1860, elle signe avec 38 autres femmes un Manifeste publié dans le journal *Le droit des femmes*. Avec un ami, elle fonde un journal qui s'appelle *La Sociale*.

Elles réclament l'égalité des salaires entre les femmes, l'égalité des droits civils, l'accès à l'instruction, le droit au travail, l'autogestion au travail, la reconnaissance des unions libres et la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans l'enseignement et les hôpitaux. Pour Louise Michel et ses camarades de lutte, le combat social et le combat féministe sont inséparables. Comme quoi, ces combats ne sont pas nouveaux. "*La question des femmes est, surtout à l'heure actuelle, inséparable de la question de l'humanité*", dit Louise Michel, il y a 150 ans...

"La question des femmes est, surtout à l'heure actuelle, inséparable de la question de l'humanité."

Louise Michel

La Commune de Paris

En 1871, après la guerre contre la Prusse (les Allemands), les Parisiens se révoltent contre le gouvernement. C'est la **Commune de Paris**. Pendant la Commune, elle participe à la défense de Paris. Elle est cantinière, ambulancière. Elle parle dans les réunions pour encourager le peuple. Elle est soldate aussi : elle combat avec l'armée. Elle réclame pour les femmes le fusil avant l'urne, autrement dit, le droit de porter un fusil avant le droit de vote.

Après la défaite de la Commune, elle est arrêtée avec ses camarades. Les hommes sont condamnés à la peine de mort, ils sont fusillés, elle n'est pas fusillée car c'est une femme. Elle est déportée.

Déportation en Nouvelle-Calédonie

Louise Michel est condamnée au bagne. Elle est envoyée en **Nouvelle-Calédonie**. C'est une colonie française dans le Pacifique, pas très loin de l'Australie. Là-bas elle devient anarchiste, elle continue à enseigner, elle ouvre des écoles pour les populations locales, les Kanaks. Elle soutient les Kanaks quand ils se révoltent contre l'injustice coloniale.

Retour en France et fin de vie

Elle revient en France en 1880 après une amnistie.

Elle continue à faire des conférences, elle écrit des livres et défend les idées **socialistes et anarchistes**. Elle fait des allers-retours en prison car elle participe aux grèves et aux révoltes. Elle meurt en 1905 à Marseille, respectée comme une grande figure de la lutte sociale.



A Charleroi, une rue porte son nom

La Commune de Paris

<https://www.youtube.com/shorts/jqWCVGXSSVs>

Clara Zetkin, le 8 mars et plus encore

Il y a 3721 caractères et 658 mots dans ce texte

L'Essentiel fait une série de portraits de femmes connues et moins connues. Des femmes qui ont dû se battre pour être reconnues, des femmes qui ont participé, chacune à leur façon, à la libération de toutes les femmes.

Clara Zetkin est une militante socialiste et féministe allemande. C'est une personne très importante dans l'histoire du mouvement ouvrier et de la lutte pour les droits des femmes au début du 20^e siècle. On lui doit la journée du 8 mars.

Qui était-elle ?

Clara Eisner est née en 1857, en Allemagne, dans une famille bourgeoise. Elle fait des études d'institutrice dans une école pour filles. Elle est sensibilisée au féminisme par sa mère et par une éducatrice de son école. Pendant ses études, elle rencontre un réfugié ukrainien socialiste, Ossip ZETKIN. Avec lui, elle découvre les idées socialistes. Ils s'inscrivent tous les deux au Parti socialiste d'Allemagne.

Militante féministe et socialiste

A 21 ans, elle quitte sa famille qui est trop bourgeoise à son goût et l'Allemagne où le parti socialiste a été interdit. Elle part vivre à Paris avec son compagnon. Elle prend son nom sans être mariée avec lui. Elle devient Clara Zetkin. Elle fréquente les milieux socialistes et féministes. Elle milite pour l'indépendance économique des femmes. Et pour elle, le socialisme et le féminisme sont liés. A la mort de son compagnon, elle retourne en Allemagne et crée le journal féministe *L'Egalité*.

L'Egalité, un journal pour ses idées

L'Egalité est un journal féministe écrit avant tout pour les femmes ouvrières. Clara Zetkin dénonce les conditions de travail des ouvrières et les inégalités de salaire entre hommes et femmes. Elle dit que la femme est une esclave à l'usine et à la maison. Elle dit que la femme a donc une double journée de travail. Pour Clara Zetkin, la femme ne pourra jamais être libre dans ces conditions. Le journal *L'Egalité* devient un outil d'éducation socialiste pour les femmes prolétaires.

Une journée pour les droits des femmes

En 1907, elle organise la 1^{ère} Internationale des Femmes Socialistes. C'est une grande conférence internationale. Des femmes venues de plusieurs pays réclament le droit de vote pour toutes les femmes, riches ou pauvres. En 1910, la 2^e Internationale des Femmes socialistes est organisée à Copenhague. C'est là que Clara Zetkin propose d'organiser tous les ans une journée internationale des femmes.

Un an plus tard, le 19 mars 1911, l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse et le Danemark organisent la première journée internationale des droits des femmes. Dans les rues, il y a plus d'1 million de personnes pour revendiquer le droit de vote des femmes, le droit au travail et la fin des inégalités homme/femme au travail.

Des passages par la case prison

En 1915, elle organise une conférence internationale des femmes socialistes contre la guerre à Berne, en Suisse. Elle est arrêtée et placée en "détention préventive" en 1915 et 1916. Elle est accusée de « haute trahison » pour ses opinions et ses écrits contre la guerre. La socialiste Clara Zetkin n'abandonne pas pour autant.

De socialiste à communiste

En 1919, elle participe à la création du Parti communiste allemand, le KPD. Avec ses camarades communistes, Clara Zetkin lutte contre la montée du nazisme. En 1933, les Nazis prennent le pouvoir.

Les Nazis interdisent le Parti communiste. Les communistes sont arrêtés et mis en prison. Clara Zetkin s'exile à Moscou où elle meurt la même année. Elle est enterrée sur la Place Rouge à Moscou. Toute sa vie, malgré la prison et les difficultés, elle aura lutté pour les droits des femmes. On lui doit le 8 mars, la journée internationale des droits des femmes.

Les 343 S.

Il y a 4010 caractères et 713 mots dans ce texte

Le Manifeste des 343 est une pétition publiée en 1971. L'avortement est encore illégal et sévèrement puni par la loi. 343 femmes déclarent publiquement qu'elles ont avorté. C'est courageux et risqué aussi. Le Manifeste est un des points de départ de la lutte pour la légalisation de l'avortement en France.

Pourquoi ce manifeste ?

Depuis 1920, une loi interdit l'avortement. Les femmes qui avortent risquent la prison, les personnes qui les aident aussi. Pourtant, des centaines de milliers d'avortements clandestins ont lieu chaque année. Cela se fait dans des conditions d'hygiène quasi inexistantes. L'avortement se pratique à la sauvette, dans des arrières cuisines. C'est dangereux et des femmes en meurent.

Dans la foulée de Mai 68, les mouvements féministes revendiquent de plus en plus fort le droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Le texte est publié le 5 avril 1971 dans le magazine Le Nouvel Observateur. Il est rédigé par *Simone de Beauvoir*, féministe célèbre entre autres pour avoir écrit le livre *Le Deuxième Sexe*.

Lire l'article [Beauvoir, Le Deuxième sexe](#)

L'objectif du Manifeste, c'est de lancer un débat public et faire pression sur les autorités politiques pour obtenir le droit à l'avortement.

Qui sont les 343 ?

Ce sont des femmes anonymes et des femmes connues ont signé le Manifeste. Parmi elles il y a des personnalités du monde artistique et intellectuel comme : *Simone de Beauvoir*, écrivaine ; *Catherine Deneuve*, actrice ; *Françoise Sagan*, écrivaine ; *Marguerite Duras*, écrivaine ; *Gisèle Halimi*, avocate, et plein d'autres inconnues courageuses et militantes

Lire l'article [Gisèle et Simone pour la Cause](#)

Elles déclarent ouvertement « *Je me suis fait avorter* » et elles risquent des poursuites judiciaires même si elles sont connues. Le journal satirique Charlie Hebdo les a surnommées les « 343 salopes ». C'était comme une insulte mais l'expression a été détournée et est devenu un symbole. Aujourd'hui quand on dit les « 343 salopes », on sait de qui on parle.

C'est quoi exactement le Manifeste des 343 ?

Le Manifeste commence par une déclaration :

« Un million de femmes se font avorter chaque année en France. Elles le font dans des conditions dangereuses, en raison de la clandestinité à laquelle elles sont condamnées, alors que cette opération, pratiquée sous contrôle médical, est des plus simples. Je déclare que je suis l'une d'elles. Je déclare avoir avorté. De même que nous réclamons le libre accès aux moyens anticonceptionnels, nous réclamons l'avortement libre. »



Au bas du texte court, on voit les noms des 343 femmes

Avec cette pétition, on parle enfin ouvertement ou presque de l'avortement. Ce n'est plus une honte et les gens se rendent compte que ça touche toutes les couches de la population.

Qu'est-ce que le Manifeste a changé ?

Le Manifeste des 343 a été très important parce qu'il a fait parler d'avortement, le mot n'est plus tabou. Il a lancé un débat sur le droit des femmes à disposer de leur corps. Il a aussi préparé le terrain pour légaliser l'avortement. En France, en 1975 l'avortement devient légal. C'est la Loi Veil, du nom de la Ministre de la Santé Simone Veil.

Le Manifeste des 343 a aidé à changer la société. Signer la pétition, c'était un acte de désobéissance civile : grâce à ces femmes, l'avortement est devenu un droit et plus un crime.

En Belgique...

Par rapport à la France, en Belgique l'avortement a été légalisé assez tard : c'était en 1990. D'ailleurs ça a été très compliqué. En Belgique, une loi ne peut être appliquée que quand le Roi la signe. Le roi des Belges de l'époque Baudouin a refusé de signer la loi. Il était très catholique, il était contre la loi sur l'avortement. Alors il a dû en quelque sorte "démissionner" pendant 3 jours. La loi a pu passer et Baudouin est ensuite revenu sur le trône comme si de rien n'était.

Lire l'article [Avortement, dépénalisé ? Pas encore](#)

Gisèle Pélicot, militante, pas martyre

Il y a 4857 caractères et 914 mots dans ce texte

Un récit

Pendant 10 ans, le mari de Gisèle Pélicot l'a faite violée par des dizaines d'hommes. Ils ont tous été reconnu coupables. Gisèle avait refusé que le procès soit à huis clos. Et le procès a d'ailleurs fait grand bruit. Gisèle Pélicot vient de publier un récit: *Et la joie de vivre* (Editions Flammarion)



Le procès

L'article de L'Essentiel sur le procès de septembre 2024

En France, dans la ville de Mazan, un procès pour viol s'est ouvert début septembre. Dominique Pelicot est accusé d'avoir pendant 10 ans drogué son épouse Gisèle pour pouvoir la violer et la faire violer par des dizaines d'hommes. Au-delà des crimes de cette affaire, c'est la culture du viol qui est en cause.

La honte change de camp

Le procès s'est ouvert début septembre, il va durer 4 mois. Gisèle Pélicot, l'épouse violée a refusé le procès à huis clos, dans l'ombre. Elle a demandé que le procès soit public, au grand jour. Et c'est remarquable. Cela rappelle le combat d'une autre Gisèle, Gisèle Halimi. Gisèle Halimi était avocate et féministe. En 1978, elle a été l'avocate de 2 femmes violées. Elle les a convaincues de demander un procès public. Gisèle Halimi disait à l'époque : « *Nous pensons que la femme victime de viol ne doit pas se sentir coupable et qu'elle n'a rien à cacher.* » En 2024, Gisèle Pélicot poursuit ce combat. Son avocat a déclaré : « *Gisèle Pélicot souhaite sensibiliser le plus largement possible (...) Elle se dit qu'elle n'a pas à avoir honte, que la honte doit changer de camp.* »

Gisèle violée

Dominique Pelicot est arrêté en septembre 2020. Il avait filmé sous les jupes de plusieurs clientes d'un grand magasin. Les clientes portent plainte. Les policiers décident de faire une perquisition au

domicile de Dominique Pelicot. Ils saisissent un disque dur contenant 128 dossiers avec des noms, des dates et des milliers de scènes de sexe. On y voit toujours la femme de Dominique Pelicot, inconsciente, violée par un homme. Sur les vidéos, on voit 72 hommes différents qui l'ont violée. 51 d'entre eux ont été identifiés. Cela duré duré 10 ans, de 2011 à 2020.

Le mari qui consent

Le mari reconnaît tous les faits. Une dizaine d'accusés reconnaissent aussi avoir violé. Les autres, non. Pour se défendre, ils ont dit qu'ils pensaient que la femme était consentante. Certains ont dit qu'ils croyaient que la femme était timide et prenait des médicaments pour être inconsciente pendant l'acte sexuel. Un des accusés a dit qu'il croyait que c'était un jeu du couple. Un accusé a déclaré : « *À partir du moment où le mari donnait son consentement, c'était bon, je pouvais y aller.* » Cette déclaration donne tout son sens à cette affaire et à ce procès public. Ce qui est en cause, c'est la culture du viol.

La culture du viol

La culture du viol est encore bien présente dans nos sociétés. Cette culture encourage les hommes à être violents contre les femmes. En fait, les hommes dominent la société. Les hommes ont tendance à s'approprié d'une manière ou d'une autre le corps de la femme. Ils ont tendance à la considérer comme un objet, comme une chose. C'est pour cela que les femmes subissent des violences simplement parce qu'elles sont femmes. Et les hommes trouvent souvent cela normal.

Le violeur, l'homme « normal »

Dans cette affaire de viol, on voit que les hommes violeurs sont des hommes « ordinaires ». La fille de Dominique Pelicot, le mari violeur, a dit que son père l'emmenait gentiment à l'école quand elle était petite. Un des accusés est arrivé en retard au procès parce qu'il avait conduit son enfant à l'école...

Ces hommes viennent de milieux sociaux différents, le plus jeune a 26 ans et le plus vieux a 74 ans. Dans les violeurs accusés, il y a quelques hommes qui avaient déjà commis d'autres violences sexuelles et il y a aussi des "Monsieur tout le monde".

Gisèle militante

En voulant que son procès soit public, en témoignant avec dignité, Gisèle Pélicot. n'est pas une martyre de la cause des femmes, elle est une militante. L'écrivaine Lola Lafon a écrit dans le journal Libération : « (...) *Gisèle a été l'objet d'une entreprise de destruction menée par un homme, son mari, qui n'a rien laissé au hasard ; un système, pensé, organisé dans ses moindres détails. Elle a vécu un calvaire ; mais qu'on ne fasse pas d'elle une martyre, une de ces icônes muettes au regard baissé (...)* En refusant le huis clos, *Gisèle exige de nous que nous regardions, que nous lisions, que nous écoutions. C'est bien le minimum.* » On pourrait peut-être ainsi s'interroger sur ce que disent les féministes depuis des dizaines d'années : dans notre société, il y a quelque chose qui ne va pas entre les hommes et les femmes.



"Toustes" avec Gisèle n'est pas une faute. Cela veut dire tous et toutes avec Gisèle, les hommes et les femmes.

Emmeline Pankhurst, suffragette en chef

Il y a 3792 caractères et 641 mots dans ce texte

L'Essentiel fait une série de portraits de femmes connues et moins connues. Des femmes qui ont dû se battre pour être reconnues, des femmes qui ont participé, chacune à leur façon, à la libération de toutes les femmes.

Emmeline Pankhurst a été une des leaders du mouvement des suffragettes. Les suffragettes sont des femmes qui ont lutté pour le droit de vote des femmes au RoyaumeUni. Avec leurs méthodes radicales, les suffragettes ont marqué l'histoire des luttes des femmes pour leurs droits.

Son enfance et ses débuts

Emmeline Goulden naît le 15 juillet 1858 à Manchester, dans une famille bourgeoise et politiquement engagée. Ses parents sont progressistes. Ils soutiennent l'abolition de l'esclavage et le droit de vote des femmes. Son père l'encourage à aller travailler pour le mouvement en faveur du vote des femmes. Le mouvement a été fondé par le docteur Richard Pankhurst. Richard Pankhurst est un avocat, ami de la famille. Emmeline l'épouse en 1879.

Richard Pankhurst meurt en 1898. Emmeline se retrouve veuve avec cinq enfants. Elle doit élever seule ses enfants. Elle doit travailler : elle est nommée au bureau de l'Etat civil des naissances et des décès de Manchester. Etre « maman solo » comme on dit aujourd'hui renforce son idée que les femmes doivent avoir plus de droits.

Les suffragettes

Elle trouve que les choses ne vont pas assez vite. En 1903, elle fonde la **Women's Social and Political Union (WSPU)**, L'Union politique et sociale des femmes. Elle lutte pour obtenir le droit de vote. Il y a déjà les suffragistes qui veulent le droit de vote pour les femmes, mais Emmeline trouve que les suffragistes sont trop modérées, elles luttent avec des pétitions et des discours. La WSPU est plus combative. Leur mot d'ordre est « des actes, pas des mots ». Elles manifestent et font beaucoup de bruit dans les rues, elles perturbent les réunions politiques, elles cassent des vitrines, elles s'enchaînent aux grilles du parlement...

Arrestations et grèves de la faim

Pour ses actions fortes, Emmeline Pankhurst est arrêtée plusieurs fois. En prison, elle et d'autres militantes entament des **grèves de la faim** pour protester contre leur mauvais traitement. Les autorités les alimentent de force, cela paraît dans les journaux. L'opinion publique est choquée. En 1913, le gouvernement adopte une loi qui permet de libérer les militantes affaiblies par la grève de la faim, et de les réincarcérer une fois qu'elles vont mieux.

La Première Guerre mondiale

En 1914, la Première Guerre mondiale éclate. Les suffragettes arrêtent les actions militantes. Emmeline encourage les femmes à participer à l'« effort de guerre » comme on dit : les femmes prennent le relais dans les usines, elles travaillent dans les hôpitaux, etc. Les efforts qu'elles ont faits pendant la guerre sont reconnus et ça leur donne plus de poids politique.

Le droit de vote

En 1918, le Parlement britannique accorde le droit de vote aux femmes de plus de 30 ans sous condition : être propriétaire d'un logement ou avoir un mari propriétaire. En 1928, quelques semaines après la mort d'Emmeline Pankhurst, le droit de vote est étendu à toutes les femmes de plus de 21 ans, comme pour les hommes.

Des gens ont critiqué les méthodes radicales d'Emmeline, d'autres ont admiré son courage et ses actions. Quoi qu'il en soit, elle a participé à l'obtention du droit de vote pour les femmes au RoyaumeUni et elle a été un exemple pour d'autres femmes dans d'autres pays.

Exercice

<https://view.genially.com/6996d2d1ae117a4ff547247b/interactive-content-emmeline-pankhurst>

Exercice à télécharger

[Emmeline Pankhurst ExerciceTélécharger](#)

[Emmeline Pankhurst CorrigéTélécharger](#)

“FEMMES DE MARS”, 11ème édition !

Il y a 1827 caractères et 320 mots dans ce texte

Le 8 mars, c'est la Journée internationale pour les droits des femmes. Et comme chaque année, il est important de marquer le coup. 11 ans déjà que la ville de Charleroi vit au rythme des activités du groupe *FEMMES DE MARS* pendant plusieurs jours. Chaque année, *FEMMES DE MARS* mobilise, sensibilise, fait des tas d'activités sur le sujet des droits des femmes.



FEMMES DE MARS, c'est un regroupement des associations de terrain¹, des femmes et des hommes aussi qui partagent les mêmes valeurs et les mêmes combats. Les associations proposent et organisent des activités comme des conférences, des spectacles, des rencontres... pendant plusieurs jours autour de la Journée internationale pour les droits des femmes.

FEMMES DE MARS, ce sont des citoyens et des citoyennes comme vous et moi, qui se mobilisent et organisent les activités de la journée du 8 mars à Charleroi. . Le Quartier général des *Femmes de Mars* est ouvert du 23 février au 8 mars : on y prépare des performances, des ateliers, des animations et la grande manifestation dans l'espace public.

Et toi, tu fais quoi en mars ?

FEMMES DE MARS, c'est du 23 février au 8 mars 2026, c'est plus de 30 événements un peu partout dans Charleroi. C'est une programmation riche, variée, pour tous les goûts et toutes les humeurs, ce sont des spectacles, des conférences, des débats, des ateliers créatifs et réflexifs... Grâce à ces activités, nous allons réfléchir, échanger, rêver, danser, chanter,... Et aussi rappeler à tous et toutes que les femmes doivent encore se battre pour leurs droits. Rien n'est jamais acquis une fois pour toute. Chaque année, les femmes seront debout et se mobiliseront pour la Journée Internationale pour les droits des femmes.

La programmation complète : [Femmes de mars, agenda](#)

La page Facebook : [Femmes de mars](#)

Annie Colère

Il y a 1703 caractères et 283 mots dans ce texte

Annie Colère est un film de la réalisatrice Blandine Lenoir. A travers la "petite histoire" d'Annie, le film raconte la grande histoire du combat des femmes pour la légalisation de l'avortement. Annie est une jeune femme, mariée avec 2 enfants. Elle travaille comme ouvrière dans une usine de matelas. Lorsqu'elle tombe enceinte pour la 3ème fois, elle ne veut pas garder l'enfant. Elle contacte une association, le MLAC., *Mouvement pour la libération de l'avortement et la contraception*.

Annie est reconnaissante et elle admire aussi le travail des femmes du MLAC. Très vite, à son tour, elle s'engage avec ces femmes dans le combat pour la liberté des femmes à disposer de leur corps. Le MLAC informe les femmes sur la vie amoureuse et sexuelle, pratique des avortements sécurisés selon la méthode Karman, par aspiration. Le MLAC apporte une aide psychologique aux femmes. L'association milite pour la légalisation de la contraception et de l'avortement et sa prise en charge par la sécurité sociale.

Le film montre des histoires et des engagements personnels, et met en évidence la solidarité entre toutes ces femmes. Elles s'entraident, elles partagent des peurs, des expériences, et elles se soutiennent les unes les autres pour faire avancer la cause des femmes.

Voir la bande annonce :

<https://youtu.be/Bh67hz0eAww?si=yXLjITlw1IF2hvab>

Voir le film :

Le film est disponible sur la plateforme de la Rtb, c'est gratuit mais il faut s'inscrire :

Annie Colère sur Auvio : cliquer [ici](#)

Voir le dossier pédagogique :

Les Grignoux ont réalisé un dossier pédagogique disponible sur leur site pour 4,80€

Annie Colère, le dossier pédagogique, cliquer [ici](#)

Gisèle et Simone : pour la Cause

Il y a 4989 caractères et 924 mots dans ce texte

Gisèle Halimi a été une grande féministe. Elle a lutté pour les droits des femmes. Elle a lutté pour les droits de tous. Nous parlons ici de 3 de ses combats : contre la torture en Algérie, contre les atrocités de la guerre du Vietnam et pour le droit à l'avortement. Ce sont des combats qu'elle n'a pas pu gagner seule. Elle les a gagnés avec l'aide d'une autre grande féministe : Simone de Beauvoir. C'est parce qu'elles ont choisi la cause des femmes qu'elles défendent aussi la cause de tous les dominés.

Gisèle Halimi est née en 1927 en Tunisie dans une famille juive pauvre. Comme fille, elle doit faire les travaux de la maison et servir ses frères. À 13 ans, elle fait une grève de la faim pour que ses parents acceptent de la laisser étudier plutôt que de faire tout le temps le ménage.

À 16 ans, elle refuse un mariage arrangé avec un homme riche du village. À l'époque, la Tunisie est sous domination de la France. Gisèle obtient une bourse pour continuer ses études à Paris.

Gisèle rencontre Simone

À Paris, elle étudie la philosophie et le droit. Elle devient avocate. En 1949, Simone de Beauvoir publie *Le Deuxième Sexe*. Dans ce livre, Simone de Beauvoir montre comment la société enferme la femme dans son rôle de mère et dans son foyer. Gisèle a 23 ans. Elle découvre le livre. C'est une révélation. En tant que femme, Gisèle ressentait des injustices. *Le Deuxième Sexe* lui explique les raisons de ces injustices. En 1958, Gisèle rencontre Simone. Ensemble, elles vont mener des combats pour les droits des femmes et pas seulement.

Contre la torture en Algérie

En 1960, l'avocate Gisèle Halimi va défendre Djamila Boupacha. C'est une jeune militante pour l'indépendance de l'Algérie. À l'époque, l'Algérie est encore une colonie française. Les Algériens veulent l'indépendance. Djamila est accusée d'avoir fait un attentat. En prison, elle a été torturée et violée par des soldats français. L'État français veut garder le silence sur les tortures de l'armée française. Pour mieux défendre Djamila, Gisèle Halimi veut que les journaux parlent des viols et des tortures. Elle appelle Simone de Beauvoir, qui est déjà célèbre. Simone de Beauvoir écrit une tribune dans les journaux. Avec Gisèle Halimi, Simone de Beauvoir signe un livre sur l'histoire de Djamila.

Contre les crimes des États-Unis au Vietnam

Dans les années 60, les États-Unis font la guerre au Vietnam. Ils veulent empêcher que le pays ne devienne communiste. L'armée américaine commet les pires atrocités contre les civils vietnamiens. Il y a beaucoup de manifestations contre cette guerre. En 1967, des personnalités, des intellectuels du monde entier créent le tribunal Russell. C'est un tribunal moral pour enquêter, critiquer et dénoncer les crimes des États-Unis au Vietnam. Ce n'est pas un vrai tribunal. Il sert à dire publiquement que ces crimes existent. Gisèle et Simone sont les 2 seules femmes à participer à ce tribunal.

Procès pour avortement

En avril 1971, Simone de Beauvoir lance un manifeste. Dans ce texte, 343 femmes disent qu'elles ont avorté clandestinement. À cette époque, l'avortement est interdit en France. Au même

moment, Gisèle Halimi crée le mouvement "Choisir la cause des femmes". Le mouvement est présidé par Simone de Beauvoir. Mais ce qui va surtout faire connaître Gisèle Halimi, c'est le procès de Bobigny en 1971. Voici l'affaire.

Une mère célibataire a aidé sa fille, violée à 16 ans, à avorter clandestinement. Aussitôt après, le violeur est allé dénoncer les femmes à la police. La mère, la fille et la femme ayant pratiqué l'avortement sont arrêtées. Elles passent devant le tribunal de Bobigny. Gisèle Halimi est leur avocate. Avec Simone de Beauvoir et d'autres féministes, Gisèle Halimi fait du procès une affaire médiatique et une tribune politique. Le procès montre l'injustice d'une loi qui empêche les femmes de disposer de leur corps. Il montre que la loi qui interdit l'avortement est une loi injuste. Les femmes riches ont les moyens d'aller se faire avorter en Grande-Bretagne ou en Suisse. Les femmes plus modestes peuvent être arrêtées et condamnées pour un avortement clandestin en France. Les 3 femmes accusées seront condamnées, mais condamnées à des peines très légères. Le procès est historique. Avec le Manifeste des 343, le procès de Bobigny ouvre la voie à la loi pour la légalisation de l'avortement de 1975.

Dans leur vie, Simone de Beauvoir et Gisèle Halimi ont choisi la cause des femmes. Et parce qu'elles ont choisi la cause des femmes, elles ont aussi choisi la cause de tous ceux qui sont dominés et exploités. On pourrait dire que Simone de Beauvoir et Gisèle Halimi étaient pour un féminisme universel.

On peut lire les vies croisées de Gisèle Halimi et de Simone de Beauvoir, plus en détails dans [Clara Magazine](#)



The image shows the header of the Clara Magazine website. At the top, the word "CLARA" is written in large, white, bold letters on a dark green background, with "MAGAZINE" in smaller white letters below it. Below the logo is a navigation menu with the following items: "QUI SOMMES-NOUS ?", "UN MAGAZINE", "DES LIVRES", "UN SALON", "DES EXPOS", "DES ATELIERS", "UNE AGENCE ÉVÉNEMENTIELLE", "UN ANNONCEUR", and "CONTACT". To the right of the menu is a search icon. Below the navigation menu, the text "Gisèle Halimi et Simone de Beauvoir – Deux combattantes unies pour la justice et la liberté des femmes" is displayed. To the right of this text is a button that says "Abonnez-vous" and a small note below it: "• Abonnement classique (20€)".

Data d'Elles : la plateforme pour trouver des figures féminines inspirantes

Il y a 2780 caractères et 478 mots dans ce texte

Dans nos villes, les rues racontent une histoire. Mais cette histoire est incomplète.

À Bruxelles, environ 6 % des rues portant un nom de personne rendent hommage à une femme.

Cela signifie que la grande majorité des plaques, des statues et des ponts célèbrent des figures masculines. Pourtant, les femmes ont toujours été présentes dans la science, la politique, l'art, le sport ou les luttes sociales. L'espace public n'est pas neutre. Il façonne notre mémoire collective. Il influence aussi nos modèles. Quand un enfant grandit dans une rue portant le nom d'une scientifique ou d'une artiste, cela élargit son horizon. Quand un passant découvre un nom inconnu sur une plaque, cela peut éveiller une curiosité. Mais encore faut-il que ces noms existent... et qu'on sache qui étaient ces femmes.

C'est pour répondre à ce manque qu'est né le projet **Data d'Elles**.

Au départ, c'était un exercice de visualisation de données. L'idée était simple : rendre visibles des informations souvent invisibles. Permettre de voir en un coup d'œil si une femme a été invisibilisée de son vivant, était féministe, née en Belgique, etc. Très vite, le projet a pris une autre ampleur.

Pourquoi ne pas créer un répertoire clair et accessible de femmes ayant marqué l'histoire ?

Aujourd'hui, Data d'Elles rassemble près de 500 portraits. Des femmes connues, et d'autres moins.

Des pionnières, des militantes, des chercheuses, des artistes, des sportives. Certaines ont été reconnues de leur vivant. D'autres ont été oubliées.

Le projet s'adresse aux associations, aux écoles, aux communes, aux urbanistes. À toutes celles et ceux qui cherchent des noms pour une rue, une place, une salle, un bâtiment. Mais aussi à toute personne curieuse d'en savoir plus.

La plateforme **datadelles.com** est simple à utiliser.

Recherche par domaine

On peut faire une recherche par domaine : politique, science, art, sport... On peut filtrer différentes informations. On peut chercher par mot clé.

LÉGENDE

- née en Belgique
- lien avec la Belgique
- / / / première personne / / / première femme
- - - pas reconnue pour son travail en son temps
- △ féministe
- militantisme
- science
- politique
- sport
- autre
- art
 - théâtre, cinéma
 - musique
 - = littérature
 - U danse
 - art plastique

Chaque fiche présente un portrait visuel et un court texte explicatif.



LUCIE BAUD, NÉE MARTIN

1870 - 1913

Ouvrière tisseuse en soierie, elle fonde le Syndicat des ouvriers et ouvrières en soierie de Vizille, dont elle devient secrétaire. Elle mène des grèves pour l'amélioration des conditions de travail des femmes en soieries.

France

JANE GRAVEROL

1905 - 1984



Belgique

MARIE-THÉRÈSE BODART

1909 - 1981



Belgique

La plateforme est aussi participative. Tout le monde peut proposer un nom de femme décédée ayant marqué l'histoire. Il suffit de remplir un formulaire en ligne et d'ajouter quelques informations. L'équipe vérifie ensuite les données et réalise le portrait graphique si une image est disponible. L'objectif est clair : atteindre 500 femmes référencées. Pour enrichir notre mémoire collective. Et offrir plus de modèles aux générations futures.

Les villes évoluent. Leur récit aussi. Et si nous décidions, ensemble, d'y inscrire davantage de femmes ?

Découvrez le projet sur www.datadelles.com et contribuez à rendre l'histoire plus visible.

https://www.youtube.com/watch?v=n3jZRENAB_0

Femmes d'exception

Il y a 272 caractères et 27 mots dans ce texte

Cliquez sur l'image pour lire l'article



Aimée Bologne-Lemaire

1904 - 1998

Féministe, militante, résistante



Alice Seeley Harris

1870 - 1970

Missionnaire et photographe



Louise Michel

1830 – 1905

Socialiste, féministe, anarchiste



Clara Zetkin

1857 – 1933

**Militante socialiste,
féministe et communiste**



Emmeline Pankhurst

1858 – 1928

Militante féministe et suffragette



Gisèle Halimi

1929 – 2020



Simone de Beauvoir

1908 – 1986

Militantes pour la cause des femmes,
des peuples, de tous les opprimés

Emily Warren Roebling



1843 - 1903

Ingénieure sans titre

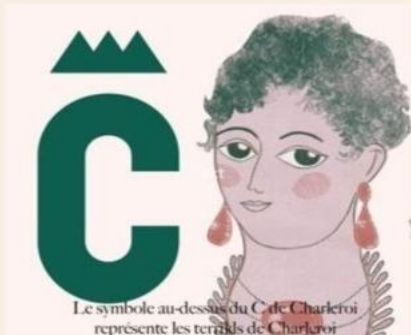


Elizabeth Magie

1866 - 1948

Inventrice méconnue

Eulalie Desmanet



©Gaëlle Defeyt

1758 - 1826

Patronne de charbonnage



Hedy Lamarr

1914 - 2000

La mère du Wifi



Katherine Johnson

1918 - 2020

L'ordinateur humain



Mileva Maric

1875 - 1948

Scientifique, dans l'ombre d'Einstein

Pour voir les cahiers "femmes", cliquer sur l'image



Ma voix, mon choix



Femmes debout



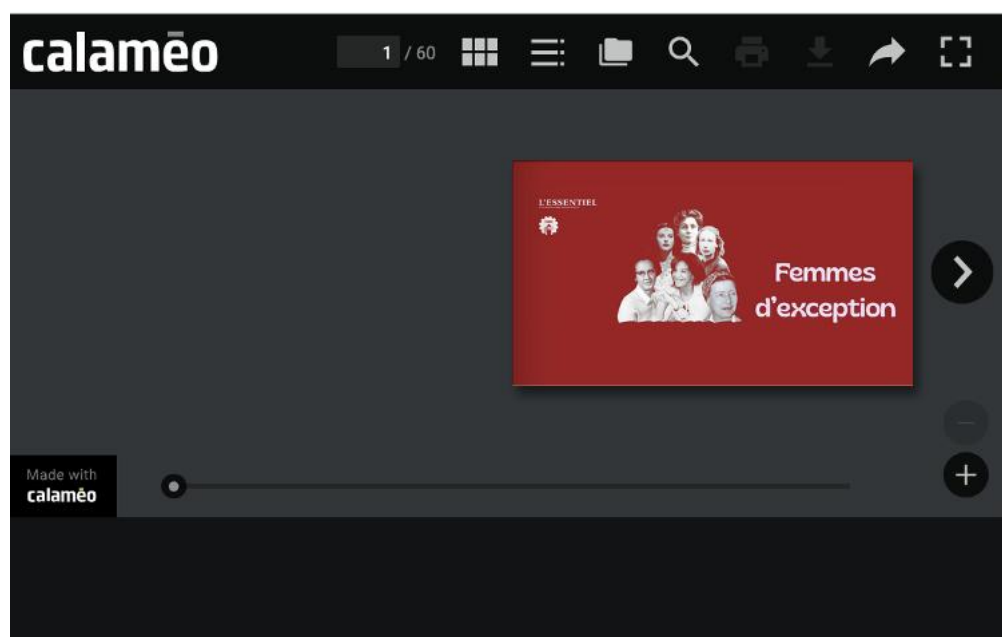
Les femmes qui font non, non, non

Femmes d'exception, l'album

Il y a 645 caractères et 99 mots dans ce texte

Dans cet album numérique, L'Essentiel vous présente 12 femmes d'exception : l'histoire a retenu le nom de certaines de ces femmes, et elle en a oublié d'autres. Certaines de ces femmes ont créé, ont inventé, et ont fait avancer la science, d'autres ont mené des combats idéologiques et politiques. Toutes ont fait progresser la cause des femmes.

Feuilleter l'album



Pour agrandir l'écran, cliquer sur

Pour tourner les pages, cliquer sur la flèche de droite



Bonne lecture !

Télécharger le PDF

[femmesdexceptionTélécharger](#)

Lire les articles complets

L'accès direct aux articles, c'est par [ici](#)

Accompagnement pédagogique

GPS Parcourir le cahier "Femme, ma voix, mon choix"

Il y a 4378 caractères et 783 mots dans ce texte

Dans le monde comme à *L'Essentiel*, le mois de mars est consacré à la lutte pour les droits des femmes. A Charleroi, la 11ème édition du mouvement " Femmes de mars" bat son plein : [Femmes de mars, 11ème édition](#), ce sont des expos, des concerts, la manifestation,... et surtout beaucoup de solidarité.

Les femmes dans le monde

L'Essentiel a continué ses portraits de femmes invisibilisées par l'histoire. L'Essentiel présente 6 portraits de femmes qui ont contribué à faire avancer causes et les droits des femmes :

[Aimée Bologne Lemaire](#)

Dès 1930, Aimée Bologne Lemaire s'engage dans le Mouvement Féministe et milite contre le fascisme et le [rexisme](#). Dès le début de la guerre, elle s'engage dans la résistance et participe à la diffusion de la presse clandestine. A Charleroi, on l'appelait la "préfète rouge".

[Louise Michel, socialiste et anarchiste](#)

Louise Michel (1830-1905) était une femme française. Elle a été institutrice, écrivaine et militante politique. Elle est surtout connue pour son rôle dans la **Commune de Paris** en 1871 et pour avoir défendu les pauvres et les opprimés.

[Alice Seeley Harris, les photos du Congo](#)

Elle a été la bête noire de Léopold II roi des belges de 1885 à 1908 . Elle a contribué à dénoncer les crimes et les atrocités commises par les colons belges au Congo. C'est le premier scandale humanitaire de l'histoire.

[Clara Zetkin, le 8 mars et plus encore](#)

Clara Zetkin est une militante socialiste et féministe allemande. C'est une personne très importante dans l'histoire du mouvement ouvrier et de la lutte pour les droits des femmes au début du 20^e siècle. On lui doit la journée du 8 mars.

[Emmeline Pankhurst, suffragette en chef](#)

Emmeline Pankhurst a été une des leaders du mouvement des [suffragettes](#). Les suffragettes sont des femmes qui ont lutté pour le droit de vote des femmes au Royaume-Uni.

[Gisèle et Simone: pour la cause](#)

Gisèle Halimi et Simone de Beauvoir sont de grandes féministes. C'est parce qu'elles ont choisi la cause des femmes qu'elles défendent aussi la cause de tous les dominés.

En France

[Gisèle militante, pas martyre](#)

Gisèle P. a voulu que le procès de ses violeurs soit ouvert au public. Elle a fait ça pour que la honte change de camp. Et la honte a changé de camp : les accusés se cachaient le visage en arrivant et en quittant le tribunal. A sa manière Gisèle P. a fait bouger les lignes aussi.

En Europe

« N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. » Cette phrase désormais célèbre de Simone De Beauvoir se vérifie aux Etats-Unis mais aussi en Europe.

L'Essentiel fait le point sur les avancées et aussi les reculs du droit à l'IVG en Europe.

[**Avortement, un droit menacé en Europe**](#)

Un rapport d'Amnesty international montre clairement que dans certains pays membres les femmes sont empêchées d'accéder à leur droit de disposer de leur corps.

[**Avortement en Europe, une décision historique**](#)

Face aux difficultés rencontrées dans certains pays, et sur base de la pétition My voice, my choice, la Commission européenne a pris une décision qui garantit à toutes les femmes de se rendre dans un pays membre et d'accéder à un avortement sans risque et abordable financièrement.

Infographie : [**L'avortement en Europe**](#)

En 2025, on peut voir que dans la plupart des pays de l'Union Européenne, le droit à l'avortement est garanti. Mais en creusant un peu, on se rend compte que dans certains pays ou l'avortement est légal, avorter devient presque un combat.

Dans les années 70, les combats des femmes

[**Les 343 S.....**](#)

En 1971, 343 femmes déclarent publiquement qu'elles ont avorté et réclament la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse. En faisant cela elles se mettent en danger car l'avortement est un crime et elles risquent la prison.

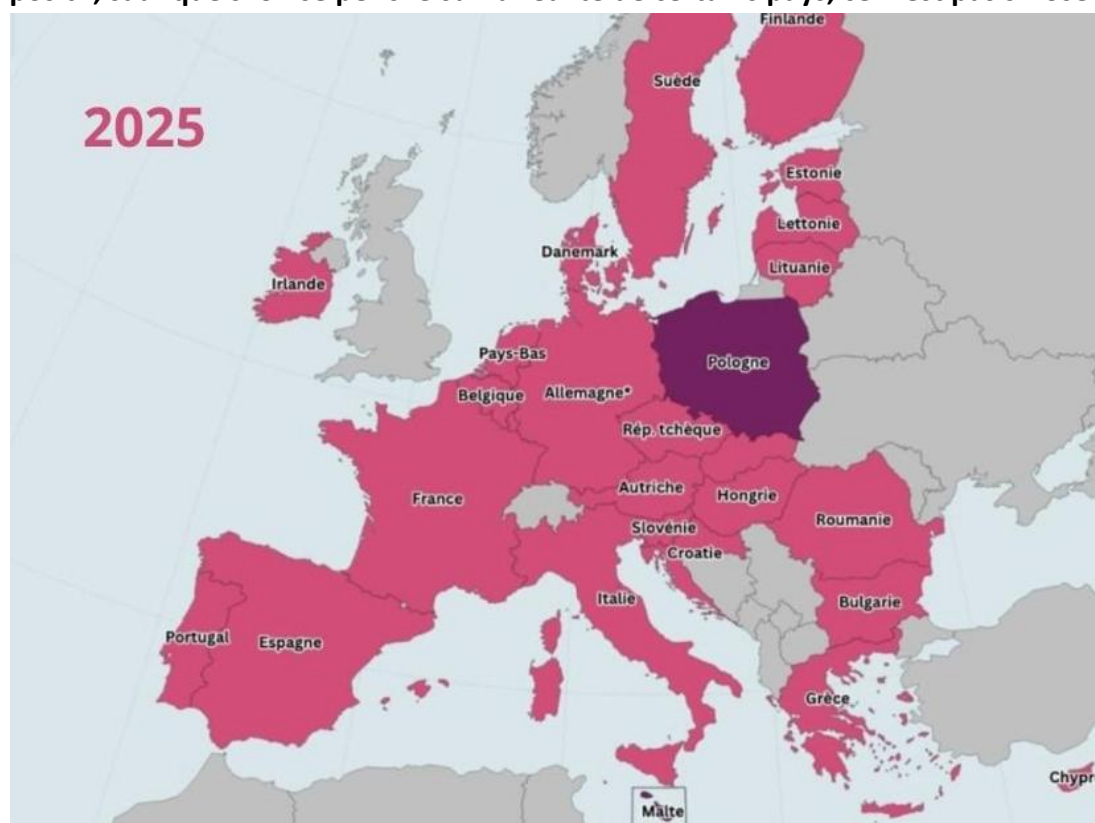
[**Annie Colère, un film**](#)

Annie est une jeune femme. Elle est mariée, elle a 2 enfants. Enceinte du 3^{ème}, elle fait appel à une association pour l'aider à avorter sans danger même si c'est illégal. Elle fait alors la connaissance de ces femmes qui aident les autres. Elle les admire et s'engage à leur côté pour porter la cause des femmes.

Infographie L'avortement en Europe

Il y a 3228 caractères et 541 mots dans ce texte

Le droit à l'avortement est garanti presque sans conditions dans la plupart des pays européens. Des conditions strictes sont imposées dans 2 pays seulement : la Pologne et Malte. C'est assez positif, sauf que si on se penche sur la réalité de certains pays, ce n'est pas si rose.



Source : [Center for reproductive rights](#) •

Dans 25 pays sur les 27, l'avortement est un droit acquis pour les femmes. Cependant dans plusieurs pays de l'Union Européenne, il y a des empêchements administratifs, financiers, moraux. Il y a en plus des pressions sur les femmes pour qu'elles décident de ne pas avorter.

Sans conditions

En France, l'Interruption Volontaire de Grossesse est inscrite dans la Constitution depuis 2025.

En Finlande, la femme ne doit absolument pas justifier sa décision.

En Belgique, le délai est fixé à 12 semaines de grossesse (soit 14 semaines après les dernières règles). Il est remboursé par la mutuelle. Dans la plupart des pays, le délai est de 12 semaines.

Au Pays-Bas, le délai est de 20 semaines. C'est le pays avec le délai le plus long.

A Chypre, c'est jusqu'à 19 semaines en cas de viol.

Sans conditions, mais ça reste difficile

Voici des exemples de pays où l'accès à l'avortement est rendu difficile. Il sont nombreux, encore aujourd'hui, en Europe. En voici quelques exemples :

Dans 23 pays, les médecins peuvent refuser de pratiquer l'avortement, c'est la "clause de conscience". Dans un pays comme la Roumanie, cela pose problème car dans les cliniques publiques, les médecins s'appuient sur cette clause de conscience pour ne pas pratiquer l'avortement.

En Hongrie, la loi oblige la femme à écouter le battement du coeur du fœtus avant de prendre une décision.

Voici quelques exemples de pays où l'accès à l'avortement est assez facile.

En Italie, les anti-IVG ont le droit de faire des sittings devant les plannings familiaux où ils humilient et parfois insultent les femmes qui y vont.

En Allemagne, le code pénal interdit toujours l'avortement sauf en cas de viol ou de danger pour la vie de la mère. Ca veut dire que l'avortement du point de vue de la loi est toujours considéré comme un crime. Dans les faits, si l'avortement a lieu avant les 12 semaines, aucune sanction n'est appliquée.

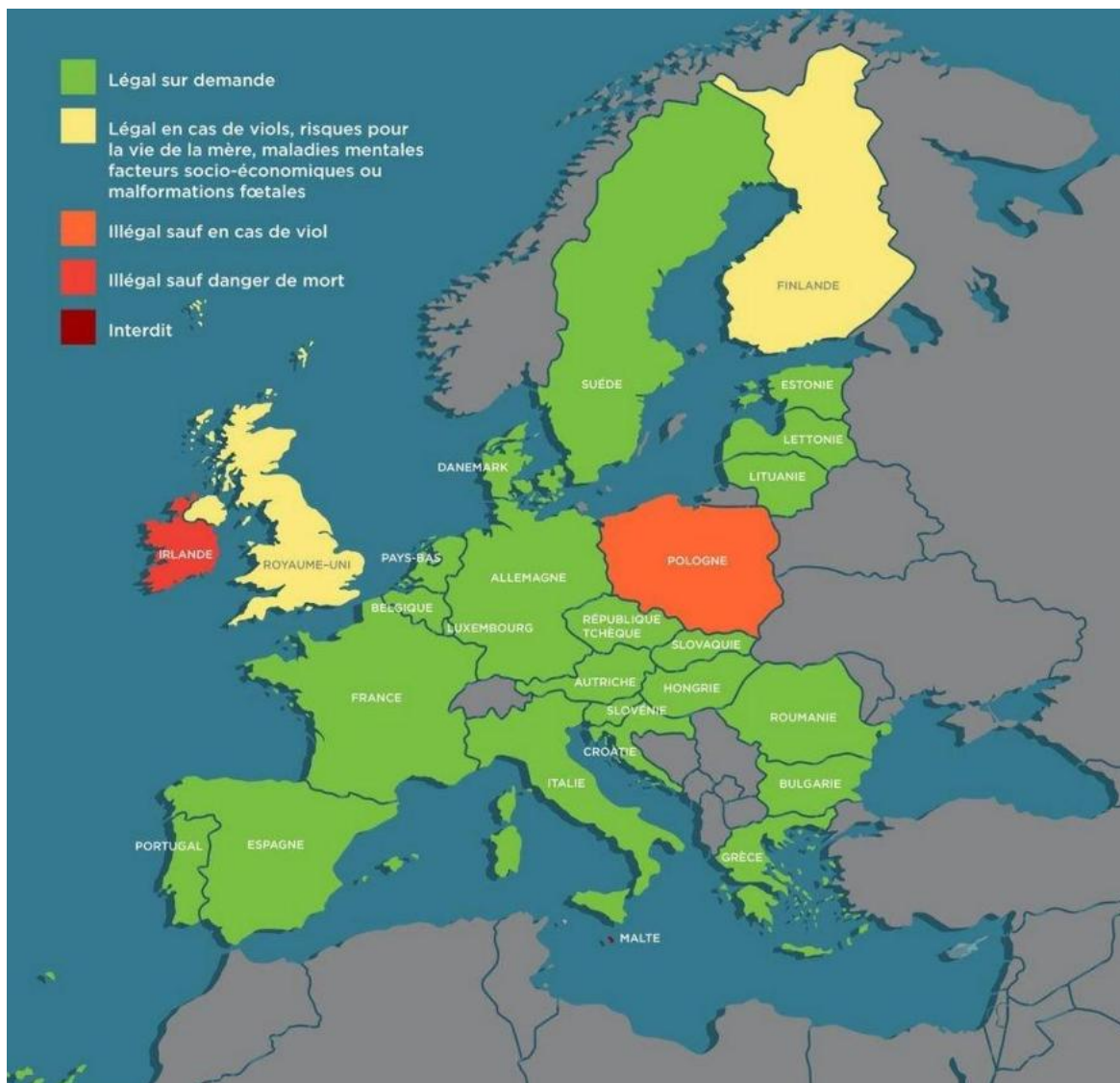
Au Portugal, le délai est de 10 semaines de grossesse et les frais sont à charge de la femme, encore une fois, celles qui ont les moyens pourront décider de leur corps, les autres un peu moins.

Avec conditions très restrictives

A Malte et en Pologne (en violet sur la carte), l'avortement est autorisé uniquement en cas de viol ou de danger pour la vie de la mère.

Ces quelques exemples montrent que le droit à l'avortement est encore très fragile dans beaucoup de pays d'Europe. Certaines femmes choisissent alors d'aller dans un pays où l'accès à l'avortement est plus libre. Cela concerne les femmes qui ont les moyens, pour les autres, ce sera parfois un avortement à la "sauvette" avec tous les risques pour la santé des femmes.

En **2018**, *L'Essentiel* avait déjà publié une carte des pays européens reprenant les informations sur le droit à l'avortement. Comme on peut le voir sur la carte, les choses ont évolué depuis 2018.



Des liens pour aller plus loin

Il y a 845 caractères et 132 mots dans ce texte

Etat des lieux des droits des femmes en Europe et dans le monde :

En Europe, l'avortement :

Une carte de l'Union européenne relative au droit à l'avortement dans les pays membres de l'Union.

[Cliquer ici](#)

Dans le monde, les droits des femmes :

La page du site des Nations Unies consacré aux femmes et aux filles dans le monde. [Cliquer ici](#)

Des associations et des mouvements :

[Soralia](#) et [Vie féminine](#) proposent des formations, des actions, des informations, et des services dans toute la Wallonie et à Bruxelles.

Recevoir de l'aide grâce à ce [numéro vert](#) ([0800 30 0 30](#)) à l'écoute des femmes victimes de violences conjugales.

Un peu d'histoire

Pour aller plus loin encore et trouver des outils pédagogiques, consulter le [Centre d'Archives et de Recherches pour l'Histoire des Femmes asbl](#)

Exercices Aimée Bologne-Lemaire

Il y a 2483 caractères et 420 mots dans ce texte

Cette année, nous reprenons la série de portraits de femmes qui ont eu un rôle important dans l'histoire ou qui ont un rôle important aujourd'hui. Des femmes qui ont dû se battre pour être reconnues, des femmes qui ont participé, chacune à leur façon, à l'émancipation de toutes les femmes.

Aimée LEMAIRE est née le 6 janvier 1904 à Bruxelles. Sa mère est enseignante et son père est avocat.

Elle fait de brillantes études et passe le jury central pour pouvoir entrer à l'Université. En 1926, elle est diplômée docteure en Philosophie et Lettres.

Elle devient la 1ère femme universitaire laïque à donner des cours de latin, de grec, de français et d'histoire au Lycée de l'Ecole moyenne de Charleroi. L'actuel Athénée Royal Vauban.

En 1929, elle épouse Maurice Bologne et devient ainsi Aimée Bologne-Lemaire. Elle enseigne à Ixelles de 1930 à 1943. Elle revient ensuite à Charleroi en février 1943. Elle devient alors préfète de l'athénée.

Dès 1930, elle s'engage dans le Mouvement Féministe et milite contre le fascisme et le *rexisme*. Dès le début de la guerre, elle s'engage dans la résistance et participe à la diffusion de la presse clandestine.

A Charleroi, on l'appelait la "préfète rouge".

En 1945, elle fonde l'Association pour le Progrès intellectuel et artistique de la Wallonie.

En 1961, elle devient directrice de l'Institut Jules Destrée. A l'époque, cet institut faisait surtout des recherches et des débats sur la situation en Wallonie. Par son action, l'Institut veut participer à plus de démocratie et plus d'égalité.

Durant l'hiver 1960-61, elle quitte l'enseignement pour participer à la grève générale des travailleurs en lutte contre le programme d'austérité du gouvernement belges.

Plus tard, elle militera au sein du Mouvement Populaire Wallon. De 1968 à 1975, elle préside la Commission féminine fédérale qu'elle a créée.

En 1975, elle organise une importante Journée des Femmes.

Chaque année, depuis 1976, il y a un prix Bologne-Lemaire en hommage au couple. Ce prix récompense une Wallonne ou un Wallon qui a le mieux servi les intérêts de la société wallonne par son action sociale, économique, politique ou culturelle.

Madame Aimée Lemaire-Bologne est restée une militante toute sa vie. Elle meurt le 20 décembre 1998 à l'âge de 94 ans.

Geneviève Dehout

L'exercice et son corrigé à télécharger :

[Aimée Bologne-Lemaire, exercice](#)[Télécharger](#)

[Aimée Bologne-Lemaire, correction](#)[Télécharger](#)

Aimée Bologne Lemaire Exercice

Entoure la bonne réponse

1. Où est née Aimée Lemaire ?

- A. À Liège
- B. À Bruxelles
- C. À Namur

2. Quel métier faisait sa mère ?

- A. Enseignante
- B. Médecin
- C. Avocate

3. En quelle année est-elle diplômée docteur en Philosophie et Lettres ?

- A. 1920
- B. 1926
- C. 1930

4. Quelles matières enseignait-elle ?

- A. Les mathématiques et la biologie
- B. Le latin, le grec, le français et l'histoire
- C. La musique et le sport

5. Comment s'appelle son mari ?

- A. Jules Destrée
- B. Maurice Bologne
- C. Paul Vauban

6. En quelle année se marie-t-elle ?

- A. 1929
- B. 1945
- C. 1961

7. Contre quoi militait-elle ?

- A. Contre le sport
- B. Contre le fascisme et le rexisme
- C. Contre l'université

8. Que faisait-elle pendant la guerre ?

- A. Elle voyageait
- B. Elle écrivait des romans
- C. Elle participait à la résistance

9. Comment l'appelait-on à Charleroi ?

- A. La dame blanche
- B. La préfète rouge
- C. La professeure verte

10. Que fonde-t-elle en 1945 ?

- A. Une école privée
- B. Une association pour le progrès intellectuel et artistique de la Wallonie
- C. Un journal sportif

11. Pourquoi quitte-t-elle l'enseignement durant l'hiver 1960-61 ?

- A. Pour voyager
- B. Pour prendre sa retraite
- C. Pour participer à la grève générale

12. Que récompense le prix Bologne-Lemaire ?

- A. Un sportif célèbre
- B. Une personne qui aide la société wallonne
- C. Un acteur belge

13. À quel âge est morte Aimée Bologne-Lemaire ?

- A. 84 ans
- B. 90 ans
- C. 94 ans

Aimée Bologne Lemaire Correction

Entoure la bonne réponse

1. Où est née Aimée Lemaire ?

- A. À Liège
- B. Bruxelles
- C. À Namur

2. Quel métier faisait sa mère ?

- A. Enseignante
- B. Médecin
- C. Avocate

3. En quelle année est-elle diplômée ?

- A. 1920
- B. 1926
- C. 1930

4. Quelles matières enseignait-elle ?

- A. Les mathématiques et la biologie
- B. Le latin, le grec, le français et l'histoire
- C. La musique et le sport

5. Comment s'appelle son mari ?

- A. Jules Destrée
- B. Maurice Bologne
- C. Paul Vauban

6. En quelle année se marie-t-elle ?

- A. 1929
- B. 1945
- C. 1961

7. Contre quoi militait-elle ?

- A. Contre le sport
- B. Contre le fascisme et le rexisme
- C. Contre l'université

8. Que faisait-elle pendant la guerre ?

- A. Elle voyageait
- B. Elle écrivait des romans
- C. Elle participait à la résistance

9. Comment l'appelait-on à Charleroi ?

- A. La dame blanche
- B. La préfète rouge
- C. La professeure verte

10. Que fonde-t-elle en 1945 ?

- A. Une école privée
- B. Une association pour le progrès intellectuel et artistique de la Wallonie
- C. Un journal sportif

11. Pourquoi quitte-t-elle l'enseignement durant l'hiver 1960-61 ?

- A. Pour voyager
- B. Pour prendre sa retraite
- C. Pour participer à la grève générale

12. Que récompense le prix Bologne-Lemaire ?

- A. Un sportif célèbre
- B. Une personne qui aide la société wallonne
- C. Un acteur belge

13. À quel âge est morte Aimée Bologne-Lemaire ?

- A. 84 ans
- B. 90 ans
- C. 94 ans

Exercices

Les photos du Congo d'Alice Seeley Harris

Il y a 11176 caractères et 1456 mots dans ce texte

Comme en 2025, voici une série de portraits de femmes qui ont eu un rôle important dans l'histoire ou qui ont un rôle important aujourd'hui. Des femmes qui ont dû se battre pour être reconnues, des femmes qui ont participé, chacune à leur façon, à l'émancipation de toutes les femmes.

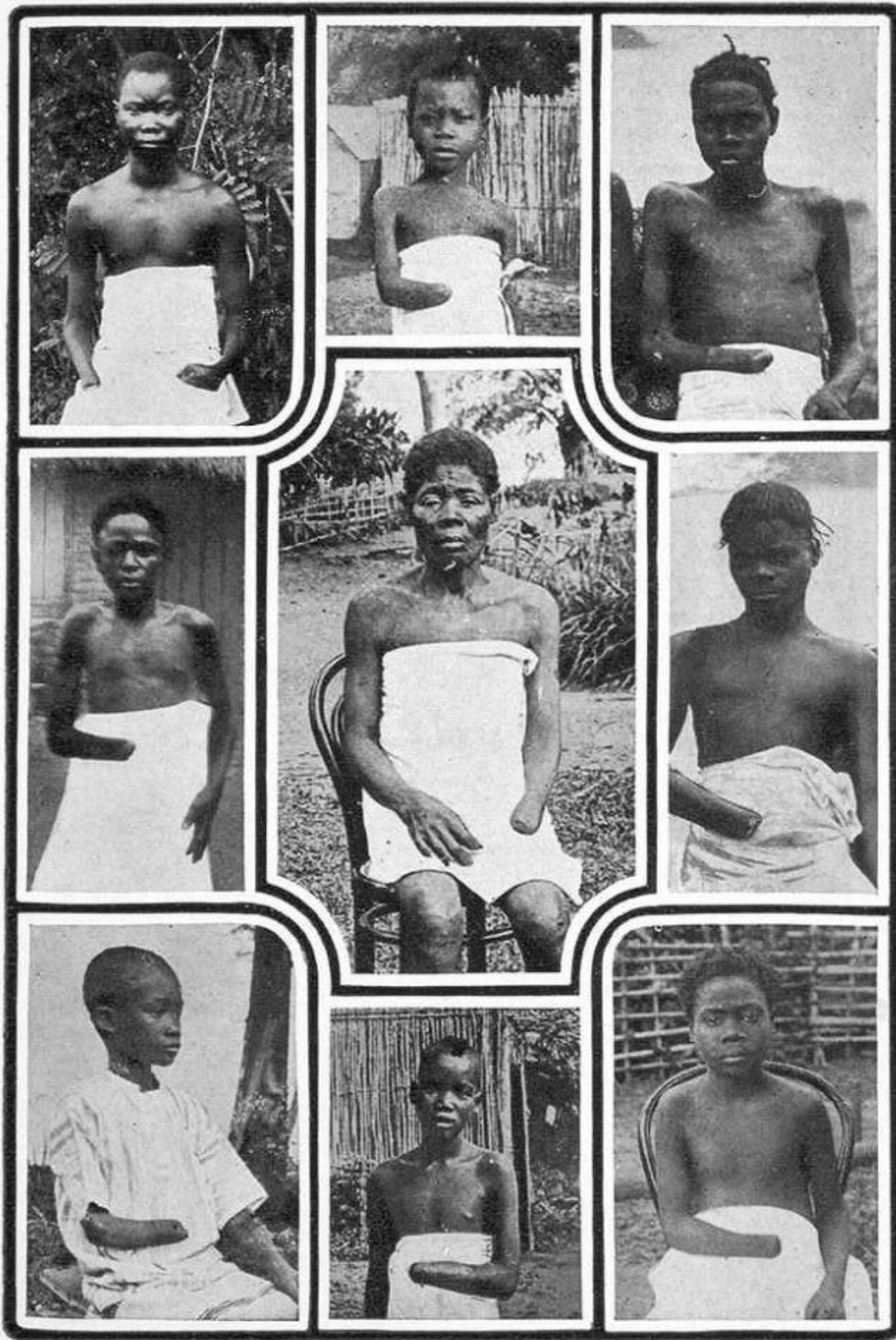
Qui connaît le nom de Alice Seeley Harris ? Et pourtant elle a été la bête noire de Léopold II roi des belges de 1885 à 1908 . Elle a contribué à dénoncer les crimes et les atrocités commises par les colons belges au Congo. C'est le premier scandale humanitaire de l'histoire.

Le Congo de 1885 à 1908

De 1885 à 1908, le Congo est la propriété privée du roi des Belges Léopold II. Il n'a jamais mis les pieds au Congo. Mais de loin, il gère ce territoire avec une incroyable violence. Au Congo, à l'époque, le caoutchouc fait partie des richesses exploitées par le roi des belges. Le caoutchouc sert pour la fabrication de pneumatiques. Pour être les premiers sur le marché, il faut récolter toujours plus de sève de caoutchouc.

Un régime de terreur

Sur ordre du roi des Belges, les colons sur place installent un régime de terreur. On fouette, on met en prison, on bat les indigènes pour qu'ils travaillent plus et plus vite. Mais ce n'est pas possible d'extraire plus de caoutchouc que ce que l'arbre n'en produit... Alors, les colons belges organisent la terreur. Ils s'en prennent aux femmes et aux enfants pour faire pression sur les hommes. Ils brûlent des villages entiers. Ils assassinent en masse et pour terroriser la population. Ils ramènent une pied ou une main par personne tuée. Ils mutilent aussi les indigènes de leur vivant pour les punir. C'est un régime sans pitié.



FROM PHOTOGRAPHS, CONGO STATE

“The pictures get sneaked around everywhere.”— *Page 40.*

On appelle le Congo, le pays "des mains coupées"

Lire aussi [Congo, la ligne du temps](#)

Les missionnaires témoins

Alice Seeley Harris est britannique. Elle est enseignante. Son mari et elle sont des missionnaires. Ils vont au Congo pour diffuser la religion protestante. Ils sont très croyants. Ils sont là pour évangéliser les populations africaines.

Très vite, ils constatent que les indigènes sont victimes de traitements inhumains.

Lors d'un séjour en Angleterre elle raconte ce qu'elle a vu, on la croit un peu mais beaucoup n'en croient pas leurs oreilles tellement c'est violent. Alors elle retourne au Congo avec un des premiers appareils photos portatifs.

Elle prend des photographies des indigènes et des colons. Elle compte apporter des preuves des crimes commis par les milices belges. Dans le même temps, d'autres Britanniques et Américains dénoncent et documentent les violences et les tortures.

Petit à petit, de témoignages en témoignages, de photographies en photographies, les consciences se réveillent. En Europe et aux Etats-Unis, des voix se lèvent pour dénoncer les horreurs commis par les Belges au Congo.

« Un dimanche matin, j'étais seule et mon boy est venu me prévenir qu'un indigène m'attendait à l'arrière de la mission portant avec lui la main et le pied d'une petite fille enveloppés dans une feuille de bananier. Je l'ai fait asseoir en haut des marches de la véranda et il a ouvert la feuille de bananier et j'ai pris une photo. Ils étaient là, sous mes yeux, la main et le pied de cette petite fille. »



N'Sala devant le pied et la main de sa petite fille de 5 ans Boali

Cette photo devient célèbre et fait le tour du monde. C'est la photo d'un père, il est assis sur la terrasse avec devant lui, le pied et la jambe de sa fille de 5 ans. La photo est une mise en scène mais les faits sont réels. Les colons ont tué la petite et coupé le pied.

Léopold II obligé de céder le Congo

Le couple fait le tour des Etats-Unis et de l'Angleterre pour témoigner et montrer ce qui se passe au Congo. C'est le premier scandale humanitaire documenté. La communauté internationale fait pression sur la Belgique. Ce scandale est une raison de plus pour le parlement belge d'obliger Léopold II à céder le Congo à l'Etat belge. On est en 1908. Cela n'arrête pas totalement les mauvais traitements et les tortures, mais c'est un peu moins violent que sous Leopold II.

A l'époque, le but n'est pas de mettre fin à la colonisation. Au début du 20^{ème} siècle, l'indépendance n'est pas du tout d'actualité.

Exercice Vrai/Faux — Alice Seeley Harris et le Congo (1885–1908)

Cochez Vrai ou Faux, puis cliquez sur Corriger.

1) Le Congo (1885–1908) est une colonie belge gérée par le parlement belge.

Vrai Faux

2) Léopold II a vécu plusieurs années au Congo.

Vrai Faux

3) Le caoutchouc est utile, par exemple pour fabriquer des pneus.

Vrai Faux

4) Les colons utilisent la violence pour obliger les habitants à produire plus.

Vrai Faux

5) On parle parfois du "pays des mains coupées".

Vrai Faux

6) Alice Seeley Harris et son mari sont des missionnaires au Congo.

Vrai Faux

7) Elle fait des photos pour soutenir la colonisation.

Vrai Faux

8) Une photo célèbre est mise en scène, mais les faits sont réels.

Vrai Faux

9) Le couple témoigne en Angleterre et aux États-Unis.

Vrai Faux

10) En 1908, l'Europe veut surtout donner l'indépendance au Congo.

Vrai Faux

[Corriger](#) [Recommencer](#)

Exercices Louise Michel, socialiste et anarchiste

Il y a 3760 caractères et 671 mots dans ce texte

L'Essentiel fait une série de portraits de femmes connues et moins connues. Des femmes qui ont dû se battre pour être reconnues, des femmes qui ont participé, chacune à leur façon, à la libération de toutes les femmes.

Louise Michel (1830-1905) était une femme française. Elle a été institutrice, écrivaine et militante politique. Elle est surtout connue pour son rôle dans la **Commune de Paris** en 1871 et pour avoir défendu les pauvres et les opprimés.

Son enfance

Elle est née en 1830 dans un village de Haute-Marne. Elle était la fille naturelle d'une servante et d'un notable. Elle a eu une éducation assez bonne pour une fille de son époque. Elle a décidé très tôt de devenir institutrice pour aider les enfants. Toute sa vie, comme institutrice, elle va favoriser l'égalité entre les garçons et les filles. Elle enseigne autrement aux enfants. Elle les fait participer, ils peuvent discuter en groupe de la leçon. Louise Michel les emmène souvent à l'extérieur de l'école, pour mieux comprendre le monde.

Son engagement

Louise Michel voulait une société plus juste. Elle était contre l'injustice et la misère. Elle défendait les idées républicaines et des idées de liberté. Elle se battait l'égalité entre les hommes et les femmes. Elle était pour l'éducation pour tous et toutes. Féministe de la première heure, En 1860, elle signe avec 38 autres femmes un Manifeste publié dans le journal *Le droit des femmes*. Avec un ami, elle fonde un journal qui s'appelle *La Sociale*.

Elles réclament l'égalité des salaires entre les femmes, l'égalité des droits civils, l'accès à l'instruction, le droit au travail, l'autogestion au travail, la reconnaissance des unions libres et la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans l'enseignement et les hôpitaux. Pour Louise Michel et ses camarades de lutte, le combat social et le combat féministe sont inséparables. Comme quoi, ces combats ne sont pas nouveaux. "*La question des femmes est, surtout à l'heure actuelle, inséparable de la question de l'humanité*", dit Louise Michel, il y a 150 ans...

"La question des femmes est, surtout à l'heure actuelle, inséparable de la question de l'humanité."

Louise Michel

La Commune de Paris

En 1871, après la guerre contre la Prusse (les Allemands), les Parisiens se révoltent contre le gouvernement. C'est la **Commune de Paris**. Pendant la Commune, elle participe à la défense de Paris. Elle est cantinière, ambulancière. Elle parle dans les réunions pour encourager le peuple. Elle est soldate aussi : elle combat avec l'armée. Elle réclame pour les femmes le fusil avant l'urne, autrement dit, le droit de porter un fusil avant le droit de vote.

Après la défaite de la Commune, elle est arrêtée avec ses camarades. Les hommes sont condamnés à la peine de mort, ils sont fusillés, elle n'est pas fusillée car c'est une femme. Elle est déportée.

Déportation en Nouvelle-Calédonie

Louise Michel est condamnée au bagne. Elle est envoyée en **Nouvelle-Calédonie**. C'est une colonie française dans le Pacifique, pas très loin de l'Australie. Là-bas elle devient anarchiste, elle continue à enseigner, elle ouvre des écoles pour les populations locales, les Kanaks. Elle soutient les Kanaks quand ils se révoltent contre l'injustice coloniale.

Retour en France et fin de vie

Elle revient en France en 1880 après une amnistie.

Elle continue à faire des conférences, elle écrit des livres et défend les idées **socialistes et anarchistes**. Elle fait des allers-retours en prison car elle participe aux grèves et aux révoltes. Elle meurt en 1905 à Marseille, respectée comme une grande figure de la lutte sociale.



A Charleroi, une rue porte son nom

La Commune de Paris

<https://www.youtube.com/shorts/jqWCVGXSSVs>

L'exercice et sa correction à télécharger

[Louise Michel, exercice](#)Télécharger

[Louise Michel, correction](#)Télécharger

Exercice

Coche la bonne réponse

1. Louise Michel était une femme française.

Vrai

Faux

2. Elle était médecin et chanteuse.

Vrai

Faux

3. Elle voulait aider les enfants en devenant institutrice.

Vrai

Faux

4. Louise Michel pensait que les filles et les garçons devaient être égaux.

Vrai

Faux

5. Elle enseignait toujours seulement dans la classe.

Vrai

Faux

6. Louise Michel défendait les pauvres et les personnes opprimées.

Vrai

Faux

7. Elle était contre l'éducation pour tous.

Vrai

Faux

8. En 1860, elle signe un manifeste avec d'autres femmes.

Vrai

Faux

9. Pendant la Commune de Paris, elle aide les soldats et le peuple.

Vrai

Faux

10. Après la Commune, elle devient présidente de la France.

Vrai

Faux

11. Elle est envoyée en Nouvelle-Calédonie.

Vrai

Faux

12. En Nouvelle-Calédonie, elle aide les Kanaks.

Vrai

Faux

13. Elle revient en France en 1880.

Vrai

Faux

14. Louise Michel meurt en 1905 à Marseille.

Vrai

Faux

Correction

Coche la bonne réponse

1. Louise Michel était une femme française.

Vrai

Faux

2. Elle était médecin et chanteuse.

Vrai

Faux

3. Elle voulait aider les enfants en devenant institutrice.

Vrai

Faux

4. Louise Michel pensait que les filles et les garçons devaient être égaux.

Vrai

Faux

5. Elle enseignait toujours seulement dans la classe.

Vrai

Faux

6. Louise Michel défendait les pauvres et les personnes opprimées.

Vrai

Faux

7. Elle était contre l'éducation pour tous.

Vrai

Faux

8. En 1860, elle signe un manifeste avec d'autres femmes.

Vrai

Faux

9. Pendant la Commune de Paris, elle aide les soldats et le peuple.

Vrai

Faux

10. Après la Commune, elle devient présidente de la France.

Vrai

Faux

11. Elle est envoyée en Nouvelle-Calédonie.

Vrai

Faux

12. En Nouvelle-Calédonie, elle aide les Kanaks.

Vrai

Faux

13. Elle revient en France en 1880.

Vrai

Faux

14. Louise Michel meurt en 1905 à Marseille.

Vrai

Faux

Exercice Clara Zetkin, le 8 mars et plus encore

Il y a 3721 caractères et 658 mots dans ce texte

L'Essentiel fait une série de portraits de femmes connues et moins connues. Des femmes qui ont dû se battre pour être reconnues, des femmes qui ont participé, chacune à leur façon, à la libération de toutes les femmes.

Clara Zetkin est une militante socialiste et féministe allemande. C'est une personne très importante dans l'histoire du mouvement ouvrier et de la lutte pour les droits des femmes au début du 20^e siècle. On lui doit la journée du 8 mars.

Qui était-elle ?

Clara Eisner est née en 1857, en Allemagne, dans une famille bourgeoise. Elle fait des études d'institutrice dans une école pour filles. Elle est sensibilisée au féminisme par sa mère et par une éducatrice de son école. Pendant ses études, elle rencontre un réfugié ukrainien socialiste, Ossip ZETKIN. Avec lui, elle découvre les idées socialistes. Ils s'inscrivent tous les deux au Parti socialiste d'Allemagne.

Militante féministe et socialiste

A 21 ans, elle quitte sa famille qui est trop bourgeoise à son goût et l'Allemagne où le parti socialiste a été interdit. Elle part vivre à Paris avec son compagnon. Elle prend son nom sans être mariée avec lui. Elle devient Clara Zetkin. Elle fréquente les milieux socialistes et féministes. Elle milite pour l'indépendance économique des femmes. Et pour elle, le socialisme et le féminisme sont liés. A la mort de son compagnon, elle retourne en Allemagne et crée le journal féministe *L'Egalité*.

L'Egalité, un journal pour ses idées

L'Egalité est un journal féministe écrit avant tout pour les femmes ouvrières. Clara Zetkin dénonce les conditions de travail des ouvrières et les inégalités de salaire entre hommes et femmes. Elle dit que la femme est une esclave à l'usine et à la maison. Elle dit que la femme a donc une double journée de travail. Pour Clara Zetkin, la femme ne pourra jamais être libre dans ces conditions. Le journal *L'Egalité* devient un outil d'éducation socialiste pour les femmes prolétaires.

Une journée pour les droits des femmes

En 1907, elle organise la 1^{ère} Internationale des Femmes Socialistes. C'est une grande conférence internationale. Des femmes venues de plusieurs pays réclament le droit de vote pour toutes les femmes, riches ou pauvres. En 1910, la 2^e Internationale des Femmes socialistes est organisée à Copenhague. C'est là que Clara Zetkin propose d'organiser tous les ans une journée internationale des femmes.

Un an plus tard, le 19 mars 1911, l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse et le Danemark organisent la première journée internationale des droits des femmes. Dans les rues, il y a plus d'1 million de personnes pour revendiquer le droit de vote des femmes, le droit au travail et la fin des inégalités homme/femme au travail.

Des passages par la case prison

En 1915, elle organise une conférence internationale des femmes socialistes contre la guerre à Berne, en Suisse. Elle est arrêtée et placée en "détention préventive" en 1915 et 1916. Elle est accusée de « haute trahison » pour ses opinions et ses écrits contre la guerre. La socialiste Clara Zetkin n'abandonne pas pour autant.

De socialiste à communiste

En 1919, elle participe à la création du Parti communiste allemand, le KPD. Avec ses camarades communistes, Clara Zetkin lutte contre la montée du nazisme. En 1933, les Nazis prennent le pouvoir.

Les Nazis interdisent le Parti communiste. Les communistes sont arrêtés et mis en prison. Clara Zetkin s'exile à Moscou où elle meurt la même année. Elle est enterrée sur la Place Rouge à Moscou. Toute sa vie, malgré la prison et les difficultés, elle aura lutté pour les droits des femmes. On lui doit le 8 mars, la journée internationale des droits des femmes.

Exercice

Souligne la bonne réponse

1. Qui était Clara Zetkin ?

- A. Une chanteuse
- B. Une militante féministe et socialiste
- C. Une reine
- D. Une actrice

2. Dans quel pays Clara Zetkin est-elle née ?

- A. En France
- B. En Russie
- C. En Allemagne
- D. En Suisse

3. Elle étudiait quel métier ?

- A. Institutrice
- B. Médecin
- C. Journaliste
- D. Avocate

4. Qui lui fait découvrir les idées socialistes ?

- A. Son frère
- B. Ossip Zetkin
- C. Son professeur
- D. Sa mère

5. Dans quelle ville part-elle vivre ?

- A. Londres
- B. Rome
- C. Paris
- D. Madrid

6. Comment s'appelle son journal féministe ?

- A. La Liberté
- B. L'Égalité
- C. Le Travail
- D. Le Vote

7. Que dénonce Clara Zetkin ?

- A. Les inégalités entre hommes et femmes
- B. Les sports
- C. Les voyages
- D. Les écoles

8. Que propose Clara Zetkin en 1910 ?

- A. Une nouvelle école
- B. Une journée internationale des femmes
- C. Une fête nationale
- D. Un nouveau journal

9. Pourquoi est-elle arrêtée en 1915 ?

- A. Pour ses idées contre la guerre
- B. Pour un vol
- C. Pour un voyage
- D. Pour son journal

10. Quelle journée doit-on à Clara Zetkin ?

- A. Le 1er mai
- B. Le 14 juillet
- C. Le 8 mars
- D. Le 25 décembre

Corrigé

Souligne la bonne réponse

1. Qui était Clara Zetkin ?

- A. Une chanteuse
- B. Une militante féministe et socialiste
- C. Une reine
- D. Une actrice

2. Dans quel pays Clara Zetkin est-elle née ?

- A. En France
- B. En Russie
- C. En Allemagne
- D. En Suisse

3. Elle étudiait pour quel métier ?

- A. Institutrice
- B. Médecin
- C. Journaliste
- D. Avocate

4. Qui lui fait découvrir les idées socialistes ?

- A. Son frère
- B. Ossip Zetkin
- C. Son professeur
- D. Sa mère

5. Dans quelle ville part-elle vivre ?

- A. Londres
- B. Rome
- C. Paris
- D. Madrid

6. Comment s'appelle son journal féministe ?

- A. La Liberté
- B. L'Égalité
- C. Le Travail
- D. Le Vote

7. Que dénonce Clara Zetkin ?

- A. Les inégalités entre hommes et femmes
- B. Les sports
- C. Les voyages
- D. Les écoles

8. Que propose Clara Zetkin en 1910 ?

- A. Une nouvelle école
- B. Une journée internationale des femmes
- C. Une fête nationale
- D. Un nouveau journal

9. Pourquoi est-elle arrêtée en 1915 ?

- A. Pour ses idées contre la guerre
- B. Pour un vol
- C. Pour un voyage
- D. Pour son journal

10. Quelle journée doit-on à Clara Zetkin ?

- A. Le 1er mai
- B. Le 14 juillet
- C. Le 8 mars
- D. Le 25 décembre

Exercice Emmeline Pankhurst, suffragette en chef

Il y a 3792 caractères et 641 mots dans ce texte

L'Essentiel fait une série de portraits de femmes connues et moins connues. Des femmes qui ont dû se battre pour être reconnues, des femmes qui ont participé, chacune à leur façon, à la libération de toutes les femmes.

Emmeline Pankhurst a été une des leaders du mouvement des suffragettes. Les suffragettes sont des femmes qui ont lutté pour le droit de vote des femmes au RoyaumeUni. Avec leurs méthodes radicales, les suffragettes ont marqué l'histoire des luttes des femmes pour leurs droits.

Son enfance et ses débuts

Emmeline Goulden naît le 15 juillet 1858 à Manchester, dans une famille bourgeoise et politiquement engagée. Ses parents sont progressistes. Ils soutiennent l'abolition de l'esclavage et le droit de vote des femmes. Son père l'encourage à aller travailler pour le mouvement en faveur du vote des femmes. Le mouvement a été fondé par le docteur Richard Pankhurst. Richard Pankhurst est un avocat, ami de la famille. Emmeline l'épouse en 1879.

Richard Pankhurst meurt en 1898. Emmeline se retrouve veuve avec cinq enfants. Elle doit élever seule ses enfants. Elle doit travailler : elle est nommée au bureau de l'Etat civil des naissances et des décès de Manchester. Etre « maman solo » comme on dit aujourd'hui renforce son idée que les femmes doivent avoir plus de droits.

Les suffragettes

Elle trouve que les choses ne vont pas assez vite. En 1903, elle fonde la **Women's Social and Political Union (WSPU)**, L'Union politique et sociale des femmes. Elle lutte pour obtenir le droit de vote. Il y a déjà les suffragistes qui veulent le droit de vote pour les femmes, mais Emmeline trouve que les suffragistes sont trop modérées, elles luttent avec des pétitions et des discours. La WSPU est plus combative. Leur mot d'ordre est « des actes, pas des mots ». Elles manifestent et font beaucoup de bruit dans les rues, elles perturbent les réunions politiques, elles cassent des vitrines, elles s'enchaînent aux grilles du parlement...

Arrestations et grèves de la faim

Pour ses actions fortes, Emmeline Pankhurst est arrêtée plusieurs fois. En prison, elle et d'autres militantes entament des **grèves de la faim** pour protester contre leur mauvais traitement. Les autorités les alimentent de force, cela paraît dans les journaux. L'opinion publique est choquée. En 1913, le gouvernement adopte une loi qui permet de libérer les militantes affaiblies par la grève de la faim, et de les réincarcérer une fois qu'elles vont mieux.

La Première Guerre mondiale

En 1914, la Première Guerre mondiale éclate. Les suffragettes arrêtent les actions militantes. Emmeline encourage les femmes à participer à l'« effort de guerre » comme on dit : les femmes prennent le relais dans les usines, elles travaillent dans les hôpitaux, etc. Les efforts qu'elles ont faits pendant la guerre sont reconnus et ça leur donne plus de poids politique.

Le droit de vote

En 1918, le Parlement britannique accorde le droit de vote aux femmes de plus de 30 ans sous condition : être propriétaire d'un logement ou avoir un mari propriétaire. En 1928, quelques semaines après la mort d'Emmeline Pankhurst, le droit de vote est étendu à toutes les femmes de plus de 21 ans, comme pour les hommes.

Des gens ont critiqué les méthodes radicales d'Emmeline, d'autres ont admiré son courage et ses actions. Quoi qu'il en soit, elle a participé à l'obtention du droit de vote pour les femmes au RoyaumeUni et elle a été un exemple pour d'autres femmes dans d'autres pays.

Exercice

<https://view.genially.com/6996d2d1ae117a4ff547247b/interactive-content-emmeline-pankhurst>

Exercice à télécharger

[Emmeline Pankhurst ExerciceTélécharger](#)

[Emmeline Pankhurst CorrigéTélécharger](#)

Emmeline pankhurst Exercice

Entoure la lettre de la bonne réponse

1) Qui était Emmeline Pankhurst ?

- A. Une reine britannique
- B. Une leader du mouvement des suffragettes
- C. Une journaliste célèbre
- D. Une scientifique

2) Que voulaient les suffragettes ?

- A. L'égalité salariale
- B. Le droit à l'éducation
- C. Le droit de vote pour les femmes
- D. Le droit de travailler à l'usine

3) Où est née Emmeline Pankhurst ?

- A. À Londres
- B. À Liverpool
- C. À Manchester
- D. À Oxford

4) En quelle année est-elle née ?

- A. 1858
- B. 1879
- C. 1898
- D. 1903

5) Qui était Richard Pankhurst ?

- A. Son frère
- B. Un homme politique opposé au vote des femmes
- C. Un avocat et fondateur d'un mouvement pour le vote des femmes
- D. Un journaliste

6) Qu'est-ce qu'elle fonde en 1903 ?

- A. Le Parlement britannique
- B. La Women's Social and Political Union (WSPU)
- C. Une école pour filles
- D. Un journal

7) Quel était le mot d'ordre de la WSPU ?

- A. « Liberté et égalité »
- B. « Des actes, pas des mots »

C. « Justice pour tous »

D. « Vote immédiat »

8) Pourquoi Emmeline Pankhurst est-elle arrêtée ?

A. Pour avoir écrit un livre

B. Pour avoir manifesté et mené des actions militantes

C. Pour avoir quitté le pays

D. Pour avoir refusé de travailler

9) Que font les suffragettes en prison ?

A. Elles écrivent des lettres

B. Elles organisent des conférences

C. Elles font des grèves de la faim

D. Elles s'évadent

10) Que se passe-t-il en 1918 ?

A. Les femmes obtiennent le droit de vote à partir de 21 ans

B. Toutes les femmes obtiennent immédiatement le droit de vote

C. Les femmes de plus de 30 ans obtiennent le droit de vote sous conditions

D. Le mouvement des suffragettes disparaît

11) En quelle année toutes les femmes de plus de 21 ans obtiennent-elles le droit de vote ?

A. 1914

B. 1918

C. 1928

D. 1935

12) Pendant la Première Guerre mondiale, que font les suffragettes ?

A. Elles continuent les manifestations

B. Elles arrêtent les actions militantes et participent à l'effort de guerre

C. Elles quittent le pays

D. Elles créent un nouveau parti politique

Corrigé

1-B,

2-C,

3-C,

4-A

5-C

6-B

7-B

8-B

9-C

10-C

11-C

12-B

Exercice Gisèle et Simone : pour la Cause

Il y a 4989 caractères et 924 mots dans ce texte

Gisèle Halimi a été une grande féministe. Elle a lutté pour les droits des femmes. Elle a lutté pour les droits de tous. Nous parlons ici de 3 de ses combats : contre la torture en Algérie, contre les atrocités de la guerre du Vietnam et pour le droit à l'avortement. Ce sont des combats qu'elle n'a pas pu gagner seule. Elle les a gagnés avec l'aide d'une autre grande féministe : Simone de Beauvoir. C'est parce qu'elles ont choisi la cause des femmes qu'elles défendent aussi la cause de tous les dominés.

Gisèle Halimi est née en 1927 en Tunisie dans une famille juive pauvre. Comme fille, elle doit faire les travaux de la maison et servir ses frères. À 13 ans, elle fait une grève de la faim pour que ses parents acceptent de la laisser étudier plutôt que de faire tout le temps le ménage.

À 16 ans, elle refuse un mariage arrangé avec un homme riche du village. À l'époque, la Tunisie est sous domination de la France. Gisèle obtient une bourse pour continuer ses études à Paris.

Gisèle rencontre Simone

À Paris, elle étudie la philosophie et le droit. Elle devient avocate. En 1949, Simone de Beauvoir publie *Le Deuxième Sexe*. Dans ce livre, Simone de Beauvoir montre comment la société enferme la femme dans son rôle de mère et dans son foyer. Gisèle a 23 ans. Elle découvre le livre. C'est une révélation. En tant que femme, Gisèle ressentait des injustices. *Le Deuxième Sexe* lui explique les raisons de ces injustices. En 1958, Gisèle rencontre Simone. Ensemble, elles vont mener des combats pour les droits des femmes et pas seulement.

Contre la torture en Algérie

En 1960, l'avocate Gisèle Halimi va défendre Djamila Boupacha. C'est une jeune militante pour l'indépendance de l'Algérie. À l'époque, l'Algérie est encore une colonie française. Les Algériens veulent l'indépendance. Djamila est accusée d'avoir fait un attentat. En prison, elle a été torturée et violée par des soldats français. L'État français veut garder le silence sur les tortures de l'armée française. Pour mieux défendre Djamila, Gisèle Halimi veut que les journaux parlent des viols et des tortures. Elle appelle Simone de Beauvoir, qui est déjà célèbre. Simone de Beauvoir écrit une tribune dans les journaux. Avec Gisèle Halimi, Simone de Beauvoir signe un livre sur l'histoire de Djamila.

Contre les crimes des États-Unis au Vietnam

Dans les années 60, les États-Unis font la guerre au Vietnam. Ils veulent empêcher que le pays ne devienne communiste. L'armée américaine commet les pires atrocités contre les civils vietnamiens. Il y a beaucoup de manifestations contre cette guerre. En 1967, des personnalités, des intellectuels du

monde entier créent le tribunal Russell. C'est un tribunal moral pour enquêter, critiquer et dénoncer les crimes des États-Unis au Vietnam. Ce n'est pas un vrai tribunal. Il sert à dire publiquement que ces crimes existent. Gisèle et Simone sont les 2 seules femmes à participer à ce tribunal.

Procès pour avortement

En avril 1971, Simone de Beauvoir lance un manifeste. Dans ce texte, 343 femmes disent qu'elles ont avorté clandestinement. À cette époque, l'avortement est interdit en France. Au même moment, Gisèle Halimi crée le mouvement "Choisir la cause des femmes". Le mouvement est présidé par Simone de Beauvoir. Mais ce qui va surtout faire connaître Gisèle Halimi, c'est le procès de Bobigny en 1971. Voici l'affaire.

Une mère célibataire a aidé sa fille, violée à 16 ans, à avorter clandestinement. Aussitôt après, le violeur est allé dénoncer les femmes à la police. La mère, la fille et la femme ayant pratiqué l'avortement sont arrêtées. Elles passent devant le tribunal de Bobigny. Gisèle Halimi est leur avocate. Avec Simone de Beauvoir et d'autres féministes, Gisèle Halimi fait du procès une affaire médiatique et une tribune politique. Le procès montre l'injustice d'une loi qui empêche les femmes de disposer de leur corps. Il montre que la loi qui interdit l'avortement est une loi injuste. Les femmes riches ont les moyens d'aller se faire avorter en Grande-Bretagne ou en Suisse. Les femmes plus modestes peuvent être arrêtées et condamnées pour un avortement clandestin en France. Les 3 femmes accusées seront condamnées, mais condamnées à des peines très légères. Le procès est historique. Avec le Manifeste des 343, le procès de Bobigny ouvre la voie à la loi pour la légalisation de l'avortement de 1975.

Dans leur vie, Simone de Beauvoir et Gisèle Halimi ont choisi la cause des femmes. Et parce qu'elles ont choisi la cause des femmes, elles ont aussi choisi la cause de tous ceux qui sont dominés et exploités. On pourrait dire que Simone de Beauvoir et Gisèle Halimi étaient pour un féminisme universel.

On peut lire les vies croisées de Gisèle Halimi et de Simone de Beauvoir, plus en détails dans [Clara Magazine](#)



Gisèle et Simone, pour la Cause Exercice

Souligne la réponse correcte

1. Qui était Gisèle Halimi ?

- A. Une chanteuse
- B. Une féministe et avocate
- C. Une actrice
- D. Une journaliste

2. Où est née Gisèle Halimi ?

- A. En France
- B. En Algérie
- C. En Tunisie
- D. Au Vietnam

3. Qu'est-ce que Gisèle a fait quand elle avait 13 ans ?

- A. Elle quittait la maison
- B. Elle faisait une grève de la faim
- C. Elle se mariait
- D. Elle écrivait un livre

4. Pourquoi Gisèle Halimi a fait une grève de la faim ?

- A. Pour voyager à Paris
- B. Pour devenir célèbre
- C. Pour pouvoir étudier
- D. Pour travailler

5. Qu'est-ce que Gisèle refuse à 16 ans ?

- A. Un travail
- B. Un mariage arrangé
- C. Un voyage
- D. Une école

6. Qu'est-ce que Gisèle étudie à Paris ?

- A. La médecine et le droit
- B. La philosophie et le droit
- C. Les sciences et l'histoire
- D. La musique et le théâtre

7. Quel livre Simone de Beauvoir publie-t-elle en 1949 ?

- A. La Guerre et la Paix
- B. Les Misérables

C. Le Deuxième Sexe

D. Choisir la cause des femmes

8. Qui est Djamila Boupacha ?

A. Une écrivaine

B. Une militante algérienne

C. Une avocate

D. Une journaliste

9. Que dénonce Gisèle Halimi pendant la guerre d'Algérie ?

A. Les élections

B. Les impôts

C. Les tortures et les viols

D. Les écoles

10. Quel tribunal critique les crimes des États-Unis au Vietnam ?

A. Le tribunal de Paris

B. Le tribunal Russell

C. Le tribunal de Bobigny

D. Le tribunal européen

11. Combien de femmes participent au tribunal Russell ?

A. Une seule

B. Deux

C. Trois

D. Dix

12. En 1971, que disent les 343 femmes dans le manifeste ?

A. Qu'elles veulent voter

B. Qu'elles ont étudié à Paris

C. Qu'elles ont avorté clandestinement

D. Qu'elles refusent la guerre

13. Pourquoi le procès de Bobigny est-il important ?

A. Il parle de la guerre du Vietnam

B. Il montre l'injustice de la loi sur l'avortement

C. Il aide les soldats français

D. Il interdit les manifestations

14. En quelle année l'avortement est-il légalisé en France ?

A. 1949

B. 1960

C. 1971

D. 1975

15. Quel type de féminisme défendent Simone de Beauvoir et Gisèle Halimi ?

- A. Un féminisme universel
- B. Un féminisme artistique
- C. Un féminisme religieux
- D. Un féminisme sportif

Gisèle et Simone, pour la Cause Correction

Souligne la réponse correcte

1. Qui était Gisèle Halimi ?

- A. Une chanteuse
- B. Une féministe et avocate
- C. Une actrice
- D. Une journaliste

2. Où est née Gisèle Halimi ?

- A. En France
- B. En Algérie
- C. En Tunisie
- D. Au Vietnam

3. Qu'est-ce que Gisèle a fait quand elle avait 13 ans ?

- A. Elle quittait la maison
- B. Elle faisait une grève de la faim
- C. Elle se mariait
- D. Elle écrivait un livre

4. Pourquoi Gisèle Halimi a fait une grève de la faim ?

- A. Pour voyager à Paris
- B. Pour devenir célèbre
- C. Pour pouvoir étudier
- D. Pour travailler

5. Qu'est-ce que Gisèle refuse à 16 ans ?

- A. Un travail
- B. Un mariage arrangé
- C. Un voyage
- D. Une école

6. Qu'est-ce que Gisèle étudie à Paris ?

- A. La médecine et le droit
- B. La philosophie et le droit
- C. Les sciences et l'histoire
- D. La musique et le théâtre

7. Quel livre Simone de Beauvoir publie-t-elle en 1949 ?

- A. La Guerre et la Paix
- B. Les Misérables
- C. Le Deuxième Sexe
- D. Choisir la cause des femmes

8. Qui est Djamilia Boupacha ?

A. Une écrivaine

B. Une militante algérienne

C. Une avocate

D. Une journaliste

9. Que dénonce Gisèle Halimi pendant la guerre d'Algérie ?

A. Les élections

B. Les impôts

C. Les tortures et les viols

D. Les écoles

10. Quel tribunal critique les crimes des États-Unis au Vietnam ?

A. Le tribunal de Paris

B. Le tribunal Russell

C. Le tribunal de Bobigny

D. Le tribunal européen

11. Combien de femmes participent au tribunal Russell ?

A. Une seule

B. Deux

C. Trois

D. Dix

12. En 1971, que disent les 343 femmes dans le manifeste ?

A. Qu'elles veulent voter

B. Qu'elles ont étudié à Paris

C. Qu'elles ont avorté clandestinement

D. Qu'elles refusent la guerre

13. Pourquoi le procès de Bobigny est-il important ?

A. Il parle de la guerre du Vietnam

B. Il montre l'injustice de la loi sur l'avortement

C. Il aide les soldats français

D. Il interdit les manifestations

14. En quelle année l'avortement est-il légalisé en France ?

A. 1949

B. 1960

C. 1971

D. 1975

15. Quel type de féminisme défendent Simone de Beauvoir et Gisèle Halimi ?

A. Un féminisme universel

B. Un féminisme artistique

C. Un féminisme religieux

D. Un féminisme sportif

Sondage

Les droits des femmes sont-ils en danger?

Il y a 1358 caractères et 220 mots dans ce texte

Réponse Pourcentage

Oui 68 %

Non 19 %

Je ne sais pas 13 %

Une grande majorité des personnes interrogées (7 sur 10) pensent que les droits des femmes sont en danger.

Pour beaucoup, il existe encore de nombreuses inégalités entre les femmes et les hommes.

Certaines personnes pensent par exemple :

- aux violences conjugales, aux agressions sexuelles, aux différences de
- salaires, ou au fait que les femmes occupent moins souvent des postes
- importants.

D'autres personnes regardent aussi ce qui se passe dans certains pays où des droits reculent. Par exemple, l'accès à l'avortement est devenu plus difficile dans plusieurs États américains. En Afghanistan, les femmes ont perdu beaucoup de libertés depuis le retour des talibans.

Les personnes qui répondent « non » (1 personne sur 4) pensent souvent que la situation s'est améliorée depuis plusieurs années.

Elles doivent faire allusion au fait que : les

- femmes ont davantage de droits
- qu'avant, les violences sont plus
- dénoncées, et que les mentalités

changent peu à peu.

Enfin, 13 % des personnes disent qu'elles ne savent pas.

Certaines trouvent la question difficile. D'autres pensent que la situation dépend des pays, des milieux sociaux ou des générations.

Ce sondage montre en tout cas que la question des droits des femmes reste un sujet important dans la société.

Avis

Divorcée avec enfants et c'est dur...

Il y a 584 caractères et 116 mots dans ce texte

Maintenant, je suis divorcée car il me battait, j'ai été à la police après plusieurs années de vie ensemble.

Pendant longtemps j'ai rien dit parce que j'avais peur et aussi pour les enfants.

Je pensais que ça allait changer mais ça devenait de pire en pire.

Maintenant je suis toute seule avec les enfants et c'est très difficile.

Je dois tout payer avec un petit salaire et des fois je n'arrive plus.

Le père des enfants aide pas beaucoup et souvent je me sent fatiguée et découragée.

Mais malgré tout je continue pour mes enfants parce que je veux une vie meilleure pour eu



Les saigneurs de la guerre

Trump pour les Etats-Unis et Netanyahu pour Israël font couler le sang au Moyen-Orient. Il y a le génocide à Gaza, la guerre contre l'Iran, le Liban... Et puis après : qui et combien ? Combien encore d'innocentes victimes, hommes, femmes et enfants ? Et l'Union européenne laisse faire.

▼ Lire plus



Réalisation 7

Les saigneurs de la guerre

- *Sommaire*
- *Articles*
- *Accompagnement pédagogique*

Sommaire

Sondage



Analyse du sondage

Les saigneurs de la guerre > Articles > Sondage
2 juin 2026 🗳️ Beyyah Yirik



Le texte explique bien

Les saigneurs de la guerre > Avis des lecteurs
28 avril 2026 🗳️ Thierry Verhoeven



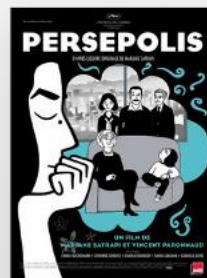
Pétrole: jackpot gagnant

Les saigneurs de la guerre > Articles
23 avril 2026 🗳️ Thierry Verhoeven



Des liens pour aller plus loin dans le cahier "Les saigneurs de la guerre"

Les saigneurs de la guerre > Articles > Liens
22 avril 2026 🗳️ Thierry Verhoeven



Persepolis, un sacré tempérament

Les saigneurs de la guerre > Articles
14 avril 2026 🗳️ Thierry Verhoeven



Résister à la propagande de guerre

Les saigneurs de la guerre > Articles
5 avril 2026 🗳️ Beyyah Yirik

GPS du cahier



Pour voyager dans: Les saigneurs de la guerre

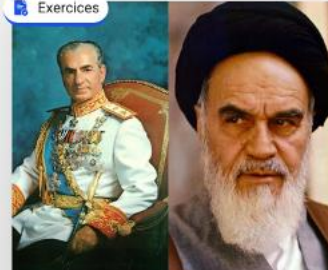
Les saigneurs de la guerre > Articles > Le GPS du cahier
4 avril 2026 🗳️ Thierry Verhoeven



Ces guerres qu'on laisse faire

Les saigneurs de la guerre > Articles
27 mars 2026 🗳️ Thierry Verhoeven

Exercices



L'Iran : un peu d'histoire

Les saigneurs de la guerre > Exercices > Articles
25 mars 2026 🗳️ Beyyah Yirik



Des fillettes assassinées

Les saigneurs de la guerre > Articles
21 mars 2026 🗨️ Beyyah Yirik



Le Proche et le Moyen-Orient

Les saigneurs de la guerre > Exercices > Infographies
21 mars 2026 🗨️ Beyyah Yirik



Contre les USA, l'Iran joue le détroit

Les saigneurs de la guerre > Infographies > Articles
17 mars 2026 🗨️ Thierry Verhoeven



La "ligne bleue" entre Israël et le Liban

Les saigneurs de la guerre > Exercices > Le cahier des cahiers > Articles
15 mars 2026 🗨️ Thierry Verhoeven



Une fois de plus, Israël bombarde le Liban

Les saigneurs de la guerre > Articles
9 mars 2026 🗨️ Thierry Verhoeven



Le nucléaire de l'Iran, un écran de fumée

Les saigneurs de la guerre > Articles
8 mars 2026 🗨️ Thierry Verhoeven



Moyen-Orient, cartes des attaques

Les saigneurs de la guerre > Articles
5 mars 2026 🗨️ Thierry Verhoeven



Gaza, Liban, et l'ONU là-dedans ?

Les saigneurs de la guerre > Articles > Gaza, Liban, Syrie, toujours dans la tourmente
3 octobre 2024 🗨️ Thierry Verhoeven



En Iran : Femmes, vie, liberté !

Les saigneurs de la guerre > Articles > Les femmes viendraient-elles de Mars ?
24 novembre 2022 🗨️ Thierry Verhoeven



Cahier du cahier : **Les saigneurs de la guerre**

GPS du cahier



Pour voyager dans: Les saigneurs de la guerre

Infographie(s)



Le Proche et le Moyen-Orient

Contre les USA, l'Iran joue le détroit

Lien(s)



Des liens pour aller plus loin dans le cahier "Les saigneurs de la guerre"

Exercice(s)



L'Iran : un peu d'histoire

Le Proche et le Moyen-Orient

La "ligne bleue" entre Israël et le Liban

Sondage



Analyse du sondage

Avis des lecteurs



Le texte explique bien

Articles

En Iran : Femmes, vie, liberté !

Il y a 4656 caractères et 867 mots dans ce texte

« Femmes, vie, liberté ! » C'est le slogan des femmes qui manifestent en Iran après la mort d'une jeune fille arrêtée dans la rue par la police pour avoir "mal mis" son voile. Ces femmes se révoltent contre des lois qui les humilient et les brutalisent. Leurs manifestations ont lancé un mouvement général de révolte contre la politique du pouvoir iranien.



L'histoire commence le 13 septembre à Téhéran, capitale de l'Iran. Le 13 septembre, la police de la moralité interpelle une jeune femme iranienne d'origine kurde Mahsa Amini. La police lui reproche d'avoir "mal mis" son voile : on voit une partie de ses cheveux. L'Iran est une République islamique. Au nom de l'islam, il y a des lois qui humilient, méprisent et brutalisent les femmes. Par exemple, l'article 638 du [Code pénal](#) punit de prison et d'amende une femme qui n'a pas de voile ou qui a un voile "mal mis" dans un lieu public. Jusqu'en 1996, la femme pouvait même recevoir jusqu'à 74 coups de fouets.

« Femmes, vie, liberté ! »

La police arrête la jeune Mahsa Amini. Elle meurt à l'hôpital 3 jours plus tard. On soupçonne la police de l'avoir frappée et d'avoir provoqué sa mort. Les femmes et jeunes filles du pays commencent à manifester. Elles sont émues par la mort de la jeune fille et refusent le port du voile obligatoire. Elles disent que les femmes ont le droit de choisir, que les femmes doivent être libres pour le port du voile et bien d'autres choses. Ce n'est pas un hasard si leur [slogan](#) est « Femmes, vie, liberté ! »

Les hommes aussi

Ce n'est pas la première fois qu'il y a des manifestations en Iran contre le voile obligatoire. Mais c'est la première fois que les manifestations sont si nombreuses et rassemblent autant de gens différents. Il y a beaucoup de jeunes surtout des femmes, des jeunes hommes aussi. Il y a eu, par exemple, des manifestations où les hommes criaient le slogan des femmes : « Femmes, vie, liberté ! » Les femmes leur répondaient par le slogan « Hommes, patrie, prospérité ! » Cela montre bien que de plus en plus d'Iraniens et d'Iraniennes sont unis, non seulement contre les lois contre les droits des femmes et aussi contre les dirigeants du pays et leur politique.

Des personnalités

De plus en plus de personnalités en Iran se disent solidaires des personnes qui manifestent. C'est le cas, par exemple, d'actrices et de sportives. L'actrice la plus célèbre du pays, Kataneh Afshar Nejad, a fait une vidéo sur les réseaux sociaux où elle dit : « *Arrêtez ce massacre. Si enlever mon voile obligatoire peut aider aux manifestations alors c'est la moindre des choses que je le fasse.* » Une autre actrice, Hengameh Ghaziani, s'est montrée marchant dans la rue sans voile. Elle a déclaré : « *Peut-être que ce sera mon dernier message. S'il m'arrive quelque chose, sachez que je serai toujours avec le peuple iranien jusqu'à mon dernier souffle.* » Depuis ce message, elle a été arrêtée par la police.

Le mouvement s'étend

Dans de nombreuses villes du pays, des Iraniennes et des Iraniens réclament plus de libertés et veulent que le pouvoir change. Des ouvriers font grève. Les commerçants des bazars des grandes villes ferment certains jours leur boutique pour montrer qu'ils ne sont pas d'accord avec le pouvoir. L'arrestation de Mahsa Amini pour voile "mal mis" a entraîné sa mort. Cela a déclenché la colère et les manifestations d'Iraniennes et d'Iraniens. Ils protestent contre les lois qui humilient, méprisent et brutalisent les femmes. C'est déjà beaucoup, mais ce n'est pas tout.

Crise politique, sociale, économique...

Plus de la moitié des 86 millions d'habitants ont moins de 30 ans. Ils supportent de moins en moins les règles imposées par le régime. Par exemple, écouter simplement de la musique dans la rue peut créer des problèmes avec la police. Le pays vit une crise économique grave. On estime que presque un habitant sur 2 vit dans la pauvreté. Le régime est corrompu. Certains bénéficient de pots-de-vin. Les proches du pouvoir sont privilégiés. Il y a des élections, mais on sait qu'elles ne respectent pas toutes les règles de la démocratie.

Le pouvoir fragilisé

Il y a donc de nombreuses raisons à la colère de la population. Le pouvoir iranien réagit par la force. Il y a quand même certains dirigeants, même des religieux, qui critiquent la violence du pouvoir. On ne peut pas dire l'avenir. Ce qui est sûr, c'est que ce mouvement fragilise très fort le pouvoir en Iran et que ce pouvoir ne pourra plus faire « comme avant ».

Gaza, Liban, et l'ONU là-dedans ?

Il y a 4401 caractères et 830 mots dans ce texte

Depuis sa création en 1945, l'Organisation des Nations Unies (ONU) doit être le gendarme du monde. Elle doit assurer la paix, la sécurité et le droit international. Ce qui se passe à Gaza et au Liban montre qu'elle est souvent impuissante. Le gouvernement d'Israël vient même d'interdire au secrétaire général de l'ONU de mettre un pied sur le territoire d'Israël.

Quand il y a des conflits ou des guerres, l'ONU est là pour faire respecter le droit international. L'ONU peut décider de sanctionner des pays qui ne respectent pas le droit international. L'ONU peut envoyer des « casques bleus » pour faire respecter la paix. L'ONU peut approuver ou condamner des interventions militaires. Malheureusement, l'ONU n'est pas souvent entendue.

L'ONU pour la paix

Pourtant, l'Organisation des Nations unies, ce n'est pas rien. L'Organisation des Nations Unies est créée en 1945. On est après la 2^e guerre mondiale. On ne veut plus de guerre. L'ONU est là pour faire respecter les droits humains, les droits des peuples, la paix, la sécurité. L'ONU, c'est aussi des organisations pour aider les réfugiés, les enfants, améliorer la santé, le développement, l'éducation...

Presque tous les pays du monde font partie de l'ONU : 193 pays membres. Évidemment, ils n'ont pas tous le même poids et pas le même pouvoir. Pour faire simple, il y a 3 niveaux de pouvoir.

L'Assemblée générale

À la base d'abord, il y a l'Assemblée générale. Dans cette assemblée, il y a un représentant par pays. L'assemblée peut voter des textes pour faire respecter la paix, la sécurité et le droit international dans le monde. Elle peut donc prendre des décisions que l'on appelle « résolutions » dans le langage de l'ONU. Malheureusement, ces décisions n'obligent pas les pays en cause à les respecter. C'est plutôt un avis, au mieux un avertissement donné à ces pays. Comme le disent certains diplomates, ce sont des résolutions molles.

Le Conseil de Sécurité

Au-dessus de l'Assemblée générale de l'ONU, il y a le Conseil de sécurité de l'ONU. Dans le Conseil, il y a 15 pays représentés. 10 pays sont choisis par l'Assemblée générale. Ces pays restent 2 ans au Conseil de sécurité. Les 5 autres pays sont des membres permanents du Conseil de Sécurité. Ils représentent le 3^e niveau de pouvoir, le pouvoir qui décide vraiment.

Les grandes puissances

Les 5 membres permanents, ceux que l'on appelait les grandes puissances sont la Chine, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Russie. Ce sont de grandes puissances militaires qui possèdent la bombe atomique. Ces pays ont un droit de veto. Autrement dit, il suffit qu'un seul de

ces pays s'oppose à une décision pour qu'elle ne soit pas prise. Les grandes puissances décident de tout ou presque.

Exemple de Gaza: *Le 20 février 2024, 13 des 15 membres du Conseil de Sécurité votent pour un cessez-le-feu humanitaire dans la bande de Gaza bombardée par Israël. 13 sur 15, c'est une écrasante majorité. Les États-Unis votent contre la décision, ils ont un droit de veto : la décision n'est pas prise.*

On le voit, même quand le Conseil de sécurité de l'ONU vote une résolution, ce n'est pas simple de la faire respecter par les parties mises en cause.

Exemple du Liban: *En 2006, les 15 membres du Conseil de sécurité appellent à la fin complète des hostilités entre Israël et le Hezbollah dans le sud du Liban... C'est la résolution 1701. Depuis 2006, il n'y a jamais eu de vraie paix. C'est maintenant une vraie guerre. Depuis le 15 septembre 2024, Israël bombarde le Liban. Le secrétaire général de l'ONU a rappelé le 28 septembre qu'il fallait appliquer la résolution 1701. Rien n'y fait.*

L'ONU doit changer

L'ONU serait donc un machin qui ne sert à rien ? Non ! L'ONU, répétons-le, c'est aussi la Déclaration universelle des droits humains, l'aide aux réfugiés, à l'éducation à la santé... Et ça, ce n'est pas rien. Ce qui est vrai, c'est que l'ONU doit changer pour mieux faire respecter le droit international, la paix et la sécurité dans le monde.

Exemple de l'Afrique: *Avec 54 pays et 1,3 milliard d'habitants, l'Afrique représente plus d'un quart des pays membres de l'ONU. Presque 50 % des questions à l'ordre du jour de l'ONU concerne un pays africain. Pourtant, aucun pays africain n'est membre permanent du Conseil de Sécurité.*

Moyen-Orient, cartes des attaques

Il y a 1656 caractères et 271 mots dans ce texte

Le 28 février, les Etats-Unis et Israël ont attaqué l'Iran. Les attaques visent les lieux de pouvoir irakien. Le chef religieux et politique de l'Iran, Ali Khamenei est tué dans les bombardements. Plusieurs autres responsables iraniens ont été tués. L'Iran contreattaque. C'est toute la région du Moyen-Orient qui est touchée par cette guerre.



Le Moyen-Orient

En vert, la région du Moyen-Orient



L'Europe, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient,



La région

Sur cette carte, on voit les pays région du Moyen-Orient: Chypre, Liban, Syrie, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Arabie saoudite, Koweït, Qatar, Bahreïn, Émirats arabes unis (EAU), Oman, Yémen. On voit

que ce n'est pas très loin de l'Europe. Politiquement, Chypre fait partie de l'Union européenne comme la Grèce et l'Italie.



Attaques des Etats-Unis et d'Israël

Le 28 février 2026, les États-Unis et Israël attaquent l'Iran. Des avions de guerre et des missiles tirés depuis des navires américains bombardent Téhéran la capitale de l'Iran et plusieurs autres villes.



L'Iran contre-attaque

Quelques heures après cette attaque israélo-américaine, l'Iran contre-attaque. L'armée iranienne tire des missiles et envoie des drones contre Israël et contre plusieurs bases militaires américaines dans les pays golfe Persique.



Israël attaque le Liban

Le 1er mars, le mouvement libanais Hezbollah, allié de l'Iran, attaque Israël. L'armée israélienne bombarde alors le Liban. S'il n'y a jamais eu la paix au Liban, c'est maintenant une guerre ouverte. C'est une 2e guerre.

Le nucléaire de l'Iran, un écran de fumée

Il y a 3536 caractères et 623 mots dans ce texte

Pour Donald Trump, il fallait attaquer l'Iran parce que l'Iran risquait d'avoir bientôt l'arme nucléaire. C'est une des explications officielles, mais ce n'est pas la vraie raison. C'est un écran de fumée pour cacher la réalité. Car pour les experts, ce n'est pas vrai. Il faut bien sûr contrôler les recherches nucléaires de l'Iran. Depuis presque 30 ans, le nucléaire iranien a été un prétexte aux sanctions économiques contre ce pays. C'est maintenant un prétexte à une guerre. Cela prouve que ce sont les Etats-Unis qui décident de tout ou presque.

L'énergie nucléaire est très importante. Avec l'énergie nucléaire, on produit beaucoup d'électricité. C'est ce que l'on appelle le "nucléaire civil". Avec l'énergie nucléaire, on peut produire des bombes nucléaires les bombes atomiques. Depuis les années 2000, l'Iran fait des recherches pour avoir l'énergie nucléaire. Les dirigeants iraniens disent que c'est du nucléaire civil. A partir du nucléaire civil, on peut arriver à faire du nucléaire militaire. C'est ce que craignent les États-Unis et les Européens. On impose alors de lourdes sanctions économiques à l'Iran.

Fini les dollars

Que veut dire sanctions économiques? Les Etats-Unis et les Européens n'achètent plus de pétrole iranien. Les entreprises étrangères ne peuvent plus investir et travailler en Iran. L'Iran ne peut plus vendre et acheter en dollars. Or, presque tout le commerce mondial se fait en dollars. Ce sont les Etats-Unis qui décident de tout ou presque.

Accord puis désaccord

En 2015, on trouve un accord. L'accord est signé entre l'Iran et les 5 grandes puissances plus l'Allemagne. Dans cet accord, l'Iran accepte de limiter ses recherches sur le nucléaire. L'Iran accepte aussi que des experts inspectent ses installations. En échange, les sanctions économiques sont en partie levées. En 2017, Donald Trump devient président des Etats-Unis. En 2018, il décide de sortir de l'accord. Pour Donald Trump, l'accord ne limite pas assez la puissance de l'Iran. Les Etats-Unis font ce que l'on appelle une pression maximale sur l'Iran.

Pauvreté

Les sanctions économiques sont une catastrophe pour l'Iran. L'Iran ne peut plus vendre ses propres produits. Il n'y a plus d'argent qui rentre dans les caisses de l'Etat. Le pays s'appauvrit. On ne peut plus répondre aux besoins de la population. L'Iran ne peut plus acheter beaucoup de produits à l'étranger. Il y a donc une pénurie et une augmentation des prix des marchandises. Cela provoque une grave crise économique et sociale.

2 exemples d'entreprises sanctionnées par les Etats-Unis

BNP-Paribas en 2014

Malgré les sanctions, la banque française BNP-Paribas a payé ou reçu de l'argent pour les entreprises iraniennes. C'était un intermédiaire financier. En 2014, les Etats-Unis ont imposé une

amende de 8,9 milliards de dollars à la banque BNP-Paribas. C'est l'une des plus grosses amendes bancaires de l'histoire.

Total en 2018

En 2017, l'entreprise pétrolière française Total signe un accord commercial avec une entreprise iranienne. Le projet est d'exploiter un gisement de gaz iranien. C'est un projet de 5 milliards de dollars. Suite à la décision de Trump, Total abandonne le projet : sinon l'entreprise Total ne pouvait plus vendre et acheter aux Etats-Unis.

Une fois de plus, Israël bombarde le Liban

Il y a 2842 caractères et 520 mots dans ce texte

Le Sud-Liban est à la frontière entre Israël et le Liban. C'est le Hezbollah, organisation politique et militaire chiite, qui contrôle le Sud-Liban. Israël veut annexer cette région depuis longtemps. Début mars, Israël a lancé une nouvelle guerre contre le pays.

Ce n'est pas la première fois qu'Israël veut occuper une partie du Sud-Liban. Mais Israël bombarde tout le pays. Le Sud-Liban, c'est une région agricole et pauvre. L'Etat libanais ne s'est jamais beaucoup occupé de cette région. La population du Sud-Liban est musulmane chiite, comme en Iran. Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui, il faut remonter bien loin, mais arrêtons-nous aux années 1960. A l'époque, les Palestiniens n'ont pas de terre. L'OLP, l'Organisation de libération de Palestine, s'installe au Sud-Liban. L'OLP regroupe plusieurs mouvements politiques palestiniens. Le chef de l'OLP est Yasser Arafat.

Lire aussi [La "ligne bleue" entre Israël et le Liban](#)

L'OLP mène la lutte armée contre Israël. Israël bombarde donc souvent la région. La présence des Palestiniens crée des tensions entre les Libanais. En 1975, c'est la guerre civile entre Libanais. Israël continue ses attaques contre le Liban. En 1982, Israël chasse l'OLP du Liban. Il y a une place vide. Le Hezbollah va la prendre. Le Hezbollah est une organisation musulmane chiite. C'est une organisation militaire, politique et sociale. Le Hezbollah a une milice. Des soldats qui mènent des attaques et tirent des roquettes sur Israël. Le Hezbollah est un parti politique. Il siège au parlement et est dans le gouvernement du Liban. Le Hezbollah a des écoles, des hôpitaux. Il aide la population. L'Iran, musulman chiite, soutient le Hezbollah. Israël se retire du Liban en 2000. Il y a toujours des affrontements entre les miliciens du Hezbollah et les soldats israéliens.

En 2006, Israël lance une véritable guerre contre le Hezbollah au Sud-Liban. Il le fait encore en 2024. Il y a finalement un cessez-le-feu, mais Israël ne le respecte pas. Aujourd'hui, la guerre des Etats-Unis et d'Israël contre l'Iran change les choses. Le 28 février, Ali Khameneï, le guide suprême de l'Iran est assassiné. Le Hezbollah réagit à cette mort en lançant 6 roquettes sur Israël. Israël en profite pour lancer une guerre contre le Liban. Israël bombarde le pays et la capitale Beyrouth. Israël veut, une fois de plus, éliminer le Hezbollah... Il n'y a jamais réussi. Il y a beaucoup de chances qu'il échoue à nouveau. En attendant, des hommes, des femmes et des enfants sont tués ou blessés. En attendant, Israël a forcé des centaines de milliers de Libanais à quitter le Sud-Liban, à quitter leur lieu de vie. Le déplacement forcé est un crime de guerre en droit international. Il faudrait qu'un jour les dirigeants israéliens soient aussi poursuivis pour cela après leur génocide à Gaza.

La “ligne bleue” entre Israël et le Liban

Il y a 7600 caractères et 1102 mots dans ce texte

Pour mieux comprendre l’attaque d’Israël contre le Liban, il faut un peu de géographie et un peu d’histoire. Voici une vidéo du journal *Le Monde* d’1 minute et 26 secondes. En dessous, vous trouverez le texte de la vidéo et des exercices.

Attention : cette vidéo est très bien faite, mais il y a une petite erreur: la FINUL, force de l'ONU, date de 1978 pas de 2006. *L'Essentiel* l'a corrigé dans le texte.

Texte de la vidéo

Il n’y a pas de frontière officielle

Il n’existe pas de frontière officielle entre le Liban et Israël.

Sur les cartes, on voit souvent une ligne appelée la « **ligne bleue** ». Faute de mieux, cette ligne sert de séparation entre les deux pays.

Une ligne fixée par l’ONU en 2000

La ligne bleue est une ligne de retrait fixée par l’ONU en 2000.

Que signifie « ligne de retrait » ?

En 2000, Israël met fin à l’occupation du sud du Liban. L’ONU trace alors cette ligne pour vérifier si les troupes israéliennes se sont bien retirées du territoire libanais.

Pourquoi Israël occupait le sud du Liban ?

L’occupation du sud du Liban par Israël commence en 1978.

L’objectif est de repousser l’OLP, l’Organisation de libération de la Palestine. À cette époque, certains groupes palestiniens mènent des attaques contre Israël à partir du sud du Liban. En 1978, l’ONU décide alors d’envoyer la FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban).

Une ligne qui vient de l’histoire coloniale

La ligne bleue suit en grande partie le tracé d’une frontière plus ancienne.

En 1923, Français et Britanniques fixent une limite entre leurs zones d’influence dans la région. Cette limite sera reprise plus tard pour tracer la ligne d’armistice de 1949, après la guerre israéloarabe qui suit la création de l’État d’Israël.

Comment la ligne est-elle marquée sur le terrain ?

Sur le terrain, la ligne bleue est matérialisée par des barils bleus placés à différents endroits. Chaque emplacement a été négocié.

Mais cette ligne n'est pas une véritable frontière, car plusieurs points restent contestés entre Israël et le Liban.

Le rôle de la FINUL

Depuis la guerre entre Israël et le Hezbollah en 2006, l'ONU renforce la mission de la FINUL surveille la zone.

Elle travaille avec le gouvernement libanais pour essayer de maintenir le calme le long de la ligne bleue.

Une région sous influence du Hezbollah

Dans les faits, le sud du Liban est une région pauvre.

Elle est en grande partie sous l'influence du Hezbollah, un mouvement politico-militaire libanais qui est en lutte armée contre Israël depuis plusieurs décennies.

Des fillettes assassinées

Il y a 2472 caractères et 462 mots dans ce texte

La guerre se fait de plus en plus par les airs et avec l'intelligence artificielle. Les Américains appellent ça une « guerre propre ». Les spécialistes des armées se fient aux données de l'intelligence artificielle pour bombarder des sites stratégiques.

C'est ce qui est arrivé le 28 février dernier. Un missile est « tombé » sur une école de filles à Minad, une ville située près du détroit d'Ormuz. Pas loin de cette école, il y a une base des gardiens de la Révolution. Les images vidéos montrent que l'école et les bâtiments des gardiens de la Révolution ont été ciblés.

La frappe a fait 168 morts dont une majorité de fillettes de 8 à 12 ans. Le président américain accuse l'Iran d'avoir raté une cible et ainsi d'avoir frappé cette école. Trump affirme aussi que seul l'Iran vise les civils. Mais à y regarder de plus près, les missiles en question est un Tomahawk, un missile fabriqué par les Américains.

Trump et son ministre de la défense nient d'abord tout, ils disent que d'autres pays utilisent ces missiles. Ils affirment qu'une enquête est ouverte.

Finalement, ce sont bien les USA qui ont ciblé cette école. Est-ce que c'était une erreur de l'IA ? Les données utilisées étaient-elles actuelles ? Est-ce que c'était volontaire ? Quoi qu'il en soit, les conséquences sont dramatiques et des fillettes ont perdu la vie, des centaines de familles sont en deuil. En droit international, cibler des civils et surtout des enfants constitue un crime de guerre. A la suite de ce drame, une vidéo de propagande circule sur les réseaux sociaux. Dans les faits: un missile américain frappe une école, il y a plus de 160 petites filles qui meurent. Dans la vidéo, il y a personnalisation du pilote et d'une petite fille. C'est une vidéo de propagande de guerre. Elle commence avec d'un côté une fillette qui se prépare à aller à l'école. De l'autre côté, on voit le pilote américain, son avion et le missile. On le voit appuyer sur le bouton de tir. On voit l'explosion de l'école, le sac de la petite fille perdu dans les décombres.

Dans toutes les guerres, les deux camps font de la propagande : chaque camp dit qu'il est le "gentil" et que l'autre est le "méchant". Auparavant cela passait par des caricatures et des affiches,... Aujourd'hui, ce sont plutôt des vidéos et des discours.

Voir la vidéo

(postée par Seyyed Guasmi, un musulman chiite radical)

<https://www.youtube.com/shorts/tsc8SRiYawl>

L'Iran : un peu d'histoire

Il y a 6465 caractères et 1138 mots dans ce texte

Le Moyen-Orient est une région stratégique : entre l'Occident et l'Orient. C'est, entre autres, une route de commerce. C'est aussi une région où il y a du pétrole, beaucoup de pétrole. C'est pourquoi, au cours de l'histoire, les Occidentaux ont toujours été intéressés par la région...

La domination britannique

Les Anglais sont bien installés au Moyen-Orient depuis des siècles. Ils contrôlent la région : c'est un des chemins vers leur colonie, l'Inde. Le sol du Moyen-Orient est riche de pétrole. Alors quand il y a des crises et des changements de pouvoir, les Britanniques sont toujours du côté de ceux qui vont garantir leurs intérêts. Au Nord, l'URSS convoite aussi l'Iran. L'URSS et les Britanniques s'arrangent pour exploiter des territoires.

La dynastie Pahlavi

En 1925, Reza Pahlavi, un ancien général arrive au pouvoir après un coup d'état. Les Britanniques l'ont aidé à arriver au pouvoir et à être reconnu comme le nouveau Shah d'Iran. En échange, les Britanniques vont pouvoir exploiter le pétrole en Iran

Il crée une armée nationale forte, il construit des routes, des chemins de fer, il développe le système éducatif laïque, il limite l'influence des religieux... Mais son régime est très autoritaire et la répression des opposants est violente. Lors de la Seconde guerre mondiale, le Shah Reza Pahlavi est soupçonné de faire affaires avec l'Allemagne. Les Britanniques et les russes l'obligent à quitter le pouvoir et en 1941 ils mettent son fils à sa place : Mohammed Reza Pahlavi.

Mohammad Reza Pahlavi, le despote éclairé

Le fils est plus « ouvert » que le père. Il autorise la population à créer des partis politiques. Il veut continuer à moderniser le pays. Il veut comme son père limiter le pouvoir des chefs religieux. Les Britanniques sont toujours là et le soutiennent en échange des revenus du pétrole. En 1951, Il y a des élections et Mohammad Mossadegh devient le Premier Ministre de l'Iran.

Mohammad Mossadegh

Le Premier Ministre Mossadegh est royaliste et progressiste. Il fait des réformes sociales et politiques importantes : la sécurité sociale, le contrôle des loyers, et aussi des réformes dans l'agriculture. Mais surtout il veut récupérer la main sur le pétrole iranien. Mossadegh nationalise le pétrole iranien. Mossadegh est largement soutenu par la population, y compris par les communistes. Cela n'arrange pas les affaires des Britanniques. Il faut dire que les Britanniques tirent de gros profits des exploitations pétrolières iraniennes et ne reverse que très peu à l'Etat iranien.

Les services secrets américains et britannique renversent Mossadegh. C'est un coup d'état. Ils remettent Mohammad Reza Pahlavi sur son trône. Après ça, l'opposition est de plus en plus forte, la répression aussi.

La révolution

Dans les campagnes, la population a faim. La modernisation du pays touche seulement les villes. Les religieux ne sont pas contents non plus, car le Shah continue de limiter leur pouvoir. Les communistes, soutenus par l'URSS s'organisent et s'opposent également au Shah. Le pouvoir du Shah devient de plus en plus autoritaire. La police secrète la SAVAK poursuit les opposants au régime, des milliers d'opposants politiques sont emprisonnés et torturés. La colère de la population monte un peu plus chaque jour. Le peuple se soulève, le shah est obligé de fuir le pays.

Le retour de Khomeini

L'ayatollah Khomeini a été exilé en 1964, surtout parce qu'il s'est opposé au shah d'Iran, Mohammad Reza Pahlavi, et à sa politique de modernisation forcée. Il a dénoncé le shah comme un traître à l'islam et un serviteur des intérêts occidentaux.

D'abord en Irak, puis en Turquie, il a terminé son exil en France. De là, il a organisé le soulèvement de la population iranienne. Soutenu par les Occidentaux, y compris la France, Khomeini revient en vainqueur dans son pays en février 1979, un mois après le départ du Shah. Petit à petit, il installe une république islamique en avril 1979. Il fonde les gardiens de la révolution. Ils sont chargés de protéger le régime et de contrôler la population.

Au niveau économique, les industries pétrolières sont nationalisées. Les avoirs américains sont confisqués. Les personnes qui ont de l'argent fuient le pays, beaucoup d'intellectuels aussi.

En novembre 1979, des étudiants iraniens prennent en otage l'ambassade américaine. Ils veulent que la République islamique marque plus son opposition aux Etats-Unis et aux Occidentaux. Le régime politique devient plus dur.

L'économie est sous le contrôle de l'Etat. La République Islamique veut devenir totalement autonome et ne rien devoir à personne. Les USA réagissent, ils imposent un embargo total à l'Iran.

En 1980, l'Irak envahit l'Iran, la guerre durera 10 ans, les Occidentaux soutiennent l'Irak.

L'Iran est devenu l'ennemi n°1. Les relations entre l'Iran et les pays occidentaux ont toujours été très compliquées.

En bref...

Le Moyen-Orient est une région très importante entre l'Occident et l'Orient. Il y a beaucoup de pétrole, donc les pays occidentaux s'y intéressent beaucoup.

Pendant longtemps, les Britanniques contrôlent une partie de la région, surtout pour protéger leurs intérêts et le pétrole. En Iran, en 1925, Reza Pahlavi devient roi avec l'aide des Britanniques. Il modernise le pays, mais son pouvoir est dur et autoritaire.

En 1941, son fils Mohammad Reza Pahlavi prend le pouvoir. Il veut moderniser le pays aussi, mais les Britanniques gardent une grande influence.

En 1951, Mohammad Mossadegh devient Premier ministre. Il fait des réformes et décide de nationaliser le pétrole. Les Britanniques et les Américains ne sont pas d'accord. Ils organisent un coup d'État et remettent le Shah au pouvoir.

Après, le régime devient plus violent. La population est de plus en plus mécontente. En 1979, il y a une révolution et le Shah quitte le pays.

Khomeini, un chef religieux, revient d'exil et prend le pouvoir. Il crée une République islamique. Le pays devient plus strict et s'oppose aux États-Unis.

Depuis ce moment, les relations entre l'Iran et les pays occidentaux sont difficiles.

Exercices à télécharger

Niveau simple :

[Iran, QCM, niveau simple, exerciceTélécharger](#)

[Iran, QCM, niveau simple,
correctionTélécharger](#)

Niveau fort :

[IRAN, QCM, niveau fort, exerciceTélécharger](#)

[Iran, QCM, niveau fort, correctionTélécharger](#)

Ces guerres qu'on laisse faire

Il y a 3918 caractères et 743 mots dans ce texte

Les Etats-Unis et Israël font la guerre à l'Iran. Israël fait en plus la guerre au Liban. Ces guerres font des milliers de tués et de blessés, souvent des innocents. Pourtant, ces guerres sont interdites par le droit international.

Les Etats-Unis et Israël bombardent l'Iran

Le 28 février 2026, les États-Unis et Israël attaquent l'Iran. Des avions de guerre et des missiles tirés depuis des navires américains bombardent Téhéran, la capitale de l'Iran et plusieurs autres villes. Le dirigeant de l'Iran, le guide suprême Ali Khamenei a été tué. Son fils le remplace.

L'Iran se défend

L'Iran a répondu en attaquant par missiles et par drones les bases américaines dans les pays du golfe Persique. Ils ont aussi attaqué d'autres endroits stratégiques. L'Iran a fermé aussi le détroit d'Ormuz. Le pétrole produit dans les pays du golfe Persique passe dans ce détroit par bateaux. C'est presque 25% du pétrole mondial.

Israël bombarde le Liban

En plus des attaques contre l'Iran, Israël bombarde le Liban. En bombardant le Liban, Israël veut étendre au maximum son territoire. Israël a déjà détruit un territoire palestinien, la bande de Gaza. En Cisjordanie, l'autre territoire palestinien, Israël commet aussi des violences sans précédent contre les habitants. Toutes ces violences d'Israël sont interdites par le droit international.

Contre le droit international !

Le droit international est clair. On peut attaquer un pays si le Conseil de sécurité de l'ONU le décide. Le Conseil de sécurité n'a pas voté pour faire la guerre contre la bande de Gaza, contre l'Iran et le Liban. Un Etat peut aussi en attaquer un autre en cas de légitime défense. C'est quand il y a une menace immédiate et imminente pour sa sécurité. Ce n'était pas le cas de l'Iran. Pourtant, Israël et les Etats-Unis ont bombardé ce pays.

Au Liban, le Hezbollah, un mouvement musulman chiite ami de l'Iran, a lancé 6 roquettes contre Israël. Elles n'ont rien détruit ou presque. Mais Israël a prétexté cette attaque pour bombarder le Liban. En plus, Israël n'a jamais respecté le cessez-le feu signé avec le Hezbollah en 2024. Malgré cet accord. Israël a fait plus de 1 000 attaques contre le Liban et tué plus de 400 personnes. Israël a aussi obligé des centaines de milliers d'habitants du sud du Liban à aller vers le Nord pour éviter d'être bombardé. Israël a donc fait un transfert forcé de population, c'est une déportation. C'est contraire au droit international.

Et l'Europe là-dedans ?

L'Union européenne a réagi, mais sans vraiment s'opposer à ces guerres. Seule des grands pays européens, l'Espagne condamne cette guerre. Par contre, l'Allemagne soutient les Etats-Unis et Israël. Les autres grands pays de l'Union européenne hésitent. Evidemment, l'Iran est une dictature. En janvier, le pouvoir iranien a tué plusieurs dizaines de milliers d'Iraniens qui manifestaient dans les rues contre lui. Mais tuer le dirigeant d'une dictature n'est pas une solution et la guerre non plus.

En laissant les guerres se faire, les Européens se mettent du côté des Etats-Unis et d'Israël. Le président Donald Trump se « fout » de l'ONU et du droit international. Et le 1^{er} ministre d'Israël Netanyahu aussi... Il est d'ailleurs poursuivi par la Cour pénale internationale pour crime de guerre.

La guerre n'est pas une solution

En 2003, la guerre contre l'Irak et la mort de son chef Saddam Hussein n'ont pas créé la démocratie. 20 ans plus tard, c'est presque encore la guerre civile. En 2011, la guerre contre la Lybie et la mort de son chef Khadafi ont aussi provoqué la guerre civile et le pays risque d'éclater. En 2026, la guerre contre l'Irak et la mort de son chef Khamenei risquent d'avoir les mêmes effets. Israël a attaqué plusieurs fois le Liban. Israël a même occupé pendant un temps une partie du pays. Et il n'y a toujours pas de paix.

Résister à la propagande de guerre

Il y a 755 caractères et 113 mots dans ce texte

En ce moment, une exposition se tient à Charleroi. Cette exposition a été pensée et réalisée d'après le livre d'Anne Morelli, historienne : *Principes élémentaires de propagande de guerre*.

L'exposition est proposée par *les Plateformes pour la paix et les solidarités internationales et la coalition antifa Charleroi*. L'exposition montre comment on construit une propagande de guerre et comment chaque camp influence l'opinion publique. L'objectif de cette exposition est de comprendre pour mieux lutter contre la propagande de guerre, pour la paix et comment ne pas se "faire avoir" par des faux discours.

Lire un article de *L'Essentiel* toujours d'actualité: [Bourrage de crâne](#)

The poster features a central image of two soldiers in full combat gear, one aiming a rifle. The background is split into yellow and black sections. Text is arranged in a clear, bold layout.

**E
X
P
O**

03.04 au 24.04. 2026

**RÉSISTER À LA
PROPAGANDE DE GUERRE**

FUNOC
5 rue de la digue 6000 Charleroi

Vernissage: 03.04-18h
en présence d' Anne morelli

Conférence: 22.04-18h "En finir avec
l'impérialisme ?"

Les informations pratiques :

Issue No. 48

Charleroi, Inc.

Culture

@PPSI & CAC

« RÉSISTER À LA PROPAGANDE DE GUERRE »

UNE EXPOSITION GRATUITE

DU 03 AVRIL AU 24 AVRIL 2026

A LA FUNOC - RUE DE LA DIGUE, 5 6000 CHARLEROI - DE 8H30 À 16H30.

PROPOSÉE PAR LES PLATEFORMES POUR LA PAIX ET LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ET LA COALITION ANTIFA CHARLEROI *.

QUELS SONT LES ARGUMENTS UTILISÉS POUR CONVAINCRE LA POPULATION DE NOS JOURS ?
EST-CE QUE L'EUROPE EST EN PÉRIODE DE PROPAGANDE DE GUERRE ?

BUTS de l'exposition :

- Découvrir les 10 principes élémentaires de propagande de guerre.
- Sensibiliser le public aux mécanismes utilisés pour influencer les opinions et justifier les conflits.
- Identifier les mécanismes de la propagande et leur mise en œuvre.
- Détecter les arguments utilisés

Durée et lieu :

L'animation dure 2 heures.

Au sein de la Funoc au sous-sol,
rue de la digue 5- 6000 Charleroi.

- CSC Charleroi Sambre & Meuse - CIEP-MOC - CRIC -
- FGTB Charleroi-Sud Hainaut - Cenforsoc - Province du Hainaut - Equipes populaires

Réservation et infos pratiques:

MAIL : coalition.antifa.charleroi@gmail.com

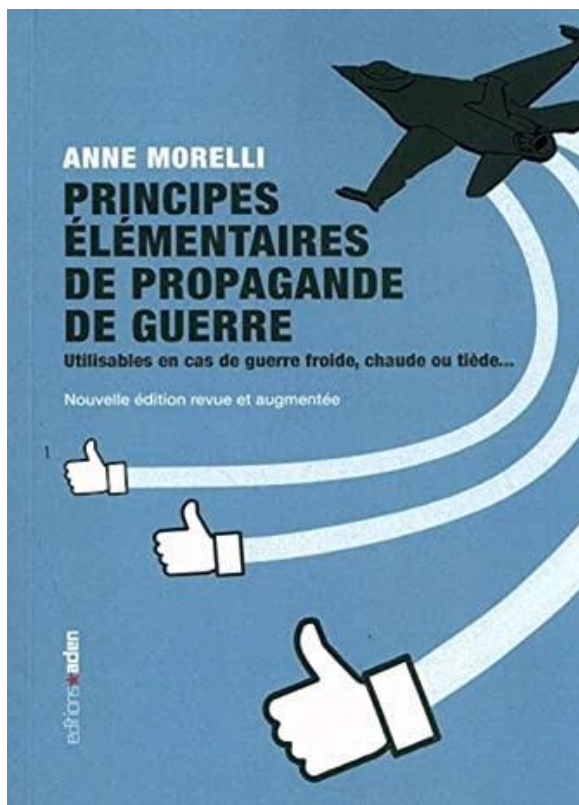
Les visites guidées (réservation obligatoire)

A partir de 15 ans

Visite libre mercredi dès 16h30 jusqu'à 18h30

- Le samedi sur demande.

Le livre :

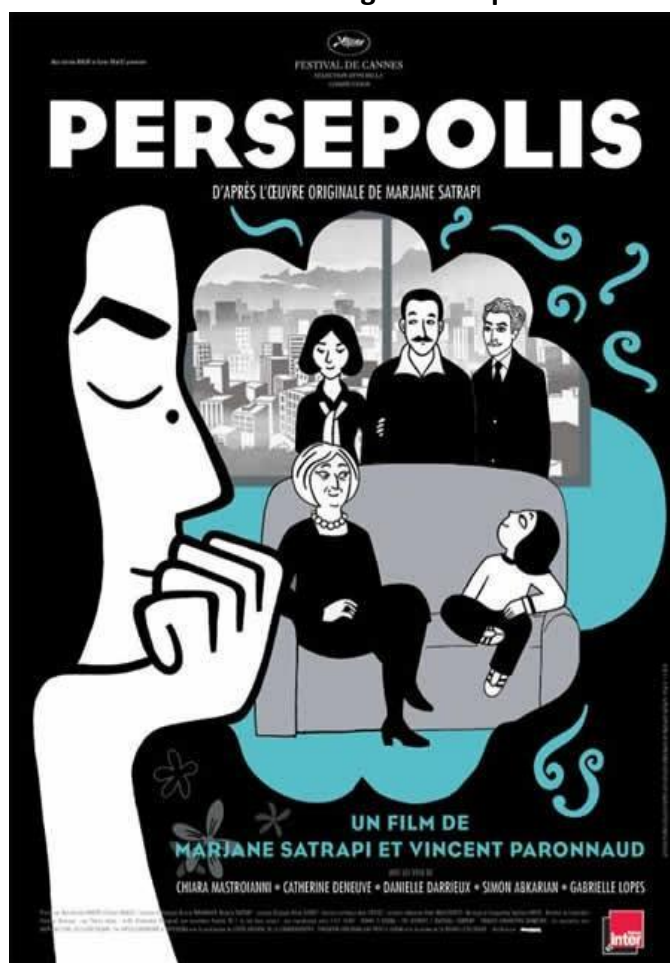


Persepolis, un sacré tempérament

Il y a 4485 caractères et 830 mots dans ce texte

Article publié pour la première fois en 2007 lors de la sortie du film. Ce film d'animation est à voir et à revoir sans date limite. Il raconte la "petite" histoire de la famille de Marjane et la "grande" histoire du destin de l'Iran.

Et si on regardait un film qui n'est pas habituel ? Un film adapté d'une bande dessinée. Un film qui ne fait pas dans les effets spéciaux d'Hollywood. Un film qui, tout en étant du cinéma, retrouve parfois le charme de la vignette de BD. Un film presque tout en noir et blanc avec des nuages de gris. Un film avec des décors en formes géométriques.



Ce film raconte les souvenirs d'une enfant qui a grandi pendant la révolution iranienne. Des souvenirs où se mêlent la politique, l'amour, la vie et la mort. Des souvenirs d'horreur mais aussi de beauté. Des souvenirs tragiques mais aussi comiques. Ce sont les souvenirs d'enfance et d'adolescence de Marjane Satrapi, une Iranienne, née en 1969, qui vit aujourd'hui en France. Marjane Satrapi avait fait de ses souvenirs, 4 volumes de bande dessinée parus entre 2000 et 2003. Elle vient d'en faire un film, Persepolis, réalisé avec un autre auteur de BD, Vincent Paronnaud. Le film a eu le Prix du jury au dernier Festival de Cannes.

Une histoire douloureuse

L'histoire de Persepolis est parfois douloureuse. On parle d'arrestations, de disparitions, de tortures, de dénonciations sous le pouvoir du chah comme sous le pouvoir chiite. On parle de la terrible guerre entre l'Iran et l'Irak. On voit la religion étouffer les libertés. On voit aussi les excès religieux tournés en ridicule. On voit comment la jeunesse iranienne vit quand même sa jeunesse, presque clandestinement. Cette jeunesse iranienne, comme Marjane, le personnage principal du film Persepolis, a un sacré tempérament malgré la dureté et la répression du régime iranien. Car elle a un sacré tempérament, Marjane. Marjane a 8 ans. Elle est iranienne. Elle vit à Téhéran, la capitale du pays, avec sa famille. On est en 1978. Le chah d'Iran, dictateur, est encore au pouvoir mais plus pour longtemps.



Une révolution qui bouleverse tout

La vie de Marjane bascule presque en même temps que l'histoire de son pays. Sa grand-mère lui apprend que son grand-père était communiste et a été fusillé sous le pouvoir du père du chah. En 1979, c'est la révolution iranienne. Le chah d'Iran doit fuir. L'oncle de Marjane, lui aussi communiste, est libéré. Il croit encore à la révolution même quand elle change de visage, quand les islamistes arrivent au pouvoir et que le régime se durcit. L'oncle sera emprisonné et exécuté. « *En 2 ans, notre quotidien a changé de visage et nous aussi* » dit Marjane. On la voit alors avec le foulard sur la tête.

Mais avec son sacré tempérament, elle inscrit au dos de sa veste, en orthographe anglaise approximative, « PUNK IS NOT DEAD » (le punk n'est pas mort). Elle achète en cachette des cassettes audio d'Iron Maiden après avoir été fan des Bee Gees et avoir trouvé le groupe ABBA, « nul ». Elle conteste sa professeure de religion. Pour lui éviter des ennuis à l'école, ses parents l'envoient en Autriche. Elle découvre la vie occidentale et une pension de « bonnes soeurs » qui ressemblent étrangement aux gardiennes de la révolution de l'Iran qu'elle vient de quitter. Sacré tempérament, Marjane, dans sa vie d'adolescente aussi. Ses premières amours et premières déceptions. Le retour à Téhéran. La déprime. Puis la rage de s'émanciper, d'aller à l'université. Elle est amoureuse et doit se marier pour éviter les ennuis avec les religieux. Mais sa vie de couple traditionnel l'ennuie. Elle quitte son mari et l'Iran. Elle s'envole pour la France.

Exil et liberté

Dans ce combat pour la liberté, Marjane est soutenue par sa famille et surtout par sa grand-mère. Une grand-mère qui déteste le foulard, fume la pipe et parle franchement. Elle n'hésite pas à dire des gros mots comme «con», «petite bite» et même « salope ». Une grand-mère qui sent bon parce qu'elle cueille tous les matins des fleurs de jasmin et les glisse dans son soutien-gorge. Une grandmère qui a encore les seins bien ronds car, dit-elle, elle les trempe tous les jours 10 minutes dans l'eau glacée. En partant pour la France, Marjane ne reverra plus sa grand-mère qui mourra en Iran. «Toute liberté a un prix», dit Marjane. Et Persepolis est un film libre. Libre parce qu'au travers du noir et blanc et de ses formes rigides qui mettent à distance le spectateur, ce film nous montre ce qu'est la vie.

Thierry Verhoeven

Pétrole: jackpot gagnant

Il y a 4020 caractères et 772 mots dans ce texte

Nos sociétés ont besoin de beaucoup de pétrole. Chaque jour, on consomme environ 16 milliards de litres de pétrole dans le monde. Le prix du pétrole que l'on voit aux infos n'est pas le prix du pétrole réel. C'est le prix d'un pétrole virtuel, d'un pétrole qui n'existe pas encore. C'est un pétrole qui permet aux entreprises et aux spéculateurs de gagner beaucoup d'argent.

En janvier 2026, vous faites le plein d'essence. Le litre d'essence est à 1,5 euro. Vous mettez 40 litres, vous payez 60 euros. En avril 2026, l'essence est à 1,9 euro le litre. Vous mettez 40 litres, vous payez 76 euros ! C'est que, depuis février 2026, les Etats-Unis et Israël font la guerre à l'Iran. L'Iran est au Moyen-Orient. C'est une région du monde où l'on produit beaucoup de pétrole. Ce pétrole passe par le détroit d'Ormuz. 20 à 25% du pétrole mondial passe par là. L'Iran contrôle le détroit d'Ormuz et l'a bloqué. Résultat ? Les bateaux pétroliers ne peuvent plus passer. Comme il y a moins d'offre de pétrole sur le marché, le prix augmente. Les entreprises multinationales du pétrole font beaucoup de bénéfices.

Ces entreprises achètent le pétrole brut. Elles le raffinent pour qu'il puisse être utilisé pour l'essence, le diesel, etc. Prenons l'exemple de l'entreprise Total Energies, une des grandes entreprises de pétrole. En 2025, elle gagnait 7 dollars par baril de pétrole qu'elle raffinait. En mars 2026, elle a gagné 24 dollars par baril. En plus, une filiale suisse de Total Energies a acheté énormément de pétrole les premiers jours de la guerre contre l'Iran. Comme le prix a explosé, la filiale suisse a gagné 1 milliard de dollars (870 millions d'euros). Et que ce soit une filiale de Total Energies en Suisse n'est pas un hasard. La Suisse est un pays où les grandes entreprises paient moins d'impôt que dans d'autres pays.

Toutes les grandes entreprises multinationales du pétrole gagnent beaucoup d'argent. Dès que le prix du pétrole brut augmente, le prix de l'essence augmente immédiatement. Or, cette essence vient d'un pétrole acheté par les multinationales avant l'augmentation des prix. Par contre, quand le prix du pétrole baisse, le prix de l'essence baisse longtemps après. Le prix du pétrole ne dépend donc pas seulement de l'offre et de la demande.

Il y a le baril-papier ou le pétrole-papier. Qu'est-ce que c'est ? Sur le marché du pétrole, il y a le pétrole réel. Le pétrole qui est extrait du sol, transporté puis raffiné pour faire de l'essence et des tas d'autres choses. Sur le marché du pétrole, il y a surtout le pétrole virtuel, le pétrole qui n'existe pas ! On l'appelle le pétrole-papier ou le baril-papier.

Imaginons que tu sois un spéculateur. Tu n'as pas besoin de pétrole, mais tu veux gagner de l'argent avec le pétrole. Le prix du baril de pétrole est de 100 dollars. Tu signes un contrat où tu achètes sur papier 10 000 barils. Cela fait 100 000 dollars. Tu ne paies pas tout de suite. En garantie, tu dois déposer 13 000 dollars. Le lendemain, le baril de pétrole est à 102 dollars. Tu revends ton contrat. Tu gagnes 2 dollars x 10 000. En 24 heures, tu fais un bénéfice de 7 000 dollars. Pour 1 baril de pétrole physique réel, on achète et on vend entre 60 et 100 barils-papier (et parfois bien plus en période de crise). La production de pétrole réelle est d'environ 100 millions de barils par jour. Le pétrole-papier est d'environ 6 ou 7 milliards de barils par jour.

Le prix que l'on voit aux infos est le prix du pétrole-papier et pas du « vrai » pétrole. Les multinationales du pétrole ont parfois acheté leur pétrole beaucoup moins cher. Elles font

beaucoup de bénéfiques. C'est pareil pour les spéculateurs. Ils ont parfois signé des contrats quand le pétrole était beaucoup moins cher. C'est le prix du pétrole-papier qui influence finalement ce que nous payons à la pompe, dans le chauffage ou dans les transports. La hausse des prix du pétrole, c'est le jackpot gagnant pour les entreprises du pétrole et les spéculateurs.

Accompagnement pédagogique

GPS Pour voyager dans: Les saigneurs de la guerre

Il y a 4047 caractères et 749 mots dans ce texte

Où cela se passe -t-il?

Le Proche et Moyen-Orient sont proches de l'Europe et pourtant, on ne sait pas trop où les situer. A l'orient, donc à l'Est, mais encore... Avec un exercice à faire

[Le Proche et le Moyen-Orient](#)

Un exercice de géographie

[Moyen-Orient, cartes des attaques](#)

C'est toute la région du Moyen-Orient qui est touchée par cette guerre.

Comprendre, en faisant un peu d'histoire

Ces guerres d'aujourd'hui viennent aussi d'un passé, qui malheureusement se répète.

En Iran, 2022, des femmes ont lancé un nouveau mouvement de libération face au pouvoir. Quels ont été et les sont les rapports entre l'Iran et les pays occidentaux. Et aussi un peu de culture avec le film Persépolis sur l'histoire de l'Iran. Quels ont été les rapports entre Israël et le Liban.

[En Iran : Femmes, vie, liberté !](#)

« Femmes, vie, liberté ! » C'est le [slogan](#) des femmes qui manifestent en Iran après la mort d'une jeune fille arrêtée dans la rue par la police pour avoir "mal mis" son voile.

[L'Iran : un peu d'histoire](#)

Le Moyen-Orient est une région stratégique : entre l'[Occident](#) et l'[Orient](#). C'est, entre autres, une route de commerce. C'est aussi une région où il y a du pétrole, beaucoup de pétrole. C'est pourquoi, au cours de l'histoire, les [Occidentaux](#) ont toujours été intéressés par la région...

[PERSEPOLIS, un sacré tempérament](#)

Sorti en 2007, Ce film raconte les souvenirs d'une enfant qui a grandi pendant la [révolution](#) iranienne. Des souvenirs où se mêlent la politique, l'amour, la vie et la mort. Des souvenirs d'horreur mais aussi de beauté. Des souvenirs tragiques mais aussi comiques. Ce sont les souvenirs d'enfance et d'adolescence de Marjane Satrapi, une Iranienne, née en 1969, qui vit aujourd'hui en France

[La "ligne bleue" entre Israël et le Liban](#)

Pour mieux comprendre l'attaque d'Israël contre le Liban, il faut un peu de géographie et un peu d'histoire. Voici une vidéo du journal *Le Monde* d'1 minute et 26 secondes. En dessous, vous trouverez le texte de la vidéo et des exercices.

[Une fois de plus, Israël bombarde le Liban](#)

Le Sud-Liban est à la frontière entre Israël et le Liban. C'est le Hezbollah, organisation politique et militaire [chiite](#), qui contrôle le Sud-Liban. Israël veut annexer cette région depuis longtemps. Début mars, Israël a lancé une nouvelle guerre contre le pays.

Prétexte à la guerre

Israël et l'Iran se servent de prétextes pour attaquer l'Iran.

[Le nucléaire de l'Iran, un écran de fumée](#)

Pour Donald Trump, il fallait attaquer l'Iran parce que l'Iran risquait d'avoir bientôt l'arme nucléaire. C'est une des explications officielles, mais ce n'est pas la vraie raison. C'est un écran de fumée pour cacher la réalité. Car pour les experts, ce n'est pas vrai.

Mondialisation de la guerre

[Contre les USA, l'Iran joue le détroit](#)

Le prix du pétrole augmente avec la guerre contre l'Iran. L'Iran est au Moyen-Orient où il y a beaucoup de pétrole. L'Iran contrôle le détroit d'Ormuz, un bras de mer pour sortir du golfe Persique.

Presque 25% du pétrole mondial passent par là.

Contre le droit international

[Ces guerres qu'on laisse faire](#)

Les Etats-Unis et Israël font la guerre à l'Iran. Israël fait en plus la guerre au Liban. Ces guerres font des milliers de tués et de blessés, souvent des innocents. Pourtant, ces guerres sont interdites par le droit international.

[Gaza, Liban, et l'ONU là-dedans ?](#)

Depuis sa création en 1945, l'Organisation des Nations Unies ([ONU](#)) doit être le gendarme du monde. Elle doit assurer la paix, la sécurité et le droit international. Ce qui se passe à Gaza et au Liban montre qu'elle est souvent impuissante.

Un exemple de l'horreur

[Des fillettes assassinées](#)

C'est ce qui est arrivé le 28 février dernier. Un missile est « tombé » sur une école de filles à Minad, une ville située près du détroit d'Ormuz. Les faits et une vidéo de propagande iranienne.

Une expo sur la propagande de guerre

[Résister à la propagande de guerre](#)

Infographie

Contre les USA, l'Iran joue le détroit

Il y a 9546 caractères et 1216 mots dans ce texte

Le prix du pétrole augmente avec la guerre contre l'Iran. L'Iran est au Moyen-Orient où il y a beaucoup de pétrole. L'Iran contrôle le détroit d'Ormuz, un bras de mer pour sortir du golfe Persique. Presque 25% du pétrole mondial passent par là. L'Iran bloque des dizaines de bateaux pétroliers. Il menace de les détruire s'ils passent le détroit. Pour les EtatsUnis, c'est très difficile de protéger ces bateaux.

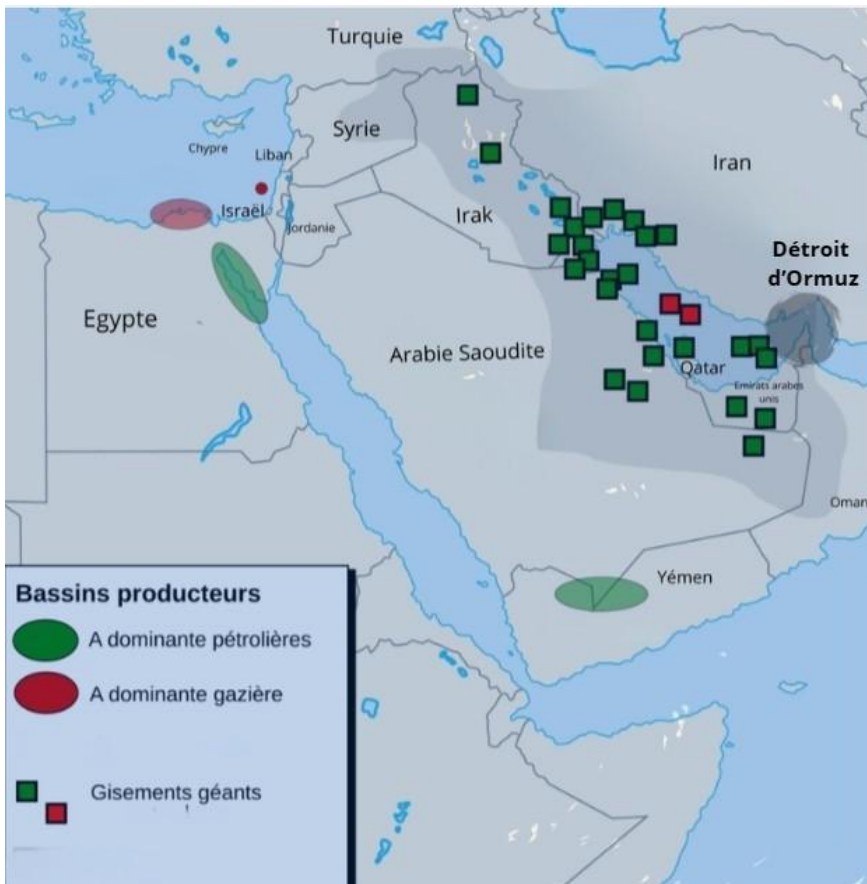
Le détroit d'Ormuz



Google earth et L'Essentiel

Le détroit d'Ormuz est un bras de mer entre le golfe Persique et la mer d'Arabie.

Le pétrole du Moyen-Orient



Wikipedia et L'Essentiel

Les pays de la région du Moyen-Orient sont des gros producteurs de pétrole. Le bateau est un des principaux moyens de transport. Les bateaux passent par le détroit d'Ormuz. C'est de 20% à 25% du pétrole mondial qui passent par là.

Le pétrole passe par le détroit d'Ormuz



L'CI et L'Essentiel

Le détroit fait 55 km de large. Mais à cause des rochers, les bateaux ne peuvent passer que sur une largeur de 3 km. C'est donc très facile de bloquer ou de détruire les bateaux.

L'Iran contrôle le détroit d'Ormuz



L'CI et L'Essentiel

L'Iran contrôle le détroit d'Ormuz. Il peut détruire les pétroliers par des missiles, des mines, des drones ou des bateaux rapides. Les Etats-Unis auraient beaucoup de difficultés à protéger les pétroliers.

Infographie

Le Proche et le Moyen-Orient

Il y a 773 caractères et 124 mots dans ce texte

Le Proche-Orient et le Moyen-Orient sont des régions qui se situent entre l'Occident à l'Ouest et l'Orient à l'Est. La définition de ces régions est parfois différente selon la géographie pure et la géopolitique. Pour des raisons de simplification, nous présentons une carte pour les 2 régions.

Les pays du Proche-Orient sont la Turquie, la Syrie, l'Égypte, le Liban, Israël, la Jordanie et la Palestine.

Les pays du Moyen-Orient sont l'Arabie saoudite, l'Irak, l'Iran, la Palestine, le Koweït, le Qatar, les Émirats arabes unis, Oman, le Yémen et le Bahreïn. En géopolitique, l'Afghanistan est compris dans le Moyen-Orient.



Exercice à télécharger :

[Proche-Moyen-Orient carte exercice](#)Télécharger

[Proche, Moyen-Orient carte corrigé](#)Télécharger

Des liens pour aller plus loin dans le cahier “Les saigneurs de la guerre”

Il y a 369 caractères et 57 mots dans ce texte

[Amnesty International: un appel à lutter contre les dirigeants Trump, Netanyahu, Poutine](#)

[UNICEF: SOUTENIR LES ENFANTS AU MOYEN-ORIENT](#)

[Les informations de l'ONU sur le sujet](#), il y a toujours en bas de page des infos liées à l'actualité

Les cahiers du journal L'Essentiel: [Gaza](#),

[Liban, Syrie, toujours dans la tourmente](#)

Exercice

La “ligne bleue” entre Israël et le Liban

Il y a 7600 caractères et 1102 mots dans ce texte

Pour mieux comprendre l'attaque d'Israël contre le Liban, il faut un peu de géographie et un peu d'histoire. Voici une vidéo du journal *Le Monde* d'1 minute et 26 secondes. En dessous, vous trouverez le texte de la vidéo et des exercices.

Attention : cette vidéo est très bien faite, mais il y a une petite erreur: la FINUL, force de l'ONU, date de 1978 pas de 2006. *L'Essentiel* l'a corrigé dans le texte.

Texte de la vidéo

Il n'y a pas de frontière officielle

Il n'existe pas de frontière officielle entre le Liban et Israël.

Sur les cartes, on voit souvent une ligne appelée la « **ligne bleue** ». Faute de mieux, cette ligne sert de séparation entre les deux pays.

Une ligne fixée par l'ONU en 2000

La ligne bleue est une ligne de retrait fixée par l'ONU en 2000.

Que signifie « ligne de retrait » ?

En 2000, Israël met fin à l'occupation du sud du Liban. L'ONU trace alors cette ligne pour vérifier si les troupes israéliennes se sont bien retirées du territoire libanais.

Pourquoi Israël occupait le sud du Liban ?

L'occupation du sud du Liban par Israël commence en 1978.

L'objectif est de repousser l'OLP, l'Organisation de libération de la Palestine. À cette époque, certains groupes palestiniens mènent des attaques contre Israël à partir du sud du Liban. En 1978, l'ONU décide alors d'envoyer la FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban).

Une ligne qui vient de l'histoire coloniale

La ligne bleue suit en grande partie le tracé d'une frontière plus ancienne.

En 1923, Français et Britanniques fixent une limite entre leurs zones d'influence dans la région. Cette limite sera reprise plus tard pour tracer la ligne d'armistice de 1949, après la guerre israéloarabe qui suit la création de l'État d'Israël.

Comment la ligne est-elle marquée sur le terrain ?

Sur le terrain, la ligne bleue est matérialisée par des barils bleus placés à différents endroits. Chaque emplacement a été négocié.

Mais cette ligne n'est pas une véritable frontière, car plusieurs points restent contestés entre Israël et le Liban.

Le rôle de la FINUL

Depuis la guerre entre Israël et le Hezbollah en 2006, l'ONU renforce la mission de la FINUL surveille la zone.

Elle travaille avec le gouvernement libanais pour essayer de maintenir le calme le long de la ligne bleue.

Une région sous influence du Hezbollah

Dans les faits, le sud du Liban est une région pauvre.

Elle est en grande partie sous l'influence du Hezbollah, un mouvement politico-militaire libanais qui est en lutte armée contre Israël depuis plusieurs décennies.

Exercice – Comprendre la « ligne bleue »

Consigne : Regardez la vidéo puis répondez aux questions.

1. Remettez les événements dans l'ordre

- A. Israël se retire du sud du Liban et l'ONU fixe la ligne bleue.
- B. Français et Britanniques tracent une frontière dans la région.
- C. Guerre entre Israël et le Liban en 2006.
- D. Israël occupe le sud du Liban pour repousser l'OLP.
- E. Ligne d'armistice après la guerre israélo-arabe.

Écrivez les lettres dans l'ordre :

Vérifier 1 Correction 1

2. Vrai ou faux ?

La ligne bleue est une frontière officielle.

Vrai Faux

Elle a été fixée par l'ONU en 2000.

Vrai Faux

La FINUL surveille la zone depuis la guerre de 2006.

Vrai Faux

Vérifier 2 Correction 2

3. Mots manquants

Complétez les phrases.

La ligne bleue est une ligne fixée par l'ONU.

Elle sert à vérifier si les troupes ont quitté le sud du Liban

La mission de l'ONU qui surveille la zone s'appelle

Vérifier 3 Correction 3

Les exercices et corrections en word

[comprendre la ligne bleue exercices-corrrections](#) Télécharger

Exercice

Comprendre la « ligne bleue »-Exercices

Regardez la vidéo puis faites les exercices.

Exercice 1 – Vrai ou faux ?

1. La ligne bleue est une frontière officielle. Vrai / Faux
2. Elle a été fixée par l'ONU en 2000. Vrai / Faux
3. La FINUL surveille la zone depuis la guerre de 2006. Vrai / Faux

Exercice 2 – Remettre dans l'ordre

Remettez les événements dans l'ordre chronologique.

- A. Israël se retire du sud du Liban et l'ONU fixe la ligne bleue.
- B. Français et Britanniques tracent une frontière dans la région.
- C. Guerre entre Israël et le Liban en 2006.
- D. Israël occupe le sud du Liban pour repousser l'OLP.
- E. Ligne d'armistice après la guerre israélo-arabe.

Votre réponse : _____

Exercice 3 – Mots manquants

Complétez les phrases.

La ligne bleue est une ligne de _____ fixée par l'ONU.

Elle sert à vérifier si les troupes _____ ont quitté le sud du Liban.

La mission de l'ONU qui surveille la zone s'appelle la _____.

Correction

Comprendre la « ligne bleue » -Correction

Correction – Exercice 1 (Vrai / Faux)

1. La ligne bleue est une frontière officielle → Faux
2. Elle a été fixée par l'ONU en 2000 → Vrai
3. La FINUL surveille la zone depuis la guerre de 2006 → Faux

Correction – Exercice 2 (Remettre dans l'ordre)

Ordre correct :

1. B – 1923 : Français et Britanniques tracent une frontière dans la région.
2. E – 1949 : Ligne d'armistice après la guerre israélo-arabe.
3. D – 1978 : Israël occupe le sud du Liban pour repousser l'OLP.
4. A – 2000 : Israël se retire du sud du Liban et l'ONU fixe la ligne bleue.
5. C – 2006 : Guerre entre Israël et le Liban (Hezbollah).

Correction – Exercice 3 (Mots manquants)

La ligne bleue est une ligne de retrait fixée par l'ONU.

Elle sert à vérifier si les troupes israéliennes ont quitté le sud du Liban.

La mission de l'ONU qui surveille la zone s'appelle la FINUL.

Exercice Contre les USA, l'Iran joue le détroit

Il y a 9546 caractères et 1216 mots dans ce texte

Le prix du pétrole augmente avec la guerre contre l'Iran. L'Iran est au Moyen-Orient où il y a beaucoup de pétrole. L'Iran contrôle le détroit d'Ormuz, un bras de mer pour sortir du golfe Persique. Presque 25% du pétrole mondial passent par là. L'Iran bloque des dizaines de bateaux pétroliers. Il menace de les détruire s'ils passent le détroit. Pour les EtatsUnis, c'est très difficile de protéger ces bateaux.

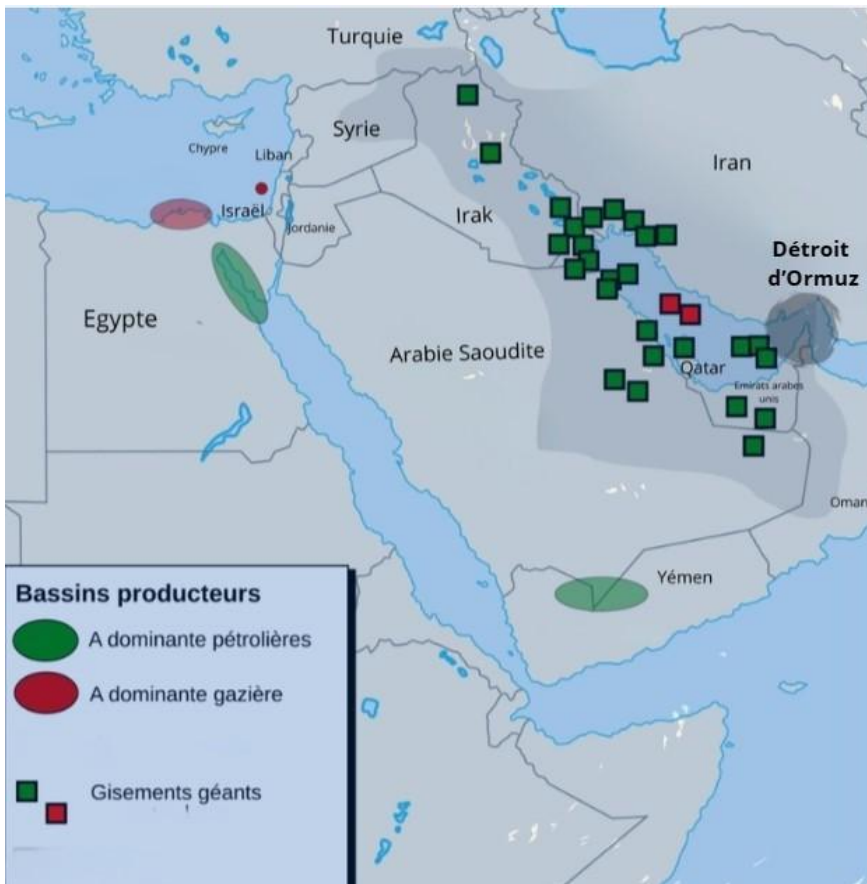
Le détroit d'Ormuz



Google earth et L'Essentiel

Le détroit d'Ormuz est un bras de mer entre le golfe Persique et la mer d'Arabie.

Le pétrole du Moyen-Orient



Wikipedia et L'Essentiel

Les pays de la région du Moyen-Orient sont des gros producteurs de pétrole. Le bateau est un des principaux moyens de transport. Les bateaux passent par le détroit d'Ormuz. C'est de 20% à 25% du pétrole mondial qui passent par là.

Le pétrole passe par le détroit d'Ormuz



LCI et L'Essentiel

Le détroit fait 55 km de large. Mais à cause des rochers, les bateaux ne peuvent passer que sur une largeur de 3 km. C'est donc très facile de bloquer ou de détruire les bateaux.

L'Iran contrôle le détroit d'Ormuz



LCI et L'Essentiel

L'Iran contrôle le détroit d'Ormuz. Il peut détruire les pétroliers par des missiles, des mines, des drones ou des bateaux rapides. Les Etats-Unis auraient beaucoup de difficultés à protéger

Exercices interactifs

Observer les cartes 1 à 4 de l'article, puis répondre aux questions. Chaque exercice propose une correction immédiate.

Carte 1

Exercice 1 – Choisir la bonne réponse

Identifier où se situe le détroit d'Ormuz:

Entre la mer Rouge et la Méditerranée Entre le golfe Persique et la mer d'Arabie Entre l'océan Atlantique et l'océan Indien

Cartes 2 et 3

Exercice 2 – Associer les cartes et les idées

Associer chaque carte à l'idée qui lui correspond.

Carte 2

Choisir une réponse ▼

Carte 3

Choisir une réponse ▼

Vérifier

Texte + cartes

Exercice 3 – Compléter les phrases

Compléter les phrases à l'aide du texte et des cartes.

Le détroit d'Ormuz est de mer.

Presque du pétrole mondial passent par là.

À cause des rochers, les bateaux ne peuvent passer que sur un de km.

Vérifier

Carte 4

Exercice 4 – Identifier les bonnes réponses

Identifier les moyens utilisés par l'Iran pour bloquer ou attaquer les pétroliers.

- Des porte-avions
- Des mines
- Des drones
- Des bateaux rapides
- Des sous-marins nucléaires

Vérier

Exercice Le Proche et le Moyen-Orient

Il y a 773 caractères et 124 mots dans ce texte

Le Proche-Orient et le Moyen-Orient sont des régions qui se situent entre l'Occident à l'Ouest et l'Orient à l'Est. La définition de ces régions est parfois différente selon la géographie pure et la géopolitique. Pour des raisons de simplification, nous présentons une carte pour les 2 régions.

Les pays du Proche-Orient sont la Turquie, la Syrie, l'Égypte, le Liban, Israël, la Jordanie et la Palestine.

Les pays du Moyen-Orient sont l'Arabie saoudite, l'Irak, l'Iran, la Palestine, le Koweït, le Qatar, les Émirats arabes unis, Oman, le Yémen et le Bahreïn. En géopolitique, l'Afghanistan est compris dans le Moyen-Orient.

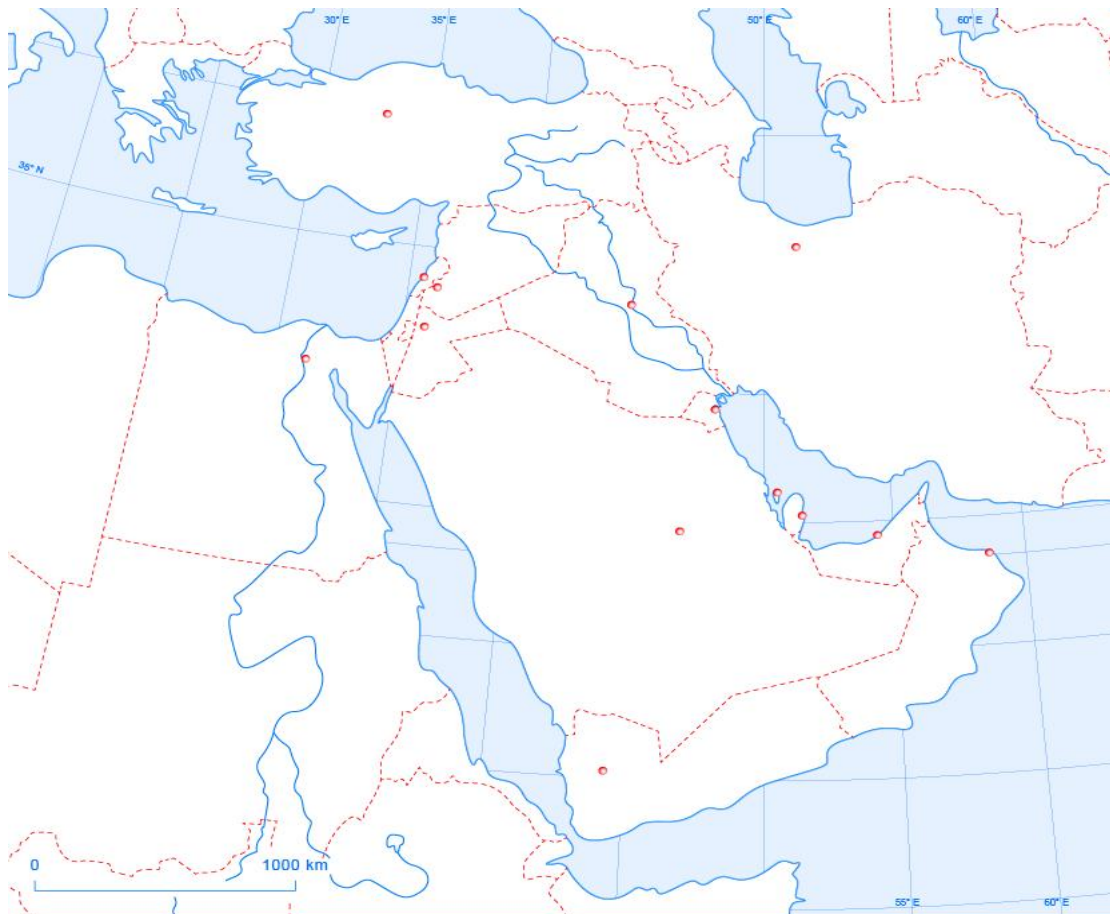


Exercice à télécharger :

[Proche-Moyen-Orient carte exercice](#)Télécharger

[Proche, Moyen-Orient carte corrigé](#)Télécharger

Exercice : A l'aide de la carte publiée dans l'Essentiel, replace les noms des pays sur la carte.



Les pays du Proche et du Moyen-Orient sont : L'Arabie saoudite, l'Irak, l'Iran, la Turquie, l'Égypte, la Syrie, la Jordanie, le Liban, Israël, la Palestine, le Koweït, le Qatar, les Émirats arabes unis, Oman, le Yémen et le Bahreïn

Corrigé



Les pays du Proche et du Moyen-Orient sont : L'Arabie saoudite, l'Irak, l'Iran, la Turquie, l'Égypte, la Syrie, la Jordanie, le Liban, Israël, la Palestine, le Koweït, le Qatar, les Émirats arabes unis, Oman, le Yémen et le Bahreïn

Exercice L'Iran : un peu d'histoire

Il y a 6465 caractères et 1138 mots dans ce texte

Le Moyen-Orient est une région stratégique : entre l'Occident et l'Orient. C'est, entre autres, une route de commerce. C'est aussi une région où il y a du pétrole, beaucoup de pétrole. C'est pourquoi, au cours de l'histoire, les Occidentaux ont toujours été intéressés par la région...

La domination britannique

Les Anglais sont bien installés au Moyen-Orient depuis des siècles. Ils contrôlent la région : c'est un des chemins vers leur colonie, l'Inde. Le sol du Moyen-Orient est riche de pétrole. Alors quand il y a des crises et des changements de pouvoir, les Britanniques sont toujours du côté de ceux qui vont garantir leurs intérêts. Au Nord, l'URSS convoite aussi l'Iran. L'URSS et les Britanniques s'arrangent pour exploiter des territoires.

La dynastie Pahlavi

En 1925, Reza Pahlavi, un ancien général arrive au pouvoir après un coup d'état. Les Britanniques l'ont aidé à arriver au pouvoir et à être reconnu comme le nouveau Shah d'Iran. En échange, les Britanniques vont pouvoir exploiter le pétrole en Iran

Il crée une armée nationale forte, il construit des routes, des chemins de fer, il développe le système éducatif laïque, il limite l'influence des religieux... Mais son régime est très autoritaire et la répression des opposants est violente. Lors de la Seconde guerre mondiale, le Shah Reza Pahlavi est soupçonné de faire affaires avec l'Allemagne. Les Britanniques et les russes l'obligent à quitter le pouvoir et en 1941 ils mettent son fils à sa place : Mohammed Reza Pahlavi.

Mohammad Reza Pahlavi, le despote éclairé

Le fils est plus « ouvert » que le père. Il autorise la population à créer des partis politiques. Il veut continuer à moderniser le pays. Il veut comme son père limiter le pouvoir des chefs religieux. Les Britanniques sont toujours là et le soutiennent en échange des revenus du pétrole. En 1951, Il y a des élections et Mohammad Mossadegh devient le Premier Ministre de l'Iran.

Mohammad Mossadegh

Le Premier Ministre Mossadegh est royaliste et progressiste. Il fait des réformes sociales et politiques importantes : la sécurité sociale, le contrôle des loyers, et aussi des réformes dans l'agriculture. Mais surtout il veut récupérer la main sur le pétrole iranien. Mossadegh nationalise le pétrole iranien. Mossadegh est largement soutenu par la population, y compris par les communistes. Cela n'arrange pas les affaires des Britanniques. Il faut dire que les Britanniques tirent de gros profits des exploitations pétrolières iraniennes et ne reverse que très peu à l'Etat iranien.

Les services secrets américains et britannique renversent Mossadegh. C'est un coup d'état. Ils remettent Mohammad Reza Pahlavi sur son trône. Après ça, l'opposition est de plus en plus forte, la répression aussi.

La révolution

Dans les campagnes, la population a faim. La modernisation du pays touche seulement les villes. Les religieux ne sont pas contents non plus, car le Shah continue de limiter leur pouvoir. Les communistes, soutenus par l'URSS s'organisent et s'opposent également au Shah. Le pouvoir du Shah devient de plus en plus autoritaire. La police secrète la SAVAK poursuit les opposants au régime, des milliers d'opposants politiques sont emprisonnés et torturés. La colère de la population monte un peu plus chaque jour. Le peuple se soulève, le shah est obligé de fuir le pays.

Le retour de Khomeini

L'ayatollah Khomeini a été exilé en 1964, surtout parce qu'il s'est opposé au shah d'Iran, Mohammad Reza Pahlavi, et à sa politique de modernisation forcée. Il a dénoncé le shah comme un traître à l'islam et un serviteur des intérêts occidentaux.

D'abord en Irak, puis en Turquie, il a terminé son exil en France. De là, il a organisé le soulèvement de la population iranienne. Soutenu par les Occidentaux, y compris la France, Khomeini revient en vainqueur dans son pays en février 1979, un mois après le départ du Shah. Petit à petit, il installe une république islamique en avril 1979. Il fonde les gardiens de la révolution. Ils sont chargés de protéger le régime et de contrôler la population.

Au niveau économique, les industries pétrolières sont nationalisées. Les avoirs américains sont confisqués. Les personnes qui ont de l'argent fuient le pays, beaucoup d'intellectuels aussi.

En novembre 1979, des étudiants iraniens prennent en otage l'ambassade américaine. Ils veulent que la République islamique marque plus son opposition aux Etats-Unis et aux Occidentaux. Le régime politique devient plus dur.

L'économie est sous le contrôle de l'Etat. La République Islamique veut devenir totalement autonome et ne rien devoir à personne. Les USA réagissent, ils imposent un embargo total à l'Iran.

En 1980, l'Irak envahit l'Iran, la guerre durera 10 ans, les Occidentaux soutiennent l'Irak.

L'Iran est devenu l'ennemi n°1. Les relations entre l'Iran et les pays occidentaux ont toujours été très compliquées.

En bref...

Le Moyen-Orient est une région très importante entre l'Occident et l'Orient. Il y a beaucoup de pétrole, donc les pays occidentaux s'y intéressent beaucoup.

Pendant longtemps, les Britanniques contrôlent une partie de la région, surtout pour protéger leurs intérêts et le pétrole. En Iran, en 1925, Reza Pahlavi devient roi avec l'aide des Britanniques. Il modernise le pays, mais son pouvoir est dur et autoritaire.

En 1941, son fils Mohammad Reza Pahlavi prend le pouvoir. Il veut moderniser le pays aussi, mais les Britanniques gardent une grande influence.

En 1951, Mohammad Mossadegh devient Premier ministre. Il fait des réformes et décide de nationaliser le pétrole. Les Britanniques et les Américains ne sont pas d'accord. Ils organisent un coup d'État et remettent le Shah au pouvoir.

Après, le régime devient plus violent. La population est de plus en plus mécontente. En 1979, il y a une révolution et le Shah quitte le pays.

Khomeini, un chef religieux, revient d'exil et prend le pouvoir. Il crée une République islamique. Le pays devient plus strict et s'oppose aux États-Unis.

Depuis ce moment, les relations entre l'Iran et les pays occidentaux sont difficiles.

Exercices à télécharger

Niveau simple :

[Iran, QCM, niveau simple, exerciceTélécharger](#)

[Iran, QCM, niveau simple,
correctionTélécharger](#)

Niveau fort :

[IRAN, QCM, niveau fort, exerciceTélécharger](#)

[Iran, QCM, niveau fort, correctionTélécharger](#)

Iran, un peu d'histoire QCM niveau simple

Exercice : Questions à Choix Multiple, choisis la bonne réponse

1. Le Moyen-Orient est important parce que :

- A. Il fait froid
- B. Il est entre l'Occident et l'Orient
- C. Il est vide

2. Qu'y a-t-il beaucoup dans cette région ?

- A. De l'eau
- B. Du pétrole
- C. De la neige

3. Quel pays contrôle la région avant ?

- A. La France
- B. Les États-Unis
- C. Les Britanniques

4. Qui arrive au pouvoir en 1925 ?

- A. Khomeini
- B. Reza Pahlavi
- C. Mossadegh

5. Comment arrive-t-il au pouvoir ?

- A. Par un vote
- B. Par un coup d'État
- C. Par héritage

6. Comment est son régime ?

- A. Démocratique
- B. Autoritaire
- C. Libre

7. Qui devient Premier ministre en 1951 ?

- A. Mossadegh
- B. Le Shah
- C. Khomeini

8. Que fait Mossadegh avec le pétrole ?

- A. Il le vend
- B. Il le donne
- C. Il le nationalise

9. Que font les Américains et les Britanniques ?

- A. Ils aident Mossadegh
- B. Ils renversent Mossadegh
- C. Ils partent

10. Qui prend le pouvoir en 1979 ?

- A. Le Shah
- B. Khomeini
- C. Mossadegh

Iran, un peu d'histoire QCM niveau simple Correction :

Questions à Choix Multiple, choisis la bonne réponse

1. Le Moyen-Orient est important parce que :

- A. Il fait froid
- B. Il est entre l'Occident et l'Orient
- C. Il est vide

2. Qu'y a-t-il beaucoup dans cette région ?

- A. De l'eau
- B. Du pétrole
- C. De la neige

3. Quel pays contrôle la région avant ?

- A. La France
- B. Les États-Unis
- C. Les Britanniques

4. Qui arrive au pouvoir en 1925 ?

- A. Khomeini
- B. Reza Pahlavi
- C. Mossadegh

5. Comment arrive-t-il au pouvoir ?

- A. Par un vote
- B. Par un coup d'État
- C. Par héritage

6. Comment est son régime ?

- A. Démocratique
- B. Autoritaire
- C. Libre

7. Qui devient Premier ministre en 1951 ?

- A. Mossadegh
- B. Le Shah
- C. Khomeini

8. Que fait Mossadegh avec le pétrole ?

- A. Il le vend
- B. Il le donne
- C. Il le nationalise

9. Que font les Américains et les Britanniques ?

- A. Ils aident Mossadegh
- B. Ils renversent Mossadegh
- C. Ils partent

10. Qui prend le pouvoir en 1979 ?

- A. Le Shah
- B. Khomeini
- C. Mossadegh

Iran, un peu d'histoire QCM, niveau fort Exercice

Questions à choix multiples.

1. Pourquoi le Moyen-Orient est-il une région stratégique ?

- A. À cause de son climat
- B. Parce qu'il est situé entre l'Occident et l'Orient et riche en pétrole
- C. À cause de sa population
- D. Parce qu'il est isolé

2. Pourquoi les Britanniques s'intéressent-ils particulièrement au Moyen-Orient ?

- A. Pour le tourisme
- B. Pour protéger leurs frontières
- C. Pour le commerce et le pétrole
- D. Pour la culture

3. Quel pays les Britanniques voulaient-ils rejoindre grâce au Moyen-Orient ?

- A. La Chine
- B. L'Australie
- C. L'Inde
- D. Le Japon

4. Quel autre pays convoitait l'Iran au nord ?

- A. Les États-Unis
- B. La France
- C. L'URSS
- D. L'Allemagne

5. Comment Reza Pahlavi arrive-t-il au pouvoir en 1925 ?

- A. Par des élections
- B. Par héritage
- C. Par un coup d'État
- D. Par une guerre

6. Que donnent les Britanniques en échange de leur soutien à Reza Pahlavi ?

- A. Des armes
- B. De l'argent
- C. Le droit d'exploiter le pétrole
- D. Le pouvoir politique

7. Comment peut-on qualifier le régime de Reza Pahlavi ?

- A. Démocratique
- B. Autoritaire
- C. Communiste
- D. Libéral

8. Pourquoi Reza Pahlavi doit-il quitter le pouvoir en 1941 ?

- A. Il est malade
- B. Il est accusé de collaborer avec l'Allemagne
- C. Il démissionne
- D. Il perd une élection

9. Qui remplace Reza Pahlavi ?

- A. Mossadegh
- B. Khomeini
- C. Son fils Mohammad Reza Pahlavi
- D. Un général britannique

10. Que fait Mohammad Mossadegh en 1951 ?

- A. Il déclare la guerre
- B. Il nationalise le pétrole
- C. Il quitte le pays
- D. Il devient Shah

11. Pourquoi la nationalisation du pétrole dérange-t-elle les Britanniques ?

- A. Ils perdent leur influence culturelle
- B. Ils perdent leurs profits
- C. Ils perdent des territoires
- D. Ils perdent des alliés

12. Que se passe-t-il après la nationalisation du pétrole ?

- A. Une révolution
- B. Un coup d'État contre Mossadegh
- C. Une guerre civile
- D. Des élections

13. Quel est le nom de la police secrète du Shah ?

- A. CIA
- B. KGB
- C. SAVAK
- D. MI6

14. Pourquoi la population iranienne se révolte-t-elle ?

- A. À cause du climat
- B. À cause de la pauvreté et de la répression
- C. À cause d'une guerre étrangère
- D. À cause de la religion

15. Qui est Khomeini ?

- A. Un général
- B. Un roi
- C. Un chef religieux
- D. Un journaliste

16. Pourquoi Khomeini a-t-il été exilé ?

- A. Pour ses voyages
- B. Pour son opposition au Shah
- C. Pour ses études
- D. Pour ses alliances

17. Quand Khomeini revient-il en Iran ?

- A. 1941

B. 1951

C. 1979

D. 1980

18. Quel régime met-il en place ?

A. Une monarchie

B. Une démocratie

C. Une république islamique

D. Une dictature militaire

19. Que se passe-t-il en novembre 1979 ?

A. Une élection

B. Une guerre

C. Une prise d'otages à l'ambassade américaine

D. Une révolution industrielle

20. Quelle est la réaction des États-Unis après la révolution ?

A. Ils soutiennent l'Iran

B. Ils imposent un embargo

C. Ils envahissent le pays

D. Ils ignorent la situation

Iran, un peu d'histoire QCM, niveau fort

Correction

Exercice : Questions à choix multiples.

1. Pourquoi le Moyen-Orient est-il une région stratégique ?

- A. À cause de son climat
- B. Parce qu'il est situé entre l'Occident et l'Orient et riche en pétrole
- C. À cause de sa population
- D. Parce qu'il est isolé

2. Pourquoi les Britanniques s'intéressent-ils particulièrement au Moyen-Orient ?

- A. Pour le tourisme
- B. Pour protéger leurs frontières
- C. Pour le commerce et le pétrole
- D. Pour la culture

3. Quel pays les Britanniques voulaient-ils rejoindre grâce au Moyen-Orient ?

- A. La Chine
- B. L'Australie
- C. L'Inde
- D. Le Japon

4. Quel autre pays convoitait l'Iran au nord ?

- A. Les États-Unis
- B. La France
- C. L'URSS
- D. L'Allemagne

5. Comment Reza Pahlavi arrive-t-il au pouvoir en 1925 ?

- A. Par des élections
- B. Par héritage
- C. Par un coup d'État
- D. Par une guerre

6. Que donnent les Britanniques en échange de leur soutien à Reza Pahlavi ?

- A. Des armes
- B. De l'argent
- C. Le droit d'exploiter le pétrole
- D. Le pouvoir politique

7. Comment peut-on qualifier le régime de Reza Pahlavi ?

- A. Démocratique
- B. Autoritaire
- C. Communiste
- D. Libéral

8. Pourquoi Reza Pahlavi doit-il quitter le pouvoir en 1941 ?

- A. Il est malade
- B. Il est accusé de collaborer avec l'Allemagne
- C. Il démissionne
- D. Il perd une élection

9. Qui remplace Reza Pahlavi ?

- A. Mossadegh
- B. Khomeini
- C. Son fils Mohammad Reza Pahlavi
- D. Un général britannique

10. Que fait Mohammad Mossadegh en 1951 ?

- A. Il déclare la guerre
- B. Il nationalise le pétrole
- C. Il quitte le pays
- D. Il devient Shah

11. Pourquoi la nationalisation du pétrole dérange-t-elle les Britanniques ?

- A. Ils perdent leur influence culturelle
- B. Ils perdent leurs profits
- C. Ils perdent des territoires
- D. Ils perdent des alliés

12. Que se passe-t-il après la nationalisation du pétrole ?

- A. Une révolution
- B. Un coup d'État contre Mossadegh
- C. Une guerre civile
- D. Des élections

13. Quel est le nom de la police secrète du Shah ?

- A. CIA
- B. KGB
- C. SAVAK
- D. MI6

14. Pourquoi la population iranienne se révolte-t-elle ?

- A. À cause du climat
- B. À cause de la pauvreté et de la répression
- C. À cause d'une guerre étrangère
- D. À cause de la religion

15. Qui est Khomeini ?

- A. Un général
- B. Un roi
- C. Un chef religieux
- D. Un journaliste

16. Pourquoi Khomeini a-t-il été exilé ?

- A. Pour ses voyages
- B. Pour son opposition au Shah
- C. Pour ses études
- D. Pour ses alliances

17. Quand Khomeini revient-il en Iran ?

- A. 1941
- B. 1951
- C. 1979
- D. 1980

18. Quel régime met-il en place ?

- A. Une monarchie
- B. Une démocratie
- C. Une république islamique
- D. Une dictature militaire

19. Que se passe-t-il en novembre 1979 ?

- A. Une élection
- B. Une guerre
- C. Une prise d'otages à l'ambassade américaine
- D. Une révolution industrielle

20. Quelle est la réaction des États-Unis après la révolution ?

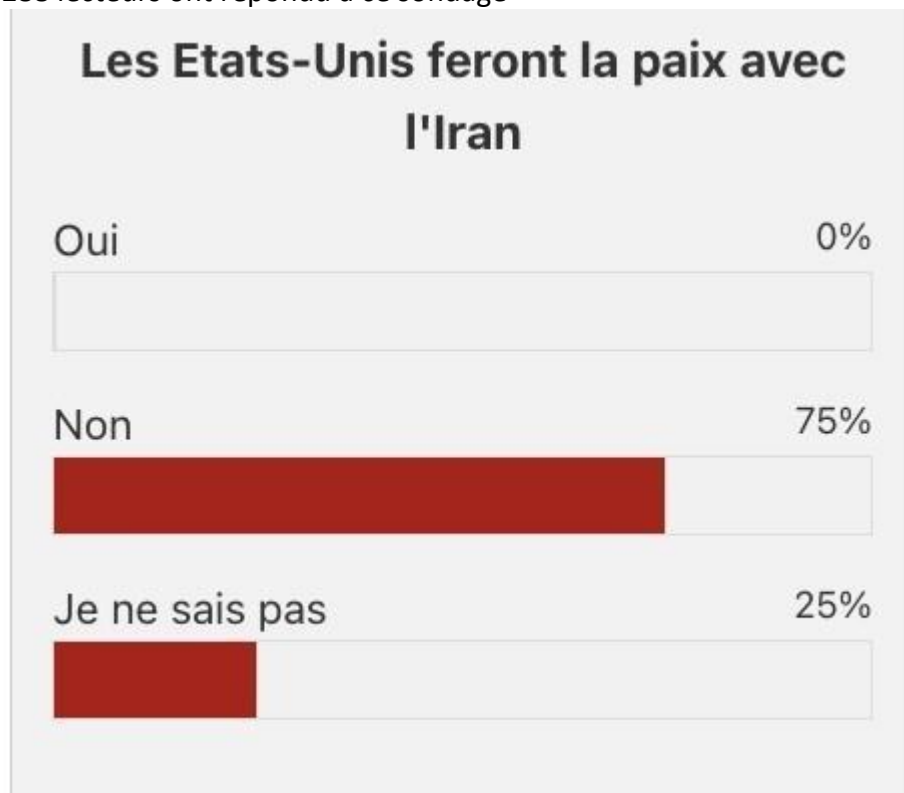
- A. Ils soutiennent l'Iran
- B. Ils imposent un embargo
- C. Ils envahissent le pays
- D. Ils ignorent la situation

Sondage

Analyse du sondage

Il y a 1095 caractères et 193 mots dans ce texte

288 lecteurs ont répondu à ce sondage



Les résultats de ce sondage sont plutôt pessimistes. Personne ne pense que les Etats-Unis et l'Iran feront la paix un jour.

75% des répondants pensent que ce ne sera jamais possible et 25% ne savent pas.

Petit rappel : un sondage n'est pas scientifique. Il récolte l'avis des gens à un moment donné. Si le sondage est refait dans un an, les résultats seront certainement différents.

En ce moment, c'est vrai que la situation est compliquée... Les 2 pays sont « ennemis » depuis des dizaines d'années. Il y eu des boycotts, des négociations puis encore des boycotts... Mais jamais les USA n'avaient pris le risque d'attaquer l'Iran car les dirigeants américains connaissaient et anticipaient les conséquences. Donald Trump, lui, a franchi une limite. Les conséquences, on le voit aujourd'hui sont énormes : l'Iran riposte et attaque les pays alliés des USA, bloque le détroit d'Ormuz et fait ainsi payer la facture de la guerre à tout le monde : aux "petits", les citoyens comme aux "grands", les entreprises ou les états entre autres.

Avis

Le texte explique bien

Il y a 1008 caractères et 189 mots dans ce texte

Je trouve cette article très intéressant parce que on comprend mieux pourquoi le prix de l'essence change tout le temps.

Avant, je pensais que c'était juste parce qu'il manque du pétrole.

J'ai appris qu'il y a aussi des spéculateurs et du "pétrole-papier".

Je connaissait pas du tout sa.

Je trouve sa choquant qu'on peut gagner autant d'argent avec un pétrole qui existe même pas vraiment.

Le texte explique bien avec des exemples simple.

Par exemple quand le litre passe de 1,5 euro à 1,9 euro, on comprend directement ce que sa change pour les gens.

Pour beaucoup de familles, payer plus cher l'essence ou le chauffage, c'est un gros problème.

J'ai aussi compris que les grandes entreprises du pétrole gagne beaucoup d'argent pendant les crises et les guerres.

Je trouve pas sa normal parce que les gens ordinaire eux paye plus cher pendant que les multinationales font des énormes bénéfices.

Le texte est long mais il aide vraiment à comprendre des choses compliquées sur l'économie et le pétro